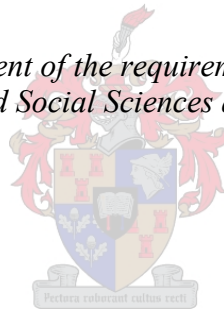


YAOUNDÉ APRÈS L'INDÉPENDANCE :  
LES CHANGEMENTS MIGRATOIRES DANS LE PROCESSUS  
D'URBANISATION D'UNE VILLE-CAPITALE 1960-2010

par

Jean Pierre TOGOLO

*Thesis presented in fulfilment of the requirements for the degree of PHD  
in the Faculty of Arts and Social Sciences at Stellenbosch University*



Directeur de thèse: Prof. Simon Bekker

Co-directeur : Prof. Philippe Blaise Essomba

April 2019

## **Declaration**

By submitting this thesis electronically, I declare that the entirety of the work contained therein is my own, original work, that I am the sole author thereof (save to the extent explicitly otherwise stated), that reproduction and publication thereof by Stellenbosch University will not infringe any third party rights and that I have not previously in its entirety or in part submitted it for obtaining any qualification.

April 2019

Copyright © 2019 Stellenbosch University

All rights reserved

## Résumé

La complexité du phénomène migratoire en Afrique tient généralement en échec la plupart des politiques publiques en matière de planification urbaine. Souvent à l'origine de la croissance démographique galopante dans des villes, la migration requiert une approche transversale pour apporter des explications contextuelles. Au Cameroun, de nombreuses recherches initiées depuis 1960 ont tenté d'expliquer les oscillations pendulaires « villes/campagnes » par des raisons économiques. Dans ces études, le rôle de la ville-capitale a reçu peu d'attention, du moins dans sa conception idéologique. Pourtant, depuis l'indépendance, les différents gouvernements ont employé la ville-capitale pour représenter à la fois l'émergence d'une nouvelle nation et refléter le pouvoir de l'État à travers des monuments, les noms des rues, l'architecture des bâtiments et les espaces publics. L'analyse de ces symboles oriente l'étude sur la migration interne vers de nouvelles pistes tout en espérant des motifs beaucoup plus spécifiques. La présente thèse se propose alors d'aborder un aspect négligé dans la migration interne au Cameroun : (les) l'influence(s) idéologique(s) des différents régimes politiques sur le développement de la ville-capitale et ses effets potentiels sur l'attraction de certains flux migratoires ethno-régionaux.

Cette étude combine à la fois la méthode historique et sociologique (la socio-histoire) dans le cadre de la sociogenèse des migrations internes postcoloniales, puis intègre l'analyse des idéologies des régimes politiques et leurs politiques publiques urbaines dans la perspective de la science politique.

La recherche est donc, à l'évidence, la première étude qui a prouvé l'influence des idéologies politiques des régimes postcoloniaux sur la construction de Yaoundé comme ville-capitale du Cameroun. Elle confirme certes les arguments des théories économiques et non économiques comme facteurs d'attraction des flux migratoires internes, mais apporte également des preuves supplémentaires en ce qui concerne l'impact de l'exercice du pouvoir des différents régimes sur les changements migratoires. Les données statistiques montrent que l'hypothèse du néopatrimonialisme ethnique c'est-à-dire l'attrait explicite des membres du groupe ethnique du président à la capitale n'est pas à considérer dans le cas du Cameroun, mais leur exercice du pouvoir dans la ville-capitale a conduit à la cooptation des élites dans tout le pays autour desquelles se forment continuellement des réseaux migratoires.

## Abstract

The complexity of the migratory phenomenon in Africa complicates public policies and public planning, particularly of the cities of African countries. Representing a primary cause of rapid population growth in cities, the study of migration requires an inter-disciplinary approach. In Cameroon after 1960, many studies have attempted to explain migration by offering economic reasons. In these studies, the role of the capital city has received little attention, not least in terms of its conception in ideological terms. After independence, however, succeeding national governments have used the capital city to represent both the emergence of a new nation and the reflection of the power of the state through monuments, street names, architecture buildings and public spaces. An analysis of these national government interventions in the capital city shifts the study of internal migration towards new tracks by seeking out more specific explanations. The present thesis proposes to tackle internal migration in Cameroon by studying the ideological influences of its different political regimes on the development of the capital city, on internal migration streams, and, in particular, on privileging streams of certain ethno-regional groups towards Yaoundé.

This study combines both historical and sociological methods by integrating the analysis of the ideologies of political regimes and their urban public policies with analyses of internal migration streams during the same periods.

The research is the first study of the influence of the political ideologies of postcolonial regimes on the construction of Yaoundé as the capital city of Cameroon. It confirms hypotheses drawn from economic and non-economic theories of internal migratory flows, and provides new insights into the impact of the exercise of the power of the different regimes on migratory processes. The statistical data provided, moreover, refutes the hypothesis of ethnic neopatrimonialism – that is, the superior flow of members of the president's ethnic group to the capital during his tenure – in the case of Cameroon. Simultaneously, the presidential exercise of power in the capital city has led to the co-optation of elites throughout the country, enabling migratory networks to be continually forming around these elites.

## Remerciements

Je veux exprimer ma gratitude aux personnes physiques et morales sans lesquelles l'aboutissement de ce travail n'aurait été possible.

Je voudrais de tout cœur remercier mes encadreurs :

- le Prof. Simon Bekker de l'université de Stellenbosch, le directeur de thèse, pour sa supervision académique, sa rigueur méthodique, sa disponibilité légendaire et son soutien personnel,
- au Prof. Philippe Blaise Essomba de l'université de Yaoundé I pour avoir accepté co-diriger cette thèse malgré ses responsabilités de chef de département d'Histoire. Grâce à la minutie de ses remarques, il a suggéré quelque style à cette thèse. À tous les deux, je ne saurais assez leur témoigner ma gratitude.

Je remercie ensuite la Graduate School de la Faculté des Arts et Sciences Sociales de l'Université de Stellenbosch en Afrique du Sud pour l'attribution d'une bourse d'études, Lisa Maskell, dans la cadre du Partnership for Africa's Next Generation of Academics (PANGeA) et dont le financement m'a permis d'entreprendre la présente recherche. Je suis infiniment reconnaissant à l'endroit de la directrice de la Graduate School, le Dr Cindy Lee Steenekamp et ses collaboratrices, de Yolanda Johnson et de Tanja Malan pour leur accompagnement administratif pendant mes trois années de recherche dans cette institution.

Mon merci s'étend également aux personnels des différents fonds d'archives, des centres de recherche et des bibliothèques au Cameroun et en Afrique du Sud ainsi qu'à tous les participants à cette recherche. Grâce à leur disponibilité et leurs connaissances des questions abordées lors des entretiens, ils ont fourni les données nécessaires qui ont soutenu les analyses de cette thèse.

Je suis particulièrement heureux d'avoir l'occasion de remercier quelques amis, notamment le Dr Marianne Séverin qui a eu la bienveillante présence d'esprit de m'orienter vers son réseau scientifique de l'Afrique du Sud au moment j'en avais le plus besoin ; le Dr Aaron Alain Claude Essome Mbenda qui a suivi mes progrès, m'a offert des conseils, des encouragements et un soutien logistique sans encombre pendant mes multiples voyages de recherche au Cameroun. Ces remerciements s'adressent aussi à Sandra Marais et son époux Simon ! Je garderai toujours en esprit le bon accueil qu'ils m'ont toujours réservé chez eux à Stellenbosch.

Je dois enfin une reconnaissance spéciale à mon épouse Carine Togolo pour son soutien moral constant et continu. Je ne saurais passer sous silence les veilles et les sacrifices qu'elle a consenti pour l'aboutissement de ce travail. Elle a su prendre soin de nos enfants et faire preuve de beaucoup de patience pendant mes séjours prolongés à Stellenbosch.

## Dédicace

À mon fils, Roddy Florian TOGOLO,  
pour une meilleure appropriation de cet héritage scientifique

## Table des matières

<b>Declaration.....</b>	<b>ii</b>
<b>Abstract.....</b>	<b>iii</b>
<b>Table des matières.....</b>	<b>vii</b>
<b>List of figures.....</b>	<b>xii</b>
<b>Liste des tableaux.....</b>	<b>xiii</b>
<b>Chapitre 1 Introduction Générale.....</b>	<b>1</b>
<b>1.1 Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>1.2 Contexte justificatif de l'étude.....</b>	<b>3</b>
1.2.1 Motivations personnelles et scientifiques.....	6
1.2.2 États de la question.....	9
<b>1.3 Problème et question (s) de recherche.....</b>	<b>11</b>
1.3.1 Question principale.....	11
1.3.1 Questions secondaires.....	11
<b>1.4 Plan de la thèse.....</b>	<b>12</b>
<i>Chapitre 2 L'itinéraire de Yaoundé comme ville-capitale du Cameroun : enjeux historiques, politiques, démographiques et théoriques.....</i>	<i>14</i>
<b>2.1 Introduction.....</b>	<b>14</b>
<b>2.2. Aperçu historique de la ville de Yaoundé avant l'indépendance.....</b>	<b>15</b>
2.2.1. Création et localisation.....	15
2.2.2. Milieu naturel et peuplement de Yaoundé sous administration coloniale allemande.....	16
2.2.3. Les gestions coloniales et fixations de l'espace urbain de Yaoundé (1889-1960).....	18

## **2.3. Évolution politique, démographique et spatiale de Yaoundé au Cameroun depuis 1960**.....22

2.3.1. Rappels historiques des mutations politiques majeurs au Cameroun : des régimes nationaux aux gouvernements urbains de la ville de Yaoundé.....23

2.3.2. Histoire démographique et composition de la population urbaine : de l'origine régionale au déploiement ethnique dans la ville de Yaoundé.....30

2.2.3. La question foncière entre la migration interne et l'évolution du périmètre urbain depuis 1960.....36

## **2.4 Bases théoriques et conceptuelles de l'étude.....40**

2.4.1 Théorie économique de la migration selon Todaro (1969 et 1976) face aux facteurs non économiques de la migration .....41

2.4.2 Arguments théoriques des facteurs non économiques à l'origine et au maintien de la migration (Kok, et al., 2003).....42

2.4. 3 Utilisation théorique des villes capitales par les gouvernements nationaux pour la construction de la nation (Bekker et Therborn, 2012) .....44

2.4.4 Théorie du néopatrimonialisme chez Bach (2013) .....45

## **2.5 Conclusion.....46**

## ***Chapitre 3 Conception de la recherche et méthodologie* .....47**

### **3.1 Introduction.....47**

### **3.2 Conception pluridisciplinaire de la méthode de recherche.....48**

3.2.1 L'approche historique .....48

3.2.2 La recherche sociologique triangulaire (qualitative et quantitative).....49

3.2.3 La technique de science politique .....50

### **3.3 Techniques de collecte des données : recherche de terrain.....52**

3.3.1 La recherche documentaire .....52



3.3.2 Des groupes de discussion ( <i>focus groups</i> ) .....	55
3.3.3 Des entretiens individuels .....	59
3.3.4 Quelques limites de la méthode par rapport aux difficultés rencontrées .....	66
<b>3.4 Traitements et analyse des données.....</b>	<b>67</b>
3.4.1 L'analyse des documents .....	67
3.4.2 Traitement et analyse des données statistiques .....	68
3.4.3 Les données des entretiens .....	69
3.4.4 Considérations éthiques .....	70
<b>3.5 Conclusion.....</b>	<b>71</b>
<i>Chapitre 4 L'influence idéologique des trois régimes politiques du Cameroun sur l'environnement bâti de Yaoundé.....</i>	<i>72</i>
<b>4.1 Introduction.....</b>	<b>72</b>
<b>4.2 Régimes politiques et orientations idéologiques des politiques publiques à propos de la ville-capitale au Cameroun (1960-2010) .....</b>	<b>73</b>
4.2.1 Idéologie et politiques publiques du régime fédéral pour la ville-capitale .....	73
4.2.2 Le poids idéologique du régime unitaire sous Ahidjo dans les politiques publiques de la ville capitale .....	76
4.2.3 Comprendre la représentation de la ville-capitale dans l'idéologie du Régime Biya.....	81
<b>4.3 Transformation de l'environnement bâti de la ville capitale.....</b>	<b>85</b>
4.3.1 L'expression idéologique à travers les monuments, bâtiments d'affaires et noms des avenues (régime 1). .....	86
4.3.2 Histoire du drapeau national et son importance dans la construction de la ville-capitale (régime 2), .....	93
4.3.3 L'influence idéologique à travers le musée national (régime 3).....	95

<b>4.4 Ville capitale : lieu de manifestations de contre-pouvoir .....</b>	<b>97</b>
4.4.1 Conflits d'espace et leurs manifestations dans les rues .....	97
4.4.2 Lieux des manifestations politiques : cas du boulevard du 20 mai.....	99
4.4.3 Les « émeutes de la faim » de février 2008 à Yaoundé .....	99
<b>4.5 Conclusion.....</b>	<b>101</b>
 <i>Chapitre 5 Tendances démographiques et migrations internes vers Yaoundé : focus sur des flux de migration du nord, de la partie anglophone et du sud-Cameroun .....</i>	
<i>102</i>	
<b>5.1 Introduction.....</b>	<b>102</b>
<b>5.2 Quelques données statistiques sur l'évolution démographique de la ville de Yaoundé depuis 1960.....</b>	<b>103</b>
5.2.1 Population de la ville de Yaoundé selon le recensement de 1962 .....	104
5.2.2 Le recensement de 1976 et la composition démographique de Yaoundé .....	106
5.2.3 Démographie urbaine de Yaoundé dans le recensement de 1987.....	107
5.2.4 Données démographiques à Yaoundé d'après le recensement de 2005.....	108
<b>5.3 Effectifs des migrants (intercensitaires) internes dans la population de la ville de Yaoundé pendant trois périodes intercensitaires .....</b>	<b>112</b>
5.3.1 Tendances migratoires vers Yaoundé pendant la 1 <sup>re</sup> période intercensitaire (1962-1976) .....	114
5.3.2 Effectifs des migrants internes dans la population de Yaoundé au cours de la 2 <sup>e</sup> période intercensitaire [1976-1987] .....	117
5.3.3 Flux de la migration vers Yaoundé au cours de la 3 <sup>e</sup> période intercensitaire [1987-2005] .....	118
5.3.4 Variation des proportions des flux migratoires intercensitaires internes des régions anglophones, du Nord et du sud vers Yaoundé.....	120
<b>5.4 Conclusion.....</b>	<b>121</b>

<i>Chapitre 6 Résultats d'enquête sur les facteurs explicatifs de la migration interne postcoloniale vers Yaoundé</i> .....	123
<b>6.1 Introduction</b> .....	<b>123</b>
<b>6. 2 Raisons de la migration interne postcoloniale vers Yaoundé</b> .....	<b>124</b>
6.2.1 Le développement économique .....	124
6.2.2 L'éducation et la santé : deux motifs de la migration non économique .....	130
6.2.3 La famille .....	135
6.3 L'hypothèse idéologique des régimes politiques sur la migration.....	138
6.3.1 Résultats de la recherche sur l'hypothèse idéologique .....	140
6.3.2 Analyse et interprétation des résultats .....	141
6.4.3 Approche alternative du néopatrimonialisme de cooptation.....	144
<b>6.4 Conclusion</b> .....	<b>148</b>
<i>Chapitre 7 Conclusion générale</i> .....	150
<b>7.1 Introduction</b> .....	<b>150</b>
<b>7.2 Principaux résultats de la thèse</b> .....	<b>151</b>
<b>7.3 Conclusion</b> .....	<b>155</b>
<i>Références bibliographiques</i> .....	158

## Liste des cartes

Carte 1 : localisation de Yaoundé au Cameroun.....	2
Carte 2 : représentation des ethnies du Cameroun retrouvées à Yaoundé .....	32
Carte 3 : représentation de quelques quartiers de la ville de Yaoundé par régime politique.....	55
Carte 4 : densité de la population à Yaoundé.....	106
Carte 5 : extension de la ville e Yaoundé entre 1960 et 2010.....	111
Carte 6 : mouvements des migrations internes vers Yaoundé .....	114

## Liste des photos

Photo 1 : un type de quartier d’habitation populaire.....	78
Photo 2 : la zone industrielle.....	78
Photo 3 : un type de quartier de la zone périphérique.....	78
Photo 4 : une vue d’un bâtiment ministériel à Yaoundé .....	87
Photo 5 : siège de la Banque des États d’Afrique centrale (BEAC) à Yaoundé.....	88
Photo 6 : immeuble siège de la Caisse Nationale de la Prévoyance sociale (CNPS) .....	89
Photo 7 : monument du Charles Atangana.....	93
Photo 8 : monument général Leclerc .....	93
Photo 9 : Évolution du drapeau du Cameroun depuis 1957.....	94
Photo 10 : monument de la réunification .....	95
Photo 11 : bâtiment du musée national du Cameroun .....	96

## Liste des tableaux

Tableau 1 : récapitulatif de la vie politique du Cameroun (1960-2010).....	28
Tableau 2 : différents responsables à la tête du gouvernement urbain de Yaoundé .....	29
Tableau 3 : composition ethnique de la population de Yaoundé avant l'indépendance (1957) .....	31
<i>Tableau 4</i> : évolution de la population de Yaoundé (1962-2005) .....	34
Tableau 5 : raisons du choix des migrants, effectifs et lieux des interviews réalisées à Yaoundé ....	62
Tableau 6 : effectif des migrants interviewés à Yaoundé par régime politique.....	62
Tableau 7 : récapitulatif des entretiens avec des composantes sociales engagées dans l'accueil et l'installation des migrants à Yaoundé .....	65
Tableau 8 : quelques exemples de changement des noms des rues à Yaoundé depuis 1960.....	92
Tableau 9 : évolution de la population du Cameroun de 1976 à 2010.....	109
Tableau 10 : évolution de la population de Yaoundé de 1962 à 2005 .....	110
Tableau 11 : évolution des effectifs des migrants (intercensitaires) internes dans la population urbaine de Yaoundé entre 1962 et 2005 selon le lieu de naissance .....	113
Tableau 12 : effectifs des migrants (intercensitaires) internes vers Yaoundé selon la région d'origine (1962-1976).....	116
Tableau 13 : effectifs et pourcentages de la population migrante vers Yaoundé selon les régions d'origine pour la période intercensitaire 1976-1987.....	118
Tableau 14:effectifs des flux de migrants vers Yaoundé selon le lieu de naissance pour la période intercensitaire 1987-2005.....	119
Tableau 15 : estimation en % des proportions des migrants originaires du Nord, des régions anglophones et sud pendant trois périodes intercensitaires .....	120

## Liste des graphiques

Graphique 2 : périodes intercensitaires et régimes politiques correspondants .....	104
Graphique 3 : comparaison des proportions des flux migratoires du Nord, des régions anglophones et du Sud vers Yaoundé (1962-2005) en %.....	120

## Sigles et abréviations

ANY:	Archives Nationales de Yaoundé
BEAC:	Banque des États de l’Afrique centrale
BUCREP:	Bureau central des Recensements et des Études de Population
Cf. :	confère
CFC :	Crédit foncier du Cameroun
CHU :	Centre Hospitalier universitaire
CNPS :	Caisse Nationale de la Prévoyance sociale
CNRS :	Centre National de Recherches Scientifiques
CPNC:	Cameroon Peoples’ National Congress
CRTV:	Cameroon Radio and Television
CUC:	Cameroon United Congress
CUSS:	Centre Universitaire des Sciences de la santé
CUY :	Communauté urbaine de Yaoundé
ECAM:	Enquêtes Camerounaises Auprès des Ménages
EMIA :	École Militaire Inter armée
ENAM:	École Nationale d’Administration et de la Magistrature
Etc. :	<i>Etecer</i>
IFORD:	Institut de Formation et de Recherche démographique
INS :	Institut Nationale de la Statistique du Cameroun
K. N. D. P.:	Kamerun National Democratic Party
MAETUR:	Mission d’Aménagement et d’Équipement des Terrains urbains et ruraux
MAGZI :	Mission d’Aménagement et de Gestion des Zones industrielles
MDR :	Mouvement démocratique pour la défense de la République
MINDUH :	Ministère de l’Urbanisme et de l’Habitat
MINHDU:	Ministère de l’Habitat et du Développement Urbain
NTIC :	Nouvelles Technologies d’Information et de Communication
OAMPI :	Office africain et malgache de la Propriété Intellectuelle
OAPI :	Organisation africaine de la Propriété intellectuelle
OCAM :	Organisation commune africaine, malgache et mauricienne
ORSTOM :	Office de la Recherche Scientifique et Technique d’Outre-Mer
PDC :	Parti des démocrates Camerounais
PU :	Plan d’Urbanisme
RDPC:	Rassemblement démocratique du Peuple camerounais

RGPH :	Recensement général de la Population et de l'Habitat
SDAU :	Schéma directeur d'aménagement et d'Urbanisme
SDF :	Social Democratic Front
SIC :	Société immobilière du Cameroun
SNH :	Société Nationale des Hydrocarbures
UC:	Union Camerounaise
UNC:	Union Nationale camerounaise
UNDP:	Union National pour la Démocratie et le Progrès
UPC :	Union des Populations du Cameroun

# Chapitre 1

## Introduction Générale

### 1.1 Introduction

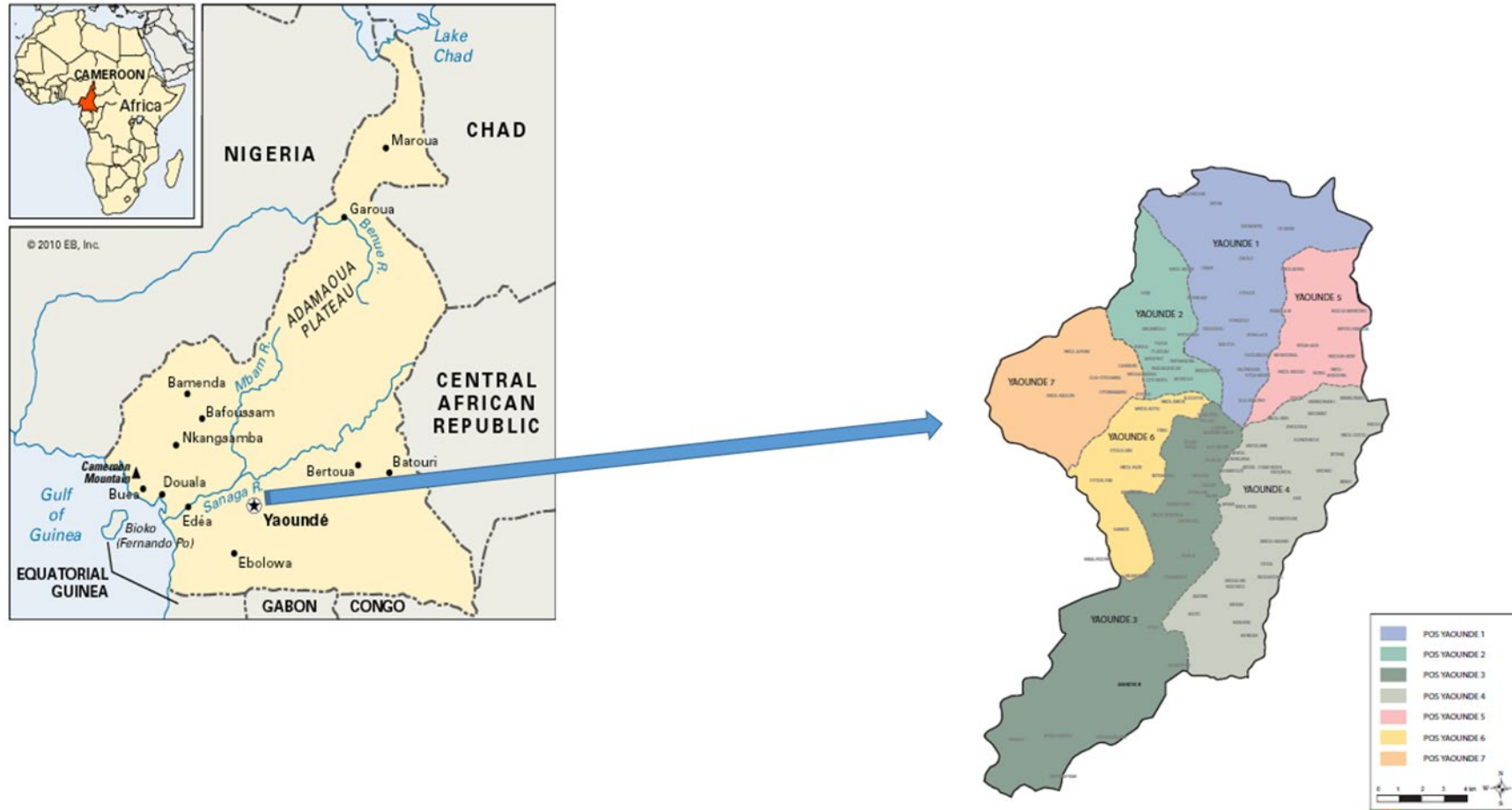
La présente thèse se propose d'expliquer les changements de flux migratoires internes postcoloniaux vers Yaoundé, la ville-capitale du Cameroun (cf., infra, carte 1, p. 2). Située en pleine forêt équatoriale, la ville de Yaoundé a été créée entre 1887 et 1889 sous administration coloniale allemande pour des raisons stratégiques (Morgen, 1972). Ce fut l'œuvre de deux explorateurs allemands Kund et Tappenbeck (*DKZ*, 1920 : 128) qui, au cours d'un voyage d'exploration vers l'*hinterland*, tombèrent sous le charme d'un lieu naturellement séduisant et décidèrent d'y créer un poste militaire<sup>1</sup>. Au-delà de la beauté naturelle des lieux, la position géostratégique de Yaoundé leur permettait alors au départ de contrôler l'arrière-pays, notamment maîtriser le chef Vouté, Ngila réputé pour sa puissance de domination des tribus environnantes (Essomba, 2015). L'ouverture du poste à la côte et aux autres localités du territoire, par la suite, a donné l'occasion d'initier un certain nombre de projets économiques. Viabiliser le site semble donc avoir prédisposé Yaoundé, depuis la période coloniale, à un vaste mouvement migratoire que les régimes politiques postcoloniaux ne parviennent pas encore à maîtriser. Ainsi, prenant en compte le contexte politique et des configurations sociodémographiques actuelles dans la capitale, la présente thèse s'intéresse au rôle que les régimes politiques postcoloniaux ont joué dans l'attraction de certains flux migratoires ethno-régionaux dans la ville-capitale. Par une approche pluridisciplinaire, elle cherche à comprendre ainsi la migration interne postcoloniale appréhendée comme un phénomène transversal dont les conséquences restent actuelles.

---

<sup>1</sup> Yaoundé, dans ses débuts sous administration coloniale allemande, n'était qu'un point de concentration d'une cinquantaine de paillotes en planche avec une population n'excédant pas 300 habitants (Kengne, 2000 : 11 cité par Pondi, 2012 : 16). Après la Première Guerre mondiale, la population de Yaoundé, sous administration française, se chiffre à 5 865 en 1926, elle atteint 17 311 en 1945 et évolue jusqu'à l'indépendance en 1960.



*Carte 1 : localisation de Yaoundé au Cameroun*



Source : adapté à partir de Encyclopædia Britannica, Inc. <http://media1.britannica.com/eb-media/81/104981-004-6F1A9881.gif>, consulté, le 30 juillet 2017.

## 1.2 Contexte justificatif de l'étude

La migration a toujours été au cœur de l'histoire de l'humanité. En Afrique, elle remonte longtemps avant la colonisation et s'inscrit désormais dans une dynamique nouvelle après les indépendances. Généralisée au départ, l'étude de la migration a dû évoluer par la suite avec la confirmation des frontières internationales. L'on pouvait alors faire le *distinguo* entre la migration internationale et celle dite interne. Au Cameroun, la montée du phénomène de la migration interne a eu un regain d'intérêt pour ses effets sur l'urbanisation (Boonen, 2015). Cette situation a, de ce fait, déclenché un certain nombre d'enquêtes scientifiques pour essayer d'expliquer les raisons des départs massifs des campagnes vers les villes de façon générale.

Au cours des trois premières décennies après l'indépendance, il y a eu une augmentation significative de l'exode rural (Gubert, 2010). Les études initiées dans ce sens ont permis d'expliquer les oscillations pendulaires « villes/campagnes » par des raisons économiques. René Dumont pense à cet effet que : « *le progrès économique appelle un exode rural de vitesse contrôlée seulement dans la mesure où il aboutit, en ville, à l'obtention d'un emploi productif : mais non pour la fonction de chômeur et de parasite des bidonvilles* » (Dumont, 1962 : 54). Évidemment, des économistes ont fourni des fondamentaux en matière théorique que la plupart des recherches menées au cas par cas s'emploient à vérifier. Seulement, la tendance à généraliser les études urbaines en Afrique pourrait ne plus avoir une certaine audience au regard de l'évolution des villes à l'intérieur des États en Afrique subsaharienne. Il est remarquable que la catégorisation des villes évolue avec le temps et selon le contexte. Au XXI<sup>e</sup> siècle, la ville en Afrique ne se définit plus seulement selon le passé colonial ou les emplois qu'elle offre (Nzouankeu, 1967), mais davantage aux nouvelles orientations données à leur développement aussi bien par le dynamisme des populations que par des politiques publiques des régimes politiques postcoloniaux (Coquery-Vidrovitch, 2006).

De ce point de vue, il convient de questionner à nouveau cette manière d'étudier la migration interne vers les villes en différenciant à chaque fois, la migration interne vers une ville balnéaire, une ville universitaire ou bien celle qui se produit vers une ville frontière par exemple. Elles pourraient avoir quelques différences fondamentales des facteurs explicatifs comparés à une migration orientée vers une ville-capitale. Certainement, en considérant la ville

en Afrique du point de vue socio-historique, il est possible d'examiner des contraintes structurales ou fonctionnelles pouvant contribuer à l'étude de la migration interne en Afrique par des motifs beaucoup plus spécifiques.

Dès les années 2000, une innovation intervient dans l'étude urbaine en Afrique. Des séries de publications axées sur le développement des villes-capitales en Afrique subsaharienne sont initiées par Bekker et Therborn (2012) et proposent d'autres axes de réflexions sur la construction et le rôle que jouent les villes dites de pouvoir au sein des États africains postcoloniaux. Ainsi, comprendre la complexité des représentations des villes-capitales est d'une importance vitale si l'on veut étudier le processus par lequel des régimes politiques entreprennent la construction de l'État-nation. La ville-capitale apparaît dans ce contexte comme un lieu de manifestation du pouvoir et de contre-pouvoir sous toutes ses formes. Bien que focalisée sur les États africains, l'absence, jusque-là, d'une recherche approfondie sur la construction idéologique et théorique de Yaoundé comme ville-capitale du Cameroun donnait l'occasion de s'y intéresser de plus près.

En examinant, dans le cadre de cette thèse, la manière dont Yaoundé a été idéologiquement construit comme ville-capitale depuis 1960 par des régimes politiques d'une part, et les effets potentiels du développement de son environnement bâti sur les flux migratoires internes d'autre part, il est possible de considérer de nouveaux paramètres pouvant contribuer à l'explication de la migration interne. La présente étude se propose alors d'aborder un aspect négligé dans la migration interne au Cameroun : (les) l'influence(s) idéologique(s) des différents régimes politiques sur le développement de la ville-capitale et ses effets potentiels sur l'attraction de certains flux migratoires. Les enquêtes menées dans ce cadre visent à présenter les différentes façons dont chaque régime a construit la capitale et les effets potentiels de cette urbanisation sur la migration interne après 1960 ; d'où le titre de la présente thèse : *Yaoundé après l'indépendance : les changements migratoires dans le processus d'urbanisation d'une ville-capitale 1960-2010*.

Cette thématique intéressante entre dans le cadre de la socio-histoire urbaine, un domaine récent qui se veut novateur aussi bien dans sa démarche scientifique que dans ses centres d'intérêt. Il est évident du point de vue de la démarche que la socio-histoire combine à la fois la méthode historique et sociologique dans une approche pluridisciplinaire. Si nos analyses

convoquent aussi la méthode de la science politique, c'est à cause du fait que la socio-histoire *« intègre pleinement les questions économiques dans ses investigations, quant à leur genèse, les configurations, les groupements et les relations de pouvoir matérielles et symboliques propres à cet univers de pratiques »* (Hamman, 2006).

S'il est vrai avec Gérard Noiriel (2006) que la socio-histoire, comme science, se *« focalise sur l'étude du passé dans le présent et sur l'analyse des relations à distance qui lient entre eux un nombre sans cesse croissant d'individus »* cité par (Hamman, 2006:2), sa spécificité dans une étude sur les changements migratoires postcoloniaux vers une ville-capitale d'Afrique subsaharienne réside dans sa capacité à mettre en musique les interactions d'un certain nombre de contraintes qui pèsent sur les acteurs. Nous avons d'un côté des régimes politiques et la perception qu'ils font de la ville-capitale dans leurs idéologies, et de l'autre, une population sujette à la migration devenant de plus en plus importante à choisir la capitale comme destination finale. La conception chronologique des événements dans le temps justifie le choix du cadre chronologique 1960-2010.

Pour des besoins empiriques, la présente thèse prend en compte l'année **1960** comme borne chronologique supérieure à partir de laquelle les mouvements migratoires postcoloniaux vers Yaoundé peuvent être statistiquement quantifiables (INS, 2013). Aussi, l'année 1960 marque l'indépendance du Cameroun, c'est-à-dire la fin du système colonial et le passage de la gestion du territoire aux mains des nationaux et la confirmation de Yaoundé comme la capitale du Cameroun. Pour cette raison, elle donne à cette recherche le cadre chronologique idéal pour faire la sociogenèse de la nouvelle dynamique de la migration interne postcoloniale au Cameroun.

Quant aux mutations sociopolitiques enregistrées au Cameroun depuis l'indépendance, l'année **2010** a été importante du point de vue de la consolidation de l'affirmation de l'autonomie dans seize pays d'Afrique francophone y compris le Cameroun. Cette auto affirmation a donné lieu à la multiplication des célébrations du cinquantenaire des indépendances. Au-delà des critiques formulées à cet égard, les commémorations ont été une occasion pour les gouvernements en place de s'affirmer dans la gestion des États et de faire résonner l'écho d'un bilan d'autodétermination et de responsabilité politique. C'est au vu de tous ces aspects qu'il semble

nécessaire d'examiner, dans l'intervalle relativement long (1960-2010), le rôle qu'auraient pu jouer les différents régimes politiques postcoloniaux et leurs idéologies.

Considérant l'influence des régimes politiques et leurs idéologies sur la ville-capitale d'une part et, prenant en compte le fait que Yaoundé est un lieu de destination à la fois des migrants internationaux et nationaux d'autre part, il importe de circonscrire l'étude en expliquant les raisons d'un choix porté sur la migration dite interne. En effet, dans un contexte d'affirmation du pouvoir dans la gestion politique d'un État, il semble opportun de s'intéresser aux différentes manifestations du pouvoir dans la ville-capitale à travers des éléments matériels et symboliques identifiés dans son l'environnement bâti. Dans la même logique, la migration apparaît comme un élément fondamental d'analyse des effets potentiels des influences idéologiques sur la population nationale. Car, en examinant le degré d'attractivité de la ville-capitale vis-à-vis des populations nationales, on a la possibilité de comprendre si les politiques mises en place visaient à confirmer le pouvoir hérité de la colonisation ou encore à consolider les liens communautaires dans un processus de construction de l'Etat-nation. Cette façon de faire permet de voir au niveau national si les régimes politiques ont eu une influence quelconque dans les mouvements migratoires des nationaux observés vers la ville-capitale depuis 1960. Toutefois, entre des fondements historiques et le contexte politique, il y a surtout des considérations sociologiques du phénomène migratoire qui confère à ce sujet le caractère actuel et complexe qui intéresse le chercheur pour plusieurs raisons.

### **1.2.1 Motivations personnelles et scientifiques**

Le choix d'un sujet sur les changements migratoires vers Yaoundé comme ville-capitale dès 1960 répond aux aspirations personnelles de poursuivre, en thèse, de nouveaux aspects de son développement postcolonial dans une suite logique de mes travaux antérieurs. J'avais alors initié, dans le cadre d'un Master en Histoire des Relations Internationales, une recherche sur les toutes premières expérimentations agricoles d'envergure à Yaoundé<sup>2</sup>. Il s'agissait d'un projet ambitieux de l'administration coloniale allemande qui s'étendait sur une superficie de 100 hectares environ au lieu-dit Nomayos, dans la périphérie Sud. Réalisés dès 1913 selon les considérations de l'époque, les essais de cultures avaient balisé, à l'égard de ses initiateurs, les contours

---

<sup>2</sup> Togolo, J.P., 2013. « Expérimentation agricole au Cameroun sous administration coloniale allemande : cas du centre d'essai de culture de Nomayos dans le District de Yaoundé 1887-1916 », mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I.

d'un développement économique de la localité. Ce développement a par ailleurs prévalu au maintien de la ville de Yaoundé comme capitale du Cameroun allemand après Douala et Victoria. Si la conclusion de cette recherche a montré que ce projet est à l'origine de l'avènement de l'économie monétaire dans la région, c'est grâce à la production et la commercialisation des produits de rente et vivriers.

Aborder la question migratoire dans le processus d'urbanisation de Yaoundé après l'indépendance permet alors de voir si la modernisation du site a tenu compte des orientations de départ. Pour cela, montrer la signification de la ville-capitale dans les idéologies des régimes politiques postcoloniaux paraît nécessaire. Il est par ailleurs question de refléter, à travers les motifs de la migration, la manière dont les populations perçoivent les transformations opérées dans l'environnement bâti de Yaoundé depuis 1960. Ces paramètres donnent à examiner à la fois l'influence idéologique des régimes sur le processus d'urbanisation de Yaoundé et les effets de celle-ci sur l'attraction des flux migratoires internes postcoloniaux ; un phénomène étroitement lié à la croissance démographique accélérée dans la région.

Le Cameroun, comme la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, connaît depuis son indépendance, une augmentation rapide de la population urbaine (Champaud, 1983). Les taux d'urbanisation enregistrés font état de 2,6 % en 1976, 37,9 % en 1987 et 52 % en 2010 (BUCREP, 2010). Ces chiffres traduisent, certes la croissance démographique de manière générale, mais révèlent l'ampleur des mouvements migratoires vers les principales villes du pays, notamment Douala, Yaoundé et Bafoussam. En ce qui concerne la ville de Yaoundé, la population est passée de 89 969 habitants en 1962 à plus de 2 millions de personnes en 2010. Elle se déploie assez rapidement du fait, entre autres, de la croissance naturelle et l'intensité des flux migratoires internes venues de différentes régions. Regroupée par quartier, la population urbaine reflète, du point de vue sociologique, une certaine diversité qui est toute aussi à l'image des principaux grands groupes ethniques que l'on retrouve dans tout le Cameroun (cf., infra, carte 2, p. 31). Quelques grands groupes sont connus. Parmi les ethnies venues du Nord-Cameroun par exemple, il y a les Fulbé/Peuhl ou *Fulani*, les *Massa*, les *Toupouri* et les *Musgum* (Mveng, 1963). Dans la partie anglophone du pays, les *Bakwéri* et les *Isubu* occupent les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest (Azevedo, 1990:5). À l'ouest, les *Tikar*, les *Bamoun* et les *Bamiéké* constituent l'essentiel des groupes ethniques installés dans les régions des hauts plateaux (Champaud, 1983). Quant au Centre- Sud, il y a surtout les Bantous constitués des

Fang, des *Bèti* et des *Bulu*, du grand ensemble *Panhouins* reconnu majoritaire de la région. Ils vivent dans la région forestière qui s'étend jusque dans la région de l'Est où l'on retrouve les *Baka* (Dugast, 1949).

Si la présence de ces ethnies à Yaoundé est une réalité, leur foisonnement à l'intérieur du périmètre urbain témoigne de la vocation de la capitale à construire l'intégration politique à partir de l'intégration géographique pour parler comme Bopda (2003). Sous un autre angle, la présence de ces ethnies dans la ville-capitale peut aussi être interprétée comme la matérialisation de la construction de l'État-nation prônée par les idéologies des régimes politiques postcoloniaux. À ce niveau, l'on pourrait penser, à *priori*, que les régimes politiques ont contribué de quelque manière que ce soit à l'attraction de certains groupes ethno-régionaux particuliers dans la ville-capitale et marginalisé d'autres comme on l'a vu au Kenya en Afrique de l'Est avec l'ethnie Kikuyu de Jomo Kenyatta à une certaine époque.

L'histoire renseigne que lorsque Jomo Kenyatta accède au pouvoir en 1963, après l'indépendance, il adopte le « tribalisme politique » comme mode de gestion. Dans sa gouvernance, il accorde des privilèges uniquement aux membres de son ethnie au détriment des autres ethnies des régions arides ou à potentialités économiques relativement faibles (Maupeu, 2005:502). La capitale Nairobi localisée dans la zone à fortes potentialités économiques semble avoir servi de prétexte à la promotion des kikuyu à qui profitaient des plans de distribution des terres, des opportunités d'emplois publics (Rothchild, 1972). Du point de vue économique, la surreprésentation des Kikuyu dans des milieux capitalistes traduisait la politique de marginalisation des autres groupes ethniques. Cette situation a perduré une décennie environ et connu un léger changement en 1978 avec l'arrivée au pouvoir de Daniel Arap Moi. Originaire de l'ethnie *Kalenjin*, il décide de déloger les Kikuyu de leurs positions stratégiques sans pour autant réussir à les déposséder de leur pouvoir capitaliste. Mais sur la base du principe de faire bénéficier ses congénères de la région du *Rift valley*, les kikuyu sont remplacés systématiquement à des postes importants aussi bien dans l'administration publique que dans de grandes entreprises (Maupeu 2005:504). L'exemple du Kenya fait resurgir, dans le cadre de cette recherche, le questionnement d'un rapport éventuel entre l'origine du chef de l'État et les avantages que ce dernier accorde ou non aux membres de son groupe ethnique et, pourquoi pas, les répercussions que cela peut avoir dans la migration de ces derniers.



Dans un tout autre contexte, en Afrique centrale, le Cameroun du point de vue politique, a connu des quelques changements dont deux semble essentiel pour la présente recherche. Le premier est constitutionnel. Il marque le passage de l'État fédéral à l'État unitaire le 1er octobre 1972 sous la présidence d'Ahmadou Ahidjo originaire du Nord. Le second pendant l'État unitaire, le 2 novembre 1982 est une transition présidentielle. Il marque la fin de la présidence d'Ahidjo et le début du régime Biya natif du Sud. Ces deux changements amènent à diviser la vie politique en trois régimes à savoir :

- (1) le régime fédéral (1961-1972),
- (2) le régime unitaire sous Ahidjo (1972-1982) et
- (3) le régime Biya depuis 1982.

Ces régimes politiques avaient des idéologies dont les influences se sont manifestées dans le processus de construction de la ville-capitale. Chaque gouvernement semble avoir influencé le développement socio-économique de Yaoundé à travers différentes politiques publiques urbaines initiées à cet effet. Quelques recherches antérieures à propos de l'évolution et l'urbanisation de Yaoundé montrent l'ampleur et la complexité d'une question d'actualité qui n'a pas cessé de préoccuper les contemporains.

### **1.2.2 État de la question**

Il existe un certain nombre d'études sur Yaoundé dans des domaines aussi divers que l'histoire, la géographie. Des travaux d'historiens ont déjà établi les circonstances de la fondation de Yaoundé (Morgen, 1972). Ils renseignent sur le site originel et ses premières modifications (Medou, 1973) ainsi que le mode de vie des peuples autochtones (Esson & Laburthe-Tolra, 2006). Dans cette variété d'études, une enquête importante revient sur les premières expérimentations agricoles pendant la période coloniale allemande et qui seraient la base de l'économie agricole de la région (Togolo, 2013). D'autres recherches donnent des détails liés à la croissance démographique (ORSTOM 1970), les activités urbaines (Nga Ndongo, 1975) et les difficultés de croissance à s'accommoder à l'aménagement du périmètre urbain. Les résultats de ces travaux remettent au goût du jour la question d'adaptation de l'infrastructure à l'évolution de la population urbaine (Ngwé, 1982). Au-delà de ces problèmes propres à la plupart des villes des pays d'Afrique subsaharienne, il n'en demeure pas moins que l'influence interne de la ville de Yaoundé reste perceptible dans ses interactions avec des localités environnantes



(Ndock, 2013) tout comme son rayonnement international comme capitale politique demeure dans sa capacité à abriter des représentations diplomatiques (Pondi, 2012).

L'intérêt que certains géographes ont porté sur l'urbanisation de Yaoundé dans des années 1960, 1970 et 1980 les a amené à s'intéresser naturellement à la question de la migration (Franqueville, 1967), (Ze Nguele, 1972), (Marguerat, 1986), (Ekambi, 1993). Les travaux de Franqueville (1987) en rapport aux migrations dans le sud du Cameroun, notamment à Yaoundé jusqu'en 1987. Ses analyses rendent compte des problèmes d'insertions économiques rencontrés par le migrant du Sud-Cameroun, notamment dans la ville de Yaoundé. De telles études sur la migration interne à court terme ne montrent pas nécessairement de subtiles modifications au fil du temps. Pourtant, les travaux remarquables de Franqueville menés successivement en 1984 et 1987, juste après que le Cameroun soit passé de l'État fédéral à la République du Cameroun, auraient pu prendre en compte le facteur idéologique des différentes politiques publiques de chaque régime sur l'environnement bâti. Cet aspect semble important aussi bien dans le processus d'urbanisation d'une ville-capitale que dans les motifs des changements des flux migratoires vers celle-ci.

Une autre étude non moins importante ressasse le processus d'intégration nationale par le développement métropolitain de Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration (Bopda 1997). Les enquêtes de l'auteur l'orientent vers les mécanismes qui entretiennent la relation d'interdépendance entre le territoire étatique-national et le territoire métropolitain de la capitale : les perceptions de la ville dans des coins reculés, sa représentation dans l'imagerie populaire ou encore sa difficile acceptation dans des sociétés traditionnelles, etc. Ces préoccupations posent des questionnements autour des convergences migratoires que l'urbanisation de Yaoundé semble avoir déclenchée. Seulement, l'aspect migration abordé par Bopda lui permet d'expliquer, par une approche géographique, la redistribution de la population dans la ville, sa croissance, sa densité et les « pratiques résidentielles ». On comprend pourquoi il résumer le rôle d'une capitale en Afrique tropicale dans sa « *capacité à représenter à la fois le village, la ville, le quartier, le pays, l'État et le monde pour relever le défi d'intégration* » (Bopda, 2003).

Cependant, dans cette représentation du rôle que joue la capitale dans un pays, la compréhension systématique de la manière dont les pouvoirs publics contribuent à représenter l'État-nation dans la perspective de l'intégration fait toujours défaut. En scrutant les recherches

disponibles, l'on se rend compte de l'évidence : les enjeux d'urbanisation de Yaoundé comme ville-capitale demeurent actuels. Toutefois, les préoccupations des auteurs n'ont pas permis de se pencher vers les influences idéologies des différents régimes politiques postindépendance à travers les politiques publiques urbaines et les effets de ces influences sur l'environnement bâti de la ville. Ces aspects essentiels à l'étude conceptuelle des villes-capitales en Afrique subsaharienne n'ont pas encore été examinés de près au Cameroun. L'opportunité de leur combinaison dans la présente thèse semble préalable à l'explication des changements de flux migratoires vers une ville-capitale.

### 1.3 Problème et question (s) de recherche

Le Cameroun, 50 ans après l'indépendance, a connu plusieurs régimes politiques, différentes idéologies et politiques publiques de gestion de la ville-capitale. De la fédération à la République du Cameroun, les différents gouvernements ont employé la ville-capitale pour représenter non seulement l'émergence d'une nouvelle nation, mais aussi pour refléter le pouvoir de l'État. Symboliquement, ce pouvoir s'est manifesté dans l'architecture de la capitale, ses monuments, les noms des rues et les espaces publics. Ce processus de construction de l'espace urbain a eu pour conséquence, entre autres, les flux migratoires de certains groupes ethniques et/ou régionaux vers la capitale posant ainsi des problèmes liés à une situation de crise urbaine à travers une urbanisation galopante.

#### 1. 3.1 Question principale

La question qu'on se pose pendant les différents régimes politiques du Cameroun est de savoir : **de quelle manière leur exercice du pouvoir à travers l'environnement bâti et le développement socio-économique ont-ils influencé les flux migratoires des populations vers la ville capitale ?** Cette question pose la problématique centrale de notre recherche à laquelle s'ajoutent les questions secondaires.

#### 1.3.1 Questions secondaires

Q1 : quels différents régimes nationaux ont-ils pris le pouvoir au Cameroun après l'indépendance avec quelles idéologies nationales et quelles politiques publiques à propos de la ville capitale ?

Q2 : quelles influences ces différents régimes ont-ils eu sur l'environnement bâti, le développement socio-économique et la question foncière de la capitale ?

Q3 : quels flux migratoires a-t-on observé dans la ville capitale pendant 55 ans et comment ont-ils varié pendant les différents régimes politiques du Cameroun ?

Q4 : quelles influences le développement socio-économique et l'environnement bâti de la ville capitale ont-ils eu sur les flux migratoires des groupes ethniques et/ou régionaux à Yaoundé ?

## 1.4 Plan de la thèse

La présente thèse est subdivisée en sept chapitres.

Le **chapitre 1** est en réalité l'introduction générale. Il donne des éléments clés autour desquels la présente recherche repose. Il s'agit, notamment du contexte et justification du sujet, de l'identification du problème de la thèse, des questions principales et secondaires ainsi que les différentes articulations de la recherche.

Le **chapitre 2**, intitulé : Yaoundé et son itinéraire comme ville-capitale du Cameroun : enjeux historiques, politiques, démographiques et théoriques, donne un aperçu de Yaoundé à travers une revue de la littérature. C'est en considérant les études pertinentes, qu'il est possible de proposer une grille de lecture des recherches de plusieurs disciplines. Cette démarche donne également une idée précise de l'état de la question sur les migrations internes vers Yaoundé aujourd'hui ainsi que les bases théoriques de l'étude.

Cette vue panoramique donne la possibilité dans le **chapitre 3**, de concevoir une démarche scientifique de l'étude dont les résultats, à terme, doivent permettre de répondre à la problématique de cette thèse. C'est le lieu de présenter et les techniques, dans les détails, les outils de collecte des données d'une part, et d'autre part, d'expliquer de manière concrète, la façon dont les analyses de ces données seront effectuées.

Une fois le cadre méthodologique défini, il sera alors possible, dans le **chapitre 4**, d'identifier, dans un premier temps, les différents régimes politiques postcoloniaux au Cameroun et leurs idéologies. C'est le lieu de montrer surtout la manière dont chaque régime a conçu

idéologiquement le développement de Yaoundé comme ville-capitale du Cameroun post-indépendant à la fois pour symboliser l'État-nation et représenter le pouvoir exercé. Dans un second temps, des illustrations de ces différentes représentations de la ville-capitale seront faites par les exemples de changements observés dans l'environnement bâti de Yaoundé depuis 1960. Nous verrons également pourquoi, construit progressivement comme la vitrine du Cameroun, Yaoundé comme ville-capitale est devenu le théâtre des manifestations politiques diverses de nature à attirer les populations de l'arrière-pays.

Le **chapitre 5** propose une observation de l'ampleur des flux migratoires vers Yaoundé à partir des données statistiques des recensements. Il s'agit de proposer des analyses non seulement du développement démographique, mais des tendances migratoires vers la ville de Yaoundé qui permettent de ressortir les effectifs des migrants internes de l'ensemble de la population urbaine. C'est cette analyse qui permettra enfin de déterminer les différentes proportions et les variations des flux migratoires de certaines régions vers Yaoundé depuis les années 1960.

Dans la perspective de recherche des facteurs explicatifs de la migration interne postcoloniale vers Yaoundé, ville-capitale, il est question de présenter, dans le **chapitre 6**, les résultats d'enquêtes de terrain relatives aux motifs de la migration qui ont le plus influencé le choix de Yaoundé, la ville-capitale par des migrants eux-mêmes. À cet effet, un certain nombre de facteurs à la fois économiques, non économiques et idéologiques est à considérer sous chaque régime politique.

Toutes ces articulations constituent des critères d'analyse qui permettent de répondre à la question principale de la présente recherche en dernière analyse au **chapitre 7** : conclusion.

## *Chapitre 2*

# *L'itinéraire de Yaoundé comme ville-capitale du Cameroun : enjeux historiques, politiques, démographiques et théoriques*

### **2.1 Introduction**

L'objectif de ce chapitre est de présenter un aperçu de Yaoundé à travers une revue de la littérature. Par rapport à la question principale de cette thèse, l'opportunité de ce chapitre est de scruter les études pertinentes à caractère scientifiques menées à propos de l'histoire politique en relation avec l'urbanisation/migrations interne vers Yaoundé. C'est davantage des recherches de plusieurs disciplines qui donnent une idée précise de l'état de la question sur les migrations internes vers Yaoundé aujourd'hui. C'est ce qui nous amène à nous intéresser des publications en la matière.

Nous retiendrons d'abord les publications dont la pertinence permet de donner une brève connaissance historique de Yaoundé (2.2), notamment sa création (2.2.1), son milieu naturel et humain (2.2.2) et les gestions coloniales allemande et française (2.2.3) en matière d'urbanisation. Ensuite, nous entendons analyser des travaux qui renseignent sur l'évolution de la ville de Yaoundé au Cameroun après l'indépendance (2.3). Cette évolution s'articule autour des événements politiques majeurs à la fois au niveau national et urbain (2.3.1), l'évolution démographique (2.3.2) et la gestion de la question foncière à l'intérieur du périmètre urbain (2.3.3).

Ces deux étapes permettront d'identifier quelques problèmes qui peuvent être analysés de manière utile dans le cadre de cette étude. Il y a surtout la question de l'attractivité de Yaoundé (migration), celle liée à sa construction comme ville-capitale dans un contexte national, du rôle et la nature des régimes politiques post indépendance. L'examen de ces aspects offre des perspectives d'une analyse conceptuelle de la thématique à partir des bases théoriques essentielles à cette étude (2.4). Ces théories concernent l'explication économique de la migration (2.4.1) face aux facteurs non économiques (2.4.2), l'utilisation théorique des villes capitales par les gouvernements nationaux pour la construction de la nation (Bekker et Therborn)

(2.4.3) et la nature de ces régimes sera théorisée en utilisant le néo-patrimonialisme de Bach (2.4.4).

## 2.2 Aperçu historique de la ville de Yaoundé avant l'indépendance

Quelques auteurs intéressés à l'histoire de la ville de Yaoundé y compris ses environs ont initié des recherches sur la période coloniale. Ces travaux renseignent à propos de la création de Yaoundé, sa localisation dans l'*hinterland* Cameroun par rapport à la côte, ses limites territoriales, sa mise en valeur à travers la gestion administrative allemande et française.

### 2.2.1 Création et localisation

Yaoundé est une création allemande. À l'origine, c'est un poste militaire identifié en 1888 (Laburthe-Tolra, 1970 : 7). Au cours d'une expédition menée vers l'*hinterland* par le capitaine Kund et le Lieutenant Tappenbeck, Yaoundé est un lieu où devaient s'installer les autorités allemandes, une année plus tard. Les sources d'archives sont précises et donnent des informations à propos du site abritant la station de Yaoundé (*Jaunde Station*). Elles montrent que l'espace qui retient l'attention de l'administration allemande est situé entre 11 et 15 jours de marche de la côte ; en pleine forêt luxuriante que les explorateurs, attirés par la beauté pittoresque du paysage naturel, ne manquent pas de vanter le caractère calme des lieux. C'est dire que ces Allemands étaient aiguisés par des appétits d'une installation définitive.

À la vérité, la création de ce poste militaire répondait à une nécessité sécuritaire et stratégique. D'après une version officielle : renforcer la politique de sécurité de l'administration allemande dans une localité régulièrement menacée par l'influence des royaumes ainsi que l'envisageaient les deux officiers de l'armée coloniale allemande. Les mêmes sources précisait que ce fait leur permettait de persuader les autorités de stopper les incursions de Ngila, chef *Vuté* « célèbre pour son trafic d'esclaves dans la région » (Morgen, 1972). L'administration allemande entendait aussi s'appuyer sur le poste de Yaoundé pour contrer les attaques de ce chef guerrier contre les populations situées plus au Sud. Cette initiative, loin de se limiter à la seule protection des populations de la région, était par ailleurs une stratégie pour faire bénéficier au poste d'une grande protection militaire et davantage poser les bases des conquêtes futures en direction du nord Cameroun (Essomba, 2005 : 258). L'interprétation selon laquelle les futures expéditions de conquête vers la partie septentrionale devaient contribuer à faire de

Yaoundé un point de convergence de différentes populations du Cameroun n'est pas à exclure sur la longue durée<sup>3</sup>.

Comme la plupart des sites mis en valeur au Cameroun par les Allemands, Yaoundé a subi une modification dans sa transcription devenant tour à tour *Jaunde* sous administration allemande, Yaoundé sous mandat et sous tutelle française. C'est cette dernière transcription qui a été conservée dans tous les documents administratifs du Cameroun indépendant. Il convient toutefois de préciser qu'il s'agit en réalité d'un seul et même lieu qui a séduit les explorateurs allemands à plus d'un titre.

### **2.2.2 Milieu naturel et peuplement de Yaoundé sous administration coloniale allemande**

Plusieurs recherches renseignent suffisamment sur le milieu naturel et humain, notamment les groupes ethniques retrouvés à Yaoundé au moment de l'installation des Allemands dans le nouveau poste (*DKB*, 1913 : 1060-1061).

Certains chefs de l'administration coloniale allemande au Cameroun rendent compte de la beauté du climat autour du poste de Yaoundé en évoquant une nature prodigue et séduisante. Priester<sup>4</sup> relève que la température moyenne annuelle oscille entre 23 ° et 27°C avec très peu de fluctuations. Le refroidissement dans la nuit est, régulièrement assuré par des vents rafraîchissants et des pluies excessives. L'alternance des saisons pluvieuses et sèches dans l'année amène à ressentir en permanence l'« humidité de l'air chaud associé à un flot de tempêtes, de pluie et de tornades » (Priester, 1967 : 8-10).

Parlant de la flore de Yaoundé, l'explorateur allemand Morgen, en admirateur du paysage, affirme : « Le poste est situé sur un beau plateau sain, à la limite de la forêt vierge et de la savane, non loin de l'intéressante frontière ethnique entre Nègres bantous et Nègres soudanais » (Morgen, 1972 : 104). À la différence de la forêt secondaire touffue et « impénétrable »,

<sup>3</sup> L'idée se confirme plus tard à partir des vagues migratoires, plus ou moins récentes, des peuples pour y travailler, parfois de façon forcée, dans des chantiers que le régime colonial a entrepris plus tard à Yaoundé et aux alentours du poste.

<sup>4</sup> Alfred Priester (1878-1969) : diplômé de l'école secondaire à Aschaffenburg, a subi le service militaire dans le 2e Bataillon d'infanterie, où il a terminé au grade de lieutenant de réserve. Avec ses études de droit à Würzburg, Munich et Berlin, il exerce comme avocat et évaluateur au commissariat de quille Marine en Allemagne. En 1909, il est nommé juge de district au gouvernement impérial du Cameroun. De 1910 à 1916, il exerce comme magistrat du district de Douala, Yaoundé et Edéa (Priester, 1967).

l'expression « forêt vierge » (*Urwald*), employée ici, renvoie à une forêt primaire. Elle se caractérise par la présence de gros et de hauts arbres, d'un sous-bois plus ou moins aéré, où l'ombrage du feuillage donne l'impression d'un crépuscule permanent. Le silence est presque total. La plupart des cris dans cette forêt vierge sont ceux des oiseaux, d'un troupeau de singes ou de berrissement des éléphants. Une véritable jungle que Priester a qualifié plutôt de « forêt pluviale » (Priester, 1967). Loin d'être uniquement un obstacle, la forêt vierge laisse également transparaître le caractère prodigieux de la nature. Le paysage verdoyant qu'offre alors le site de Yaoundé aux Allemands semble attractif et perçu comme une aubaine pour initier plusieurs projets.

Figurant parmi les régions les plus peuplées<sup>5</sup>, le poste de Yaoundé avait une population estimée à 2 300 habitants environ avec des concentrations beaucoup plus importantes, soit 30 à 40 personnes au km (Essomba, 2005 : 258). Composé essentiellement de bantou, le peuple *Ewondo* de Yaoundé s'est surtout distingué par son tempérament et s'est montré accueillant vis-à-vis de l'étranger. L'hospitalité de ce peuple lui a valu les éloges des premiers auteurs de l'Histoire du Cameroun : Koch en parle, par exemple, des « *hommes épanouis et des femmes avenantes* ». Dans le même sens, Zenker admire la beauté et la force physique qui caractérisent les habitants de la localité de Yaoundé. Cette vision est clairement exprimée chez Max F. Dippold qui rend compte de l'impression qu'a eue le colonisateur vis-à-vis de la population locale :

« *C'est le peuple qui suscite le plus de sympathie. Les qualités qui les font apprécier sont la beauté physique et la force, le tempérament joyeux et accueillant et l'ardeur au travail. Ces deux dernières qualités devraient forcément les rendre sympathiques au colonisateur* » (Dippold, 1971 : 54).

À en croire ces auteurs, les populations de Yaoundé avaient déjà des attitudes naturelles à l'accueil. Ces dispositions sont à considérer dans l'évolution des mouvements migratoires interne des groupes ethniques du Cameroun vers la région. Quant aux groupes ethniques trouvés sur place, des précisions sont fournies par Philippe Laburthe, à propos des descendants *béti* que l'on retrouvait à Yaoundé. Il s'agit d'un « [...] *clan formé par les membres de quatre grands lignages descendant d'un ancêtre commun : mvog Atangana*

---

<sup>5</sup> Les Archives allemandes donnent les premières estimations de la population indigène trouvée dans la zone protégée, *Kamerun*. Elles révèlent l'inégale répartition du nombre de personnes au kilomètre carré dans l'ensemble. Toutefois, Yaoundé figurait parmi les régions qui avaient une population beaucoup plus dense au kilomètre carré et en meilleure santé comme c'était le cas à Dschang et Bamenda (Priester, 1967).



*mbala, mvog Fudambala, mvog Tsungimbala et des mvog Esomba ndana, Ces lignages s'étaient répandus loin au Sud-Ouest du Nyong en direction de Kribi jusque vers Lolodorf; leur arrière-garde se trouvait dans l'actuelle région de Yaoundé. Les Européens donnèrent leur nom déformé à l'ensemble des populations parlant la même langue, c'est-à-dire les Bëti, dont ils méconnaissaient l'appellation générique... » (Laburthe-Tolra, 1970).*

De ce qui précède, on comprend que si les premiers explorateurs allemands du poste de Yaoundé pensaient qu'il s'agissait d'un « site magnifique », c'est sans doute grâce à son climat doux, au beau paysage naturel et surtout le caractère accueillant de la population locale. Mieux encore, le site devant abriter le bureau de poste Yaoundé paraissait propice à l'établissement et à la concentration des groupes humains. Le caractère accueillant de la population était donc un atout que l'administration allemande entendait impliquée dans le processus de modification de la localité (Togolo, 2013).

### **2.2.3 Les gestions coloniales et fixations de l'espace urbain de Yaoundé (1889-1960)**

Les gestions coloniales et la fixation de l'espace urbain de Yaoundé rendent compte des efforts que les colonisateurs allemands et français ont entrepris en matière de réaménagement des anciennes portions traditionnelles et de la consolidation de l'autorité coloniale en matière administrative.

L'installation des autorités allemandes à Yaoundé a modifié progressivement son aspect physique naturel. Les premières initiatives ont consisté à mettre en place un réseau de communication pour désenclaver la région. En mars 1890, la nouvelle station est reliée à la partie septentrionale grâce à une nouvelle expédition dirigée par le lieutenant Curt von Morgen. En 1892, Ramsay ouvre la piste allant de la station d'Edéa (créée par Kund en 1881) jusqu'à Yaoundé et continue vers la Sanaga à l'ouest (Morgen, 1972). Ces trois itinéraires en direction du Nord, du Sud et de l'Ouest sont indispensables. Leur création donne lieu à la mise en place des projets à partir desquels la région s'organise progressivement<sup>6</sup>. D'une étape à l'autre, les différents itinéraires ont été complétés jusqu'en 1897, date de l'expédition qui connecte la ville de Carnot à celle de Yaoundé via Bertoua à l'Est-Cameroun (ORSTOM, 1970 : 7). Pour des raisons économiques, la route Yaoundé-Kribi, par exemple, qui avait été initiée suivant l'itinéraire de Kund

---

<sup>6</sup> Le lieutenant Von Stein effectue, de 1895 à 1899, les mêmes parcours, venant d'Edéa, et ses renseignements permettent à Max Moisel d'établir la première carte du Sud-Cameroun à l'échelle de 1/50. 000<sup>e</sup> (ORSTOM, 1970).

et Tapenbeck, était l'un des axes essentiels qui devait faciliter l'implantation des nombreuses firmes allemandes le long de l'itinéraire et à Yaoundé dans l'*hinterland* (Essomba, 2005 : 130). Par rapport à la fixation, ces importants projets ont contribué non seulement à sédentariser les populations le long des routes, mais également à attirer plusieurs vagues de migrations forcées des populations venues, pour la plupart, comme ouvriers des chantiers initiés à Yaoundé.

D'autres projets d'envergure initiés à Yaoundé ont concerné l'agriculture. Le jardinier Zenker mérite d'être retenu à partir de ses premières initiatives. Il a joué les tout premiers rôles en matière agricole, ce qui a rendu le site économiquement rentable (Laburthe-Tolra, 1970). La station d'élevage et d'un centre d'essai de cultures créés respectivement en 1911 et 1913 font partie des nombreuses expérimentations agricoles réalisées sur de vastes espaces et des plantations de cacao créées sur ce site par la suite étaient alors un atout pour l'urbanisation avec effet fixateur des populations. Elles ont contribué à renforcer l'économie monétaire de la localité et doté Yaoundé des moyens humains et économiques indispensables au développement urbain (Togolo, 2013).

Les premières constructions sont modestes, car les explorateurs évoquent quelques cases en 1889. Le même constat est fait en 1892, par Ramsay qui y trouve 25 bâtiments. Lorsque le lieutenant Bartsch arrive en 1895, il décrit ces mêmes bâtiments en insistant sur la clôture en bois qui entoure chacun. Les travaux de rénovation de la station amorcés par Hans Dominik<sup>7</sup> par la suite conduisent à la construction d'une remarquable enceinte en briques cuites à la forme carrée et mesurant 100 m de côté. Il dote également la station d'un cimetière, et d'une large route bordée de palmiers suivant la pente de la façade de la station jusqu'au marais où ses prédécesseurs avaient aménagé un espace de bains (ORSTOM, 1970 : 10). Une briqueterie est installée au bord du ruisseau *Ekozoa*. En 1901, la congrégation des Pères Pallotins dirigée par Henri Vieter, construit leur mission catholique à Mvolyé au-dessus de la colline. Une école est créée en 1908. Elle consacre deux heures chaque jour à l'enseignement agricole. Elle comporte trois salles de classe et 75 élèves. À la veille de la Première Guerre mondiale, ce chiffre atteint 160 élèves (Essomba, 2005). La construction d'un hôpital pour Européens est achevée en 1913, une léproserie pouvant accueillir 600 malades environ est prévue. Ainsi la station se modifie peu à peu et perd davantage son caractère purement militaire (Essono, 2016).

---

<sup>7</sup> Officier de l'armée coloniale allemande. Il arrive au Cameroun en 1894 et devient le deuxième chef de la station de Yaoundé en 1895.

Sur le plan administratif, les premières structures mises en place ont tenu compte des mutations administratives. Ces constructions confèrent à Yaoundé les allures d'une ville coloniale que l'administration du *Reich* avait déjà adoptée comme capitale du Cameroun allemand en 1914 (DKL, 1920:128) après Douala et Buéa. Les réaménagements administratifs donnaient lieu à une exploitation progressive de l'espace, si bien que Yaoundé soit devenu tour à tour : poste de Yaoundé, *Jaunde posten/station* (1889-1895) ; station impériale de Yaoundé ou *Regierungsstation Jaunde*, (1895-1903) puis District de Yaoundé, *Bezirksamt Jaunde* (1905-1916). Le départ de l'Allemagne du Cameroun après la Première Guerre mondiale en 1916<sup>8</sup>, n'a pas empêché la France, devenu puissance Mandataire du Cameroun oriental de conserver Yaoundé comme capitale du Cameroun français et de contribuer à sa manière à son urbanisation.

Si l'administration française a bien voulu conserver le site allemand et confirmer Yaoundé comme capitale du Cameroun français, ses efforts se sont révélés modestes par rapport à l'ambition allemande de donner à Yaoundé l'envergure que méritait son rôle de centre économique agricole et point de départ vers le Nord-Cameroun. Toutefois, les archives dévoilent une volonté délibérée de réaménager l'espace et les souvenirs allemands, de modifier les différentes forces ethniques tout en renforçant la politique coloniale française par un encadrement administratif, sanitaire et éducatif.

La politique coloniale française a néanmoins consolidé l'espace urbain en multipliant les fonctions et services de la ville de Yaoundé. En plus des édifices laissés par les Allemands, plusieurs bâtiments abritant des services ont été construits dans un style architectural qui se distinguait des habitations des populations locales (Essono, 2016). Une attention particulière fut accordée aux bâtiments administratifs, aux écoles et aux premiers centres de santé dont les services confortaient l'espace géographique de Yaoundé dans sa fonction urbaine. Dans la continuité de l'œuvre allemande en matière économique, des échanges commerciaux furent encouragés à Yaoundé avec l'installation des premières scieries en 1927, des industries de transformation des oléagineux et des brasseries. La promotion de la culture du cacao, du café, du palmier à huile, etc., fait de Yaoundé un pôle de développement socio-économique qui ne manque pas d'attirer de plus en plus de populations des zones rurales. Il s'agit d'un attrait qui ne surprend

---

<sup>8</sup> Les puissances alliées, victorieuses, chassent l'Allemagne du Cameroun, reçoivent Mandat de la Société des Nations (SDN) d'administrer le Cameroun qu'ils se divisent entre la France à l'Est et la Grande-Bretagne dans la partie occidentale. Reconduits sous la tutelle de l'ONU, les deux puissances gèrent, chacune à sa manière, son territoire. La France, pour sa part, anime la vie politique du Cameroun oriental jusqu'à l'indépendance en 1960.

certainement pas si l'on s'en tient à l'évolution de la mobilité des populations en Afrique pendant la colonisation.

Avant 1930, la tendance à la migration vers les villes en Afrique était cependant relative. Au départ, venir en ville à cette époque était une expérience dangereuse et coûteuse. Dans un contexte empreint de domination étrangère, les populations de certaines régions, nous dit Bopda, avaient en idée que l'école et la ville étaient « ... *le piège où elles et leurs enfants risquaient de subir un lavage de cerveau* » (Bopda, 2003 : 190). Lorsque le problème de la main-d'œuvre se posait par exemple, des colons dépêchaient, parfois, des « recruteurs » sur place pour contraindre des populations locales à migrer vers les zones urbaines. Une pratique qui n'a pas immédiatement séduit les Africains, même lorsque l'administration coloniale prenait en charge les frais de transport des futurs travailleurs forcés (Anon, 1984:19).

La tendance s'est inversée par la suite, après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les conditions de vie en ville en Afrique apparaissaient, de plus en plus, meilleures et nettement mieux qu'en campagne. Les temps des voyages s'amenuisaient grâce aux voies de communication qui ont contribué efficacement à l'ouverture de l'arrière-pays (Owona, 1996). Quelques jours pouvaient alors suffire et non des semaines pour rejoindre la ville ou la côte comme ce fut le cas autrefois. Quelques industries de transformation alimentaires installées en zones urbaines assuraient la transformation des produits alimentaires. Des exportations du bois prenaient de l'ampleur si bien que des scieries se multiplièrent un peu partout et principalement dans des villes côtières et les déplacements des populations vers les centres urbains devenaient alors plus fréquents et massifs. Dans ces mouvements de populations, nul ne doute que la fonction du marché du travail semble avoir joué un grand rôle dans ce processus. On est passé des formes de travail forcé (esclavage) au salariat même si celui-ci était généralement saisonnier ou temporaire<sup>9</sup> (Sy Savane Thierno Hamidou et Sakho Moussa, 1984:26). Yaoundé comme centre urbain sous administration française ne s'est pas développé totalement en marge de cette réalité. Au fur et à mesure que les premières industries s'installaient en 1927, la ville se peuplait. Géographiquement, la ville connaissait un début d'extension et le réaménagement progressif de l'espace urbain était devenu une nécessité.

---

<sup>9</sup> Ici, le contrat de travail n'est pas sous forme rédigé. Il ne saurait donc lier l'employeur à l'employé. Il concerne généralement une collectivité réquisitionnée pour un travail collectif ou ponctuel.

Trois réaménagements majeurs sont intervenus, notamment entre 1926 et 1947 au moment où il a fallu compartimenter l'espace urbain de Yaoundé en catégories ou quartiers. Du fait de l'augmentation de la population urbaine, un premier réaménagement est effectué à la suite du recensement de 1926 qui fait état de 5865 habitants, dont 5 500 autochtones (Franqueville, 1984 : 12). La seconde extension sept années plus tard, en 1941, différencie nettement les quartiers dits indigènes que l'on pouvait aisément localiser au Sud et au Nord-Est de la ville. En 1948, une troisième extension délimite de nouveaux quartiers à forte concentration : Etoa Meki, Mvog Ada, Ndamvud, Mekolo, Mesa et Briqueterie (Essono, 2016 : 200).

Tous ces réaménagements obéissent à un principe de séparation raciale qui distingue d'un côté, les quartiers à concentration des populations africaines généralement transférées en périphérie tandis qu'au centre-ville, se trouve le quartier administratif et résidentiel. Une zone est réservée à la communauté européenne : la ville blanche. Ce point de vue est attesté par Catherine Coquery à propos du caractère spécifique de cohabitation en vigueur dans des villes coloniales :

*« le choc colonial a constitué un élément décisif de l'urbanisme africain contemporain par la juxtaposition et l'inévitable interpénétration de deux modèles apparemment contradictoires : le ou plutôt le(s) modèle(s) autochtone(s) ancien(s), et le modèle spécifique colonial/blanc/métropolitain »* (Coquery-Vidrovitch, 1988).

Jean Marie Essono (2016 : 201) dans le même sens illustre, par des photographies, cette juxtaposition à Yaoundé. Des clichés montrent des installations anarchiques, spontanées des populations locales que l'on pouvait aisément apercevoir dans la périphérie urbaine de Yaoundé dans les années 1940. Cette pratique ségrégationniste a eu longue vie puisqu'on la retrouvera plus tard dans les réaménagements urbains postindépendances.

### **2.3 Évolution politique, démographique et spatiale de Yaoundé au Cameroun depuis 1960**

Il est certes déjà établi que la ville de Yaoundé a été influencée par plusieurs courants d'urbanisation pendant les différentes périodes coloniales. Après 1960, les survivances de cette urbanisation ont parfois été soit conservées soit radicalement changées selon le régime politique au pouvoir. La nature de ces régimes doit faire l'objet d'une analyse théorique basée sur le

néopatrimonialisme (2.4.4), un système politique qui consiste à personnaliser le pouvoir au sein de l'État ou encore de le distribuer majoritairement entre ses relations politiques ou ethniques (Bach, 2013). Il est d'abord nécessaire de tenir compte des facteurs historiques basés sur des considérations à la fois politiques, démographiques et fonciers qui ont posé des bases du développement de Yaoundé comme ville capitale postindépendance.

### **2.3.1 Rappels historiques des mutations politiques majeurs au Cameroun : des régimes nationaux aux gouvernements urbains de la ville de Yaoundé**

Le fondamental des mutations politiques du Cameroun est intimement lié aux étapes de son accession à l'indépendance qui s'est déroulée en deux temps. La première étape intervient le 1<sup>er</sup> janvier 1960 pour la partie orientale francophone anciennement sous mandat, puis sous tutelle de la France. La seconde phase a lieu le 1<sup>er</sup> octobre 1961 pour la partie occidentale alors sous tutelle britannique. C'était à la suite d'un plébiscite organisé les 11 et 12 février de la même année par les Nations Unies dans la partie du Cameroun britannique<sup>10</sup> (Mveng, 1963). À l'issue du vote, le *Northern Cameroon* s'est prononcé pour son intégration au Nigéria tandis que le *Southern Cameroon* a opté pour son rattachement à la République du Cameroun. La réunification entre le Cameroun méridional et la République du Cameroun oriental constitue l'apogée d'un processus<sup>11</sup> qui a conduit, en 1961, à la création de la République fédérale du Cameroun à deux états avec pour président Ahmadou Ahidjo (Ngoh, 1996). Depuis lors, les mutations politiques ont été constantes que ce soit dans la conception du pouvoir ou la manière de l'exercer avec des répercussions sur la ville-capitale. Dans les deux cas, ces changements ont des implications qui semblent essentielles pour la présente recherche.

Le premier changement marque le passage de l'État fédéral à l'État unitaire le 1<sup>er</sup> octobre 1972 sous la présidence d'Ahmadou Ahidjo. Suite à naissance de la fédération du Cameroun oriental et Occidental en 1961, l'occasion semble avoir ouvert la voie à d'autres formes

<sup>10</sup> C'est en décembre 1960 que les Nations Unies adoptent les résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) qui offraient un cadre juridique pour l'accession du territoire à l'indépendance par un référendum. La question qui était posée aux deux principales régions britanniques du Cameroun occidental (Northern & Southern Cameroon) était de choisir soit de se joindre au Nigéria soit de s'unir au Cameroun oriental francophone.

<sup>11</sup> Il s'agit de longues négociations entre deux figures politiques : Ahmadou Ahidjo, président de la république du Cameroun oriental et John Ngu Foncha, leader politique du Cameroun méridional. D'après Julis Ngoh, leurs rencontres à répétition entre janvier et décembre 1960 à Yaoundé (en janvier, mai, octobre, novembre et décembre) et à Nkongsamba (en avril) portaient sur la forme du système politique à adopter : la confédération libre voulue par Foncha ou la fédération réclamée par Ahidjo. Ce sujet fut également débattu à la conférence de Foumban en juillet 1961 puis à la conférence tripartite en août et septembre la même année. Foncha concède finalement, de façon volontaire, à la fédération par un communiqué qu'il publie le 20 octobre 1961.

de fédérations (Bwele 1981). Quelques faits le justifient : d'abord la lutte contre la « rébellion », il s'agit des regroupements des membres de l'Union des Populations du Cameroun (UPC), un parti anticolonialiste à idéologie socialiste marxiste qui s'était attaquée au système colonial français et plus tard à la forme d'indépendance accordée au Cameroun (Bayart, 1970). Interdit par l'administration française dès 1955, il s'est retranché dans les départements de la Sanaga maritime et du Nyong-et-Kelle, considérés comme le fief de ce parti. Il a, néanmoins, continué de fonctionner en toute clandestinité. Les cinq années qui ont suivi l'indépendance ont donc été marquées par la détermination du jeune État à mettre fin à ses actions (Mbembe, 1996). Des affrontements entre les deux camps s'étendaient jusque dans la région bamiléké où sévissait également un « banditisme intéressé et bien organisé » sous l'idéologie upéciste (Eboua, 1995:159). Tout compte fait, il n'est pas impossible que ces batailles menées dans ces localités aient eu un impact sur les migrations des groupes ethniques originaires de ces régions vers la ville-capitale pendant la période fédérale et sous les régimes ultérieurs. Il en est de même du côté du Cameroun occidental où quelques groupes cessionnistes dont les tendances de rattachement au Nigéria voisin faisaient encore bande à part.

Au niveau des institutions, on note un fonctionnement parallèle donnant lieu à la duplicité de services publics et d'institutions étatiques de l'État fédéral aux états fédérés : des gouvernements fédéraux et assemblées législatives, par exemple, devenaient de plus en plus coûteux pour le jeune Etat (Bwele, 1981 : 26-27). Envisager leur fusion devrait alors permettre, non seulement de concentrer l'essentiel du pouvoir entre les mains d'un seul homme, le président de la République, mais également de mieux contrôler tout le territoire afin de maîtriser ces groupes « rebelles » (Eboua, 1995 : 31-35). Ainsi, préoccupés par la réalisation de l'unité du pays, les dirigeants du Cameroun fédéral : Ahmadou Ahidjo, président de la République et John Ngu Foncha, vice-président, à travers leur parti politique respectif, mirent tout en œuvre pour atteindre cet objectif.

L'Union Camerounaise (UC) d'Ahmadou Ahidjo du Cameroun oriental et le Kamerun National Democratic Party (K. N. D. P.) de John Ngu Foncha pour le Cameroun occidental se sont engagés résolument à fédérer l'essentiel de la classe politique des états fédérés (Nkainfon Pefura, 1996). Détenant la majorité des sièges à l'Assemblée nationale fédérale (respectivement 40 et 10), les actions de ces leaders ont abouti à l'institution d'un comité de coordination dont le rôle était de persuader les autres formations politiques à se joindre à eux pour former un grand parti unifié (Bayart, 1970 : 696). L'Union Nationale camerounaise (UNC) fut ainsi créée



en 1966. Ce parti unique a été la principale force politique qui a présidé les mécanismes de création de l'État unitaire en 1972 à la suite de la constitution promulguée la même année.

Le second changement est une transition présidentielle qui marque la fin de la présidence d'Ahidjo et le début du régime Biya, le 6 novembre 1982 sous l'État unitaire. Par un discours radio diffusé à la chaîne nationale, Ahmadou Ahidjo renonce à sa fonction de chef de l'État de la République unie du Cameroun et décide de confier la présidence au Premier ministre, son successeur constitutionnel. Paul Biya devient ainsi président de la République et, très vite, entend implémenter un « nouvel ordre social fondé sur la démocratisation réaliste de l'État et du parti » (Mono Ndjana, 1989). L'un de ses premiers discours dont l'extrait a été repris par Jean François Bayart précise :

*« En un mot, c'est en dernière analyse à un changement profond de la vie nationale que l'histoire nous appelle depuis le 6 novembre 1982, un changement à conduire résolument et en étroite collaboration avec le peuple, certes, mais aussi à conduire dans un esprit de responsabilité, de réalisme et de méthode en vue de donner progressivement naissance à une démocratie plus authentique et à une société plus ouverte », (Bayart, 1986).*

À l'évidence, on est simplement passé de l'ancien régime à une nouvelle orientation de la politique nationale. La création d'un nouveau parti, le Rassemblement démocratique du Peuple camerounais (RDPC) en mars 1985 confirme la rupture idéologique entre les deux régimes. L'évolution se fait un an après le coup d'État manqué du 6 avril 1984 et dont la symbolique et les répercussions intéressent également la ville-capitale.

Ces deux changements nous imposent une division de la vie politique (dans la présente recherche) en trois régimes politiques post-indépendances, à savoir le **régime fédéral** (1961-1972), le **régime unitaire sous Ahidjo** (1972-1982) et le **régime Biya** depuis 1982. Toutefois, l'enjeu post-indépendance de ces mutations politiques, par rapport à l'analyse, fait observer un fait ; pendant ces trois différents régimes politiques, les gouvernements nationaux ont influencé le développement socio-économique de Yaoundé par plusieurs idéologies et différentes politiques publiques à propos de la ville-capitale (cf. infra, chapitre 4). Il est opportun de présenter ces idéologies et de les considérer dans un contexte politique national qui a servi de cadre à la confirmation de Yaoundé comme ville-capitale du Cameroun indépendant.



L'essentiel de la politique implémentée par le régime Ahidjo se résume en une idéologie avec trois principaux axes : la consolidation voire conservation du pouvoir par un régime bénéficiant du soutien des anciennes puissances coloniales (Bayart, 1970) ; la concentration du pouvoir autour du président de la République et la centralisation du pouvoir vers le gouvernement fédéral (Azevedo Mario, 1990). C'est cette centralisation qui semblait être bien définie dans l'idéologie de l'UNC à travers aussi bien la recherche de l'unité nationale sur le plan intérieur ; le libéralisme planifié et la justice sociale en matière économique et sociale (Bwele, 1981).

Sous l'État unitaire à parti unique, le gouvernement Biya implémente la politique du « *New Deal* » basé sur l'industrialisation et l'investissement libéral, un nouvel ordre politique économique qu'on peut situer de façon implicite dans la devise de la politique publique de son régime : « rigueur, moralisation, efficacité et pragmatisme » (Azevedo, 1990:104). L'ensemble des principes et des objectifs qui commandent l'action de ce régime sont consignés dans la doctrine fondamentale de son parti le RDPC : le « *libéralisme communautaire* », une idéologie qui se décline sous la forme des libertés à la fois de conscience et d'opinions des groupes d'individus ayant les mêmes intérêts (Mono Ndjana, 1989 : 21).

Il est vrai qu'il s'agit des idéologies sur lesquelles se sont inspirées les politiques publiques des différents régimes. Ces politiques ont sans doute été appliquées, à quelques exceptions près, à tout le pays, et doivent par conséquent être analysées et comprises, de façon spécifique, dans leurs orientations à propos du développement de Yaoundé, la ville-capitale (cf. infra, chap. 4). Ce qui montre que l'évolution politique du Cameroun ne s'est pas faite en dehors de la ville-capitale dont la gestion au niveau local a tenu compte des changements des régimes politiques nationaux.

Sous le régime fédéral, Yaoundé est une commune urbaine dirigée par un maire régulièrement élu. Bien que ses attributions soient déterminées par la réglementation en vigueur, l'autonomie de la commune est encadrée par des dispositions soigneusement prises par le régime fédéral relatives au pouvoir de tutelle. Pour des besoins politiques, le statut de la Commune urbaine de Yaoundé est modifié en 1967. Alors qu'au niveau national, la tendance est de différencier les communes de plein exercice de celles de moyen exercice, selon l'appellation consacrée, une autre catégorie est instituée : « le régime spécial » (Bwele, 1981). Dans les deux premières catégories dirigées par un maire, celui-ci est nommé par décret pris en conseil de cabinet et est assisté de plusieurs adjoints. Les communes à statut spécial quant à elles sont

dirigées par un délégué du gouvernement désigné par décret présidentiel. Il exerce les fonctions réservées au maire dans une commune urbaine ordinaire, mais ne préside pas le conseil municipal (Kuoh, 1992 : 88). C'est à cette dernière qu'appartient Yaoundé qui passe ainsi de commune urbaine à commune urbaine à régime spécial.

Le régime unitaire sous Ahidjo recadre ce statut en renforçant la tutelle de la commune urbaine à régime spécial de Yaoundé au niveau central et local (loi n° 74/23 du 2 décembre 1974). Ce contrôle est exercé au niveau national par le Ministère de l'Administration territoriale tandis qu'au niveau local, le gouverneur et le préfet du ressort territorial où se trouve la collectivité locale représentent la tutelle. Toutefois, dans son organisation, la commune en tant que collectivité publique décentralisée, est dotée de la personnalité juridique, d'une certaine autonomie budgétaire qui lui permet de gérer quelques affaires au niveau local sous la tutelle de l'Etat (Kuoh, 1992:86). D'autres dispositions prises dans le même sens délimitent les circonscriptions des communes urbaines d'arrondissement et déterminent, entre autres, leur ressort territorial.

Tableau 1 : récapitulatif de la vie politique du Cameroun (1960-2010)

Présidents	Régimes politiques	Système politique	Partis politiques	Idéologie(s)
Ahmadou Ahidjo (1960-1982)	Régime fédéral 1961-1972	Multipartisme	<p>➤</p> <p>➤ <b>État du Cameroun oriental (francophone)</b></p> <p>— le parti socialiste</p> <p>— l'Union camerounaise (UC)</p> <p>— le Parti des démocrates Camerounais (PDC)</p> <p>— l'Union des Populations du Cameroun (UPC)</p> <p>— le Parti travailliste (1960-1965)</p> <p>➤ <b>État du Cameroun Occidental (anglophone)</b></p> <p>-Kamerun National Democratic Party (KNDP)</p> <p>-Cameroon Peoples » National Congress (CPNC)</p> <p>-Cameroon United Congress (CUC). (1961-1965)</p>	<p>-Le socialisme marxiste</p> <p>-les démocrates républicains</p>
	Régime unitaire 1972-1982 (Ahidjo)	Parti unique	L'Union Nationale camerounaise (UNC) (1966-1985)	<p>-l'unité nationale</p> <p>— le libéralisme planifié</p> <p>— la justice sociale</p>
Paul Biya Depuis 1982	Régime unitaire 1982-1990 (Biya)	Parti unique	Rassemblement Démocratique du Peuple camerounais (RDPC) (1985-1990)	<p>-libéralisme communautaire (réalisation des idéaux du renouveau)</p> <p>— l'intégration nationale</p> <p>-la justice sociale</p> <p>- la rigueur dans la gestion publique</p> <p>— la moralisation des comportements</p>
	Régime Biya	Multipartisme	<p>-RDPC</p> <p>-Social Democratic Front (SDF)</p> <p>-UPC</p> <p>-PNDP</p> <p>-UNDP</p> <p>MDR</p> <p>etc.</p> <p>(depuis 1991)</p>	<p>— parti de masse</p> <p>— forte tendance ethno-régionale</p> <p>— centralisme excessif</p> <p>- positionnement personnel</p> <p>- absence d'autocritique à l'intérieur</p> <p>— culte de leader infaillible</p> <p>— pas d'alternance à la tête des partis</p> <p>-existence des structures spécialisées pour jeunes et femmes</p>

Source : J.P. Togolo à partir des informations recueillies in (Bwele, 1981) ; (Bayart, 1986), (Mbembe, 1996) et (Nkainfon Pefura, 1996).

Par la suite, le 18 janvier 1996, une loi constitutionnelle modifie le régime de la communauté urbaine. Celle-ci reste certes dirigée par un délégué du gouvernement, mais six autres communes urbaines d'arrondissement sont créées et dotées chacune d'un conseil municipal élu. En 2017, Yaoundé compte sept communes d'arrondissement qui gèrent chacune, un domaine public et privé compris dans sa circonscription électorale.

**Tableau 2 : différents responsables à la tête du gouvernement urbain de Yaoundé (1957-2010)**

Période	Nom et prénoms du responsable à la tête du gouvernement urbain de Yaoundé	Structure chargée de la gestion urbaine	Fonction du responsable à la tête de la ville
depuis 2005	Joseph TSIMI EVOUNA	Communauté Urbaine	Délégué du Gouvernement
2004-2005	Joseph TSIMI EVOUNA	Communauté Urbaine	Délégué du Gouv. par intérim
2001-2004	AMOUGOU NOMA	Communauté Urbaine	Délégué du Gouvernement
1987-2001	Basile EMAH	Communauté Urbaine	Délégué du Gouvernement
1980-1987	Basile EMAH	Commune urbaine à régime spécial	Délégué du Gouvernement
1967-1980	André FOUDA OMGBA	Commune urbaine à régime spécial	Délégué du gouvernement
1956-1967	André FOUDA OMGBA	Commune urbaine	Maire

Source : JP Togolo adapté à partir de (Essono, 2016).

De 1957 à 2017, sept personnalités ont été à la tête du gouvernement urbain de Yaoundé, ce qui est allé de pair avec d'autres changements. Comment le comprendre ? La signification de tous ces changements peut être perçue sous l'angle de la construction et de la revalorisation de la capitale dans son rôle politique. Cette évolution s'explique par le fait que c'est la ville-capitale, siège des institutions étatiques, son rayonnement politico-diplomatique post colonial le prédispose, certes à jouer son rôle de haut lieu de la vie intellectuelle, mais encore vitrine servant de cadre pour la signature des accords et conventions internationaux (Pondi, 2012).

Ces changements résident également dans la symbolique de l'autorité de l'État manifesté tout au long du processus de construction de l'État-nation. C'est dans ce contexte que le pouvoir est mis en évidence dans la capitale par des symboles qui matérialisent une puissance multicouche ; en tant que lieu d'expression de l'autorité de l'État et de manifestations diverses.

C'est sous cet angle que ces changements intéressent le chercheur, car ils peuvent être théoriquement analysés conformément aux arguments de construction des villes-capitales en Afrique subsaharienne (2.4.3) selon l'approche de Bekker et Therborn (2012). Leurs arguments semblent convaincants pour expliquer de véritables mobiles qui ont poussé les différentes administrations de la ville à opérer certains choix dans le changement et la modification du décor urbain de la ville-capitale. Voilà autant d'éléments qui peuvent avoir eu une influence dans le choix de Yaoundé par les migrants et qui peuvent être vérifiés dans la présente recherche. De quelle manière le peuplement de la ville-capitale s'est d'abord effectué depuis l'indépendance ?

### **2.3.2 Histoire démographique et composition de la population urbaine : de l'origine régionale au déploiement ethnique dans la ville de Yaoundé**

Lorsqu'on se réfère aux publications relatives à l'étude de la population au Cameroun depuis les indépendances, on est frappé par l'unanimité des auteurs sur le caractère croissant de la population urbaine : la tendance migratoire interne des populations vers les villes reste considérable (MINDUH, 2015). Certains qualifient cette situation comme étant le « *phénomène géographique le plus spectaculaire que l'on peut observer depuis l'accession du Cameroun à l'indépendance* » (Ze Nguele, 1972: 1090). Pour une connaissance beaucoup plus spécifique des réalités démographiques de la ville-capitale sur la longue durée, il est important de prendre en compte l'évolution de son urbanisation. Puis, à partir des recherches faites à propos de son processus de peuplement, suggérer quelques explications quant aux origines ethniques et/ou régionales des premières populations par rapport à leur déploiement à Yaoundé.

Des sources d'archives sont claires sur la composition de la population autochtone de Yaoundé depuis les origines. Elles précisent à cet effet qu'en 1889, lorsque les Allemands fondent Yaoundé, seules trois grandes familles de l'ethnie *bèti* occupent l'espace du futur périmètre urbain (Laburthe-Tolra, 1970) : les *Mvog-Atemengue*, *Mvog-Bèti* et les *Mvog-Ada*, toutes du clan *Mvog Tsungi Mbala*. Progressivement, d'autres familles de la même ethnie ont été incorporées par le phénomène d'extension du périmètre urbain amorcé depuis la période coloniale. Jean Marie Essono recense vingt-deux de ces grandes familles que l'on considère désormais comme autochtones de Yaoundé après l'indépendance (Mohammadou, 1972).

Pour des raisons diverses évoquées plus haut sous administration française, d'autres groupes ethniques originaires de différentes régions du Cameroun ont migré à Yaoundé et de façon continue. Jointes aux familles autochtones, elles constituent, avec elles, la population

de Yaoundé qui croît sans cesse au point d'affecter, à chaque fois, des politiques urbaines en matière d'agrandissement et de réaménagement du périmètre urbain. Par rapport à l'ethnie autochtone, quelques groupes ethniques ont été identifiés comme allogènes du fait de leur migration. Compte tenu de leur présence en grand nombre à Yaoundé, ils se sont regroupés dans des quartiers bien connus. Il s'agit des *Haoussa*, des *Bamiléké*, des *Bassa* et des *Mbamois* que Jean Marie Essono localise bien à Yaoundé dans le temps (Essono, 2016).

**Tableau 3 : composition ethnique de la population de Yaoundé avant l'indépendance (1957)**

Groupes ethniques	Estimation	Pourcentage
<b>Běti</b>	29 655	54 %
<b>Bamiléké</b>	7 835	14 %
<b>Originaires du Mbam</b>	3 252	5, 98 %
<b>Originaires de l'Est (Maka)</b>	1 524	2, 80 %
<b>Douala</b>	1 276	2, 34 %
<b>Originaires du Nord (haoussa, Mousgum...)</b>	1 138	2, 10 %

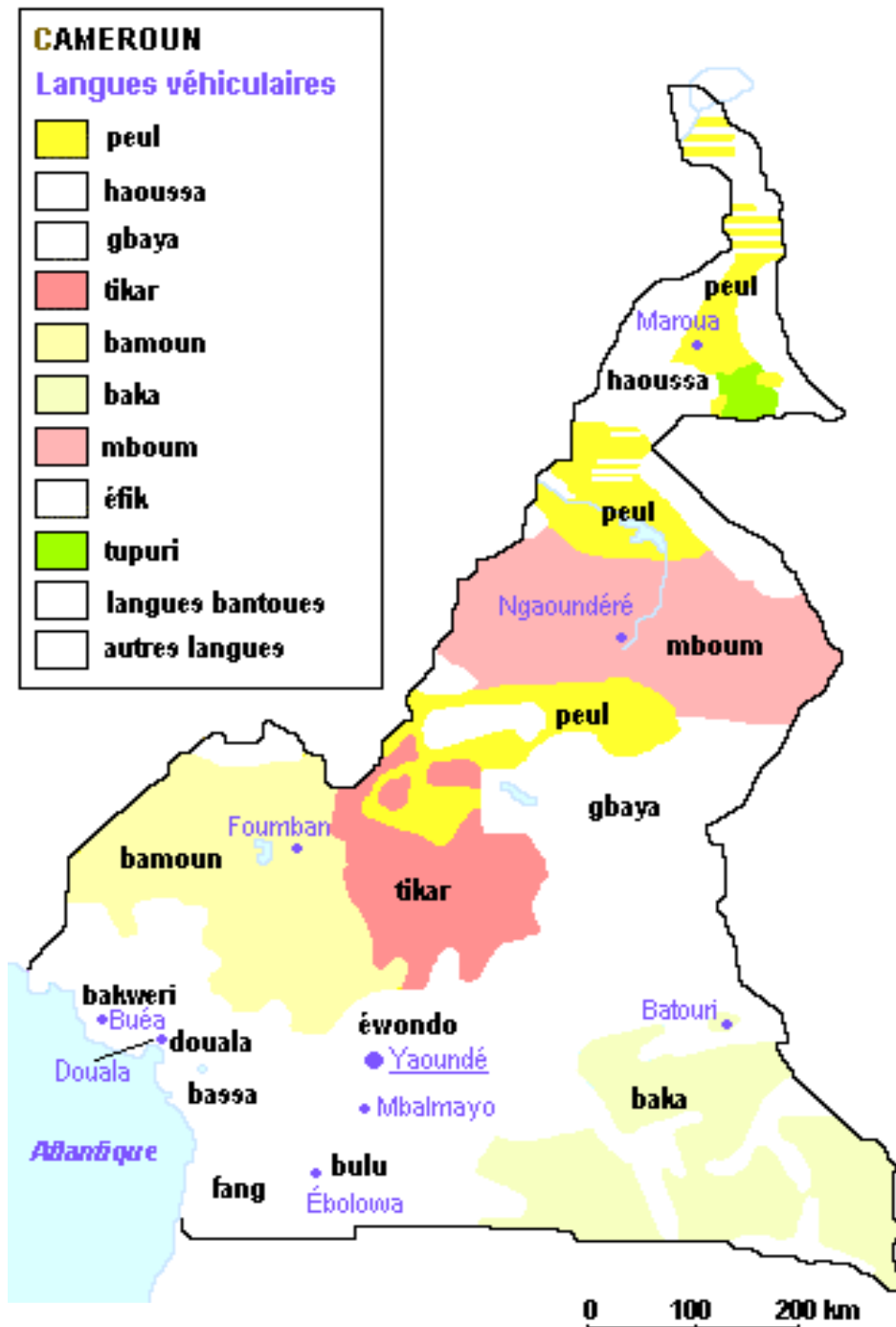
Source : service de Statistique générale, *la population de Yaoundé résultats définitifs du recensement de 1962*, office de la recherche scientifique et technique outre-mer, 1970 ; (Ze Nguele, 1972).

Les *Haoussa*, encore appelés nordistes ou *wadjo*, sont présents aux alentours du poste de Yaoundé depuis 1896. Ce groupe ne correspond pas à l'ethnie du même nom que l'on retrouve au Nord-Est du Nigéria. *Haoussa* ici est un terme générique utilisé par l'ethnie autochtone pour désigner les ressortissants de la partie septentrionale du pays. Il est constitué en réalité des Moundang, Giziga, Tupuri, Fulbés, Musgum, Massa, etc., avec les premiers aménagements urbains, ils occupent tour à tour les quartiers *Mvog Atangana-Mballa* (1890) ; *Nkol bilon*, actuel marché central (1911) ; Duma Asi, Avenue Kennedy (1916) ; Ekum dum-Dzungolo, lieu actuel de l'hôtel de ville (1934) et définitivement le quartier Ekudu ou Briquetrie depuis 1936.

Les Bamiléké ou *Ngelafis*, une appellation déformée de Grassfield, dont la présence massive à Yaoundé remonte à 1918, est un ensemble de groupes ethniques venus, notamment de Bangangté, de la Mifi et des Bamoun. Ces ressortissants originaires de la région de l'Ouest-

Cameroun se sont installés premièrement à l'actuel quartier Hippodrome (1918) puis, au quartier Messa, au lieu-dit Nkom-kana et Mokolo où s'étaient déjà établis d'autres ethnies allogènes dont les *Bassa*.

*Carte 2 : représentation des ethnies du Cameroun retrouvées à Yaoundé*



Source : (Jacques Leclerc, 2014), disponible en ligne sur <http://www.axl.cefai.ula-val.ca/afrique/cameroun.htm>, consulté, le 10 septembre 2018.

Les premiers contingents de Bassa présents à Yaoundé sous administration française sont originaires des localités situées entre Yaoundé et Douala. Dans ces régions, le tracé routier allemand reliant les deux villes existait et, notamment le chemin de fer dont la construction initiée par l'administration allemande est parachevée sous tutelle française. L'avènement du train en 1927 emploie un nombre important de ce groupe ethnique. Avec leurs familles, ces cheminots s'installent à Yaoundé dans un espace situé non loin de la gare à Elig Belibi. C'est par la suite qu'ils se retrouvent à *Mvog Mbi*, *Mvog Ada*, *Elig Efa* et *Mokolo*.

Les Mbamois, quant à eux, sont originaires du grand Mbam, un département situé à l'ouest de Yaoundé, mais appartenant à la même région que la ville-capitale. Ce groupe est constitué des ethnies telles que les Yambassa et le Bafia. Résencés parmi les vagues migratoires relativement récentes en 1960, les Bafia s'installent d'abord à *Elig Ayissi/Mvog Mbi*. Le puits qu'ils creusèrent plus bas à cet endroit a donné un nom célèbre à ce quartier : *Etam Bafia*, le puits des Bafia, comme pour faire référence aux propriétaires. Par la suite, ils occupent le quartier *Mvog Ada*, *Mimboman* et *Nkong Mekaba*, devenu *Essos* (Essono, 2016 : 377).

C'est l'ensemble constitué de ces groupes ethniques que Franqueville, dans un article publié en 1979<sup>12</sup>, qualifie de « *proportion des Camerounais habitant la ville de Yaoundé* » (Franqueville, 1979). Une façon de les différencier des « étrangers » dont une population blanche de plus en plus importante composée de Français, de Grecs, de Libanais, de Syriens, des Espagnols ou des Italiens (Bopda, 2003:218). Il est remarquable que depuis la période fédérale, se posait déjà la question d'urbanisation de la ville de Yaoundé en termes de migration, d'aménagement et d'infrastructures. En présentant l'évolution de la population de Yaoundé jusqu'en 1969, Franqueville donne le taux de croissance qui se situe alors à 3,3 % d'accroissement naturel contre 5,2 % d'accroissement migratoire (Franqueville, 1979). Quant à la composition démographique, la thèse des différentes origines de la population se confirme aussi bien dans leur structure socioprofessionnelle que dans leur répartition spatiale et ethnique. C'est dans ce sens que les estimations obtenues par Franqueville constituent une base fondamentale à travers des tendances migratoires chiffrées vers Yaoundé. C'est davantage des statistiques sur lesquelles la présente recherche s'appuie pour en observer les changements sur une longue durée et leurs variations sous différents régimes politiques.

---

<sup>12</sup> Il est regrettable que cette étude ne soit malheureusement pas prise en compte, notamment les résultats du recensement de 1976 alors que la publication est parue plus de trois ans après cette opération.



*Tableau 4 : évolution de la population de Yaoundé (1962-2005)*

<b>Année</b>	<b>1962</b>	<b>1976</b>	<b>1987</b>	<b>2005</b>	<b>Accroissement annuel moyen (%) entre 1976-1987</b>	<b>Accroissement annuel moyen (%) entre 1976-2005</b>
<b>ville</b>						
<b>Yaoundé</b>	86 871	313 706	649 252	1 817 524	6,8	5,7
<b>Cameroun</b>	-	7 663 246	10 493 655	17 463 836	2,8	2,9

Source : JP Togolo d'après les données de recensements de 1962, 1976, 1987 et 2005.

De 1962 à 2005, ces données mettent en évidence l'augmentation soutenue et ininterrompue de la population à l'intérieur de la ville de Yaoundé depuis la période fédérale. Toutefois, il est clair que les taux d'accroissement annuels de Yaoundé sont largement supérieurs à celui de l'ensemble du pays soient de 6,8 % et 5,7 % entre 1976 et 1987 contre 2,9 % entre 1976 et 2005. Ce constat s'explique à la fois par l'attrait que Yaoundé exerce sur les groupes ethniques régionaux du fait que c'est la ville-capitale. Pôles d'attraction de la population jeune dynamique à la recherche des conditions de vie meilleures (Ze Nguele, 1972: 1097), celle-ci adopte des stratégies résidentielles qui se traduisent très souvent par l'occupation des logements à confort dans les taudis, quartiers insalubres et non intégrés.

L'existence et la multiplication des bidonvilles au lendemain de l'indépendance rendaient déjà difficile le processus de construction de Yaoundé, la capitale du nouvel État fédéral. Face à l'ampleur de la croissance démographique dont les répercussions affectent l'aménagement de l'espace urbain, Franqueville (1984) suggère non seulement la nécessité d'envisager une urbanisation contrôlée, mais aussi, d'adapter l'infrastructure urbaine aux services que la ville est sensée offrir à l'arrière-pays pour limiter les vagues de migrations de plus en plus importantes des campagnes vers la ville. Vu sous cet angle, il serait intéressant d'examiner entre les raisons économiques et les causes politiques, celles qui ont prévalu comme prétexte majeur à la migration de certains groupes ethniques et/ou régionaux vers la ville-capitale.

La nouvelle dimension envisagée dans la présente étude de la migration vers Yaoundé se démarque nettement des précédentes, dont celle du géographe Franqueville qui s'est intéressée certes aux migrations internes, mais est restée focalisée uniquement sur celles qui se sont produites dans le sud du Cameroun jusqu'en 1987 (Franqueville, 1987). Dans son approche, il présente les problèmes d'insertions économiques rencontrés par le migrant dans la ville au sud du Cameroun en général. Ses travaux, remarquables, menés successivement en 1984 et 1987,

juste après que le Cameroun soit passé respectivement du régime fédéral au régime unitaire (1972) puis du régime unitaire sous Ahidjo au régime Biya (1982), n'ont pas pris en compte l'aspect idéologique des différentes politiques publiques de chaque régime sur l'environnement bâti. C'est l'un des aspects importants dans le processus d'urbanisation d'une ville-capitale à mettre en relation avec les changements des flux migratoires.

Un autre facteur lié au peuplement de la ville de Yaoundé concerne le processus d'intégration nationale. Le géographe Athanase Bopda étudie ainsi le développement métropolitain de Yaoundé et le défi camerounais d'intégration à la fois dans une thèse de Doctorat (Bopda, 1997) et dans une publication au Centre National de Recherches Scientifiques (CNRS) (Bopda, 2003). Sa problématique met en relation l'interdépendance entre le territoire étatique-national et le territoire métropolitain de la capitale et leur contribution au processus d'intégration. Dans ses travaux, l'auteur s'intéresse à la question d'urbanisation de Yaoundé, notamment les déclenchements et des convergences des migrations, qu'il situe dans la période coloniale, puis résume le rôle d'une capitale en Afrique tropicale par sa « *capacité à représenter à la fois le village, la ville, le quartier, le pays, l'État et le monde pour relever le défi d'intégration* » (Bopda, 1997). Toutefois, si l'aspect migration abordé lui permet d'expliquer, par une approche géographique, la redistribution de la population dans la ville, il lui sert davantage de base pour mesurer le degré de croissance de la population urbaine, sa diversité, sa densité et surtout ses « pratiques résidentielles » qui révèlent « une certaine tentative de reconstituer en ville son environnement villageois ». Jean Marie Gibbal (1974) nous dit à ce sujet :

*« Les citadins de première génération demeurent tributaires d'une culture villageoise qu'ils adoptent et transforment en dehors de leur cadre de travail... Dans ce cadre et ce rythme de vie, encore très villageois, les liens de parenté traditionnelle se maintiennent et ne subissent que des transformations partielles dues à la restriction de la portée des anciennes obligations. Aussi, la solidarité familiale demeure-t-elle très forte, d'abord entre parents présents à la ville, ensuite entre le citadin et sa famille villageois. La coupure d'avec le milieu rural et la confrontation avec une réalité urbaine, que les citadins de fraîche date appréhendent mal dans sa nouveauté et sa complexité, conduisent ceux-ci à créer de nouvelles formes de solidarité. Il s'opère des regroupements, soit sur une base villageoise, soit sur une base*

*ethnique plus large, sous la forme d'associations plus ou moins spontanées qui essaient de répondre à l'insécurité du milieu urbain » (Gibbal, 1974).*

À Yaoundé, le déploiement des migrants a été perceptible à partir des regroupements dans des quartiers à configuration ethnique. Rejoints par des membres de leurs communautés, par le mécanisme de « réseau social »<sup>13</sup>, des personnes originaires de la même région, du même groupe culturel ont créés des concentrations démographiques importantes et en ont fait des quartiers populeux. Conséquence : le nombre d'habitants de la ville double de décennie en décennie. Pour une explication théorique globale, il y a lieu d'examiner cette question d'attractivité de Yaoundé en combinant les causes économiques de la migration (Todaro, 1969) d'un côté, et de l'autre, le rôle des liens familiaux, des structures de santé et d'éducation sous l'angle des facteurs non économiques de perpétuation de la migration interne (Kok et al., 2003). Autant d'aspects à l'origine de l'explosion démographique à Yaoundé et dont les conséquences sont, entre autres, l'incorporation progressive des zones périphériques avec des problèmes connexes liés essentiellement aux méthodes d'acquisition des terres.

### **2.2.3 La question foncière entre la migration interne et l'évolution du périmètre urbain depuis 1960**

De façon générale, le phénomène du développement urbain est indissociable de la transformation du sol en biens marchands à travers des pratiques foncières. En Afrique, l'acquisition d'une parcelle de terre en milieu urbain est intégralement entrée dans les mécanismes de production de la plus-value. Ces mécanismes concernent toutes les couches sociales puisqu'en réalité, être propriétaire d'un lopin de terre et construire une maison individuelle concourent à l'affirmation sociale de la personnalité du citoyen (Mevoungou Nsana, 1990). À Yaoundé, la valeur économique de la terre évolue au rythme de la croissance démographique (Tchawa, 2014). Abordée dans cette étude, la question foncière permet de revisiter l'ensemble des rapports qui se sont établis entre les populations autochtones et les migrants, pour accéder à la terre et la contrôler. Elle offre également l'opportunité de questionner les politiques foncières de différents régimes à propos de la ville-capitale. Cette façon de faire permettra de s'en rendre

<sup>13</sup> Etienne Piguet explique la théorie de réseau social par la prise en compte des liens interpersonnels où « L'individu confronté à la décision de migrer est désormais considéré comme relié à une structure sociale constituée par la famille proche et élargie, par les personnes originaires de la même région, du même groupe culturel ou plus largement par des amis et connaissances. Ces réseaux sont à la fois des sources d'informations et des fournisseurs d'aides et d'appui pour le voyage et l'installation dans un pays de destination » (Piguet, 2013 : 150).

compte, à terme si oui ou non, l'enjeu foncier a considérablement influencé les migrations internes de certains groupes ethniques vers Yaoundé.

Dès avant l'indépendance, la majeure partie des terres sur lesquelles devait s'étendre le périmètre urbain de Yaoundé étaient encore détenues par les ethnies autochtones. L'affirmation de cet héritage ancestral entre dans le cadre du droit coutumier exercé par les chefs traditionnels et dont le pouvoir relevait de la succession. Ces traditions locales ignorent, dans l'ensemble, l'appropriation privée du sol, car la conception qu'on avait de la terre était surtout communautaire. Le droit de jouir d'une certaine parcelle de terre était déterminé par les dignitaires qui agissaient en vertu des règles ancestrales (Etoga Eily, 1971: 81). Lorsqu'il arrivait qu'une parcelle soit accordée à un étranger, c'était à titre viager : l'usufruitier ne devait l'exploiter que pour des besoins agricoles. La vente était ignorée. Comme bien communautaire, la terre ne pouvait pas être une propriété individuelle. À partir de l'époque de la colonisation, une évolution intervient et l'on passe à la conception privée de la terre<sup>14</sup>.

Après l'indépendance du Cameroun, sous le régime fédéral, la réorganisation du régime de la dépendance coutumière du foncier est ainsi entreprise entre 1963 et 1972. Elle s'appuie sur de nombreux textes dont celui qui instaure l'immatriculation des terres<sup>15</sup>. Cette législation devient ainsi le seul mode d'accès conférant *ipso facto* la propriété foncière au Cameroun.

En s'appuyant sur la littérature relative à la question foncière dans la ville de Yaoundé au Cameroun, on se rend compte qu'il existe deux manières d'acquérir la propriété foncière, à savoir la voie légale et la voie traditionnelle (Touna Mama, 2004) ; (Socpa 2010) ; (Tchawa, 2014) ; (Ngangue Mouala, 2016). L'option légale englobe des procédures liées à l'attribution d'un lot de terre. Elle reconnaît, par ailleurs, les pratiques locatives. Il arrive généralement, dans ce contexte, que le propriétaire d'une parcelle de terrain, immatriculé ou non, préserve une partie de sa propriété qu'il peut personnellement aménager pour des besoins d'habitation. Il peut aussi procéder à la vendre ou à la mise en disposition d'une portion pour des éventuelles

<sup>14</sup> L'ordonnance sur la propriété foncière a été instituée au Cameroun en 1896 sous administration allemande. Elle stipule que : « *Les terres inoccupées appartiennent à la couronne, elles ne peuvent être occupées que par le gouvernement. Seul ce dernier peut les céder en propriété ou en bail. Sur décision du Chancelier, le Gouverneur peut autoriser certaines personnes physiques ou morales à occuper les terres vacantes dans les régions où les commissions foncières instituées par la même ordonnance souveraine n'ont pu encore opérer* » (Etoga Eily, 1971 : 181-182).

<sup>15</sup> La procédure d'immatriculation de la terre aboutit à la délivrance d'un titre de propriété à caractère définitif et inattaquable appelé « titre foncier ». C'est une certification officielle de la propriété immobilière dont l'État garantit à tout titulaire le droit d'en jouir, d'en disposer librement et d'être indemnisé en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique (cf. Recueil : *Régime foncier et domanial*, Yaounde, déc. 1983 : 3-9).

locations. Quant à l'option dite traditionnelle, elle est qualifiée de spontanée compte tenu du mode d'obtention du titre de propriétaire des terres par le cédant conformément aux règles coutumières. Dans ce cas, l'acquéreur qui est habituellement migrant, traite instantanément avec le titulaire ou son intermédiaire qui cède une parcelle de terrain suivant les règles de la coutume c'est-à-dire une occupation de bonne foi. Cette façon d'accéder à la propriété foncière s'apparente à une « acquisition d'un droit d'usage non garanti par la réglementation foncière » (Mimché, 2011).

Sous chaque régime politique, toutes ces formes d'accès à la propriété foncière se côtoient à Yaoundé. Les procédures y afférents s'entremêlent et constituent l'étape la plus importante à la réalisation des projets de vie des migrants allogènes. Seulement, dans les multiples transactions coutumières et financières conduisant à l'acquisition de la terre en ville, les migrants font souvent face à des situations de saturation et à l'incertitude des statuts fonciers au sein des communautés locales. Ces situations complexes s'expliquent généralement par des pratiques d'escroquerie et d'exploitations associées à la vente foncière (Mimché, 2011). Ce facteur est à l'origine des conflits fonciers entre autochtones et allogènes en ville si bien que certains auteurs le qualifient de « revers d'une insertion foncière et résidentielle » (Mimché, 2011).

Le problème avait déjà été analysé par Antoine Socpa lorsqu'il scrutait les conflits fonciers à Yaoundé avant et après l'avènement de la démocratie dans les années 1990. Ses enquêtes rendent compte des types de rivalités enregistrées à Yaoundé entre ethnies autochtones et ethnies allogènes issues de la migration au sujet de l'occupation des terres (Socpa, 2010). Ce qui est intéressant, c'est l'enjeu politique du régime en place dont la responsabilité et les actions sont considérées comme les causes de ces conflits. L'auteur soutient qu'avant 1990, sous le régime Biya, les conflits fonciers étaient empreints d'exclusion des ethnies allogènes par les populations autochtones de Yaoundé pour la simple raison qu'elles dominaient jusque-là l'essentiel de la vie politique locale.

Le passage du parti unique au multipartisme en 1990 a désormais donné lieu à un nouveau type de conflits fonciers, opposant cette fois les populations autochtones de Yaoundé et l'État. En tenant compte des objectifs d'intérêt général, l'État a souvent eu recours à des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique. L'État s'appuie sur un droit d'usage de

force qui, la plupart du temps, peut être engagé, soit directement à la demande des administrations publiques, soit indirectement à la demande des collectivités publiques locales (au niveau des départements et des communes), des établissements publics, des concessionnaires ou exploitants des services publics ou des sociétés d'État (cf. Ordonnance n° 74-3 du 6 juillet 1974 relative à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique).

S'il est vérifié que la voie légale procède à la fois à l'attribution d'un lot ou d'une construction plus ou moins importante, elle est matérialisée à Yaoundé respectivement par la Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones industrielles (MAGZI) créée en 1971, la Société immobilière du Cameroun (SIC) et la Mission d'Aménagement et d'Équipement des Terrains urbains et ruraux (MAETUR) en 1977. Ces politiques publiques sont perçues par les autorités traditionnelles de Yaoundé comme étant des outils de transfert et d'« expropriation » des terres appartenant aux populations autochtones au profit des migrants. Les problèmes qui ont suivi remettent au goût du jour la précarité du système foncier et l'importance de sa maîtrise dans le processus de planification d'une ville-capitale.

À l'évidence, Socpa et Mimché présentent, chacun à sa manière, les enjeux économiques, sociaux et politiques que les sédiments migratoires ont eus sur le peuplement de Yaoundé. Généralement perçus comme des « gens venus d'ailleurs » et donc, appelés à « partir un jour », les migrants tentent progressivement une déconstruction de leur image dans la société en se dotant des parcelles de terre. C'est sur ces portions acquises qu'ils décident souvent d'investir leurs économies et de s'installer définitivement. Dans les mécanismes d'acquisition de la terre à Yaoundé, Mimché précise que les transactions en vigueur liées à l'acquisition des terres exposent le migrant, la plupart du temps, à une double insécurité à la fois juridique et foncière :

*« Progressivement, la marchandisation s'institutionnalise au point de faire de la vente des terres une activité impliquant plusieurs catégories d'acteurs : les vendeurs, les acheteurs, les intermédiaires, les responsables de l'administration et les autorités traditionnelles », (Mimché, 2011:11).*

En réalité du point de vue coutumier, les chefs traditionnels se réclament toujours être les principaux maîtres des institutions foncières. Ils se positionnent, même en milieu urbain, comme de principaux acteurs à travers lesquels devraient se dessiner tous les enjeux de l'appropriation de la terre. En s'appuyant sur une riche documentation, la présente thèse entend

approfondir cette question foncière dans la ville-capitale en examinant l'implication des régimes politiques à travers les changements liés aux procédures d'acquisition du titre de propriété foncière dans la ville — capitale. C'est à travers cette stratégie de recherche qu'il est possible de comprendre si les politiques publiques en matière foncière dans la ville-capitale ont inspiré, attiré ou favorisé les migrations internes de certains groupes ethniques vers Yaoundé et si ceux-ci ont varié sous différents régimes.

L'argumentation se focalise donc sur les changements des flux migratoires des groupes ethniques et/ou régionaux vers la capitale en termes de volume, de migration nette et les différentes origines depuis l'indépendance et pendant chaque régime politique dans une approche théorique bien particulière.

## 2.4 Bases théoriques et conceptuelles de l'étude

Le principal défi théorique est d'analyser la question principale suivante : **pendant les différents régimes politiques du Cameroun, de quelle manière leur exercice du pouvoir à travers l'environnement bâti et le développement socio-économique ont-ils influencé les flux migratoires des populations vers la ville-capitale ?** Cette question nous amène à théoriser quelques concepts de base (Abend, 2008) identifiés dans la section précédente (2,3). D'abord la migration et l'urbanisation à l'intérieur d'un État : la migration interne ; les principaux facteurs économiques et politiques qui influent sur la migration et l'action de l'urbanisation à cet égard. Ensuite, il convient d'étudier la ville-capitale, sa signification dans un État africain indépendant, son rôle idéologique dans la construction de l'État-nation par rapport aux politiques publiques des gouvernements nationaux et son impact sur les flux migratoires. Enfin, on montrera le rôle qu'a joué le néopatrimonialisme au cours des différents régimes, dans la capitale et sur les flux migratoires vers cette ville.

Par définition, la « migration » est un mouvement de déplacement, intégrant l'intention d'y rester et le facteur durée, d'un individu ou d'un groupe personne, d'un lieu distinct à un autre (Courgeau, 1989). Les changements migratoires renvoient de ce fait aux variations de mouvement des individus, en termes de flux, d'un système administratif à un autre (Stellenbosch University, "Occasional paper n°11, Proceedings of a Graduate Workshop on Internal Migration, 2000). Observé à l'intérieur d'un pays, cela englobe généralement des mouvements pluriels : des campagnes vers les villes, y compris la ville-capitale, des campagnes pour d'autres campagnes ; d'une ville à l'autre plus ou moins importante ou interurbaine. Dans



ces mouvements, interviennent également des migrations intra-métropolitaines ou intra-urbaines, celles qui se font d'un quartier à l'autre à l'intérieur d'une ville (Rossi, 1955). Tous ces mouvements à la fois conduisent aussi aux migrations dites circulaires (Potts, 2009).

Au-delà de tous ces déplacements, la présente étude s'intéresse certes aux migrations internes, mais elle reste focalisée sur les déplacements des individus ou groupes ethniques des différentes régions du Cameroun vers la ville-capitale. Ce choix résulte du fait que l'installation du migrant en ville marque le début du processus d'Urbanisation par l'action d'aménager, de transformer un espace ou favoriser l'évolution d'une ville (Leslie, 2005) ; (Friend et al. 2015).

Le concept « urbanisation » désigne aussi la proportion de la population nationale urbaine qui accroît. On distingue généralement trois facteurs qui sont à l'origine de ce phénomène : le premier facteur, la migration nette, est la concentration de la population nationale dans les villes par rapport au nombre de départ des villes vers les campagnes ou d'autres villes (Potts, 2009) ; le deuxième concerne la différence entre le taux de mortalité et de fécondité en ville ; le troisième, enfin, renvoie à l'incorporation des espaces périphériques dans le centre urbain.

Au-delà des considérations psychologiques, des causes économiques primaires, mais aussi politiques de la migration peuvent permettre d'aborder une discussion dans la présente recherche. Toutefois, des causes économiques primaires amènent à une théorie principale dont les arguments ont été convaincants pour conceptualiser et expliquer les raisons de la migration en Afrique.

#### **2.4.1 Théorie économique de la migration selon Todaro (1969 et 1976) face aux facteurs non économiques de la migration**

John Harris et Michael Todaro (1970) proposent une réflexion approfondie à propos de ce qui convient d'appeler le « choix rationnel » dans l'étude de l'exode rural. La formalisation des pensées du migrant selon leur modèle souligne l'idée suivante : *« ce n'est pas uniquement la différence de salaire entre deux espaces qui amène les personnes à migrer, mais le salaire espéré par le migrant potentiel »* (Todaro, 1969). En fait, les deux théoriciens présentent une logique du migrant en tension basée sur la différence entre le salaire gagné en milieu rural et la probabilité d'obtenir un emploi rémunéré en ville comme principal critère qui détermine la décision d'un individu de migrer ou non. Concrètement, le migrant anticipe une probabilité relativement faible de trouver un emploi régulier à son arrivée en ville, mais croit à sa capacité à



augmenter cette probabilité à travers ses contacts urbains qu'il entend élargir. Le choix de migrer répond ainsi au différentiel de revenu espéré à l'arrivée et non à celui attendu en zone de départ (Todaro, 1976 : 367). Appliquée à notre étude, cette théorie peut permettre de conceptualiser les motivations de la migration des groupes ethniques et/ou régionaux vers Yaoundé sous l'angle économique.

En ce qui concerne les déterminants de la migration vers la ville-capitale au Cameroun, quelques spécificités en matière urbaine sont à prendre en considération. Du fait de l'existence de deux villes importantes : Douala et Yaoundé, la première est célèbre pour sa concentration de l'activité économique. Ville portuaire, donc porte d'entrée et sortie et industrielle, Douala s'est imposée dans le temps comme capitale économique du Cameroun confinant parfois la deuxième ville, Yaoundé, siège des institutions étatiques, essentiellement dans ses fonctions politiques. De ce fait, se limiter aux seules raisons économiques pourrait fausser les analyses. Vu sous cet angle, il peut être utile de différencier les causes économiques d'un côté et de l'autre, des facteurs non économiques de la migration vers Yaoundé. Ce dernier aspect amène à se référer essentiellement aux approches théoriques qui considèrent les relations que le migrant entretient avec l'environnement social dans lequel il vit aussi bien en termes de réseaux (Massey, et al., 1993 cité par Kok, et al., 2003 : 9-21) que des représentations collectives.

#### **2.4.2 Arguments théoriques des facteurs non économiques à l'origine et au maintien de la migration (Kok, et al., 2003)**

Outre des raisons économiques liées à l'amélioration financière, des facteurs non économiques influencent également la migration. Des théoriciens de ces facteurs se sont intéressés plutôt au contexte social pour suggérer une explication théorique des motivations de la migration (Tartakovsky & Schwartz, 2001). Par facteur non économique, il est surtout question de la recherche de sécurité et le développement personnel. Dans le cadre de cette recherche, la quête du développement personnel comme facteur de la migration non économique fait référence à l'intérêt que les migrants accordent aux infrastructures mises en place dans la zone de destination et qui participent de leur attraction. Ces infrastructures se regroupent parmi les hôpitaux, des établissements scolaires des centres de loisir et même la famille. À ces facteurs, s'ajoute la manifestation du désir de préservation. Il s'agit d'un sentiment lié à la demande sécuritaire qu'offre un environnement politique conséquent. C'est la raison pour laquelle des théoriciens de ces arguments montrent que les motivations de la migration non économique s'articulent

autour des valeurs liées à la personnalité de chaque individu et varient selon un contexte social donné (Kok, et al., 2003).

Par contexte social, il faut considérer davantage des influences sociohistoriques qui empêchent le migrant d'être totalement libre de ses choix. Au point de vue de la mobilité, Lu pense que c'est une « [...] *nature fondamentale, la mobilité, que [...] les individus n'ont pas plein contrôle de leur comportement de migration. La migration est un comportement de choix contraint* » (Lu, 1999:486). Ce qui signifie que des éléments structurels extérieurs interviennent dans sa prise de décision. D'autres analyses différencient, à cet effet, les traits individuels, les commodités sociales et les normes culturelles qui prédisposent le migrant à prendre des risques et à apprécier la combinaison d'occasions favorables (Haug, 2008). Ces analyses amènent à considérer comme éléments externes, le rôle idéologique des différents régimes nationaux sur la ville-capitale à travers l'influence ou l'attraction des structures de santé et d'éducation, de loisir, etc., dans le processus de décision du migrant. Quelques arguments de ces chercheurs peuvent servir de base d'analyse pour expliquer le poids des facteurs non économiques de la migration vers Yaoundé dès 1960.

Dans cette démarche, il est important de tenter un rapprochement avec le rôle du « réseau social », un concept cher à Bourdieu et qui a permis à Massey (1993) et plus tard à Kok (2003) de concevoir théoriquement des liens qui se tissent entre migrants et autres dans la démarche collective conduisant à la prise de décision.

### **L'approche théorique des réseaux et le capital social**

La notion de « réseau social », appréhendée comme instrument analytique ou comme un environnement expérimental des migrations, a permis de rompre avec une approche substantialiste des groupes de migrants considérés comme des « communautés fermées ». Considéré comme tel, le « réseau social » questionne les dynamiques collectives mises en place par des migrants avant de les catégoriser parmi les facteurs producteurs d'initiatives sociales (Piguet, 2013 : 150). Dans les faits, l'individu confronté à la décision de migrer fait généralement recours à une structure sociale qui peut être la famille proche et élargie à laquelle il se sent lié. Appliquée à l'intérieur d'un pays, ce phénomène renvoie non seulement à l'ensemble des échanges et liens tissés certes avec la famille restreinte, mais également à des personnes avec lesquelles l'on partage la même origine ethno-régionale, socioculturelle et, dans un sens plus ou moins large, à des amis et connaissances. Ces réseaux qui se forment dans ces circonstances

jouent plusieurs rôles dans le processus migratoire. Ils sont à la fois des sources d'informations, des fournisseurs d'aides et de soutien aux parents membres du réseau. Les réseaux favorisent également une mobilisation des moyens financiers et matériels pour assurer le voyage et l'installation des migrants dans le lieu de destination.

L'apport significatif des théories à la fois économiques et non économiques de la migration interne vers une ville-capitale permettrait d'affiner considérablement, dans le cadre de cette thèse, la compréhension du contexte de prise de décision par des migrants. En tenant compte de quelques particularités et selon les régimes, des explications plausibles sont à suggérer quant aux raisons qui perpétuent la migration interne et le choix porté sur Yaoundé.

Cependant, considérant que l'étude s'intéresse à une capitale africaine avec une histoire coloniale, il semble judicieux de se concentrer sur l'importance de la construction de l'État-nation après l'indépendance.

#### **2.4. 3 Utilisation théorique des villes capitales par les gouvernements nationaux pour la construction de la nation (Bekker et Therborn, 2012)**

Dans un commentaire récent, Bekker et Therborn expliquent les mécanismes par lesquels les pays essaient d'établir un État effectif et la façon dont les gouvernements nationaux emploient la capitale et son environnement bâti comme symbole de pouvoir aussi bien en Europe (Therborn, 2002) qu'en Afrique subsaharienne (Bekker et Therborn, 2012). L'implication est que, d'un côté, il y a le « *Power over* » qu'on peut traduire littéralement par « pouvoir sur ». Il s'agit en réalité du pouvoir exercé par le gouvernement national sur les populations nationales et urbaines. Ce pouvoir se manifeste généralement dans la ville-capitale par la taille des immeubles, l'aménagement de la voirie, les monuments, etc. De l'autre côté, l'incapacité de ces gouvernements nationaux et urbains à offrir des services sociaux et économiques de base (eau, électricité, logement, etc.), faisant preuve d'un manque de pouvoir exécuter ou accomplir les missions qui leur sont dévolues, ce que les auteurs appellent « *Power to* » ou « pouvoir de » (Bekker et Therborn, 2012 : 1-5). Ces idéologies et politiques des gouvernements sur la ville-capitale influencent des flux migratoires aussi bien sous l'aspect économique que politique.

Enfin, prenant en compte le fait que l'étude de la migration se fait sur la longue durée intégrant différents régimes avant et après l'indépendance, la nature de ces régimes sera théorisée en utilisant le néopatrimonialisme (Bach, 2013) comme outil de base analytique.

#### 2.4.4 Théorie du néopatrimonialisme chez Bach (2013)

Partant de la conception de la légitimité du pouvoir, Max Weber (1864-1920) identifie trois types d'autorité : l'autorité traditionnelle, charismatique et rationnelle ou légale<sup>16</sup> (Weber, 1919). Au-delà de cette approche, la théorie du néopatrimonialisme fait référence à des situations où le pouvoir et la légitimité d'un responsable se fondent sur des relations de clientélisme dans un État (Bach, 2013). Un dirigeant néopatrimonial, même s'il est élu ou désigné selon des dispositions légales, va au-delà du pouvoir constitutionnel pour se concéder unilatéralement et parfois de façon démesurée, le droit de prendre des décisions au-delà de ses attributions institutionnelles. C'est l'exemple d'un responsable qui confond généralement les sphères privée et publique dans l'exercice de ses fonctions pour accorder certains privilèges à une minorité au détriment d'une majorité marginalisée.

Dans ses agissements, un chef peut pratiquer un néopatrimonialisme ethnique s'il se sert de sa position de pouvoir pour accorder un plus grand nombre de privilèges à un groupe ethnique généralement dont il est originaire (Awono, 1989). Cette forme de tribalisme politique a été dénoncée dès 1963 au Kenya pendant le régime de Jomo Kenyatta à cause des privilèges qu'il aurait accordé à son groupe ethnique, Kikuyu. Remplacé en 1968 par Daniel Arap Moi, ce dernier a aussi été soupçonné, à son tour, d'avoir un penchant pour son ethnie *Kalenjin* à qui certains avantages pouvaient être accordés (Maupeu, 2005). Au-delà de cet exemple, d'autres circonstances peuvent aussi astreindre un chef à s'appuyer sur ses prérogatives pour coopter une élite dont lui seul maîtrise les critères de choix. Dans ce cas, on parlera d'un néopatrimonialisme de cooptation. Ramené à cette étude, ces deux aspects amènent à formuler l'hypothèse selon laquelle chaque régime politique aurait pu attirer certains flux de migrants dans la ville-capitale, soit par le mécanisme du néopatrimonialisme ethnique, soit de cooptation ou les deux selon les préférences de ses dirigeants néopatrimoniaux.

---

<sup>16</sup> La différence entre ces formes de pouvoir est décrite en ces termes : « Dans le cas de l'autorité légale, l'obéissance est due à l'ordre impersonnel légalement établi. En ce qui concerne les personnes exerçant l'autorité de leurs fonctions en vertu de la légalité formelle de leurs commandements et uniquement dans le cadre de l'autorité de la fonction. Dans le cas de l'autorité traditionnelle, l'obéissance est due à la personne du chef qui occupe la position d'autorité traditionnellement sanctionnée et qui est (dans son domaine) lié par la tradition. Mais ici, l'obligation d'obéissance est une question de fidélité personnelle dans le cadre des obligations habituelles. Dans le cas de l'autorité charismatique, c'est le leader qualifié de manière charismatique en tant que telle qui obéit en vertu de la confiance personnelle dans sa révélation, son héroïsme ou ses qualités exemplaires dans la mesure où elles entrent dans la portée de la croyance de l'individu dans son charisme » (Weber, 1968 : 215-216).

## 2.5 Conclusion

Les travaux qui renseignent sur l'histoire de l'urbanisation de Yaoundé sont d'un réel intérêt. Non exhaustifs et orientés en fonction des problématiques de leurs auteurs, ils donnent cependant des bases essentielles pour une connaissance globale de son peuplement. Depuis sa création, il est possible de retracer son mode d'administration sous la colonisation et des politiques publiques mises en place tout au long du processus de développement de Yaoundé en tant que ville-capitale du Cameroun post-indépendance. Si toutes ces recherches donnent une idée de la manière dont la ville a évolué depuis sa création en 1889, elles ne répondent pas à la question de son attraction continuelle comme ville-capitale. Sans doute du fait de la complexité d'un phénomène dont les enjeux demeurent actuels.

Aucune recherche ne s'est jusque-là intéressée aux politiques publiques des différents régimes à propos de la ville-capitale, ce qui justifie la présente thèse. Le poids idéologique des différents régimes postindépendance sur l'environnement bâti de la ville-capitale est à revaloriser : sa symbolique quant à sa capacité à représenter le pouvoir de l'État et surtout l'impact de cet environnement bâti sur les migrations internes.

Voilà qui justifie les choix théoriques de la présente recherche basée sur : 1. les causes économiques de la migration d'après Todaro (1969), 2. les facteurs non économiques de perpétuation de la migration (Kok et al., 2003), 3. l'usage théorique des villes capitales par les gouvernements nationaux pour la construction de la nation de Bekker et Therborn (2012), 4. le rôle qu'a joué le néopatrimonialisme au cours des différents régimes, dans la capitale et sur les flux migratoires vers cette ville (Bach, 2013). La combinaison de ces différentes approches théoriques semble importante pour tenter d'expliquer à la fois la migration interne et le phénomène de développement des villes-capitales en Afrique subsaharienne. Il s'agit là des questions qui méritent donc d'être traitées avec une approche particulière.

## *Chapitre 3*

# *Conception de la recherche et méthodologie*

### 3.1 Introduction

L'Objectif de ce chapitre est de présenter la démarche scientifique de l'étude dont les résultats, à terme, doivent permettre de répondre à la problématique de cette thèse. Il s'agit, entre autres, de présenter et d'expliquer de manière concrète, les techniques (outils) de collecte des données et la façon dont les analyses de ces données seront effectuées. C'est cette démarche scientifique qui aide, non seulement à identifier puis à décrire les différentes activités de la recherche, mais également assiste le lecteur dans la compréhension de la méthode et de la procédure de la recherche.

Par rapport à la problématique principale et des questions secondaires de cette thèse, les influences des idéologies politiques des régimes postcoloniaux du Cameroun sur les flux migratoires internes vers la ville-capitale sont à comprendre dans un processus d'évolution d'un certain nombre de facteurs qu'il faut expliquer sur la longue durée. C'est ce qui justifie le caractère pluridimensionnel de la recherche sur la migration interne étudiée comme un phénomène à caractère transversal.

Ce chapitre offre ainsi l'occasion de présenter l'approche pluridisciplinaire **(3.2)** de la recherche dont les différentes étapes prennent en compte l'histoire (3.2.1), la sociologie (3.2.2) et la science politique (3.2.3) (Seignobos, 1942). Pour une étude empirique des changements migratoires vers Yaoundé depuis 1960 et en référence à nos bases théoriques, il convient de présenter dans les détails, les techniques de collecte des données **(3.3)**. Celles-ci renvoient respectivement à la recherche documentaire (3.3.1), aux *focus groups* (3.3.2) et aux entretiens individuels (3.3.3) prévus avec la population migrante vivante à Yaoundé. Enfin, les différentes données collectées seront analysées **(3.4)** selon les règles éthiques (3.4.4) en vigueur à l'université de Stellenbosch.

## 3.2 Conception pluridisciplinaire de la méthode de recherche

La méthode de recherche choisie pour cette étude est pluridisciplinaire. Partant du fait que la migration et l'urbanisation sont à observer sur la longue durée à l'intérieur d'un État (migration interne), il y a lieu de considérer les principaux facteurs historiques et sociopolitiques qui ont eu une influence sur la migration et l'action de l'urbanisation. Notre posture de chercheur nous amène à appréhender la migration, avant tout, comme un phénomène social et partant, complexe, et requiert donc l'apport de plusieurs sciences sociales (Weber, 1965). C'est ce qui justifie l'approche pluridisciplinaire basée sur l'histoire (3.1.1), la sociologie (3.1.2) et la Science politique (3.2.3). Il est question ici de respecter les principes généraux de la recherche d'une part, et mettre en œuvre de manière cohérente les différentes étapes de la démarche scientifique.

### 3.2.1 L'approche historique

La présente thèse aborde une question migratoire à l'intérieur du Cameroun entre 1960 et 2010. Bien que toujours d'actualité, une rétrospection semble indispensable pour mieux percevoir et expliquer, par une approche évolutive, la notion de migration interne vers la ville-capitale à partir de 1960. Depuis cette date, il y a eu certains mouvements et des faits historiques qu'on ne peut plus observer directement parce qu'ils ont cessé d'exister. Or, quand on a besoin de comprendre l'évolution d'un phénomène, par exemple, il est important de comparer les faits présents qu'on peut observer des faits passés qu'on ne peut plus observer directement. Pour cette raison, on est forcé de recourir à la méthode historique qui seule est capable d'atteindre et de reconstituer les faits passés. Concrètement, il sera question de collecter des sources ; procéder à des analyses par confrontation, et suggérer quelques synthèses.

L'avantage de la méthode historique appliquée à cette recherche réside dans le fait qu'elle permettra de retracer les mouvements migratoires qui se sont effectués durant les deux premiers régimes. Pour mieux les reconstituer, comprendre ou expliquer, nous allons recourir aux acteurs dont les comportements ont laissé des traces. Ghiglione et Matalo (1995:11) nous apprennent à cet effet que « *l'étude des traces peut être considérée comme une forme d'observation différée...* ». Celles-ci constituent des documents d'archives, des sources iconographiques, écrites et orales que la méthode historique permettra d'examiner dans leur complexité pour en étudier les contenus.

### 3.2.2 La recherche sociologique triangulaire (qualitative et quantitative)

La triangulation est une technique de recherche sociologique qui met en comparaison des données obtenues à l'aide de deux ou plusieurs démarches (Bourdieu, 1968). L'utilisation de plusieurs démarches de façon interdépendante au sein d'une même étude permet de compenser les limites de l'une et de l'autre méthode. C'est la raison pour laquelle, considérant la subtilité et la complexité de la migration interne étudiée comme un fait social, le modèle de triangulation appliquée à cette thèse réunit à la fois la méthode qualitative et quantitative de collecte et d'analyse des données. Cette stratégie nous semble indispensable à cause de la variété des données qualitatives et quantitatives qu'elle permettra de rassembler pour une meilleure connaissance de la migration. Toutefois, l'interactivité de ces deux méthodes n'exclut pas le respect scrupuleux des règles propres à chacune d'elle.

Dans le cadre de la **recherche qualitative** (Bryman, 2012), en plus des archives et d'autres sources secondaires (des publications), d'autres types de données ont été collectées. C'était au cours des différentes recherches de terrain pendant lesquelles, des groupes de discussion (*focus-groups*) et des **entretiens individuels** ont été organisés dans des quartiers de la ville de Yaoundé (Beaud & Weber, 1998). Des informations recueillies à l'issue de ces échanges constituent un fonds de données riches essentiellement qualitatif qui permettent de discuter certains aspects liés à la manière dont des habitants de Yaoundé, y compris des migrants, perçoivent la conception et la réalisation de certaines politiques publiques dans la ville-capitale par exemple. Cependant, il faut reconnaître que si ces informations sont indispensables, elles ne suffiront pas à elles seules, à apporter des explications relatives aux variations des flux migratoires observés vers la ville capitale depuis 55 ans (Q3) en termes d'arrivées et de départs ou la migration nette par exemple. Cet aspect impose une recherche compensatoire, celle qui fournira des données quantitatives (Haug, 2009).

La complémentarité de la **recherche quantitative** (Gani, 2014) consiste à rechercher des données chiffrées nécessaires pour apporter des réponses détaillées à la question secondaire n° 3 suivante : *quels flux migratoires a-t-on observé dans la ville capitale pendant 55 ans et comment ont-ils varié pendant les différents régimes politiques du Cameroun ?* Par rapport à la question centrale de cette étude, il semble judicieux, avant tout, de collecter systématiquement des questionnaires des différents recensements de la population au Cameroun. La raison d'avoir accès à ces questionnaires est de nous rassurer de la prise en compte de l'origine ethno-régionale



des différentes personnes régulièrement recensées. Très importante, cette question d'origine ethnique facilite l'analyse des données qui renseignent à propos du nombre de personnes originaires d'un même groupe ethnique et/ou d'une même région, ayant migré à Yaoundé à un moment donné.

C'est cette première étape qui déterminera le type de données chiffrées à rassembler. En nous appuyant sur les différents recensements (1962, 1976, 1987 et 2005), nous nous sommes intéressés aux chiffres de la population de Yaoundé de façon générale et ceux de la migration interne en particulier. Notre ambition première dans cette démarche était de déterminer le nombre de départs de celui des arrivées pour ressortir la migration nette vers la ville-capitale. Cependant, pendant la collecte de données chiffrées on s'est rendu compte d'un fait. Le solde migratoire (la différence entre la migration vers et la migration hors) était toujours positif pour Yaoundé et donc sans incidence majeure dans les analyses. Il a donc fallu se focaliser uniquement sur les flux de migrations internes vers Yaoundé. D'autres chiffres qui renseignent à propos de l'évolution de la population de la ville-capitale ont été collectés et comparés à celles d'autres villes plus importantes, notamment Douala pour comprendre les différences proportionnelles en matière de démographie. Les données renseignant sur les variations de la superficie du périmètre urbain de la ville-capitale et la densité démographique dans des quartiers pendant 55 ans ont également été collectées, confrontées et analysées. Il s'agit d'une démarche qui permet de comprendre comment la ville-capitale au Cameroun est devenue importante en démographie et en superficie.

Par ailleurs, considérant l'évolution des villes-capitales de façon générale, leurs significations pour les États africains indépendants et le rôle idéologique (construction de l'État-nation) qu'elles sont appelées à jouer selon les arguments théoriques de Bekker et Therborn (2012), il semble approprié d'examiner les rapports entre les politiques publiques des gouvernements nationaux et leurs impacts à la fois sur l'environnement bâti de la ville-capitale et les flux migratoires sous l'angle de la science politique.

### **3.2.3 La technique de science politique**

En nous appuyant sur l'utilisation théorique des villes capitales par les différents gouvernements pour la construction de la nation selon Bekker et Therborn (2012), nous entendons,

certes faire une recherche relative aux formes institutionnelles des pouvoirs (nationaux et urbains) impliqués dans le processus de développement d'une ville-capitale, mais également, analyser les pratiques qui en découlent. À partir d'une autre base théorique, le néopatrimonialisme de Bach détaillée dans le chapitre précédent, des pratiques émanent des formes institutionnelles des pouvoirs : l'idéologie de l'équilibre régionale et ethnique, par exemple, seront également recherchés et analysés.

C'est le lieu éventuellement de scruter l'action publique des différents gouvernements urbains dont le rôle est d'accomplir les missions qui lui sont assignées par le gouvernement national. C'est dans cette démarche qu'il est possible de comprendre la signification idéologique des projets divers initiés et exécutés dans la ville-capitale sous chaque régime. Il convient d'identifier la vision idéologique dans la gouvernance locale à travers la contribution de leurs politiques publiques dans la ville-capitale. À l'issue des groupes de discussion et de nombreux entretiens individuels, il sera aisé d'établir un rapport entre les principaux changements opérés dans l'environnement bâti de la ville-capitale et la nature des influences à la fois politique, économique ou idéologique que ces changements pourraient avoir eu sur les migrations de certains groupes ethniques vers la ville-capitale. À ce niveau, les arguments théoriques du néopatrimonialisme seront, une fois de plus, sollicités pour vérifier l'hypothèse selon laquelle certains groupes ethniques auraient été marginalisés ou privilégiés par tel ou tel régime.

Ainsi, l'emploi d'une méthodologie de recherche pluridisciplinaire basée sur l'histoire, la sociologie et la science politique dans une recherche à propos de la migration interne vers Yaoundé après l'indépendance requiert beaucoup de tact et une rigueur scientifique particulière.

La combinaison de toutes ces méthodes n'est pas synonyme de rigidité (Neuman, 2003). Il n'est pas question, non plus, d'employer les différentes approches comme une succession de normes ritualistes, encore moins comme la répétition stéréotypée des gestes sacrés (Beaud, 1986). Bien au contraire, la rigueur scientifique dans cette étude pluridisciplinaire nous permettra de faire preuve de souplesse et d'une capacité d'adaptation à la fois lors de la recherche documentaire, la collecte des données faites sur le terrain dans les règles de l'art (Beaud, 1986). Plus important encore, nous avons insisté surtout sur la cohérence générale de la démarche de la recherche mise en œuvre lors de nos analyses. D'une étape à l'autre, il a fallu, régulièrement, revenir en arrière, à chaque fois, que la nécessité s'est posée, soit pour reformuler une hypothèse trop sommaire ou inadéquate, soit pour compléter des informations manquantes. Nos multiples

descentes sur le terrain démontrent à suffisance notre volonté de procéder, à chaque fois et dans la mesure du possible, à un supplément d'observation (Campenhoudt et al., 2017).

### **3.3 Techniques de collecte des données : recherche de terrain**

La partie précédente de ce chapitre a consisté à exposer la conception pluridisciplinaire de notre recherche dont la démarche se veut être complémentaire et cohérente. Dans cette seconde section, il est question de dévoiler à la fois les outils de collecte des données et le mode d'emploi de ceux-ci dans le cadre d'une recherche empirique. La recherche de terrain s'est effectuée, à travers la recherche documentaire (3.2.1), des groupes de discussion ou *focus groups* (3.2.2) et des entretiens (3.2.3).

#### **3.3.1 La recherche documentaire**

La recherche documentaire a constitué une opération centrale du fait de la diversité des documents primaires et secondaires à collecter. Dans une démarche pluridisciplinaire, il a fallu consulter et rassembler des documents disparates dans des archives, des bibliothèques publiques ou privées et des centres de recherches divers.

Dans la perspective de reconstitution de l'histoire politique et urbaine de Yaoundé, il s'est agi, concrètement, de dépouiller des dépôts d'archives indispensables au Cameroun notamment, le fonds des archives nationales de Yaoundé (ANY), du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU), et de la communauté urbaine de Yaoundé (CUIY).

Par la suite, nous nous sommes intéressés aux publications des résultats des différents recensements (1962, 1976, 1987 et 2005) pour recueillir des données quantitatives. D'autres bases de données consultées tour à tour au Bureau central des Recensements et des Études de Population (BUCREP) de Yaoundé, à l'Institut Nationale de la Statistique du Cameroun (INS) et à l'Institut de Formation et de Recherche démographique (IFORD) de Yaoundé, ont fourni des résultats bruts des différents recensements et enquêtes démographiques organisés au Cameroun depuis 1960 jusqu'à 2005. Des résultats essentiels qui apportent à cette recherche des statistiques de la population de Yaoundé et des flux de migration depuis 1960.

La problématique centrale et les questions secondaires de la présente étude orientent vers la recherche d'informations précises. D'abord les différents gouvernements qui ont pris le pouvoir après l'indépendance, leurs idéologies et différentes politiques de gestion de la ville

capitale (question secondaire n° 1). Ensuite, des influences idéologiques des régimes nationaux sur l'environnement bâti, du développement socio-économique et la question foncière (question secondaire n° 2). Ces aspects ont été recherchés dans des archives et des publications diverses (Becker, 1987). La collecte s'est poursuivie dans des rapports d'enquêtes socio-économiques à propos de Yaoundé, des cartes de la ville (Atlas, 2006) et autres supports susceptibles de fournir des informations complémentaires en rapport à notre problématique (Anon, 2010).

Par ailleurs, des rapports d'enquêtes camerounaises auprès des ménages (ECAM), généralement effectués entre les recensements, ont été glanés à l'INS. Ils fournissent davantage des détails à propos des indicateurs économiques, des conditions de vie des ménages à Yaoundé pour la période étudiée. Ces aspects permettent de comprendre non seulement la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement économique et social urbain au Cameroun, mais également de discuter les arguments de la théorie économiques dans le choix de certains groupes ethniques de migrer ou non vers la ville-capitale. En suggérant quelques synthèses, nous verrons dans quelle mesure il est possible de déterminer le degré d'influence idéologique des régimes nationaux sur le développement socio-économique de la ville-capitale (question secondaire n° 4).

Pour apprécier de nouvelles orientations que chaque régime a bien voulu donner à l'environnement bâti de la ville-capitale, la recherche documentaire a considéré des documents administratifs. Leur contenu aide à la fois à scruter l'action des différents gouvernements (nationaux et urbains) et à comprendre la vision idéologique de certaines politiques publiques mises sur pied dans la ville-capitale. C'est la raison pour laquelle, nous nous sommes intéressés, dans un premier temps, aux documents délivrés par des services publics du gouvernement central (Décrets, des Instructions et Arrêtés ministériels et autres) et des articles de la presse officielle. Également, nos recherches se sont étendues dans des communes d'arrondissement de la ville de Yaoundé. Des documents consultés dans ces services sont essentiellement des plans d'aménagements qui différencient les territoires de la commune périphérique en territoire rural et urbain. À ces plans, il a paru intéressant d'ajouter, lorsque c'était nécessaire et dans la mesure du possible, quelques comptes rendus de certains conseils municipaux dont des décisions ont été en rapport soit à la gestion des migrants, soit à l'incorporation des zones rurales ou périphériques dans le périmètre urbain de Yaoundé.

Enfin, quelques registres de propriété foncière étaient consultés dans les services du cadastre de la ville de Yaoundé. L'objectif était de rechercher des informations à propos des parcelles aménagées par certaines politiques publiques et des plans d'occupation des sols. Ces aspects semblent prépondérants à l'examen de la question foncière sous chaque régime. C'est la raison pour laquelle ces documents viennent en complément à d'autres sources d'informations notamment, des stratégies de mise en œuvre de certaines politiques publiques dans la ville capitale avant et après les Missions d'Aménagement et d'Entretien des Terrains urbains et ruraux (MAETUR) d'une part, et la gestion des zones industrielles (MAGZI) d'autre part. Deux politiques publiques qui ont eu un impact significatif dans les rapports entre migrants et autochtones puis autochtones et l'État (Socpa, 2010) comme expliqué au chapitre précédent. Toutes les informations fournies par la recherche documentaire ont été confrontées, vérifiées ou complétées par des entretiens menés avec certains acteurs lors des multiples descentes sur le terrain.

Par ailleurs, étant donné que notre question principale s'intéresse à l'influence de l'idéologie des régimes, de la politique publique des gouvernements nationaux et urbains de la ville sur les courants d'urbanisation, et puisque nous employons des théories identifiant d'autres influences économiques et non économiques, il a fallu rechercher ces différentes influences en organisant des groupes de discussion dans certains quartiers de la ville de Yaoundé.



*groups* se sont tenus dans trois quartiers<sup>17</sup> différents de la ville de Yaoundé reconnus pour leur forte concentration de migrants, notamment à *Messa/Briqueterie*, *Obili* et *Odza-Messamendongo* et un quartier *Mvog-Ada* avec la population autochtone.

### **Le choix des quartiers et groupes de discussion avec des migrants à Yaoundé**

À partir des trois régimes politiques et leurs idéologies identifiées au Cameroun depuis 1960 d'une part et, considérant les arguments théoriques du comportement néopatrimonial de certains responsables d'autre part, il a fallu formuler l'hypothèse selon laquelle **certains dirigeants auraient accordé quelques avantages à certains groupes ethniques ou régionaux favorisant ainsi leur migration vers Yaoundé au détriment des autres.**

C'est cette hypothèse est à l'origine du choix des flux de migration venus du Nord pour le régime fédéral à cause de l'origine du président Ahmadou Ahidjo ; des flux des régions anglophones à cause de l'idéologie du régime unitaire et enfin des flux du Sud pendant le régime Biya en raison de l'origine du président Paul Biya. Également, ces trois différentes origines des flux migratoires ont conduit à constituer trois *focus groups* de 5 personnes (hommes et femmes) chacun avec des groupes ethniques migrants et un groupe de discussion avec les autochtones de Yaoundé selon les critères suivants :

Pour le régime fédéral, un *focus group* a été constitué avec des migrants (hommes/femmes) originaires du **nord** Cameroun à cause de l'origine du président Ahidjo. Pour les repérer dans la ville, nous nous sommes appuyés sur la composition démographique de Yaoundé à cette période. Ainsi, d'après les données statistiques des recensements de 1962 et 1976, la concentration des migrants originaires du grand Nord Cameroun était importante au quartier Messa/Briqueterie si bien qu'on y retrouvait 40 % de la population installée sur 12 % environ de la superficie urbaine (Franqueville, 1979). C'est ce qui a motivé notre choix sur le quartier Briqueterie.

Pour ce qui est du régime unitaire sous Ahidjo, un *focus group* a été formé avec des migrants (hommes/femmes) originaires du Cameroun occidental majoritairement anglophone.

<sup>17</sup> Un quartier est considéré ici comme une sous-division administrative d'une ville créée soit par une décision des autorités, soit d'un aménagement ou du simple devenir historique. Il a un périmètre délimité avec une population connue. Généralement à partir de son habitat, il est repérable par une physionomie qui lui est propre et le différencie de son environnement. Cf. Lefebvre, H, *sur la notion de quartier*, Cahiers de l'IAURP. N° 7, 1967. Aussi, <http://lesdefinitions.fr/quartier#ixzz5ABh5f6Ix>.

Ce choix était fait en raison de la réunification du Cameroun oriental français et le Cameroun occidental anglais d'une part, et d'autre part à cause de l'idéologie de l'unité nationale prônée par le régime unitaire. Aussi, l'idéologie du régime unitaire visait-elle à rapprocher davantage des Camerounais de la partie occidentale de ceux de la partie orientale dans la construction de l'État-nation. De ce point de vue, des discussions avec des migrants venus de la partie anglophone avaient pour but de voir si l'idéologie du régime unitaire a eu une influence de quelque manière que ce soit dans leur choix de Yaoundé comme destination.

Pour identifier les participants, nous avons tenu compte des nouveaux quartiers créés ou incorporés dans la ville pendant le régime unitaire. Ensuite, nous nous sommes servis des données statistiques des recensements de 1976 et 1987 pour identifier la concentration démographique des migrants venus du Cameroun occidental. Ce sont ces critères qui nous ont orientés vers le quartier Obili où nous avons pu organiser un deuxième *focus group* avec des migrants originaires des régions dites anglophones du Cameroun.

Quant au régime Biya, les arguments théoriques du néopatrimonialisme, l'origine ethnique ou régionale du chef de l'État et davantage l'hypothèse formulée plus haut nous ont amenés à former un *focus group* avec des migrants (hommes/femmes) originaires du Sud Cameroun. Là encore, il a fallu considérer, parmi les nouveaux quartiers créés ou incorporés dans la ville de Yaoundé sous le régime Biya, celui où l'on retrouve la plus grande proportion des migrants originaires du sud Cameroun. D'après les recensements de 1987 et 2005 et les enquêtes démographiques liées à la distribution des migrants dans la ville de Yaoundé, le quartier Odza — Messamendongo a été identifié comme abritant la plus importante proportion des Camerounais originaires du sud ayant migré, pour la plupart, sous le troisième régime.

Des discussions avec des migrants eux-mêmes résidents dans des quartiers ci-dessus identifiés devaient permettre d'avoir leurs points de vue quant aux motifs de leur migration vers la ville-capitale et les difficultés ou facilités qui se seraient offertes à eux lors de leurs différentes installations. C'est pour compléter cet aspect que nous avons entrepris de discuter avec une autre catégorie sociale impliquée dans l'accueil des migrants à Yaoundé : la population autochtone avec qui nous avons initié un quatrième *focus group*.

L'identité collective des populations autochtones sollicitées dans cette recherche a pris en compte à la fois l'appartenance à l'une des ethnies bête, *Ewondo* et *Bene* reconnues comme



originaires de Yaoundé (cf., infra, tableau n°3, p. 31 et carte 2, p. 32) et le fait d'avoir été propriétaire terrien ou témoin d'une transaction foncière entre un autre autochtone et un migrant. Pour constituer le *focus group* avec les autochtones, il a fallu identifier, parmi les quartiers les plus anciens, celui autour duquel la ville a s'est développée. À partir de la littérature existante et des cartes de progression du périmètre urbain de la ville de Yaoundé, il a été aisé d'identifier, parmi les autochtones, ceux du quartier *Mvog Ada*. Le choix de ce quartier par rapport aux autres s'explique par sa position géographique. À cause de leur localisation au centre-ville et à proximité du centre administratif, nous avons fait l'hypothèse que des autochtones de ce quartier ont certainement été témoin de différents aménagements de la ville depuis l'indépendance et de ce fait, ils auraient sans doute accueilli des migrants et éventuellement expérimenté les effets de certaines politiques publiques. C'est sur cette base qu'un *focus group* avec eux a alors été initié pour donner des pistes de recherche quant aux personnes qui sont venues ou parti puis le rôle des politiques publiques de la ville-capitale sur les mouvements migratoires et la question foncière et enfin la cohabitation autochtones-migrantes.

### **Formation et choix des participants aux *focus groups*.**

Chaque *focus group* était constitué de cinq (5) personnes volontaires, hommes et femmes confondus. Ce mélange homme et femme dans un même groupe de discussion était préconisé pour des besoins de représentativité sociale selon l'approche genre dans les échanges. Pour le cas des migrants, il a fallu privilégier des critères que devaient partager tous les membres du groupe. Par rapport à l'hypothèse formulée, quelques critères applicables à tous les participants étaient notamment :

- avoir migré à Yaoundé pendant un régime politique donné. À cet effet, il fallait tenir compte de l'âge des participants selon les régimes politiques ;
- être originaire d'une même région et/ou d'un même groupe ethnique selon les choix énoncés plus haut ;
- résider tous un même quartier de Yaoundé.

Aidé à chaque fois par un intermédiaire (*insider*), quelqu'un qui avait une connaissance des réalités du quartier dans lequel il fallait entreprendre la recherche. Avec son apport, nous avons pris contact avec certaines personnes remplissant les critères ci-dessus énumérés. Ces personnes, à leur tour et selon le principe de boule de neige, nous ont communiqué des noms d'autres personnes partageant la même réalité sociologique utile à notre étude. Tous avaient

une idée de ceux qui sont venus, ceux qu'ils ont trouvé surplace et dans la moindre mesure ceux qui sont partis. Une fois le contact établi, nous prenions la peine de nous entendre sur le lieu et le temps de la discussion selon les règles éthiques et méthodologiques de la recherche en science sociale.

### **Cadre d'échange des *focus groups***

Des échanges ont eu lieu à des lieux neutres, agréables et détendus. La convivialité qui y a régné à chaque fois a certes, aidé les participants à s'exprimer librement, mais nous a également permis de recueillir des informations utiles à partir des opinions différentes. Des thèmes abordés lors des *focus groups* (cf. annexe n° 9) ont permis, à la fois, de discuter l'impact des raisons économiques et non économiques de la migration vers la ville-capitale et surtout de générer d'autres voies de recherche pour identifier et établir, au besoin, l'importance relative de ces différentes influences. Cet usage des *focus groups* peut être perçu « *soit comme une méthode à part entière, soit en complément d'autres méthodes, en particulier pour la triangulation* » (Morgan, 1988).

Alors que la triangulation appliquée à cette recherche a aidé, de façon générale, à vérifier si certains groupes ethniques ont bénéficié ou non de certains avantages des responsables des différents gouvernements nationaux et urbains de la ville-capitale originaires de la même ethnie. Les *focus groups* organisés avec certains groupes ethniques donnent davantage l'occasion de recueillir leurs points de vue quant à la manière dont la réalisation des politiques publiques (école, santé...) a motivé leur décision de migrer vers la ville-capitale ou ailleurs. Ce dernier aspect aide à comprendre, pour chaque régime, entre les facteurs économiques et non économiques, lesquels ont prévalu et influencé le plus de déplacement vers Yaoundé. C'est dans cette logique qu'il a fallu entreprendre aussi des discussions individuelles.

### **3.3.3 Des entretiens individuels**

D'une manière générale, des entretiens sont les différents échanges menés avec certains migrants de manière individuelle, quelques autochtones ainsi que certains fonctionnaires qu'il a fallu identifier dans l'administration centrale et urbaine de la ville de Yaoundé. Ces informateurs nous ont fourni à la fois des informations fondamentales liées aux politiques publiques de la ville de Yaoundé sous différents régimes, à la question foncière et la cohabitation migrants et autochtone à Yaoundé. Utiles à notre recherche, ces informations ont naturellement complété

nos lectures tout en ouvrant des pistes de réflexion quant aux influences socio-économiques voir idéologiques de la migration vers la ville-capitale.

Pour ce faire, il fallait créer un cadre propice aux échanges pour permettre aux interlocuteurs, selon leur statut et les informations recherchées, d'exprimer leurs perceptions de la question migratoire à partir de leurs expériences respectives. Nous attendions d'eux également des informations relatives à la manière dont le phénomène migratoire vers la ville-capitale a été vécu et le sens qu'ils donnent eux-mêmes à ce phénomène.

À l'aide d'un dictaphone employé comme outil de collecte des sources orales, certains entretiens ont été enregistrés avec l'accord, à chaque fois, des informateurs puis, transcrites pendant leur exploitation. La technique d'enregistrement nous semblait appropriée pour trois principales raisons : conserver et reproduire fidèlement toutes les informations fournies par des interlocuteurs ; favoriser l'écoute attentive des interviewés pendant et après des entretiens<sup>18</sup> ; éviter une trop grande dispersion par la prise des notes. Un certain nombre de précautions qui a rendu des échanges fructueux à travers des questions de relance que nous pouvions adresser aux interlocuteurs. Le choix du lieu était laissé aux soins des informateurs qui déterminaient alors un cadre convivial. L'avantage pour notre recherche était que ces cadres nous permettaient d'accéder à un degré plus profond d'authenticité et de profondeur des informateurs.

Certains entretiens avaient le caractère **exploratoire**. Il s'agit de ceux qui ont été menés de manière très ouverte, sans grille d'analyse précise (Quivy, 2006). C'était généralement des échanges que nous avons entrepris avec quelques habitants de la ville rencontrés parfois de façon spontanée et dont la position dans un quartier ou dans une administration pouvait orienter vers d'autres pistes de recherche. Certains des habitants rencontrés dans ce cadre nous ont fourni leurs perceptions de l'application ou non de certaines politiques publiques en matière de planification dans la ville-capitale. D'autres renseignaient à propos de l'existence ou non de certains migrants à des lieux précis.

Un autre type d'entretien mené dans cette étude était par contre **semi-directif**. À la différence des entretiens exploratoires menés de façon très ouverte, ceux dits semi-directifs étaient focalisés, dans la mesure du possible, sur une série de questions de référence que nous avons

<sup>18</sup> En plus de la bien séance qui voudrait qu'on soit écouté pendant qu'on s'entretient, la prise des notes directe peut, de temps en temps, entraîner des interruptions répétitives d'un informateur rapide parce que la prise des notes n'aura pas suivi le rythme du langage parlé. Il peut alors soit perdre le fil de ses idées, soit s'ennuyer.

préalablement conçus à l'issue des *focus groups* et qui ont été posées selon des informations qualitatives recherchées.

### **La question de l'échantillonnage pour des entretiens**

Une sous population de **76 personnes** a constitué la base de notre échantillon. Cet échantillon se subdivise en deux grandes composantes sociales : d'un côté des migrants, 59 personnes sous différents régimes politiques (cf., infra, tableau 6, p. 62) ; de l'autre, toutes les autres composantes sociales impliquées dans l'accueil des migrants à Yaoundé. Cette dernière catégorie est constituée des autochtones (des chefs de quartier ou leaders traditionnels), des fonctionnaires de l'administration centrale ou urbaine (personnel de mairies) à propos des politiques publiques de planification dans la ville-capitale et des universitaires pour discuter les tendances de la macro-urbanisation et les tendances migratoires au Cameroun sur la base des données statistiques et démographiques disponibles (cf., infra, tableau 7, p. 65).

### **Entretiens avec des migrants y compris des leaders locaux dans les communautés des migrants de la ville de Yaoundé**

Pour ce qui est des entretiens avec des migrants, des personnes ayant migré à Yaoundé ont été approchées pour comprendre, pour chaque régime par exemple, les motivations liées au choix de Yaoundé comme destination et les critères de choix du quartier d'habitation à Yaoundé. D'autres questions posées (cf. annexe n° 10) permettaient de recueillir et comprendre *in fine* comment ils ont vécu ou perçu certaines politiques publiques de planification dans la ville-capitale par rapport aux raisons de la migration évoquées par eux-mêmes. Là encore, les mêmes raisons théoriques, idéologiques et statistiques retenues plus haut dans le cadre des *focus groups* étaient valables pour **le choix des migrants à interviewer**. C'est ce qui explique le fait qu'un certain nombre de migrants ait été interviewé : au quartier Mokolo-Briqueterie pour le régime fédéral ; à Obili et Mendong-Simbock à cause de la concentration des migrants originaires du Cameroun occidental (Ngwé, 1982:87) pendant le régime unitaire sous Ahidjo et enfin à Odza, Messamendongo où l'on enregistre une forte concentration démographique des migrants venus du Sud Cameroun sous le régime Biya.

**Tableau 5 : raisons du choix des migrants, effectifs et lieux des interviews réalisées à Yaoundé**

<b>Origines régionales des migrants</b>	<b>Raisons justificatives du choix de l'origine des migrants</b>	<b>Nombre de personnes interviewées</b>	<b>Quartier/Lieu de l'entretien</b>
Nord	— néopatrimonialisme — origine régionale du président Ahidjo — idéologie du régime fédéral	17	Briqueterie
Anglophones	— idéologie du régime unitaire — la réunification	20	Obili/Simbock
Sud-Cameroun	— néopatrimonialisme — origine du président Biya	22	Odza/Messame- ndongo
<b>Total</b>		59	05 quartiers

Source : enquête de terrain, août-décembre 2017.

Tenant compte des influences postcoloniales diverses, il a paru nécessaire de circonscrire le champ de recherche à la ville de Yaoundé, considérée géographiquement dans ses différentes proportions du périmètre urbain. La population migrante identifiée dans ce cadre est composée de 59 personnes, dont 17 venues du Nord, 20 des régions anglophones et 22 du Sud-Cameroun. C'est cet ensemble qui a constitué la sous-population cible, mais non représentatif de l'ensemble de la population migrante de la ville de Yaoundé. Les échanges et entretiens menés à la fois avec ces quelques migrants et d'autres catégories sociales impliquées dans leur accueil à Yaoundé ont permis de recenser des raisons majeures de la migration en général. Pendant des interviews, les informations qualitatives recueillies donnaient à considérer des facteurs spécifiques pouvant être convoqués dans la perspective explicative de la migration interne postcoloniale vers la ville-capitale.

**Tableau 6 : effectif des migrants interviewés à Yaoundé par régime politique**

<b>Régions d'origine Des flux de migration</b>	<b>Régime fédéral 1961-1972</b>	<b>Régime unitaire sous Ahidjo 1972-1982</b>	<b>Régime Biya 1982-2010</b>
Nord	9	4	4
Anglophones	4	10	6
Sud	5	6	11
Total	18	20	21

Source : à partir de la recherche de terrain de 2016 et 2017.

Par ailleurs, la recherche des raisons des changements migratoires vers la ville-capitale a conduit à rechercher l'influence idéologique des régimes politiques sur la migration interne. Par rapport aux arguments théoriques sur la construction de la ville-capitale d'une part et la théorie du néopatrimonialisme d'autre part, l'*Hypothèse* suivante a été formulée : *Certains dirigeants (chefs d'État), à cause de la gestion néo patrimoniale, auraient pu se servir de leur position de pouvoir ou des idéologies politiques pour attirer, vers la ville-capitale, certains flux migratoires, soit de leur région d'origine, soit des régions pour lesquelles leurs idéologies politiques étaient orientées.* Après des questions générales qui spécifiaient les différentes origines et la période de la migration, l'hypothèse a été opérationnalisée sur le terrain à l'aide des questions spécifiques suivantes posées aux migrants selon le régime politique :

➤ Aux migrants venus du nord pendant le régime fédéral :

2.a) *Pensez-vous que l'origine ethnique ou régionale du Président Ahidjo a influencé votre choix de Yaoundé comme destination ?*

2.b) *Si oui, comment ?*

➤ Aux migrants venus des régions anglophones sous le régime unitaire :

*La forme unitaire de l'État à partir de 1972 visait à rapprocher les Camerounais d'expression anglophone des francophones.*

3.a) *Pensez-vous que cette unité a influencé votre choix de Yaoundé comme destination ?*

3.b) *Si oui, comment ?*

➤ Aux migrants venus du Sud sous le régime Biya :

4.a) *Pensez-vous que l'origine ethnique ou régionale du Président Paul Biya a influencé votre choix de Yaoundé comme destination ?*

4.b) *Si oui, comment ?*

Si cette façon de s'entretenir avec des migrants a fourni des détails nécessaires pour tester l'hypothèse de recherche, c'est surtout parce qu'elle a permis de comparer les réponses des participants. Il s'est agi, pour les flux migratoires venus du Nord, par exemple, de comparer les réponses des 9 migrants enquêtés, ayant migré à Yaoundé pendant le régime fédéral avec les réponses des enquêtés du Nord venus sous le régime unitaire et ceux dont la migration a été effectuée pendant le régime Biya. Dans la même logique, les réponses des migrants enquêtés

venus des régions anglophones pendant le régime unitaire sous Ahidjo à cause de l'idéologie de l'unité nationale sont à comparer avec celles des autres migrants venus des mêmes régions sous le régime fédéral et sous le régime Biya. Quant aux flux de migration venus du Sud, les résultats des 11 migrants enquêtés venus à Yaoundé pendant le régime Biya ont été appréciés en comparaison avec celles des autres migrants venus de la même région, mais sous les régimes fédéral et unitaire. Bien que des migrants interviewés dans le cadre de cette recherche soient issus des régions différentes, il faut néanmoins préciser que l'échantillon n'est pas représentatif et ne saurait être généralisé.

**Entretiens avec des populations autochtones (des chefs de blocs ou leaders traditionnels), des fonctionnaires de l'administration centrale et/ou municipale, de la ville de Yaoundé et des universitaires.**

La raison du choix de cette deuxième catégorie de personnes à interviewer s'est fait dans le souci de refléter la diversité des composantes sociales engagées dans l'accueil et l'installation des migrants. Il a fallu privilégier, entre autres, des populations autochtones, dont des chefs de blocs ou leaders traditionnels, quelques fonctionnaires de l'administration centrale et municipale de la ville de Yaoundé et des universitaires.

**Comment et pourquoi avons-nous identifié ces catégories de personnes ?**

Le choix a été fait sur la base de certains noms de personnes et des institutions publiques évoquées lors des *focus groups* et pendant nos échanges avec des migrants. Aussi, considérant nos questions secondaires n° 2 et n° 4 d'autre part, nous nous sommes orientés vers certains fonctionnaires en charge des questions d'aménagement urbain aussi bien dans l'administration centrale que dans les municipalités. Certains chefs de blocs/quartiers par contre ont été identifiés dans des quartiers à forte concentration des migrants. D'autres responsables de quartier ainsi que les quelques leaders traditionnels interviewés ont été identifiés parmi des groupes ethniques autochtones de la ville de Yaoundé. Ces personnes interviewées auraient joué un rôle quelconque dans l'accueil des migrants surtout en ce qui concerne la question foncière (Socpa, 2010).

Quant aux universitaires, ils ont été choisis en fonction des spécialités susceptibles de discuter les tendances de la macro-urbanisation et les tendances migratoires au Cameroun sur la base des données statistiques et démographiques disponibles.

À toutes ces catégories de personne, nous leur avons posé des questions employées comme **guide d'entretien** (cf. annexe n° 10). Ce guide d'entretien permettait de garder en esprit nos questions et hypothèses de recherche, sans toutefois écarter la possibilité de faire intervenir les arguments parallèles susceptibles de les nuancer ou de les corriger (Duverger, 1961:258). La souplesse d'une telle méthode a considérablement permis aux interviewés d'exposer leurs points de vue sans aucune forme de contrainte. Ils se sont, par conséquent, prononcés sur des questions précises et ont conversé librement en relatant les faits en leurs propres termes.

**Tableau 7 : récapitulatif des entretiens avec des composantes sociales engagées dans l'accueil et l'installation des migrants à Yaoundé**

Catégories d'interlocuteurs	Raison justificative des entretiens	Nombre de personnes interviewées	Quartier/Lieu de l'entretien	Nombre de personnes ayant accepté l'enregistrement	Nombre de personnes ayant refusé l'enregistrement
<b>-Autochtones</b> -chefs de bloc -leader traditionnels	Discuter des conditions d'installation et des rapports qu'ils entretiennent avec des migrants.	07	<i>Mvog Ada — odza</i>	03	04
<b>Fonctionnaires</b>	— Discuter des questions d'aménagement urbain — De politique publique	05	Yaoundé	00	05
<b>Universitaires</b> -sociologue -historien -statisticien -géographe -démographe	discuter les tendances de la macro-urbanisation et les tendances migratoires au Cameroun	05	Université de Yaoundé I/INS/IFORD	02	03
<b>Total</b>		<b>17</b>	<b>Yaoundé</b>	<b>05</b>	<b>12</b>

Source : enquête de terrain, août-décembre 2017.

Des personnes sollicitées étaient invitées à participer de façon volontaire à un entretien d'une durée maximale de 40 minutes dirigée par moi-même à un lieu que les informateurs choisissaient en toute liberté et selon leur convenance. Le but ici c'est d'éviter que la relation d'échange et le cadre de l'entretien infèrent dans les propos des interlocuteurs.



### 3. 3 4 Quelques limites de la méthode par rapport aux difficultés rencontrées

Parmi des limites de notre méthode, il y a la question de représentativité des *focus groups*, la collecte des données statistiques et la question de l'échantillonnage des entretiens individuels. Le nombre choisi pour des *focus groups* dans le cadre de cette recherche est beaucoup plus petit que les données de recensement. Mais leur apport est surtout de favoriser l'expression d'opinions controversées même si, les avis de certains participants prédominaient de temps en temps résiliant d'autres au silence.

En ce qui concerne la recherche de terrain, le fait que les quartiers de Yaoundé ne présentaient pas de délimitation nette sur le terrain à un moment donné a rendu également difficile le repérage des limites officielles. Cette situation constitue un obstacle pour des opérations de crédibilité de certaines données statistiques. Pour pallier ce problème, nous avons considéré des découpages opérationnels en tenant compte des bases de données des recensements fournis par le Bureau central des Recensements de la Population (BUCREP), l'Institut Nationale de la Statistique du Cameroun (INS), des différents rapports d'enquêtes démographiques, des thèses et mémoires soutenus à propos de la ville de Yaoundé.

Une autre limite concerne la non-prise en compte de la migration nette. Dans la collecte des données des recensements en matière de la migration interne, nous nous sommes butés à une difficulté : la non-disponibilité des chiffres de l'émigration et l'immigration dans la publication des résultats bruts du recensement de 1987. Cette situation n'a pas permis de calculer et de disposer des chiffres de la migration nette pour les trois périodes intercensitaires, ce qui constitue une limite à notre étude.

Cependant, en examinant les données de la migration nette des recensements de 1976 et 2005 à notre disposition, on s'est très vite rendu compte qu'il y avait davantage des effectifs de la migration vers Yaoundé comparativement à la migration hors. En 2005 par exemple, sur un effectif de 945 136 migrants natifs du Cameroun, on enregistre 298 931 immigrants pour 62 240 émigrés, soit un solde migratoire de 236 691 (BUCREP, 2010). L'écart, entre la migration vers (93,41 % d'indice de rétention) et la migration hors (6,59 % du taux de sortie) étant très grande, le solde migratoire de la ville de Yaoundé s'est avéré toujours positif. Les effectifs des émigrés ne devaient pas avoir une grande incidence dans nos analyses. C'est la raison pour laquelle il a fallu focaliser exclusivement sur la migration vers.

Des entretiens individuels peuvent présenter quelques limites liées à la subjectivité des interviewés. Soulignons à ce sujet que la recherche s'effectue au moment où la plupart des acteurs politiques sont encore, soit en vie, soit aux affaires. Il est possible que certains soient réfractaires et nous empêchent d'accéder à certaines archives. D'autres par contre, pourraient orienter des entretiens, soit pour se protéger ou alors pour dévaloriser les actions politiques de certains acteurs. Il peut y avoir également, de la part des interviewés, un risque de personnalisation de la migration, au lieu de la présenter comme un phénomène général qui met en mouvement une grande proportion de la population nationale. Cet aspect peut impacter certaines analyses. Face à ces pesanteurs, un effort de confrontation des informations recueillies avec d'autres types de sources a été préconisé.

C'est en fonction de ces limites, entre autres, que nous avons privilégié une recherche pluridisciplinaire intégrant à la fois des données qualitatives et quantitatives (Bryman, 2012). Les données recueillies devraient alors être confrontées à d'autres types de sources et analysés selon les techniques et orientations méthodologiques propres aux disciplines choisies pour cette étude.

### **3.4 Traitements et analyse des données**

L'objectif de l'analyse des données est de tenter de mettre à jour des éléments collectés lors des enquêtes de terrain (Beaud & Weber, 1998). Par rapport à notre problématique et sur les bases théoriques de cette thèse, il a été question de découvrir différents rapports que la migration interne de certains groupes ethno-régionaux entretient avec le développement idéologique dans la ville-capitale au Cameroun. Cette démarche de systématisation a permis sans doute de comprendre pourquoi le phénomène en question s'est produit et les mobiles de son changement dans le temps. Accéder à ces informations amène à analyser des documents collectés (3.3.1), des données statistiques réunies (3.3.2) et de multiples entretiens (3.3.3) effectués avec quelques acteurs.

#### **3.4.1 L'analyse des documents**

Source d'information principale, le document se présente comme un objet d'analyse du fait des renseignements pertinents qu'il peut fournir. L'analyse documentaire ici privilégie la technique historique basée sur la critique des textes comme précisé plus haut (cf., infra, 3.2.1).

Le but principal à ce niveau est d'emmagasiner des informations contradictoires à l'effet de laisser parler les faits (Duverger, 1961).

La technique d'analyse a consisté à sélectionner des documents, les regrouper par thématiques en rapport avec la question étudiée. Par la suite, nous avons fait des synthèses des différentes sources dont la confrontation a été nécessaire en dernier ressort (Quivy, 2006). Également, nous avons confronté et analysé des informations contenues dans des publications scientifiques diverses (Bailey, 1987:295). Des rapports d'enquêtes socio-économiques à propos de Yaoundé, des cartes de la ville et tous autres supports ont été analysés. La pertinence des informations recueillies dans ce cadre devrait fournir des éléments complémentaires en rapport avec la problématique centrale et les questions secondaires de cette thèse.

C'est dans ce cadre que nous pourrions suggérer des explications quant aux influences idéologiques que les différents régimes ont eues sur la construction de la ville-capitale depuis l'indépendance. Bien plus, nous avons pu retracer l'évolution politique et démographique de la ville de Yaoundé au Cameroun depuis 1960. Nous avons également scruté la croissance naturelle (différence entre la natalité et la mortalité). D'autres aspects liés à la modernisation de l'espace nous intéressent, notamment les circonstances dans lesquelles l'incorporation de certaines zones périphériques a eu lieu sans oublier les réalisations socio-économiques.

### **3.4.2 Traitement et analyse des données statistiques**

L'analyse des données statistiques vise à faire une synthèse des chiffres de la migration interne vers Yaoundé. Ces chiffres étaient essentiellement dispersés et de natures différentes. Pour être utilisable dans notre étude, il a fallu d'abord regrouper les données des recensements de la population par régime politique, ensuite des données d'enquêtes démographiques (Haug, 2009), (Gani, 2014). La finalité était de spécifier la proportion des populations qui s'intéressent à Yaoundé par rapport à la population nationale. Conscient du fait que les données officielles donnent souvent lieu à questionner leur qualité ou à relativiser leur crédibilité dans des pays en développement (Anon, 2000), nous avons comparé les chiffres des recensements avec ceux contenus dans d'autres publications scientifiques y compris des enquêtes démographiques diverses et pertinentes.

Par des opérations de soustraction et d'additions, il est plus facile de différencier, à chaque fois, la population totale de la ville de Yaoundé de celle issue de la migration. À ce

niveau, il a fallu prendre en compte certains critères, notamment l'origine ethnique et/ou régionale des migrants. L'appartenance ethnique est un indicateur qui permettrait de voir, en dernière analyse, s'il y a eu un lien entre les responsables des gouvernements nationaux et l'origine ethnique des migrants. L'action de ces responsables au pouvoir à telle ou telle autre période pourrait donner l'occasion de discuter les arguments du néopatrimonialisme qui est l'une de nos bases théoriques.

La dernière phase de l'analyse des données statistiques consiste à faire des représentations des données numériques sous diverses formes afin leur donner une traduction visuelle et allure descriptive pouvant faciliter des interprétations (As de Vos, H Strydom, 2011). Parmi ces représentations, il est à privilégier : des techniques de représentation par des tableaux, des diagrammes et des graphiques entièrement construits sur des données chiffrées de la migration. Mais ces représentations graphiques n'ont pas vocation de remplacer la réflexion théorique préalable. Elles procurent plutôt, des critères explicites et stables utiles à l'organisation et l'interprétation des données assurent ainsi sa cohérence dans la mesure où il donne un sens cohérent à l'ensemble du travail.

### **3.4.3 Les données des entretiens**

Tous les entretiens ont été réalisés directement par nous-mêmes. Cela est un avantage compte tenu du fait de notre connaissance approfondie de la problématique étudiée à partir de nos lectures et des questions de recherche formulées à cet égard. À l'issue des données collectées lors de nos différents entretiens, quelques étapes ont suffi à en tirer la pertinence de leur contenu.

L'analyse des entretiens exploratoires a consisté à prendre des notes, à relever des contradictions lorsqu'il y en avait et les divergences de points de vue afin de voir des aspects qui pourraient bien être révéler. À l'issue de cette première étape, nous avons élargi les horizons de lecture et les préciser selon les cas. Aussi, nous prenions en compte d'éventuels dimensions et aspects pertinents en rapport à la problématique de cette thèse (Quivy, 2006:64).

Les enregistrements des *focus groups* ont été transcrits. Cette étape consiste à reproduire par écrit tous les éléments des discussions susceptibles d'apporter des informations en rapport à notre recherche. À cet effet, rien n'a été négligé : la tonalité des voix, leur intensité qu'il a fallu resituer dans le contexte de la discussion et la gestuelle des interlocuteurs. La pertinence

des informations issues des entretiens et des *focus groups* n'a été obtenue qu'à la suite de la confrontation du contenu de celles-ci avec d'autres entretiens individuels d'une part, puis des rapprochements avec des données chiffrées sur la migration, des superficies du périmètre urbain, des changements dans l'environnement bâti de la ville-capitale et des documents divers d'autre part (Becker, 1987). Dans notre posture de chercheur, il a fallu s'abstenir de prendre ouvertement parti par rapport aux politiques locales. Aussi, avons-nous évité d'exprimer nos points vues sur des questions discutées lors des *focus groups* et interviews. Cette attitude a permis, à chaque fois, de desceller certains penchants de nos informateurs et d'en discuter lors de nos analyses d'autant plus que les synthèses présentées ici devaient tenir compte également des faits et des sources disponibles.

Par cette démarche, nous avons pu tenter de comprendre et d'expliquer l'impact du développement socio-économique de l'environnement bâti de la ville capitale sur les flux migratoires de certains groupes ethniques et/ou régionaux vers la ville-capitale (Q4).

#### **3.4.4 Considérations éthiques**

L'étude proposée repose sur une diversité de sources et de méthodes de recherche. À cet effet, des règles éthiques devaient être observées pendant la collecte des données et des enquêtes sur le terrain (Hof, 2004 : 334). Les données secondaires recueillies dans des publications diverses ont été confrontées et analysées dans le respect des canons méthodologiques. Leur usage, dans le cadre de la présente thèse, a été à chaque fois accompagné d'une référence indiquant la source.

Cependant, lors des recherches de terrain, la dignité, la confidentialité et le respect des droits de nos informateurs ont été préservés (Hopf, 2004:336). Chaque fois que les informateurs clés étaient interviewés pour compléter les données primaires ou secondaires, leur consentement a été obtenu à l'avance, soit de manière verbal soit par la signature du *Consent form* approuvé par le comité éthique de l'université de Stellenbosch. Par ailleurs, une explication leur a été fournie sur le mode de transcription ainsi que l'usage de leurs informations (Payne & Payne 2004 : 68). Des assurances leur ont été données à propos de la confidentialité de leurs informations privées et l'anonymat de leurs déclarations (Babbie & Mouton, 2002 : 57) pour ceux qui l'exigeaient. Les informateurs avaient alors le droit de refuser de participer ou pas à cette recherche sans être inquiété ou contraint de quelque manière que ce soit. Ces dispositions

adoptées et suivies tout au long de cette recherche étaient conformes aux exigences éthiques telles que fixées par l'Université de Stellenbosch. Nous avons tenu à les respecter afin de protéger les participants et le chercheur.

### 3. 5 Conclusion

Il était question dans ce chapitre de présenter et d'expliquer la démarche scientifique employée pour conduire notre étude. Il convient de dire de dire à cet effet que la conception pluridisciplinaire (3.1) se justifie par la prise en compte des principaux facteurs historiques et sociopolitiques qui ont eu une influence possible sur la migration interne et l'action de l'urbanisation dans la ville-capitale.

Toutefois, pour la cohérence de la démarche de la recherche, des techniques de collecte des données (3.2) ont privilégié la recherche documentaire pour rassembler des informations diverses et variées. Des entretiens individuels à caractère exploratoire et semi-directif d'une part et des *focus groups* d'autre part ont permis de glaner des données essentiellement qualitatives.

À l'issue de cette collecte, il a fallu différentes techniques d'analyse (3.3). En fonction du type de données collectées, il a nécessité des analyses appropriées qui ont conduit tour à tour à sélectionner et à regrouper des données, puis procéder à leur confrontation. Pour ce qui est des données statistiques, des représentations des chiffres sous diverses formes (tableaux, diagrammes, graphiques et cartes) ont permis une traduction visuelle et simplifiée tout en leur donnant une allure descriptive qui a facilité des interprétations. Des interviews ont aidé à recueillir des opinions diverses et contradictoires. Ils ont également participé à la vérification des sources écrites, tandis que des *focus groups* ont essentiellement contribué à soutenir nos analyses.

Toutes ces étapes ont été accomplies dans le strict respect des règles méthodologiques des sciences sociales et les processus de collecte, d'analyse et publication des résultats ont tenu compte des exigences éthiques telles que fixées par l'Université de Stellenbosch.

# Chapitre 4

## *L'influence idéologique des trois régimes politiques du Cameroun sur l'environnement bâti de Yaoundé*

### 4.1 Introduction

Ce chapitre se propose de montrer comment les régimes nationaux et leurs idéologies ont influencé l'environnement bâti de Yaoundé, ville-capitale du Cameroun post-indépendant. Considérée généralement comme la vitrine d'un pays, la ville-capitale fait l'objet d'une attention singulière dans des politiques des gouvernements nationaux. Il s'agit de relever les manifestations idéologiques des différents gouvernements nationaux sur des politiques de gestion et d'aménagement urbain d'une ville-capitale.

L'accent mis, dans ce chapitre, sur le rapport idéologie des régimes et l'environnement bâti trouve sa justification dans la manière donc chaque régime a changé la configuration des gouvernements urbains, orienté le développement de l'environnement bâti et inspiré les manifestations politiques. Concrètement, quelles mesures spécifiques ont été prises au niveau des politiques publiques nationales pour singulariser le développement de Yaoundé comme ville-capitale ? A-t-on privilégié Yaoundé, par exemple, dans le budget national urbain en ce qui concerne des allocations financières, le nombre de services civils, des établissements de banques ou d'entreprises ? Chacun de ces aspects pourrait, d'une manière ou d'une autre, avoir eu une influence sur la migration de certains groupes ethniques et/régionaux vers la ville capitale à un moment donné. Évidemment, on prend en compte l'hypothèse selon laquelle la capitale peut être utilisée par une idéologie, par exemple, pour promouvoir les intérêts du groupe ethnique du leader.

C'est cette préoccupation qui nous amène d'abord à identifier les différents régimes politiques et leur (s) idéologie (s) à propos de la ville capitale (4.2). Par la suite, il s'agira d'illustrer les influences idéologiques par les transformations de l'environnement bâti de Yaoundé (4,3). Enfin, il faudra voir si toutes ces influences ont fait de la ville-capitale, le lieu de revendications diverses (4,4).

## **4.2 Régimes politiques et orientations idéologiques des politiques publiques à propos de la ville-capitale au Cameroun (1960-2010)**

Un régime politique, comme l'explique Debbasch, sert à désigner les institutions et le personnel politique en place dans un État. C'est-à-dire que si l'on tient compte de la manière dont les pouvoirs sont organisés et exercés au sein d'une entité politique donnée, on se rend à l'évidence qu'un régime politique fait intervenir non seulement la forme institutionnelle du pouvoir, mais aussi les pratiques des responsables politiques liées à l'exercice de ce pouvoir (Debbasch et al., 2001:357). Le Cameroun, devenu Etat indépendant depuis 1960, a expérimenté trois formes institutionnelles qui se sont distinguées, et chacune d'elle par des pratiques politiques spécifiques qui amènent à différencier le régime fédéral, le régime unitaire sous Ahidjo et le régime Biya. Ces différents régimes avaient chacun un système d'idées, des croyances, des opinions et des normes dont les influences se sont matérialisées dans le processus de construction de la ville-capitale. Toutefois, quelle stratégie politique les différents régimes ont-ils employé pour assurer le rayonnement de Yaoundé comme capital politique du Cameroun ?

### **4.2.1 Idéologie et politiques publiques du régime fédéral pour la ville-capitale**

La constitution du 14 août 1961 au Cameroun instituait un fédéralisme dont le système juridique regroupait deux territoires. Il s'agissait en réalité de deux unités politiques constituées du Cameroun oriental francophone et du Cameroun occidental anglophone. Dans cet ensemble plus vaste, l'État fédéral était doté de compétences générales sans porter atteinte à la spécificité des composantes. Dans les faits, chaque composante (État fédéré) contribuait à l'élaboration des lois et participait à la révision de la constitution fédérale. Chaque État fédéré disposait d'une large autonomie qui lui permettait de régler ses problèmes propres sans pour autant que ceux-ci aient de prérogatives internationales (Debbasch et al., 2001 : 168). Yaoundé, dans ce contexte, jouait une double fonction de ville-capitale à la fois du Cameroun oriental et de l'État fédéral.

À la préoccupation de savoir si ce double rôle lui a conféré un développement particulier, une enquête rétrospective permet de revenir sur quelques politiques publiques initiées par le régime fédéral à propos de la ville-capitale.



En s'appuyant sur la science politique, la politique publique est un concept qui désigne les « *interventions d'une autorité investie de puissance publique et de légitimité gouvernementale sur un domaine spécifique de la société ou du pouvoir* » (Thoenig, 2014). Ramenée au niveau local de gestion d'une ville, elle désigne l'action publique du gouvernement urbain dont le rôle est d'accomplir les missions à lui assignées par le gouvernement national. C'est dans ce sens que des projets divers sont initiés et exécutés conformément à la politique gouvernementale nationale. Ils contribuent, d'une manière ou d'une autre, au type de rayonnement qui reflète la vision politique ou idéologique du régime en place.

L'ensemble des valeurs ou systèmes d'idées auxquels se réfère le régime fédéral tourne principalement autour de l'affirmation du pouvoir de l'État sur l'ensemble du territoire (Mbembe, 2001). Au-delà de la multiplicité des services publics, les actions reflètent une certaine volonté de concentrer l'essentiel du pouvoir autour du président de la République devant qui le gouvernement est responsable<sup>19</sup>. Le président de la République du Cameroun avait alors le devoir d'assurer la gestion et le contrôle du territoire. C'est ce qui explique par exemple des luttes menées par le régime fédéral dans certaines localités du Cameroun et dont la finalité était de maîtriser la « rébellion » (Eboua, 1995 : 31-35) menée par les nationalistes de l'UPC.

Pour comprendre la manière dont l'idéologie de l'affirmation du pouvoir de l'État a concédé un développement spécifique dans la ville-capitale, il convient d'analyser les contenus de deux principales politiques publiques du régime fédéral à propos de Yaoundé : le Plan d'Urbanisme (PU) en 1963 et plus tard, le Schéma directeur d'aménagement et d'Urbanisme (SDAU) de Yaoundé.

Le **PU** est une politique publique du régime fédéral concernant Yaoundé. Cette politique publique, la première en son genre, a été dressée et approuvée par décret en décembre 1963 pour assurer le bien-être des populations à travers l'amélioration de l'habitat, l'assainissement des quartiers populaires, l'adaptation des infrastructures et les services de la ville aux fonctions et aux rôles qui lui sont dévolus. Dans sa conception, le plan prévoyait une amélioration de l'habitat à travers des extensions du périmètre urbain, notamment vers le Nord-Est (Ngousso, Mballa, Mfandena et Mimboman) et vers le Nord-Ouest (Olga et Mont fébé). L'as-

---

<sup>19</sup> Cf. constitution du 1<sup>er</sup> septembre 1961.

sainissement des quartiers populaires prévoyait, entre autres, la suppression des cases traditionnelles basses et les taudis. Le resserrement de l'habitat à l'intérieur du périmètre urbain a été l'action majeure de l'adaptation de l'infrastructure. Il s'est agi par exemple de la diminution ou de l'extension, selon les cas, de l'habitat ainsi que son redéploiement le long des axes routiers (Ngwé, 1982).

Par ces dispositions, le régime fédéral a ordonné et orienté le développement de la ville-capitale conformément à son idéologie. Les dirigeants semblaient initier des mesures visant à confirmer la construction du nouvel État-nation au lendemain de l'indépendance. L'aveu de vouloir adapter l'infrastructure aux fonctions de la ville ne démontre-t-il pas à suffisance la volonté d'affirmer le pouvoir hérité et exercé à travers la rénovation du paysage urbain de la ville-capitale ? Tout compte fait, l'application de ces mesures entendait mettre en exergue le partage des responsabilités entre le gouvernement national et la commune. Le premier a eu l'initiative du plan et s'est chargé de sa conception dans ses services de l'urbanisme, les seuls qui disposaient des moyens techniques. Son application et sa gestion, en revanche, incombaient, à titre principal, à l'autorité municipale même si, selon Ngwé, « *on a l'impression que le PUD est une chasse gardée du Maire qui l'applique ou le fait appliquer selon ses intérêts* » (Ngwé, 1982 : 78). Cette remarque semble pertinente au regard de l'insistance de la deuxième politique, le SDAU conçu quelque temps seulement après la mise en œuvre de la première.

La représentation que le régime fédéral voulait faire de la ville-capitale l'a amené par ailleurs à disposer d'une unité technique chargée de la conception des plans d'urbanisme de la ville au Cameroun : la **cellule d'urbanisme**. C'est cette structure qui élabore le **schéma directeur**, une politique publique ambitieuse conçue uniquement pour Yaoundé et dont la mise en application devait s'étendre jusqu'à l'année 2000. En reprenant quelques points du PU, le SDAU les a réadaptés à la vision idéologique de confirmation du pouvoir désormais entre les mains des nationaux. Cinq principaux objectifs sont clairement dévoilés :

- Adapter l'infrastructure à la fonction de capitale nationale et provinciale.
- Établir l'équilibre entre les zones d'habitat et d'activités.
- Incorporer des zones périphériques à la ville par la mise en valeur des espaces non urbanisés, urbains et suburbains.
- Créer un centre-ville destiné à accueillir des équipements de très haut niveau, nécessaires à assurer son rôle de capitale.

- Créer des pôles structurants au niveau des quartiers, adapter et réhabiliter les quartiers populaires (Ngwé, 1982 : 81).

Par rapport à ces objectifs, le régime fédéral a adapté l'administration urbaine locale à sa vision idéologique du développement de Yaoundé. C'est la raison pour laquelle le statut de la Commune urbaine de Yaoundé a subi des modifications. En 1967, la commune urbaine de Yaoundé est devenue une commune urbaine à « régime spécial<sup>20</sup> ». C'est que, la fonction d'un maire élu à tête du gouvernement urbain valable jusqu'à cette date, est remplacée par un délégué du gouvernement nommé par décret présidentiel. L'exercice de ses fonctions est encadré par des dispositions soigneusement prises par le régime fédéral qui en assure le pouvoir de tutelle<sup>21</sup>. Dans les faits, le délégué du gouvernement exerce certes les fonctions généralement réservées au maire dans une commune urbaine ordinaire, mais il ne préside plus le conseil municipal (Kuoh, 1992 : 88). C'est pourtant à lui qu'est octroyé le pouvoir de gérer la ville-capitale et d'y matérialiser l'orientation idéologique du régime fédéral par la mise en œuvre des politiques publiques conçues à cet effet.

#### **4.2.2 Le poids idéologique du régime unitaire sous Ahidjo dans les politiques publiques de la ville capitale**

La période allant de 1972 à 1982 correspond au régime unitaire sous Ahidjo. Comme il a été démontré plus haut (cf. infra, chapitre 2), la concentration du pouvoir autour du président de la République est désormais un acquis de la réunification. Par la fusion des institutions fédérales en 1972 à l'instar des États fédérés, des assemblées fédérales, etc., le régime unitaire sous Ahidjo centralise et consolide son pouvoir (Azevedo Mario, 1990). Ce sont ces deux aspects qui semblaient être bien définis dans l'idéologie du régime unitaire dont le parti unique, l'Union Nationale camerounaise (UNC) portait des idéaux. Pour ce qui concerne le domaine économique et social (Ebwele, 1981), la quête de l'unité nationale sur le plan intérieur a davantage mis l'accent sur le libéralisme planifié et la justice sociale. Pour comprendre la manière dont ces concepts ont inspiré un développement spécifique mis en œuvre dans la ville-capitale, il est intéressant d'analyser les missions attribuées à certaines politiques publiques conçues à cet effet.

<sup>20</sup> Loi n° 67/2/COR/du 1<sup>er</sup> mars 1967 modifiant le statut des communes et instituant un régime spécial pour Yaoundé, Douala et Nkongsamba.

<sup>21</sup> Ordonnance n° 60/COR/4 du 11 juillet 1962.

L'implication idéologique du régime unitaire sous Ahidjo dans la construction de la ville-capitale est observable par des services créés à ces fins. Rattachés pour la plupart au gouvernement national, ces services ont constitué les fer-de-lance par le biais desquels le régime a inspiré et contrôlé la croissance urbaine au Cameroun. Pour le cas de Yaoundé, Ngwé identifie par exemple le rôle du **service de l'urbanisme** logé d'abord au sein de l'ancien ministère des Travaux publics en 1977, puis une Direction de l'urbanisme et de l'habitat, et enfin d'un ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat. À l'analyse, l'importance accordée au rayonnement urbain de la ville-capitale semble se traduire par l'importance des structures chargées de conduire des études à propos de son développement. Mais en quoi leurs actions sont-elles reflétées dans la vision idéologique du régime en place dans la ville-capitale ?

Dès avant 1977, des orientations relatives à la manière de penser le développement de la ville-capitale étaient connues et les directives du gouvernement national claires. Il fallait désormais reconstituer l'histoire de l'occupation de l'espace à Yaoundé en ressortant les catégories typologiques des surfaces urbanisées<sup>22</sup>. Très vite, la **direction de l'urbanisme** a formellement identifié huit catégories reconnues comme faisant partie du périmètre urbain. À partir de là, on différencie désormais la zone administrative de celle du commerce moderne. Des habitations modernes sont identifiées puis distinguées selon la concentration démographique : d'un côté, celles à faible densité ; puis, de l'autre, celles à forte densité recensée parmi les logements administratifs. Quant aux habitations populaires, elles sont généralement denses et repérables dans des quartiers périurbains à économie rurale encore appelés zone intégrée. La dernière catégorie enfin circonscrite est considérée comme la zone industrielle (Ngwé, 1982 : 50). Quelques images permettent de différencier les tissus urbains (cf., infra, photo 1, 2 et 3 de la page 78 suivante).

---

<sup>22</sup> La surface urbanisée est constituée de l'ensemble des surfaces aménagées et occupées à des fins d'habitation ou d'autres formes d'occupation (d'après les techniciens de la cellule d'Urbanisme). Elle répond ainsi aux normes d'une certaine catégorisation alors que le périmètre urbain est beaucoup plus globalisant.

*Photo 1 : un type de quartier d'habitation populaire*



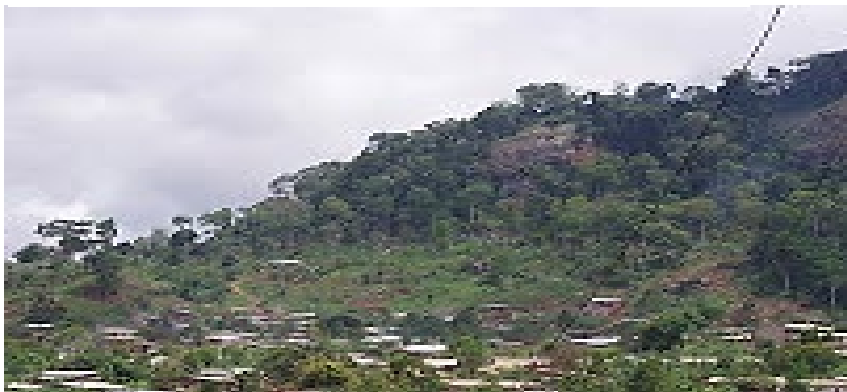
Source : cliché de JP Togolo

*Photo 2 : la zone industrielle*



Source : cliché de JP Togolo

*Photo 3 : un type de quartier de la zone périphérique*



Source : cliché de JP Togolo

L'état des lieux fait ainsi ressortir différents tissus urbains et leurs caractéristiques dont l'aspect à la fois morcelé et hétérogène donne l'impression de vivre l'anarchie (cf., infra, photos 1, p. 78). Face à cette situation, l'Etat a dû exercer des pressions sur la transformation de l'espace urbain de la ville-capitale par la mise sur pied d'autres politiques publiques de contrôle dont l'exécution des projets spécifiques aboutit dès 1977 à un urbanisme opérationnel. Il s'agit précisément de la Mission d'Aménagement et d'Entretien des Terrains urbains et ruraux (MAETUR), puis la Société Immobilière du Cameroun (SIC) pour la promotion immobilière. La plupart de ces politiques sont exécutés par l'intermédiaire de la municipalité.

Créée le 23 juin 1977<sup>23</sup>, la **MAETUR** est une politique publique d'intervention de l'État dont le rôle fondamental est de réaliser des opérations d'aménagement ou d'équipement des terrains en ville comme dans le milieu rural sur toute l'étendue de la République unie du Cameroun. À l'évidence, le régime unitaire semble avoir pris la mesure des problèmes inhérents à l'inégalité sociale en matière de logement. Soutenue et financée par le gouvernement national dans sa promotion immobilière, La MAETUR élabore un programme d'habitat ambitieux qui intègre le logement social parmi les priorités. Les missions qui lui sont confiées dans la ville-capitale pendant le régime unitaire sous Ahidjo intéressent et pourraient par ailleurs permettre de comprendre davantage l'orientation idéologique du régime vis-à-vis de Yaoundé et de la représentation qu'il voulait avoir de sa ville-capitale.

Les textes d'application traduisent une volonté de restructuration de la ville par la réalisation d'infrastructures appropriées dans des quartiers existants. La MAETUR devait ainsi promouvoir, à la demande de l'Etat et pour le compte de ce dernier, l'étude et la réalisation de certaines œuvres en matière d'assainissement, de drainage, de voirie menant vers des terrains à équiper ou à aménager. De manière générale, ces travaux peuvent s'étendre à des quartiers entièrement lotis, donc titrés, ce qui risquait de perturber des acquis en matière d'héritage foncier. Il y a également des terrains relevant du domaine de l'État et qui sont alloués à des administrations publiques même s'il arrive parfois que ceux-ci soient occupés illégalement par la population. C'est le cas par exemple du terrain situé en contrebas de l'université de Yaoundé 1, entre le quartier Ngoa Ekellé et Obili au lieu-dit *Bonamoussadi*. Une autre catégorie des terrains

---

<sup>23</sup> Décret N° 77/193 du 23 juin 1977 portant création de la Mission d'aménagement et d'équipement des terrains urbains et ruraux.



relève du domaine communal sur lequel des équipements municipaux (stade, cimetière, marchés, parc, etc.) sont construits. La plupart de ces opérations d'aménagement ou d'équipements de terrain se font avec des services techniques compétents soit à des fins de recasement, soit de commercialisation. C'est dans ce dernier cas que la MAETUR est intervenue dans l'immobilier pour produire des parcelles constructibles à prix modéré.

À la lumière des dispositions précédentes, un point retient l'attention et mérite des développements : la mise à la disposition de la population des parcelles constructibles à des prix modérés dans la ville-capitale. Cette orientation semble fondamentale pour le régime dans la mesure où elle constitue, non seulement un élément clé en matière de l'habitat, mais surtout un critère essentiel de la structuration de l'espace urbain. Cette façon de faire donne à voir certes le désir de pallier à l'injustice sociale en matière de logement, notamment à Nkol Ndongo -élobi, Mimboman, ou Mvog Atangana-Mballa au départ, mais laisse entrevoir également, la mainmise de l'État sur la question foncière à travers une politique qui facilite l'accès à la propriété foncière en ville. D'un point de vue de la mobilité des personnes, il s'agit là d'un facteur attractif important qui aurait pu influencer des vagues migratoires de certains groupes ethniques vers la ville-capitale.

D'autres structures de gestion urbaine, créées par l'État, interviennent dans cette chaîne de promotion immobilière et assurent l'application de la politique de l'habitat du gouvernement. C'est le cas de la Société Immobilière du Cameroun (SIC), créée en 1952 ; la Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles (MAGZI) et le Crédit foncier du Cameroun (CFC), créé en 1977. Si la SIC intervient dans la construction des logements sociaux, la MAGZI joue un rôle similaire que celui de la MAETUR, mais reste surtout compétente dans les zones reconnues industrielles. Quant au CFC, son rôle consistait à accorder des prêts en priorité aux couches sociales les plus défavorisées pour les aider à se doter d'un terrain et d'une habitation décente.

Toutes ces politiques publiques initiées par le gouvernement central et qui lui sont rattachées traduisent la tendance centralisatrice de la prise des décisions. De ce fait, l'application des politiques publiques dans la ville-capitale tend à généraliser un type de planification qui ne prend pas suffisamment en compte les participations des administrations urbaines locales. Cette situation laisse entrevoir une certaine influence idéologique dans laquelle les communes urbaines d'arrondissement semblent reléguées au second rang dans l'élaboration et l'application de certaines politiques publiques. À partir du moment où la mise en œuvre d'un plan d'urbanisme reste conditionnée

par un décret présidentiel ou une décision ministérielle, on donne ainsi l'impression de maintenir la démobilisation des pouvoirs locaux. La configuration des communes à l'intérieur de la ville-capitale pendant le régime unitaire permet de le confirmer.

Officiellement, Yaoundé comme ville-capitale sous le régime unitaire est géré par une commune urbaine à régime spécial. Dans son organisation, la commune conserve la configuration instituée depuis le régime fédéral. C'est une collectivité publique décentralisée dotée d'une personnalité juridique et d'une autonomie en matière financière. C'est à ce titre qu'elle gère les affaires locales (Kuoh, 1992 : 86). Dans la pratique, le délégué du gouvernement est désigné par décret présidentiel et exerce la fonction du maire de la ville à la tête de la commune. Il incarne l'autorité politique du gouvernement national sous la tutelle duquel il est tenu d'assurer l'exécution des décisions prises par un conseil municipal qu'il ne préside pas lui-même. Visiblement, le régime d'Ahidjo recadre le statut de la commune par des mesures qui renforcent la tutelle de l'État sur le gouvernement urbain local (loi n° 74/23 du 2 décembre 1974). Il revient au gouvernement national la responsabilité première d'établir les documents d'urbanisme que le gouvernement urbain local est appelé à exécuter. Le contrôle de la gestion des communes est exercé au niveau national par le Ministère de l'Administration territoriale et au niveau local par le gouverneur et le préfet du ressort territorial où se trouve la collectivité locale. Toutefois, d'autres dispositions prises dans le même sens délimitent le pouvoir du délégué du gouvernement à l'échelle de la circonscription de sa commune tout en déterminant, entre autres, son ressort territorial<sup>24</sup>.

#### **4.2.3 Comprendre la représentation de la ville-capitale dans l'idéologie du Régime Biya**

« [...] *J'ai décidé de cesser d'exercer mes fonctions à la tête de l'État, à partir de demain 5 novembre 1982 à 12 heures* ». C'est par ces paroles prononcées le 4 novembre 1982 qu'Ahmadou Ahidjo annonça à la radio nationale sa démission à la magistrature suprême au profit de son « successeur constitutionnel ». L'accession de Paul Biya à la tête du Cameroun, le 6 novembre 1982, marque un tournant décisif dans la vie politique du Cameroun. Très vite, des mesures sont envisagées dans le sens d'une libéralisation progressive. Mais c'est en 1985, un an après la tentative de coup d'État manqué, avec la création de son propre parti politique, le

---

<sup>24</sup> Décret n° 7/203 du 29 juin 1977.



RDPC, qu'il marque définitivement une rupture idéologique avec son prédécesseur. L'essentiel de la doctrine de ce nouveau parti, tout comme les lignes directrices de son action gouvernementale sont soigneusement consignées dans un livre que Paul Biya publie en 1986 sous le titre : *pour le libéralisme communautaire*, Pierre-Mar, Lausanne.

Le titre de cet ouvrage annonçait l'ère du « nouveau ». Dans un contexte empreint de l'omniprésence de l'autorité des dirigeants, le « **Libéralisme** » ne donne-t-il pas à s'attendre, au plan économique par exemple, à la liberté de faire des affaires sans que l'État n'intervienne même pour fixer des prix ? Avec le règne du parti unique, on était en droit d'espérer d'autres formes de liberté au plan politique ou encore des libertés de presse et d'association. L'adjectif « **communautaire** », en revanche, renvoie aux liens sociaux profonds, solides et durables qui devaient caractériser ces libertés. En somme, le *libéralisme communautaire* est une idéologie à travers laquelle le régime Biya entend promouvoir un épanouissement démocratique au Cameroun. Elle est un signe annonciateur d'un système économique et politique qui garantit bien les libertés (l'État), mais qui adopte aussi, pour corriger les abus, des attitudes d'humanisme et de fraternité. Il s'agit davantage des valeurs qui renseignent sur le partage des coutumes des multiples ethnies qui composent le Cameroun considéré de ce point de vue comme nation (Mono Ndjana, 1989 : 31).

Il faut le préciser, la construction de l'État-nation clairement affirmée dans l'idéologie du régime Biya passe par la consolidation de l'intégration nationale comme il sait bien le dire lui-même :

*« Il faut donner à tous les Camerounais le sens de leur solidarité existentielle, base d'un déploiement optimal des forces vives indispensables à l'accélération du progrès général du pays. Je considère donc la réalisation de l'intégration nationale, étape suprême de l'unité nationale, comme l'œuvre historique capitale et prioritaire que j'ai à entreprendre avec l'ensemble des Camerounais »* (Biya, 1986:30).

Contrairement à l'idéologie de l'Union nationale prônée par le régime unitaire sous Ahidjo, et qui dans les faits, s'apparentait à une simple addition des réalités culturelles, l'intégration nationale dont il s'agit ici démontre le désir de passer d'une juxtaposition à une fusion

des réalités culturelles au travers des liens que le régime entend encourager entre les Camerounais. Pour y parvenir, le régime a eu besoin d'un lieu stratégique pour représenter cette nouvelle orientation de la politique nationale. La ville-capitale semblait appropriée à cause du fait que c'est la ville, siège des institutions étatiques, qui entend bien servir de vitrine du pays tant au plan intérieur qu'extérieur de par son aspect physique.

Pour comprendre la manière dont l'idéologie de l'affirmation de l'État-nation s'est manifestée dans la construction de la ville-capitale sous le régime Biya, il convient d'examiner tour à tour, les décisions politiques (politiques publiques) à propos de la gestion de Yaoundé, ainsi que les procédures mises au point par les administrations (nationales et urbaines) pour les mettre en œuvre. Les rapprochements peuvent permettre, de temps en temps, de mettre au jour les effets du contexte politique, économique et social dans ces différentes manières de représenter la ville-capitale.

L'une des premières décisions du régime Biya envers la ville-capitale a concerné la réforme communale de 1987. Celle-ci a non seulement pris en compte un certain nombre d'ajustements institutionnels conséquents en matière d'organisation de l'administration urbaine locale, mais elle a également donné une nouvelle orientation dans la gouvernance urbaine. À la suite de la loi n° 87-015 du 15 juillet 1987 portant création des communautés urbaines au Cameroun, un décret signé le 24 septembre de la même année transforme la Commune urbaine à régime spécial en Communauté urbaine de Yaoundé (CUY)<sup>25</sup>. Il s'agit d'une collectivité publique décentralisée qui regroupe et coordonne les activités des quatre communes d'arrondissement (Yaoundé 1er, Yaoundé 2e, Yaoundé 3e et Yaoundé 4e à l'intérieur de la ville (cf. article 7 du décret de création).

Le changement opéré dans le gouvernement urbain implique des modifications profondes dans la gestion de la ville. Il oriente de façon significative la politique publique urbaine vers une gestion beaucoup plus contrôlée par l'administration centrale. On a affaire à un régime dérogatoire qui relègue la fonction de maire élu aux seconds rôles (PDU, 2008 : 39). Le délégué du gouvernement, nommé par le président de la République, préside le conseil de communauté et veille à l'application des décisions prises par celui-ci. La Communauté urbaine se présente alors comme une structure administrative de coordination à laquelle revient la charge d'assurer

---

<sup>25</sup> Le décret n° 87-1365 du 24 septembre 1987 portant création de la communauté urbaine de Yaoundé.

la gestion de la ville-capitale, y compris les communes d'arrondissements considérées, dès lors, comme des administrations locales de proximités dirigées, chacune, par un Maire élu<sup>26</sup>.

L'influence idéologique a également joué et a consisté à multiplier les politiques de planification urbaine au Cameroun en général (Tamo Tatiétsé & Bidja 2002) ; (DUH, 1982). Pour le cas de Yaoundé, on a procédé à la restructuration des politiques publiques existantes par des décrets qui les complétaient et/ou les modifiaient. C'est dans cette logique qu'il est possible de comprendre la non-approbation du « Schéma directeur d'Aménagement et d'Urbanisme » (SDAU) en 1982, une politique publique de planification de Yaoundé conçue sous le régime Ahidjo. Certainement que le SDAU ne répondait pas à la nouvelle orientation que le régime Biya entendait donner à la ville-capitale. Des précisions sur la représentation idéologique ont été progressives sous le régime du renouveau et, plus tard, détaillées dans le Plan directeur d'Urbanisme (PDU) de Yaoundé horizon 2020, approuvé par le gouvernement national en 2008. Ses objectifs visent principalement l'amélioration de l'habitat, la construction des équipements et la mise en place des services urbains dans l'intention de bâtir un environnement digne d'une ville-capitale postcoloniale.

Dans sa forme conceptuelle, le PDU poursuit 5 objectifs stratégiques conformes aux orientations idéologiques du régime Biya à propos la ville-capitale. Le premier objectif consiste à mettre en place des infrastructures qui contribuent à renforcer la vocation de Yaoundé en tant que métropole. C'est dire que la centralité de la capitale doit se justifier au niveau national par des systèmes de communications avec le reste du pays et à l'internationale par sa polyfonctionnalité. C'est la raison pour laquelle le second objectif s'appuie sur la recomposition urbaine en 6 pôles périphériques (Mfou, Nkolafamba, Soa, Obala, Okola et Mbankomo). La stratégie à ce niveau autorise à réadapter l'habitat et à procéder aux extensions urbaines dans des zones non viabilisées à l'intérieur du périmètre urbain actuel. Dans le troisième objectif, il est envisagé un système de transport qui fluidifie les déplacements à l'intérieur de la ville. Pour ce faire, il a fallu faire une rétrospection du plan de déplacement et au réseau de voirie initial prévu par le SDAU non approuvé en 1982. Également, une véritable politique de promotion des Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC), capable de connecter la ville-capi-

---

<sup>26</sup> République du Cameroun, Diagnostic de la délinquance urbaine à Yaoundé, PNUD, 2002, pp. 17-18 ; aussi, le décret n° 2007/117 du 23 avril 2007 portant création des communes

tale au reste du monde, est prévue. Quant au quatrième objectif, il s'intéresse au cadre environnemental de la ville et prévoit des aménagements des paysages. Il est question, en réalité, de valoriser le patrimoine naturel (espaces verts) ; de sauvegarder et d'aménager des cours d'eau à l'intérieur du périmètre urbain. Le cinquième objectif envisage, au plan économique, la création des pôles d'activités économiques entre Yaoundé et des petites villes environnantes. Il permettrait de revaloriser l'important marché qu'offre la ville à hauteur de ses 2,8 millions d'habitants actuels.

Si des équipements prévus dans le cadre du PDU concentrent des infrastructures publiques et administratives pour la plupart, la mise en place des directions et sièges sociaux de nombreuses entreprises nationales et internationales doit bénéficier de l'attractivité liée à la valeur et à la disponibilité du foncier que l'administration continue de réglementer. Depuis l'indépendance, la conception des politiques publiques concernant Yaoundé ne traduit qu'une vision politique ou idéologique des régimes en place. Telles que décrites plus haut, elles permettent de comprendre la façon dont les gouvernements ont conçu le développement de la ville-capitale et surtout sa représentation dans leur idéologie politique respective. D'un régime à l'autre, cette représentation ne s'est pas limitée à la création d'organismes de planification, d'intervention, de contrôle et de gestion urbaine. Les rétrospectives soulignent qu'elle a initié des investissements divers et contribué davantage à la mise en place des équipements urbains dont la symbolique permet d'évaluer le degré d'influence du pouvoir national sur l'environnement bâti de la ville capitale.

### **4.3 Transformation de l'environnement bâti de la ville capitale**

L'influence des différents régimes nationaux dans la conception des politiques publiques de la ville-capitale a été attestée, dans la partie précédente. Il est clair que la création des organismes de planification, d'intervention, de contrôle et de gestion urbaine obéissait à l'orientation idéologique des gouvernements nationaux qui devaient les approuver. Il est intéressant dans cette section d'insister sur l'ampleur de quelques réalisations de ces politiques publiques dont la symbolique a modifié progressivement l'environnement bâti de la ville-capitale. La signification et la manifestation de ces idéologies ressortent d'abord à travers des monuments, bâtiments et noms des avenues (4.2.1) ; ensuite, dans l'importance de l'histoire du drapeau dans la construction de la ville-capitale (4.2.2) et enfin dans la représentation idéologique à travers les usages du bâtiment abritant le musée national (4.2.3).

#### **4.3.1 L'expression idéologique à travers les monuments, bâtiments d'affaires et noms des avenues (régime 1).**

Une riche documentation relative à la construction des équipements urbains dans la ville de Yaoundé au Cameroun est disponible (Lelong, 1955) ; (Onambélé, 1969) ; (Kadang A Nyam 1976) ; (Bopda, 1980) ; (Ngwé, 1982) ; (Mougoue, 1982). La plupart de ces publications décrivent la croissance urbaine en donnant les caractéristiques des infrastructures. D'autres insistent sur des lieux de mémoire pour montrer leur contribution à l'embellissement de la ville (Essono, 2016). Du point de vue esthétique, on croirait à l'action des mécènes ou encore à la mansuétude de certains responsables urbains qui doteraient la capitale camerounaise de belles œuvres architecturales à des fins touristiques. Pourtant, si l'on s'en tient aux arguments théoriques de Bekker et Therborn (2012) sur le développement des villes capitales et la construction de l'État-nation en Afrique postcoloniale, mais aussi à la lumière des choix des régimes nationaux et leurs orientations en matière de politiques publiques urbaines au Cameroun (démontrées plus haut), on se rend vite compte du rôle que ces équipements urbains jouent dans la représentation idéologique du pouvoir de l'État à l'intérieur d'une ville-capitale.

Dans le but de compléter les nouvelles pistes de recherches en la matière, il convient de revenir sur quelques œuvres réalisées sous chaque régime politique afin de mieux comprendre leur signification par rapport au régime, et ressortir à la lumière des leurs idéologies, leur capacité à refléter d'un côté, le pouvoir exercé et de l'autre, la construction idéologique de l'État-nation après la colonisation.

##### **Les bâtiments**

1961 est l'année de la réunification au Cameroun et correspond de ce fait à la mise en place de la République fédérale (Ngoh, 2011). Sur le plan politique, une série de mutations affectent la mise en place des structures telles que des bâtiments publics et d'affaires. Cela s'est traduit dans la ville-capitale par la superposition de deux gouvernements : d'un côté, l'État fédéré oriental avec 7 ministres et de l'autre l'État fédéral totalisant 20 ministres (Ze Nguele, 1972:1096). L'État fédéral a également généré deux assemblées législatives avec leurs administrations respectives (Bwele, 1981). Au plan national, ces structures administratives ont participé à l'affirmation du pouvoir hérité de la colonisation. Une idéologie défendue par le régime fédéral.

L'existence du bâtiment de l'Assemblée nationale du Cameroun symbolisait le pouvoir législatif ; la Cour suprême représentait le pouvoir judiciaire ou encore quelques bâtiments ministériels, etc., sont autant d'exemples qui symbolisaient le nouvel État. Un fait mérite d'être souligné : ces différents régimes qui se sont succédé au Cameroun ont toujours encadré des règles de construction de ces bâtiments par des décrets. Au-delà des mesures prises en matière de sécurité, d'hygiène et d'assainissement, des précisions sont apportées en ce qui concerne, notamment les bâtiments de grande hauteur, que ce soient des immeubles résidentiels accueillant les usagers ou des bâtiments situés dans des zones à risque dans la ville-capitale (PDU, 2008).

*Photo 4 : une vue d'un bâtiment ministériel à Yaoundé*



Source : <https://encryptedtbn0.gstatic.com/images?q=tbn:ANd9GcRI2xU8XheG-DvJv8ApihKXRRhYFI8LEn3mwcKCP3CIJZDnUgRJHKw.>, consulté le 24 mars 2017.

Pour un nouvel État, l'affirmation de l'indépendance du Cameroun était aussi tributaire de la reconnaissance des pays étrangers. Les débuts de sa politique étrangère semblaient ainsi s'imposer à lui comme une exigence en vue de contribuer aux valeurs de paix et de coopération. Là encore, la ville-capitale a également servi de vitrine dans le but de renforcer le rôle international du régime fédéral. Voilà pourquoi, très tôt, Yaoundé a servi de cadre pour abriter le siège

de quelques institutions à caractère régional et international. Juste après l'indépendance, la capitale accueille ainsi le siège de l'Organisation Commune Africaine, Malgache et Mauricienne (OCAM) ; l'Office africain et malgache de la Propriété Intellectuelle (OAMPI), devenu Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) ; le Bureau régional de l'UNESCO (Zenguele, 1972:1096) et bien d'autres institutions internationales comme la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC).

*Photo 5 : siège de la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) à Yaoundé*



Source : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Yaound%C3%A9#/media/File:Bank\\_of\\_Central\\_African\\_States\\_2014\\_front.JPG](https://fr.wikipedia.org/wiki/Yaound%C3%A9#/media/File:Bank_of_Central_African_States_2014_front.JPG), consulté le 23 mars 2017.

Comme capitale politique et administrative, Yaoundé concentre des directions et sièges sociaux de nombreuses entreprises publiques et privées. Ce choix n'est pas hasardeux, mais il répond aux considérations idéologiques présentées plus haut : la ville-capitale se présente comme une ville politique d'expression de l'autorité de l'État et doit de ce fait bénéficier d'un dispositif logistique y afférent. En tant que telle, elle inspire la confiance des opérateurs économiques qui trouvent en ce lieu de pouvoir, les garanties sécuritaires fiables pour y installer leurs directions. Bien évidemment, la proximité du gouvernement national facilite non seulement la célérité dans des négociations diverses, mais contribue également à la visibilité nationale et



internationale de ces entreprises. Le plus souvent, le style architectural choisi pour ces bâtiments sièges en est, en lui-même, une forme d'expression éloquente de la protection dont l'entreprise bénéficierait du régime. C'est le cas de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) et l'ex-Direction centrale de l'Informatique ou encore le siège de la Cameroon Radio and Television (CRTV).

*Photo 6 : immeuble siège de la Caisse Nationale de la Prévoyance sociale (CNPS)*



Source:<https://fr.wikipedia.org/wiki/Yaound%C3%A9#/media/File:YaoundeCNPS.PNG> (consulté le 21 juin 2017).

Du point de vue de l'habitat social, l'influence idéologique a été clairement matérialisée dans le **Plan d'Urbanisme** de 1963. C'est la toute première politique publique du régime fédéral qui a balisé la configuration des bâtiments à usage d'habitation dans la ville-capitale. Pas étonnant que l'amélioration de l'habitat commence par l'assainissement des quartiers populaires dans le souci d'« adapter des infrastructures et services de la ville ». C'est dans cette mouvance que des cases traditionnelles basses et les taudis ont laissé progressivement place aux bâtiments à niveau regroupés en camps d'habitation, notamment à Madagascar au Nord-Ouest de Yaoundé où un camp SIC a été construit en 1963. D'autres voient le jour à Messa



(Ouest), puis à Tsinga (Nord-Ouest) et à Nlongkak (Nord) entre 1966 et 1970. De 1974 à 1975, c'est à la Cité-Verte qu'un autre camp est bâti du côté ouest de la ville.

Dans une étude concernant les problèmes urbains au Cameroun au lendemain de l'indépendance, Emmanuel Ngwé examine la rénovation de Yaoundé à travers l'amélioration du paysage urbain de la capitale entre 1957 et 1976. L'auteur aboutit à une conclusion : sous le premier et le deuxième régime, la construction de nouveaux bâtiments dans la ville semblait discriminatoire du point de vue morphologique. Il affirme à cet effet que :

*« La disposition des bâtiments à Yaoundé crée aux yeux du visiteur une impression d'une certaine ségrégation spatiale des types de quartiers. En réalité, la distribution des camps de résidence dans la ville produit une certaine différenciation sociale et spatiale qui spécifie le paysage urbain. Leur attribution est généralement fonction du statut professionnel, du niveau d'instruction et de l'appartenance ethnique »* Ngwé (1982 : 67).

Au plan sanitaire, des structures sont destinées à la formation pratique des étudiants notamment, le Centre Universitaire des Sciences de la santé (CUSS). Des bâtiments importants sont construits pour abriter le Centre Hospitalier universitaire (C.H.U.) créé le 24 juin 1978 (décret n° 78/241). Le PU prévoyait au départ la construction d'un grand hôpital au quartier Ekoudou ; malheureusement, le terrain destiné à cet effet a été loti et distribué (Ngwé, 1982 : 75 et 77). Depuis 1982, en plus de l'Hôpital Central considéré jusque-là comme le seul grand hôpital de la ville, d'autres établissements hospitaliers se sont ajoutés non loin du centre-ville. L'hôpital Général de référence par exemple a été construit à Ngousso, trois hôpitaux de district à Biyem-Assi, à la Cité verte et à Efoulan sans oublier l'Hôpital obstétrique construit et tenu par les Chinois. Plusieurs autres centres de santé relevant de l'initiative privée ont également vu le jour à l'exemple de la Fondation Chantal BIYA, épouse du Président de la République. Cette Fondation a été annexée à l'hôpital central.

### **Les monuments et le changement des noms des rues à Yaoundé**

Il ne s'agit pas ici de refaire l'histoire des noms des rues ou des monuments de la ville de Yaoundé. Cette histoire est bien connue (Mebenga Taamba, 1988), (Essono, 2016). L'am-

bition personnelle dans cette recherche est précise : chercher à comprendre le mode de désignation des noms officiels de ces rues pour y identifier les enjeux politiques postcoloniaux de ces formes d'expression visuelles dans la ville-capitale. Une publication récente de Jean-Marie Essono (2016 : 558-638) revient sur divers aspects : les noms des rues, les places publiques à Yaoundé et ce à quoi ils font référence. L'auteur retient deux modes de désignation toponymique : la voie populaire ou collective et la voie officielle ou administrative. Dans les noms d'appellation populaire, la population privilégie par ailleurs les descriptifs fonctionnels (Comard-Rentz, 2006:7) ou l'univers social de la localité. Ici, la désignation est spontanée et fait généralement référence aux points de repère, de localisation ou de direction.

Quant à l'option privilégiant la désignation officielle ou administrative, elle découle systématiquement de l'autorité de l'État par le biais de la municipalité. Le caractère imposé de ce mode de désignation, depuis l'indépendance du Cameroun, amène justement à rechercher l'influence idéologique des régimes nationaux sur la ville-capitale à travers des monuments et le changement des noms des avenues.

En tenant compte des raisons populaires, officielles et des procédures administratives qui précèdent cette désignation, on se rend à l'évidence d'un fait : l'intérêt manifesté par le pouvoir politique à l'égard de toutes les civilisations matérielles n'obéit pas simplement à des considérations de mémoire (Bouvier et Guillon, 2001:123). Il s'agit aussi des raisons idéologiques. Car à partir du moment où la nomination officielle des espaces publics relève du pouvoir politique, cela démontre qu'on va au-delà de l'histoire des hommes et des institutions pour aboutir aux enjeux idéologiques. C'est ce que Maurice Agulhon semble suggérer lorsqu'il affirme :

*« le pouvoir politique vise à se faire reconnaître, identifier et, si possible, favorablement apprécier grâce à tout un système de signes et d'emblèmes, dont les principaux sont ceux qui frappent la vue »* (Agulhon, 1988 : 284-285).

Des monuments et des avenues font donc partie de ces aspects visuels à travers lesquels l'histoire politique se manifeste.

En ce qui concerne Yaoundé, jusqu'à ce jour, certaines rues portent des noms des personnalités, donc des nationaux et des étrangers ou des célébrations politiques postcoloniales.

Dans le processus de désignation, on trouve des rues dont le nom a été modifié. À observer de très près, ce changement de noms de certaines rues dans la ville-capitale a permis, dans un premier temps, d'affirmer le passage du pouvoir des colonisateurs aux nationaux. Certaines rues ont pris par exemple les noms des nationaux, notamment des chefs locaux ou des guerriers dont les actes de bravoure ou de générosité ont contribué à la construction du Cameroun. C'est le cas des rues *Max Abe Fouda*, *Martin Abega Atangana*, *Charles Atangana Ntsama*, *Mballa Elounden*, *Njoya Ibrahim*, *Ombga Bissogo*, etc. Ces noms désignent les figures de la ville-capitale et d'autres régions du Cameroun.

Des étrangers dont les rues portent les noms à Yaoundé sont d'origines et statuts divers. Parmi eux, on retrouve généralement des religieux bâtisseurs des premiers édifices dans la ville : *Rue Mgr René Graffin*, *avenue Mgr Vieter*, *Mgr François-Xavier Vogt* ; mais aussi des médecins ou militaires : *avenue Jamot*, *avenue Maréchal Foch*. Il y a aussi quelques hommes politiques comme des chefs d'État et des ministres : *avenue Kennedy*, *avenue Charles de Gaulle*, *Rue Valéry Giscard d'Estaing*, *avenue Churchill*, *avenue Jean Paul II*, etc. La plupart de ces personnalités ont effectué des visites officielles au Cameroun, à l'exception de John Kennedy. Le nom de ce dernier semble avoir attribué à une rue à Yaoundé au moment où l'État camerounais avait besoin de la reconnaissance internationale.

Pour des événements politiques comme l'indépendance, la réunification ou le cinquanteaire des indépendances, certaines rues ont certes été baptisées en signe de commémoration, mais surtout pour perpétuer, à la fois, l'événement et son idéologie par la population nationale. En témoigne l'existence dans la ville-capitale des Boulevards *du 20 mai*, *de la réunification* ; mais aussi les places : *la Place de l'indépendance* ou encore *du Cinquantenaire*. Dans le même processus, des personnalités politiques dont le rôle a été significatif dans l'histoire de ces événements fédérateurs de 1961 ont des avenues : *avenue Ahmadou Ahidjo*, *avenue John Ngu Foncha*.

**Tableau 8 : quelques exemples de changement des noms des rues à Yaoundé depuis 1960**

Anciens nom	Noms actuels
Abyedege asi/Bilig bi Embumbun	Boulevard du 20 mai
Boulevard Charles de Gaulle	Rue Essono Ela
Carrefour Bouillet	Place Ahmadou Ahidjo
Plateau atemenque	Boulevard de la Réunification
Mfundji assi	Av. Ahmadou Ahidjo
Elig Mballa Enyengue	John Ngu Foncha
Vallée de Dzungolo	Av. Kennedy
Route omnisport	Av. Marc Vivien foé

Source : (Pondi, 2012) ; (Essono, 2016)

Quant aux monuments, statuts et stèles, ils sont généralement érigés sur des espaces publics voulus comme lieux de commémoration. Leur présence dans la ville matérialise la volonté gouvernementale de représentation des personnages ou des événements historiques, mais surtout l'ambition du régime en place de véhiculer des idéologies politiques auxquels la population se reconnaît ou pas.

*Photo 8 : monument du général Leclerc*



*Photo 7 : monument Charles Atangana*



Source photos 7 & 8 : (Essono, 2016)

#### **4.3.2 Histoire du drapeau national et son importance dans la construction de la ville-capitale (régime 2),**

Le drapeau camerounais est antérieur à l'indépendance du territoire (Mbarga, 2014). Adopté en octobre 1957 par l'Assemblée législative du Cameroun<sup>27</sup> (ALCAM), le drapeau tricolore retenu par les législateurs comprend, au départ, trois bandes verticales disposées de gauche vers la droite : vert, rouge et jaune d'égales dimensions. Le vert symbolise alors la grande forêt tropicale du Sud Cameroun, le rouge indique le pouvoir et rappelle le sang des Camerounais versé pendant les luttes d'indépendance tandis que le jaune représente le soleil, le sol sahélien et la savane de la partie septentrionale du pays.

<sup>27</sup> « Les textes furent adoptés les 24 et 25 octobre 1957 par trente-sept voix pour et huit contre, en ce qui concerne le drapeau ; trente-cinq voix pour et zéro voix contre sur l'hymne ; trente-deux voix pour, une voix contre sur la devise ; soixante et une voix pour et zéro sur la fête nationale », cf. G. Mbarga, *Le drapeau du Cameroun, le vexille étoilé*, Paris, L'Harmattan, 2014.

Même si les couleurs sont restées inchangées jusqu'au 1er janvier 1960, date de l'indépendance, les modifications qu'a subies le drapeau après 1960 sont intimement liées à la marche du pays vers l'unification. En 1961, il s'enrichit de deux étoiles d'or frappées dans la bande verte, représentant l'unité des deux États fédérés en formant une seule nation. Dès le 21 mai 1975, il demeure frappé d'une seule étoile sur la bande rouge à la suite de la réunification intervenue le 20 mai 1972. Depuis lors, il n'a plus subi de variations<sup>28</sup>. C'est au cours de la période (1960-1976) qu'il faut observer l'impact de son évolution sur la construction de la ville-capitale.

**Photo 9 : Évolution du drapeau du Cameroun depuis 1957**



1957-1961 : État du Cameroun



1961-1972 : République fédérale du Cameroun



1972 à nos jours

Source : (Essonno, 2016 : 238)

C'est à Yaoundé que le drapeau a été hissé pour la première fois le 10 novembre 1957 par le Premier ministre de l'époque André Marie Mbida. Depuis lors, il est employé dans toutes les cérémonies officielles. Dans ses usages (civils et militaires), le drapeau national a surtout traduit le pouvoir. Mise en évidence devant des édifices publics, il changeait le décor urbain, mais participait surtout à l'affirmation de l'autorité de l'État désormais entre les mains des locaux.

Par ailleurs, si on se réfère aux événements liés à ses modifications post-indépendances, il ne serait pas exagéré de conclure que la construction de l'État-nation à travers l'évolution du drapeau a entretenu une représentation idéologique de l'unité nationale. Celle-ci s'est par ailleurs manifestée symboliquement dans l'environnement bâti de la ville-capitale par la construction d'un monument : *Monument de la Réunification* qui matérialise la réunification des Came-

<sup>28</sup> Le décret n° 767-24 du 16 septembre 1976 précise que la bannière étoilée (drapeau national) s'étale sur trois mètres de longueur et deux mètres de largeur.

roun oriental (sous domination française) et occidental (sous domination britannique). L'adoption de l'anglais et du français comme langues officielles s'est également exprimée sur des affiches officielles et plaques publiques comme pour célébrer l'union du Cameroun oriental français avec le Cameroun occidental anglophone. Une unité symbolisée sur le drapeau par le passage de deux étoiles jaunes de la bande verte à une étoile dorée sur la bande rouge peu après le 20 mai 1972.

*Photo 10 : monument de la réunification*



Source : <https://www.memoire-cameroun.com>. Consulté le 21 juin 2017.

#### **4.3.3 L'influence idéologique à travers le musée national (régime 3)**

Construit en 1921 sous administration coloniale française, le bâtiment qui abrite le musée national à Yaoundé a été réaménagé en 1930 pour devenir le Palais des commissaires et hauts commissaires français au Cameroun (Jeune Afrique, 7 mai 2015). En 1960, lorsque le Cameroun accède à l'indépendance, le bâtiment devient le Palais présidentiel. Le président Ahidjo y réside 22 ans jusqu'en 1982. Sous le régime Biya, le nouveau Palais sis à Etoudi étant achevé, le bâtiment est transformé en Musée National en 1988. Mais le 5 janvier 2014 il est officiellement ouvert au public. Situé dans la ville capitale, le Musée est certes représenté comme un lieu de représentation de la culture camerounaise, mais il sert surtout en réalité de

cadre d'exposition de l'héritage socio-économique et politique du pays. C'est dans ce cadre qu'il intéresse le chercheur comme lieu-symbole d'expressions idéologiques.

*Photo 11 : bâtiment du musée national du Cameroun*



Source : cliché de Jean Pierre Togolo, le 17 janvier 2018.

À travers les expositions, le Musée fait une part belle aux diverses manifestations traditionnelle et moderne du pouvoir au Cameroun. Des attributs du pouvoir sont abondamment exposés, notamment des peaux de panthères, des sculptures et tenues royales traditionnelles, tandis que le texte de la loi fondamentale du Cameroun, des emblèmes nationaux comme le drapeau, l'hymne, les armoiries et les actes officiels rappellent l'omniprésence du pouvoir moderne. Le récit, à travers les commentaires, occupe aussi une place de choix. Le parcours politique du Cameroun est raconté par exemple à travers des textes accrochés aux murs. Dans de nombreuses salles, on trouve plusieurs photographies montrant des figures politiques du Cameroun. Soigneusement conservées dans des cadres en bois, parfois agrandis, des images des chefs d'État et leurs épouses, des membres des gouvernements et des différents parlements, etc., sont classées, symboles de la représentation d'un équilibre politique francophone/anglophone sans faille.

Par ailleurs, plusieurs réalisations du régime Biya sont exaltées en image. C'est le cas, par exemple, des photos grand-format de l'inauguration d'une centrale électrique ou celle du pipeline Tchad-Cameroun en 2004 (*Jeune Afrique*, 2015). Des visites officielles du chef de



l'État à l'intérieur comme à l'extérieur du pays sont racontées en image, sans oublier des exploits diplomatiques comme le procès gagné contre le Nigéria au sujet du conflit frontalier et maritime dans la péninsule de Bakassi<sup>29</sup>.

Par contre, aucun indice dans cette représentation politique ne donne au visiteur du Musée national du Cameroun l'idée des réalités de la vie quotidienne des populations. Rien ne traduit les quelques épisodes troubles que le pays a traversé depuis l'indépendance, ce qui constitue une parenthèse de la volonté de vivre ensemble. Des expositions laissent l'impression de l'omniprésence de l'autorité de l'État et ses réalisations socio-économiques. Pourtant, autant la ville-capitale est employée pour symboliser l'autorité de l'État, autant la population y voit un cadre idéal pour des manifestations diverses.

#### **4.4 Ville capitale : lieu de manifestations de contre-pouvoir**

Il est déjà connu à partir des idéologies des régimes nationaux, que la ville-capitale joue un rôle politique important dans la manifestation du pouvoir exercé (*Power over*). Les transformations opérées dans son environnement bâti illustrent à suffisance l'intérêt des gouvernements dans la représentation idéologique de la construction de l'État-nation. Dans cette construction idéologique, plusieurs aspects démontrent aussi l'incapacité à pourvoir (*Power to*) aux services urbains de bases. Des situations que la population manifeste différemment en se servant de l'environnement bâti de la ville capitale.

##### **4.4.1 Conflits d'espace et leurs manifestations dans les rues**

Dans les villes africaines en général et dans le cas de Yaoundé en particulier, des rues ou avenues sont généralement des lieux de prédilection d'expression de contre-pouvoir dont la nature est fonction des cas : elles sont d'un côté, le théâtre des conflits d'espace entre usagers et de l'autre des lieux de protestations politiques.

L'une des manifestations des conflits d'espace à Yaoundé est liée à la détérioration progressive de la voirie urbaine<sup>30</sup>. Une situation qui rend difficiles les déplacements, à cause notamment de l'encombrement des voies et les bouchons. Devenues quasiment banales pour

<sup>29</sup> Il s'agit du contentieux frontalier qui a opposé le Cameroun au Nigéria devant la Cour Internationale de Justice (CIJ) de 1994 à 2008. Il va de Bakassi au Lac Tchad et concerne toute la partie terrestre, lacustre et maritime qui s'étend sur près de 1700 km. L'affaire a surtout pris l'appellation populaire « conflit Bakassi » en raison des richesses halieutiques et pétrolières qu'on retrouve dans la région.

<sup>30</sup> Il faudrait relever que la crise qui a sérieusement affecté l'économie camerounaise à partir de 1987 et dans une moindre mesure certains effets de la dévaluation du franc CFA de 10 janvier 1994 ont constitué des facteurs aggravants.



des habitants, ces situations et les effets qu'elles entraînent, traduisent en réalité des conflits d'espace manifestes dont la répétition à longueur de journée concerne le trafic motorisé et le déplacement des piétons. Recensé majoritairement dans des tissus à forte densité, ce type de conflit confronte les personnes, les activités et l'environnement bâti. L'intense fourmillement humain et le mauvais état de certaines routes amènent les véhicules, qui soucieux d'éviter les nids de poule le long de la chaussée, choisissent plutôt de côtoyer les trottoirs et finissent par frôler au passage les piétons. Les réactions des piétons sont d'envergure et chacun à sa manière (Ngwé, 1982 : 66).

Une autre manifestation de conflit concerne des affrontements récurrents entre vendeurs à la sauvette détenteurs de petits commerces étalés le long des rues et les autorités municipales. Ces commerçants généralement déguerpis des trottoirs par les agents de la municipalité se réinstallent peu après et le cycle recommence.

Par ailleurs et sur un tout autre plan, on note l'existence dans la ville-capitale des constructions anarchiques et la prolifération des bidonvilles. Les politiques nationales font preuve de défaillance en matière de politique urbaine, parce que les outils de planification font défaut. Les coûts exorbitants de certaines parcelles<sup>31</sup> aménagées ont eu un impact modificateur dans la configuration des quartiers spontanés situés autour des lotissements et occasionné, d'après certaines recherches, des scénarii d'optimisation aussi bien des modes d'habitation précaires que des activités spécifiques dans ces quartiers (Touna Mama, 2004). À cause de l'éloignement des commerces et des marchés officiels par exemple, des populations développent des activités commerciales diverses dont la disposition dans l'espace ne respecte aucun plan d'urbanisation. On peut observer sur les cours des habitations par exemple, des ateliers de soudure, de couture, de mécanique auto, des terrains de football, des étales de commerce, salles de jeux, etc.

Si la présence de ces activités en « lieux inappropriés » est habituellement qualifiée de désordre urbain, leur persistance malgré les sommations, des mises en demeure ou des destructions de la part des autorités municipales amène à les interpréter plutôt comme la manifestation de contre-pouvoir. D'autres activités encore sont beaucoup plus connues pour leur forte connotation politique.

---

<sup>31</sup> Des coûts d'achats des parcelles disponibles en zones périphériques sont généralement fonction de l'entente entre le vendeur/démarcheur et l'acheteur, il faut ajouter à cela des coûts exorbitants des procédures foncières de lotissement jugé trop longues et complexes. Elles durent 2 à 7 ans au Cameroun — (Canel, 1989) laissant aux populations le choix de se débrouiller autrement. Le cas de Yaoundé permet de mieux l'illustrer amplement.

#### 4.4.2 Lieux des manifestations politiques : cas du boulevard du 20 mai

Le boulevard du 20 mai fait partie de l'un des espaces publics de la ville-capitale aménagés par le régime unitaire. Jadis utilisé comme terminus du chemin de fer et gare marchandise, cet espace a été aménagé devenant un boulevard qui sert désormais de cadre privilégié aux événements politiques nationaux dont le plus important est la commémoration de la fête nationale du Cameroun, le 20 mai. Tracé en plein centre-ville, sa signification autant que sa symbolique rappelle un événement politique national : la fin du régime fédéral et le régime unitaire à la suite d'un référendum organisé en date du 20 mai 1972. À ce titre, il est utilisé chaque année pour abriter le défilé comptant pour la commémoration de la fête nationale. Le gouvernement national emploie ce même boulevard à d'autres fins pour de grands événements, notamment le 11 février, jour de la fête nationale de la jeunesse ; le 8 mars pour la journée internationale de la femme ; le 1<sup>er</sup> mai pour la fête du Travail et plusieurs autres événements y sont organisés, dont les marches de soutien aux actions gouvernementales.

La représentation idéologique et politique de cet endroit historique dans la ville-capitale fait de ce boulevard le lieu des manifestations ou protestations populaires à caractère politique. Plusieurs marches des partis politiques de l'opposition y ont été organisées, notamment les marches pour le multipartisme en 1990.

#### 4.4.3 Les « émeutes de la faim » de février 2008 à Yaoundé

L'instabilité qui a touché des marchés mondiaux en 2008 a entraîné des fluctuations des prix des matières premières agricoles. Les coûts ont d'abord atteint des sommets avant de décroître de manière rapide. Des pénuries de l'offre et de la demande, enregistrées par la suite, ont parfois été considérées comme excessives pour certaines denrées alimentaires de base. Les tensions et manifestations populaires observées un peu partout en Afrique subsaharienne ont constitué « la crise alimentaire »<sup>32</sup>. S'il est vrai que les tensions sociales liées à des situations de pénurie alimentaire ne sont pas nouvelles dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, la hausse des prix des produits de première nécessité entre 2007 et 2008, semble avoir cristallisé frustration, colère et désarroi que la population a exprimés (Janin, 2009). Certes, le Cameroun a été concerné par ces vagues de protestation, mais il n'est pas question, ici, d'établir un bilan

---

<sup>32</sup> Pierre Janin. Les « émeutes de la faim » : une lecture (géopolitique) du changement (social). Politique étrangère, Institut français des Relations internationales, 2009, pp.251-263.

complet de ces événements, mais plutôt d'essayer de comprendre leur raison d'être à Yaoundé, la ville-capitale.

Les événements enregistrés au Cameroun les 25, 26, et 28 février 2008 ont été consécutifs à la suite de la hausse du prix de carburant à la pompe. En guise de contestation, une grève des transporteurs en commun a été observée principalement à Douala et à Yaoundé. Lorsqu'elle fut levée le 25 février, des pillages et protestations furent enregistrés d'abord à Douala. Deux jours plus tard, par effet de contagion ou manipulation, ces manifestations se sont transportées à Yaoundé où la vie semblait normale. Des marches, des affrontements, accompagnés de destructions de bâtiments et de magasins ont entraîné l'intervention des forces de l'ordre qui a été perçue comme une démonstration de l'autorité<sup>33</sup> de l'État face à ceux que le président Biya a qualifié « les apprentis sorciers » à l'occasion d'un discours prononcé à cet effet (Toulou, 2008). C'est que, la politisation des manifestations sociales semblait alors être la raison principale de la transposition des émeutes dans la ville-capitale. Le président Paul Biya le reconnaissait d'ailleurs dans son discours en ces termes :

*« ... ce qui est en cause, c'est l'exploitation pour ne pas dire l'instrumentalisation, qui a été faite de la grève des transporteurs à des fins politiques. Pour certains, qui n'avaient d'ailleurs pas caché leurs intentions, l'objectif est d'obtenir par la violence ce qu'ils n'ont pu obtenir par la voie des urnes, c'est-à-dire par le fonctionnement normal de la démocratie. Ils n'ont donc pas hésité à jeter dans les rues des bandes de jeunes auxquels se sont mêlés des délinquants attirés par la possibilité de pillages », cité par Janin Pierre (2009).*

Le dénouement de ces épisodes de crise montre qu'elles ont joué un rôle cathartique et politique évident lorsqu'elles se sont manifestées dans la ville-capitale. Au-delà des raisons évoquées, la présence des manifestations dans la ville-capitale a pris les allures des formes d'expression de contre-pouvoir de la part des populations. Beaucoup parmi elles entendaient peut être attiré l'attention des gouvernants à propos des différentes manières de survie en ville. À cet égard, nous dit Janin, « la crise alimentaire a servi de galop d'essai aux plus jeunes générations pour se faire connaître et entendre ». La baisse de coûts des articles de première nécessité : le kilogramme de riz, du sucre, etc., entrepris par la suite, le prouve et participe également de la politique préventive ou d'anticipation des futures crises.

---

<sup>33</sup> En plus de la police et de la gendarmerie, les forces de sécurité présidentielles se déployèrent dans la ville-capitale, cf. Toulou L. (2008).

## 4.5 Conclusion

Il était question dans ce chapitre de montrer l'influence idéologique des régimes nationaux sur le développement de l'environnement bâti de Yaoundé, la ville-capitale du Cameroun après l'indépendance. Après avoir identifié trois régimes politiques post-indépendants et leurs idéologies (le régime fédéral, le régime unitaire sous Ahidjo et le régime Biya), il a fallu s'intéresser à leurs politiques publiques à propos de Yaoundé pour comprendre la façon dont chaque régime a orienté le développement de la ville-capitale et surtout la représentation de celle-ci dans leurs idéologies politiques respectives. Il ressort de cette analyse trois aspects importants.

D'abord, d'un régime à l'autre, l'influence idéologique a consisté essentiellement à renforcer les politiques de planification urbaine de Yaoundé puis à restructurer l'administration urbaine locale pour une application des politiques publiques élaborées conformément aux orientations idéologiques des gouvernements nationaux. Il est à remarquer sur ce point de vue que, pour chaque idéologie, il s'est agi d'une plus grande centralisation du pouvoir plutôt qu'un souci de promotion ethnique.

Ensuite, les transformations de l'espace urbain observées dans l'environnement bâti depuis l'indépendance ont surtout mis l'accent sur la construction des bâtiments, des monuments et des rues dont la symbolique a contribué à représenter à la fois la construction de l'État-nation et le pouvoir exercé. Voilà autant de signes visibles qui donnent, somme toute, une idée de la représentation idéologique de la ville-capitale et qui a permis aux populations nationales d'y voir en la ville-capitale, un lieu de destination et un cadre de manifestations diverses.

## Chapitre 5

# *Tendances démographiques et migrations internes vers Yaoundé : focus sur des flux de migration du nord, de la partie anglophone et du sud-Cameroun*

### 5.1 Introduction

L'Objectif de ce chapitre est de décrire le développement démographique et des tendances des flux de migrations vers la ville de Yaoundé à partir des données statistiques de recensement. Il s'agit de ressortir les effectifs des migrants internes de l'ensemble de la population urbaine afin de déterminer les différentes proportions des flux migratoires de certaines régions vers Yaoundé depuis les années 1960. Compte tenu de l'inégalité des périodes écoulées entre les différents recensements, la présentation des effectifs de migrants internes à Yaoundé envisagée dans ce chapitre concerne les migrants dont la durée de résidence dans la ville-capitale est comprise entre 0-1 an pour des migrants récents, 1-5 ans pour des migrants courte durée et 5-10 ans pour des migrants moyenne durée. Appelées migrants intercensitaires internes, ces personnes sont nées dans une région du Cameroun et ont migré à Yaoundé entre deux recensements.

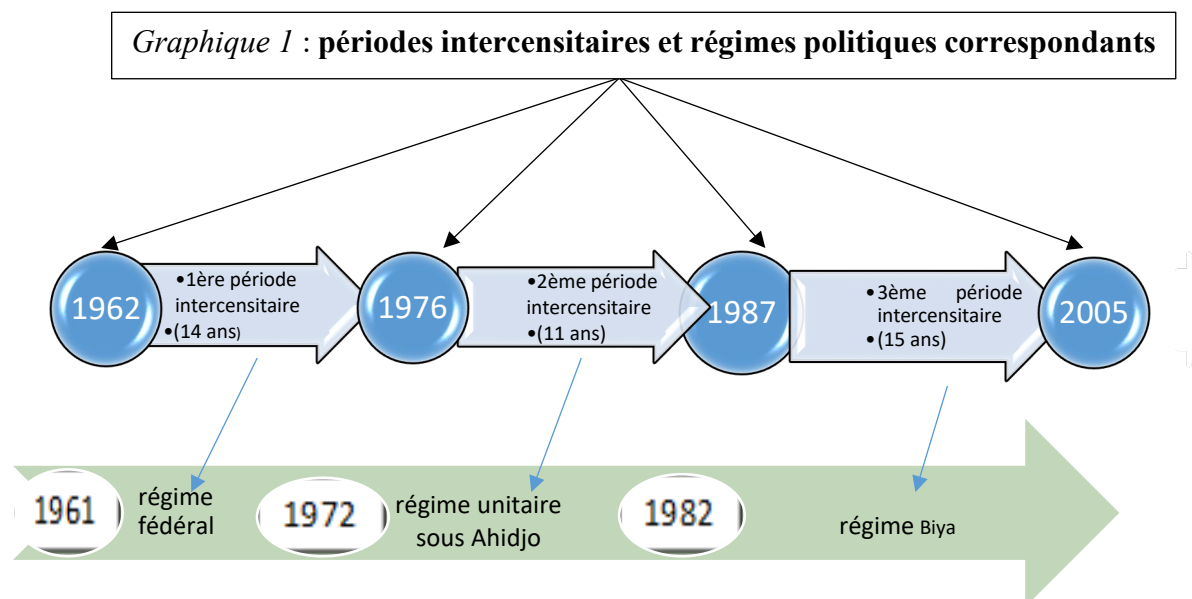
Toutefois, par rapport aux considérations de départ, la question centrale, les hypothèses de recherche et l'une des bases théoriques, le néopatrimonialisme énoncé dans la partie théorique, il est question de tester l'hypothèse du néopatrimonialisme ethnique en focalisant sur les flux de migrations de trois principales régions. La région du Nord-Ouest alors choisie en premier lieu à cause de l'origine du président Ahidjo pendant le régime fédéral. Géographiquement, elle désigne l'ensemble des provinces (transformées en régions) de l'Adamaoua, du Nord et de l'extrême-Nord. L'intérêt sera porté par la suite aux flux des régions anglophones du fait

de l'idéologie du régime unitaire. Les régions dites anglophones correspondent géographiquement à l'État fédéré occidental sous le régime fédéral. Cette partie correspond depuis le régime unitaire aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Quant au régime Biya, les flux du Sud seront examinés en raison de l'origine du président Paul Biya. Le Sud ici correspond aux départements du Dja-et-Lobo, de l'Océan et du Ntem dans la grande province Centre-Sud. Ces trois départements formaient la province, devenue la Région du Sud et dont les limites géographiques sont celles qui sont en vigueur. Le recours aux données statistiques de ces flux permettra de savoir, à chaque période intercensitaire et pour chaque région susmentionnée, combien de personnes ont migré vers la ville-capitale.

Deux étapes sont nécessaires pour y parvenir : d'abord présenter l'évolution démographique de la ville de Yaoundé par rapport au reste du pays telle que publiée par les différents recensements de la population organisés au Cameroun, respectivement en 1962, 1976, 1987 et 2005 (5,2). Ensuite, déterminer non seulement les effectifs totaux de la migration interne vers Yaoundé, mais également donner les proportions des flux de migrations venus du Nord, des régions anglophones et du Sud Cameroun en direction de Yaoundé (5,3). Cette démarche permettra, à terme, d'observer les variations des flux des trois régions par régime et de comparer, pour chaque période intercensitaire, la proportion de migrants de chaque région par rapport à l'effectif total de la population migrante.

## **5.2 Quelques données statistiques sur l'évolution démographique de la ville de Yaoundé depuis 1960**

Des publications existent sur la croissance démographique du Cameroun en général et à Yaoundé en particulier (Franqueville, 1979) ; (DEMO 87, 1993) ; (BUCREP, 2010). Elles rendent compte des effectifs de la population aussi bien dans tout le pays que dans la ville-capitale. Quelques chiffres des différentes opérations de recensement organisées en 1962, 1976, 1987 et 2005 présentés dans cette section permettent de donner une idée de la manière dont la ville de Yaoundé a changé démographiquement depuis 1960.



Source : réalisé à partir des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> RGPH

Bien que les périodes intercensitaires soient inégales, l'écart entre les différentes opérations de recensement n'empêche cependant pas de représenter l'évolution démographique de la ville de Yaoundé sous différents régimes politiques.

### 5.2.1 Population de la ville de Yaoundé selon le recensement de 1962

Organisé deux ans après l'indépendance du Cameroun oriental et un an seulement après la réunification avec le Cameroun occidental, le recensement de 1962 fut entrepris à la demande de la municipalité de Yaoundé pour ses besoins administratifs. Il a fourni un certain nombre d'informations démographiques, sociales et économiques liées au phénomène d'urbanisation de la ville à cette époque (Ngwé, 1982). On envisageait, certes de quantifier les effectifs de la population urbaine par rapport à la période coloniale, mais l'idée était surtout de maîtriser sa redistribution à l'intérieur de l'espace urbain.

Par rapport à la période étudiée, les résultats de ce recensement sont fondamentaux pour deux raisons. Premièrement, ils renseignent sur la situation démographique de Yaoundé au lendemain de l'indépendance du Cameroun. Deuxièmement, ils constituent une base de données à

partir de laquelle il est possible d'apprécier les défis d'urbanisation qui se posait déjà dans la ville de Yaoundé juste après l'indépendance du Cameroun.

Du point de vue démographique, les résultats définitifs du recensement de 1962 donnent une estimation de la population totale de Yaoundé, soit 89 970 habitants. Ce chiffre représente, en réalité, le nombre de personnes dénombrées à l'intérieur de la ville. De cette population totale, 86 871 personnes sont originaires du Cameroun contre 3 098 étrangers. Par comparaison à la période d'avant l'indépendance, la population d'origine camerounaise résident à Yaoundé est passée de 54 343 habitants en 1957 à 86 871 en 1962, ce qui représente un accroissement d'un taux annuel moyen de 9 %.

L'ensemble de la population recensée dans la ville de Yaoundé à cette époque est déployée sur une superficie totale estimée à 53, 55 km pour un taux d'urbanisation de 8, 9 % (Service de la statistique et de la mécanographie, 1963). Ces informations ont été complétées par d'autres données d'enquêtes démographiques et socio-économiques de 1964 et de 1969, ce qui permet de suivre le rythme de croissance de la population urbaine sur une durée de 7 ans après l'indépendance. Entre 1962 et 1969 par exemple, il y a eu une poussée démographique de la population camerounaise de plus en plus forte avec un accroissement annuel moyen atteignant les 10 %. Pour ce qui est de la population camerounaise de la ville de Yaoundé, on est passé de 86 871 personnes en 1962 à 159 685 en 1969, soit un accroissement annuel de 10,2 %. Ces pourcentages sont autant d'indices qui montrent qu'en moins de dix ans, la population urbaine de Yaoundé a doublé.

Par rapport à la ville de Douala, la capitale économique du Cameroun, l'effectif présent à Yaoundé est numériquement en seconde position des villes plus importantes du Cameroun (ORSTOM, 1970). Toutefois, la population présente dans la ville-capitale n'en est pas moins importante quand on songe à comparer Yaoundé aux autres villes du pays. Plusieurs études menées sur la composition démographique de Yaoundé à cette époque permettent ainsi de mieux comprendre non seulement le caractère diversifié de la population urbaine (Ze Nguele, 1972), mais également des origines régionales des uns et des autres<sup>34</sup>. Plus encore, sur le terrain, la poussée démographique se matérialise par l'extension progressive du périmètre urbain (cf.,

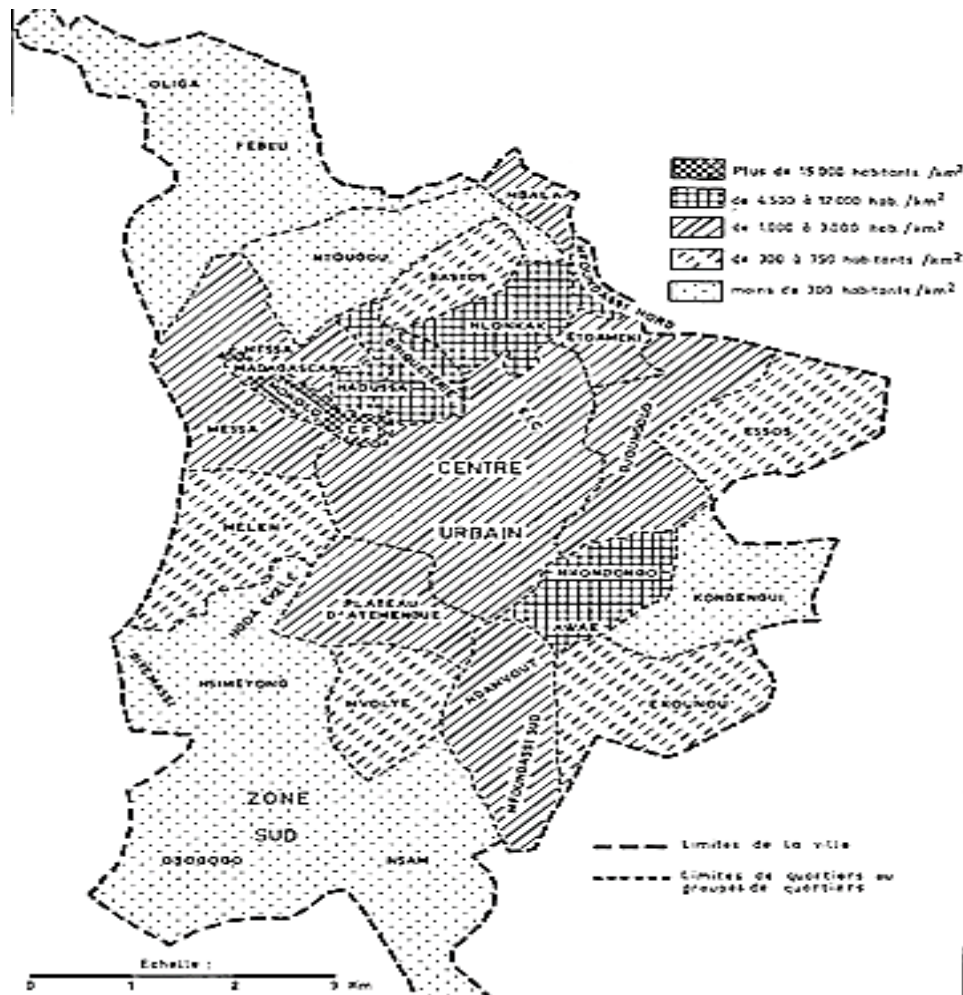
---

<sup>34</sup> D'après l'*Atlas du Cameroun* (2006), on admet l'existence de 180 groupes ethniques dans le pays. Or les chiffres des différents recensements révèlent que sept ethnies sur dix ont des représentants dans la ville-capitale (Biyong, 1970).



infra, carte 5, p. 110) et l'on peut le ressentir également sur la densité au km<sup>2</sup> (cf. infra, carte 4, p. 105 suivante).

**Carte 4 : densité de la population à Yaoundé**



Source : (Ngwé, 1982).

### 5.2.2 Le recensement de 1976 et la composition démographique de Yaoundé

À la différence du recensement de 1962 réalisé uniquement dans la ville de Yaoundé, celui de 1976 a concerné l'ensemble du territoire camerounais. Il est de ce fait le premier « Recensement général de la Population et de l'Habitat » (1<sup>er</sup> RGPH). Organisé au mois d'avril, le recensement de 1976 a fourni aux administrations publiques et autres utilisateurs, une masse d'informations détaillées et mises à jour sur un certain nombre d'aspects relatifs à la planification. La priorité était, certes de connaître la situation démographique, mais aussi de faire un inventaire des conditions de l'habitat au Cameroun. Ces informations sont nécessaires dans le

cadre de cette recherche, car elles donnent une idée assez précise sur la manière dont la population a évolué aussi bien au Cameroun en général qu'à Yaoundé en particulier, la ville-capitale jusqu'en 1976.

Au niveau national, la population totale de la République unie du Cameroun est estimée à 7 663 246 d'habitants d'après les résultats définitifs du recensement d'avril 1976. Cet effectif démographique permet aux démographes d'estimer le taux d'accroissement annuel moyen en 1976 à 2,9 % par rapport à 1962 (Franqueville, 1979). Prenant en compte aussi bien des personnes vivant en zone rurale (5 479 000 habitants) que celles des centres urbains (2 184 242 habitants), le Cameroun présentait un taux d'urbanisation de 28,5 %. L'accroissement du taux d'urbanisation jusqu'en 1976 entraîne également des conséquences sur l'évolution de la population de la ville-capitale entre 1962 et 1976.

À Yaoundé, on est passé de 89 969 en 1962 à 313 706 habitants en 1976, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 9 %. Si la population urbaine a doublé en 14 ans, Yaoundé est loin d'être la seule ville à attirer la population nationale. En comparant les données statistiques à propos du réseau urbain camerounais à cette période, on se rend compte que Douala et Yaoundé conservent leur place et se positionnent parmi les deux grandes villes du pays. Elles totalisent à elles seules 35,35 % de l'ensemble de la population urbaine du Cameroun. Avec ses 313 706 habitants en 1976, la ville de Yaoundé représente 19 % environ de la population urbaine et occupe ainsi la deuxième place après Douala. Un certain nombre d'études réalisées à propos de la composition démographique de Yaoundé soulignent, là encore, le caractère diversifié de cette population qui augmente de façon graduelle (Ngwé, 1982). D'autres enquêtes démographiques permettent de le confirmer.

### **5.2.3 Démographie urbaine de Yaoundé dans le recensement de 1987**

Le recensement de 1987 est la deuxième plus grande opération de dénombrement de la population et de l'habitat sur tout le territoire camerounais. Déroulé du 14 au 28 avril 1987, le 2<sup>e</sup> Recensement général de la Population et de l'Habitat (2<sup>e</sup> RGPH) a surtout dressé le fichier national des localités, afin de mieux évaluer les conditions de vie des ménages et de leur habitat. Très important aussi, un inventaire en ressources humaines selon des caractéristiques socio-économiques a été réalisé par unité administrative, ce qui permet de quantifier la population de la ville de Yaoundé.

Au plan national, les résultats du recensement de 1987 renseignent sur la population totale du Cameroun est estimée à 10 493 655 habitants en 1987 contre 7 663 246 en 1976, soit un taux de croissance de 2,9 % (DEMO 87, 1993). Dans cet effectif de 1987, on inventorie environ 3 969 919 personnes vivant en milieu urbain et 6 524 736 ruraux, soit un taux d'urbanisation de 37 %. Les estimations de la population urbaine permettent de représenter la proportion de la population de la ville de Yaoundé par rapport à l'ensemble de la population du Cameroun en 1987.

Dans un contexte où la population des deux plus grandes villes du Cameroun (Yaoundé et Douala) représente 38,76 % de la population urbaine en général, le poids démographique de l'une des deux villes ne peut être bien évalué qu'en termes de comparaison avec l'autre. Sur les 38,76 % que représente la population de Douala et Yaoundé en 1987, le taux d'urbanisation de Yaoundé est estimé à 17,73 % contre 21,03 % pour Douala (INS, 2013). L'interprétation de ces proportions permet de constater une situation de croissance démographique aussi bien à Yaoundé qu'à Douala. Caractérisées par la continuité et l'accélération, ces deux grandes villes se démarquent par leur taux de croissance annuelle moyenne estimé en 1987 à 6,8 % pour Yaoundé et 5,3 % pour Douala.

Au-delà de ces chiffres, il est possible d'avoir également les caractéristiques de la population de Yaoundé en 1987 par tranche d'âge (DEMO 87, 1993). Des résultats détaillés donnent des précisions par rapport au sexe et l'âge. On sait, par exemple, que 68 156 personnes des deux sexes avaient entre 30 et 39 ans, ce qui constitue la tranche d'âge la plus importante. À l'inverse, on note un décroissement rapide et de façon régulière de la population dont l'âge est situé au-delà de 40 ans. On enregistre par ailleurs 4 670 pour la tranche de 55 à 59 ans et 2 750 pour les plus de 60 ans (Ekambi, 1993).

#### **5.2.4 Données démographiques à Yaoundé d'après le recensement de 2005**

L'opération de recensement général de la population et de l'habitat de 2005 (3<sup>e</sup> RGPH) donne un certain nombre d'indications quant à la composition de la population du Cameroun en général et celle de la ville de Yaoundé en particulier. Les résultats de ce troisième recensement font état de 17 463 836 personnes dénombrées et représentant la population totale du Cameroun, dont 51 % de femmes (BUCREP, 2010). La densité moyenne de la population était de

38 habitants au km<sup>2</sup>. En se référant au rythme de croissance de cette population, on estimait à environ 20 millions d'habitants en 2010 d'après certaines projections (BUCREP, 2010).

Dans sa composition, la population du Cameroun est par jeune. Il y a davantage des personnes de 0 à 4 ans, ce qui représentait 17 % de la population totale en 2005 ; de 5 à 14 ans 27 % et seulement 5 % de personnes ont 60 ans ou plus. Les femmes de 15 à 49 ans et les hommes de 15 à 59 ans représentaient respectivement 24 % et 25 % de la population totale inégalement répartie sur le territoire national (BUCREP, 2010).

*Tableau 9 : évolution de la population du Cameroun de 1976 à 2010*

<b>Années de recensement de la population</b>	<b>1976</b>	<b>1987</b>	<b>2005</b>	<b>2010</b>
<b>Effectifs</b>	7 663 246	10 493 655	17 463 836	19 406 100
<b>Accroissement annuel moyen en %</b>	-	2,9	2,8	2,6
<b>Taux d'urbanisation en %</b>	28,6	37,8	48,7	52

Source : 3<sup>e</sup> RGP, *Population du Cameroun en 2010*, p. 3.

D'après le tableau ci-dessus, il est clair que le profil de la population du Cameroun, entre 1976 et 2010, met en évidence des enjeux démographiques importants du fait d'une la croissance démographique assez élevée. En s'appuyant sur d'autres enquêtes démographiques et des publications à propos des caractéristiques de la population, des démographes soulignent, entre autres, une forte disparité géographique, l'extrême jeunesse de la population et une urbanisation galopante (Ekambi, 1993). On comprend pourquoi 48,76 % de la population par exemple vit dans des localités urbaines en 2005. Même si les explications liées à cette urbanisation sont nombreuses, il convient d'abord d'apprécier sa proportion à partir de la définition de la notion de ville au cours des différentes opérations de recensement.

Retenu, pour la plupart, sur le critère administratif, c'est-à-dire un chef-lieu d'un district, d'un arrondissement, d'un département, d'une province ou d'une région, le nombre de villes est passé de 195 en 1976, à 208 en 1987, puis à 321 en 2005 (BUCREP, 2010). Concomitamment, l'effectif de la population urbaine pour l'ensemble du Cameroun est passé de 2 184 242 en 1976 à 3 968 919 en 1987, puis à 8 514 938 habitants en 2005. Selon le milieu de

résidence, la population urbaine du Cameroun en 2010 est de 10 091 172 habitants sur une population rurale de 9 314 928 habitants. Dans ce contexte, les deux plus grandes villes du Cameroun, notamment Douala et Yaoundé abritent, à elles seules, près de 20 % de la population totale. La proportion des personnes vivant en milieu urbain, qui était de 49 % en 2005, atteint une estimation de 52 % en 2010 (BUCREP, 2011). À Yaoundé, la ville-capitale, une augmentation de la population est aussi perceptible. Avec ses 1 817 524 habitants en 2005, Yaoundé totalisait 21,35 % de la population urbaine du Cameroun.

*Tableau 10 : évolution de la population de Yaoundé de 1962 à 2005*

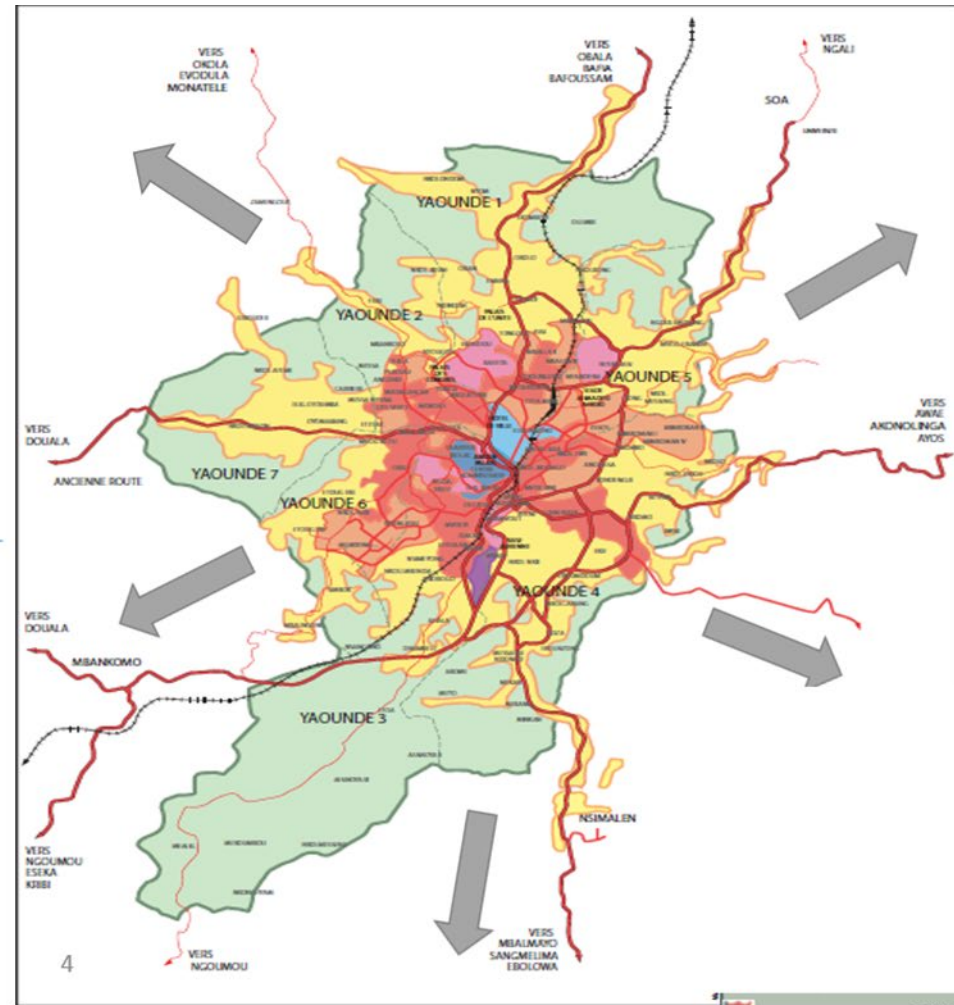
<b>Dates des différents recensements</b>	<b>Estimation de la population dans la ville de Yaoundé</b>	<b>Taux de croissance annuel</b>	<b>Superficie du périmètre urbain en ha</b>	<b>Densité</b>
<b>1962</b>	89 969	-	2 920	30, 81
<b>1976</b>	313 706	1,6	3 900	80, 43
<b>1987</b>	649 252	3,5	5 300	122, 5
<b>2005</b>	1 817 524	6,5	31 000	78, 72

Source : à partir des enquêtes démographiques à propos de la ville de Yaoundé (BUCREP, 2010).

Au-delà des statistiques relatives à la croissance démographique de Yaoundé, de 1962 à 2005, la population de la ville est multipliée par deux à la suite des opérations de recensement. Or, à en croire les démographes, tout groupe humain confronté à la mortalité ne peut pas engendrer le double de sa population en si peu de temps (Ze Nguele, 1972). De ce point de vue, l'hypothèse de l'accroissement naturel rapide de la population urbaine comme seul argument valable pour chaque période intercensitaire est à relativiser. Parmi les explications de cette évolution galopante, il y a entre autres, l'intensification de la mobilité des personnes observée au lendemain de l'indépendance.

Carte 5 : extension de la ville e Yaoundé entre 1960 et 2010

superficie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 920 ha (1962)</li> <li>• 31 000 ha (2010)</li> </ul>
population	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 89 969 (1962)</li> <li>• 2 400 000 (2010)</li> </ul>
La croissance moyenne annuelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1,6 % (1962)</li> <li>• 6,8 % (2010)</li> </ul>



Source : adapté à partir du document de planification Yaoundé 2020 Plan d'Urbanisme Directeur (CUY, 2008:34)



### 5.3 Effectifs des migrants (intercensitaires) internes dans la population de la ville de Yaoundé pendant trois périodes intercensitaires

Généralement, la mesure exacte des mouvements migratoires nécessite des enquêtes spécifiques, à passages multiples, étendues au moins sur une année (Courgeau, 1989). À défaut, on peut se contenter de mesurer la migration en tenant compte, par exemple, des données des recensements et enquêtes démographiques effectuées à un moment donné comme cela a souvent été le cas dans la plupart des pays en Afrique subsaharienne (« Occasional Paper n°11, Proceedings of a Graduate Workshop on Internal Migration, 2000 »). Dans le cas du Cameroun, l'interprétation ou l'analyse des données quantitatives en matière des migrations à l'intérieur du pays et depuis l'indépendance, s'appuie sur les résultats des recensements et enquêtes démographiques. En parcourant des questionnaires employés lors des différentes opérations de dénombrement de la population, on se rend compte qu'ils mettent en évidence quelques variables essentielles à l'étude des migrations :

- **Lieu de naissance** : Pour les personnes nées au Cameroun, il fait référence à l'arrondissement ou le district de naissance suivant le découpage administratif en vigueur.
- **Lieu de résidence habituelle** : il s'agit du lieu (arrondissement, district ou pays selon les cas) où réside habituellement l'individu. Cette variable ne concerne que les visiteurs.
- **Durée de résidence** : la durée de résidence est le nombre d'années révolues écoulées depuis l'installation de l'individu dans l'arrondissement ou le district de sa résidence actuelle.
- **Résidence antérieure** : c'est l'arrondissement, le district (secteurs urbain ou rural) où l'individu a habité (pendant au moins six mois) immédiatement avant de s'installer dans l'arrondissement ou le district de sa résidence au moment du dénombrement. Cette variable permet généralement de retracer des étapes ou itinéraires migratoires des migrants.
- **Résidence lors du dernier recensement** : C'est l'arrondissement, le district (suivant le découpage administratif en vigueur) où la personne résidait à la date du dernier recensement. Considérant le recensement de 1976 comme la première opération de dénombrement de la population nationale, on a fait intervenir cette variable en 1987 à partir du deuxième recensement général de la population et de l'habitat.

Posées sous forme questions lors des opérations de recensement, les réponses recueillies sont fondamentales. Elles constituent, pour cette recherche, des variables opératoires sur la base

desquelles il est possible de déterminer non seulement les différentes origines régionales des flux de migrations vers Yaoundé, la ville-capitale, mais également les effectifs de ceux-ci.

Dans nos analyses, en considérant le temps écoulé entre les différentes opérations de recensement au Cameroun, il a fallu retenir trois variables : le lieu de naissance, la durée de résidence et le lieu de résidence lors du dernier recensement. Si la première variable différencie, pour chaque période intercensitaire, des personnes qui résident à Yaoundé au moment du recensement, mais nées ailleurs, la variable *durée de résidence*, quant à elle, permet d'identifier :

- les migrants récents : personnes résidant à Yaoundé depuis 0-5 ans ;
- les migrants « moyenne durée » : population résidant à Yaoundé depuis 5-10 ans ;
- les migrants « longue durée » : population résidant à Yaoundé depuis 10 ans ou plus.

L'ensemble de ces trois catégories de migrants constitue ce qu'il convient d'appeler migrants intercensitaires internes.

**Tableau 11 : évolution des effectifs des migrants (intercensitaires) internes dans la population urbaine de Yaoundé entre 1962 et 2005 selon le lieu de naissance**

<b>Périodes intercensitaires</b>	<b>1962-1976</b>	<b>1976-1987</b>	<b>1987-2005</b>
<b>Population totale de la ville</b>	313 206	649 252	1 817 524
<b>Ensemble migrant interne (durée de vie)</b>	170 735	332 966	<b>965 715</b>
<b>%</b>	54,5	51,2	<b>53,1</b>
<b>Migrants (court +moyenne durée)</b>	128 793	263 063	632 749

Source : 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> RGPH.

À partir des effectifs de la population migrante présentés dans le tableau précédent, il est également important de préciser pour ces effectifs, l'origine régionale de cette sous-population selon le lieu de naissance. Pour ce faire, on doit tenir compte de trois facteurs clés qui s'appliquent à la présente recherche : d'abord, les trois régimes politiques identifiés au Cameroun depuis 1960 ; ensuite, l'une de nos bases théoriques, le néopatrimonialisme ; enfin, les hypothèses de recherche énoncées. Ces trois facteurs amènent à limiter aux flux de migrations venus du Nord (l'ensemble des régions septentrionales : l'Adamaoua, le Nord et l'extrême-

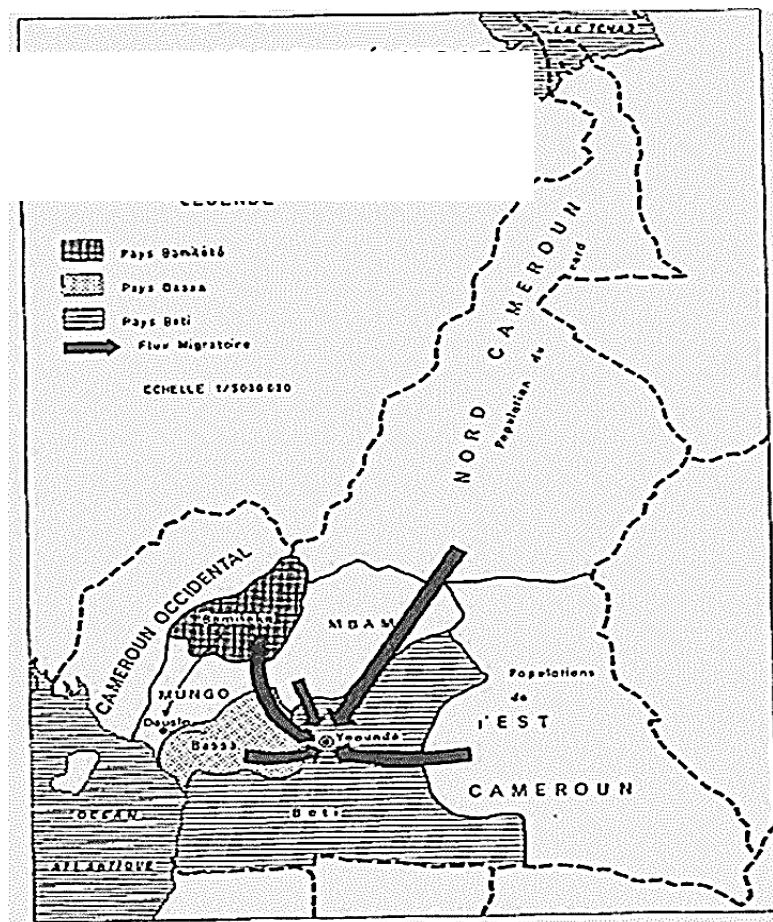


Nord), des régions anglophones (le Nord-Ouest et le Sud-Ouest Cameroun) et la région du Sud vers la ville-capitale pendant trois périodes intercensitaires suivantes : [1962-1976] ; [1976-1987] ; [1987-2005].

### 5.3.1 Tendances migratoires vers Yaoundé pendant la 1<sup>re</sup> période intercensitaire (1962-1976)

Considérant la migration interne comme un mouvement de personnes d'une région du pays à une autre, afin d'y établir une nouvelle résidence (OIM, 2011), la migration a toujours existé au Cameroun. Seulement, dès le lendemain des indépendances, on enregistre un afflux des populations rurales vers les villes y compris Yaoundé, la ville-capitale (Ze Nguele, 1972). Les résultats de la migration interne publiés lors des différents recensements peuvent aider à distinguer les migrants des non-migrants à Yaoundé de façon générale selon leur lieu de naissance et une durée de résidence supérieure à 5 ans.

*Carte 6 : mouvements des migrations internes vers Yaoundé*



Source : (Ze Nguele, 1972:1093).

Comme la plupart des villes d'Afrique subsaharienne au lendemain des indépendances, Yaoundé, la ville-capitale du Cameroun exerce une attraction migratoire assez importante. Sur un effectif de 291 071 habitants dénombrés par exemple, dans la ville de Yaoundé en 1976, 170 735 sont des migrants internes. Partis des autres régions du pays, ces courants migratoires sont sensiblement diversifiés dans la capitale comparée aux autres villes du pays. On compte moins onze départements fournisseurs des trois quarts de la population de Yaoundé.

Les personnes non migrantes recensées dans la ville de Yaoundé constituent presque la moitié de la population de la ville. Quant à la sous-population migrante, ses effectifs qui atteignent 170 735 personnes font d'elle la composante la plus importante dont la proportion se situe à 50 %. D'autres données renseignent sur les effectifs entrant et sortant des migrants. Dans l'ensemble, on relève 156 542 personnes entrant contre 127 409 sortants, soit un solde migratoire de +29 133 (cf. annexe n° 7).

Plus importants proportionnellement que les autres composantes sociales de la ville de Yaoundé, les migrants constituent 54,5 % de la population totale de la ville (Marguerat, 1986). Dans l'ensemble et au-delà des trois régions (Nord, anglophones et Sud) retenus pour cette recherche, le gros contingent de migrants internes vers la ville-capitale entre 1962 et 1976 provient des régions du Centre-Sud où se trouve la ville de Yaoundé ; de l'Ouest ; du Littoral (Mungo et Sanaga-Maritime) et du Nord, y compris l'Adamaoua. Ces migrants, une fois installés en ville, s'ajoutent aux natifs constituant ainsi l'ensemble de la population urbaine. Toutefois, la proportion de la première catégorie (migrants) dépend généralement de l'intensité des courants migratoires qu'il faut nécessairement localiser au Cameroun pendant la première période intercensitaire [1962-1976].

D'après le rapport sur le recensement de la population d'avril 1976, des courants migratoires entre Yaoundé et le reste du pays sont généralement importants, en particulier en ce qui concerne les départements contigus à la ville de Yaoundé. Dans ces échanges, certains départements fournisseurs affichent des soldes positifs, d'autres négatifs ou pratiquement nuls, en raison de l'intensité des échanges dans les deux sens. Les chiffres relatifs aux migrations toutes durées confondues indiquent que 16 000 personnes ont quitté Yaoundé pour s'établir principalement dans le département de la Lékoué, non loin de Yaoundé, contre 14 700 en sens inverse. Figurant parmi les départements bénéficiaires, la Lékoué affiche ainsi un solde migratoire positif évalué à + 1 285. C'est ce qui justifie son classement en seconde position derrière la Haute-

Sanaga qui enregistre un solde de +1 681. Le Nyong et Mfoumou, quant à lui, occupe le troisième rang des départements fournisseurs avec un solde de +1 631 migrants.

**Tableau 12 : effectifs des migrants (intercensitaires) internes vers Yaoundé selon la région d'origine (1962-1976)**

Lieu de naissance	Nord	Régions anglo-phones (Sud-Ouest & Nord-Ouest)	Sud* (Dja-et-lobo+, Ntem+ Océan)	Autres	Total
<b>Effectifs</b>	9 686	7006	12 364	141 679	<b>170 735</b>
<b>Pourcentages (%)</b>	5,6	4,2	7,2	83	<b>100</b>

\* le Sud n'existait pas en 1976 comme une province administrative. Toutefois, le contingent de migrants considérés ici comme originaires du Sud concerne les départements du Ntem, de l'Océan et du Dja-et-Lobo qui constitueront la province du Sud plus tard.

Source : (Franqueville, 1984:21) ; 1<sup>er</sup> RGPH, vol2, tome 5, Migrations internes, pp. 181-182.

Contrairement à ces départements bénéficiaires de la région du centre (mentionnés plus haut), quelques départements de la région du Sud, notamment celui du Ntem, accusent des soldes migratoires négatifs étalés dans le temps vis-à-vis de Yaoundé. D'autres par ailleurs, affichent un solde migratoire plutôt nul, certainement parce que ses ressortissants préfèrent se diriger ailleurs au détriment de la ville-capitale. C'est le cas notamment du département de l'Océan dont les échanges avec Yaoundé sont faibles. Sur 3 000 migrants, toutes durées confondues, on totalise 2800 départs contre 200 seulement en faveur de Yaoundé. Quant au Dja-et-Lobo, son solde migratoire est estimé à 372 personnes. Seulement, cet effectif reflète un volume d'échanges légèrement plus important que celui de l'Océan dans le Sud du pays, soit 4 051 migrants nets dans le sens Dja-et-Lobo contre 3 679 en sens inverse.

Par ailleurs, dans l'examen des effectifs de migrants enregistrés entre la ville de Yaoundé et la région du Nord Cameroun, il a fallu considérer le solde migratoire. Entre 1962 et 1976, la population de Yaoundé était de 83 384 personnes sur une variation positive globale de la population totale évaluée à près de 144 003 personnes (Ngwé, 1982:32). Ces différences relatives aux effectifs impliquent une variation des proportions qui est due au solde migratoire estimé à hauteur de 58 % entre 1969 et 1976. Au regard de ces statistiques, on peut s'accorder avec Ekambi que « la migration nette contribue pour plus de 50 % à la croissance de la population totale de Yaoundé ».

### **5.3.2 Effectifs des migrants internes dans la population de Yaoundé au cours de la 2<sup>e</sup> période intercensitaire [1976-1987]**

La population migrante de Yaoundé a plus que doublé entre 1976 et 1987. Au bout de onze ans, elle est passée d'un effectif de 170 735 à un effectif de 332 966 (DEMO 87). Évidemment, la population totale urbaine a connu une évolution semblable pendant la même période passant de 313 706 habitants en 1976 à 649 252 en 1987, une situation apparaissant ainsi être largement tributaire de l'évolution de la population migrante (Ekambi, 1993).

À l'observation, des chiffres de la population de Yaoundé en 1987 indiquent une supériorité numérique de la population migrante par rapport à la population non migrante. Dans la structure par sexe présentée dans diverses publications sur les résultats du recensement, le nombre de migrants de sexe masculin est supérieur aux migrants de sexe féminin (DEMO 87, 1993). On compte ainsi, pour ce qui est du rapport de masculinité, 116 hommes pour 100 femmes migrantes à Yaoundé (DEMO 87). Venant majoritairement des régions du Cameroun, il est possible de quantifier les proportions de chaque composante dans la ville de Yaoundé en 1987 en général. Toutefois, considérant les trois régions, le Nord, les provinces anglophones et le Sud du pays comme points de départ d'un côté, et Yaoundé, le point d'arrivée, de l'autre, des flux de migrations, on peut faire certaines représentations. Le tableau suivant permet de déterminer, pour la deuxième période intercensitaire, les effectifs et les proportions des flux de migration vers Yaoundé avec plus de précisions.

Quant à la population totale de la ville, le Sud vient en tête et fournit 8,5 % de la population, suivi des provinces anglophones, soit 6,9 % et enfin les provinces du Nord 5,4 % de la population totale de la ville. Ces trois régions contribuent à la croissance de la population urbaine par des proportions non négligeables qu'il faut également observer pour la troisième période intercensitaire 1987-2005.

**Tableau 13 : effectifs et pourcentages de la population migrante vers Yaoundé selon les régions d'origine pour la période intercensitaire 1976-1987**

Régions d'origine	Nord	Régions anglophones	Sud	Autres	Total
<b>Effectifs</b>	18 026	23 071	28 614	263 255	332 966
<b>Pourcentages (%)</b>	5,4	6,9	8,5	79,1	100

Source : (Demo, 87 : 131-132)

La répartition de la population migrante en fonction de la province d'origine dans la ville de Yaoundé montre des effectifs proportionnellement plus importants que d'autres. Pour les trois régions identifiées dans le tableau précédent, il est à observer que la majorité des migrants présents à Yaoundé dans le recensement de 1987 provient de la province du Sud. Celle-ci, du point de vue géographique, est d'ailleurs contiguë à la province du centre où se trouve la ville de Yaoundé. Tel ne semble pas être le cas pour les deux autres provinces éloignées. En réalité, si l'on compare la période intercensitaire précédente de celle-ci, il est clair que des migrants originaires des provinces situées bien loin de la capitale contribuent, de façon non négligeable, à la dynamique de l'urbanisation du Cameroun. C'est le cas des régions anglophones et du Nord qui enregistrent respectivement plus de 23 000 personnes pour les régions anglophones et 18 026 personnes pour les régions du Nord.

### **5.3.3 Flux de la migration vers Yaoundé au cours de la 3<sup>e</sup> période intercensitaire [1987-2005]**

Parmi les 980 325 migrants recensés à Yaoundé en 2005, 965 715 sont d'origine interne. Cependant, lorsqu'on considère chaque sexe séparément, on se rend compte que les migrants de sexe masculin sont plus importants à Yaoundé comparativement au sexe féminin. Toutefois, si l'écart est important pour les précédentes périodes, elle ne l'est pas de la même manière en 2005.

Du point de vue des effectifs de migrants, l'attractivité de la ville de Yaoundé est évidente si l'on s'en tient à la différence des effectifs entre des migrants et des non migrants. On enregistre ainsi 965 715 migrants internes contre 837 199 personnes non migrantes. À partir de ces effectifs d'ensemble et lorsqu'on considère la composition de la population totale de la ville,

on peut déterminer les effectifs des migrants partis des régions anglophones, du Nord et du Sud pour la ville-capitale. Quelques chiffres et les proportions révèlent, dans le tableau suivant, l'importance de ces contingents.

**Tableau 14: effectifs des flux de migrants vers Yaoundé selon le lieu de naissance pour la période intercensitaire 1987-2005**

Lieu de naissance	Nord	Sud-Ouest & Nord-Ouest	Sud	Autres	Total
Effectifs	74 684	92 556	81 027	717 448	965 715
Pourcentage (%)	7,7	9,6	8,4	74,3	100

**Source :** à partir des résultats du 3e RGPH, vol. II-tome 9, pp. 252-254.

Dans des échanges migratoires entre la ville de Yaoundé et les régions du Nord par exemple, l'apport des départements de la province de l'Adamaoua n'est pas à négliger. Parmi ces départements, ceux de la Bénoué et du Diamaré participent à des échanges migratoires considérables avec Yaoundé. Pour le cas des déplacements observés durant les cinq dernières années précédant les opérations de recensement de 1976, le département de l'Adamaoua a cédé 628 migrants nets à Yaoundé, dont 2 079 départs contre 1 451 arrivées (BUCREP, 2010). Dans la même période, les soldes entre Yaoundé et les départements de la Bénoué et du Diamaré sont restés inférieurs à 500 personnes.

Par contre, les mouvements entre Yaoundé et les autres départements de la province du Nord, le Logone-et-Chari, le Margui-Wandala et le Mayo Danay, sont pratiquement insignifiants<sup>35</sup>. Outre la longue distance qui sépare ces localités de Yaoundé, 1000 km environ, la liaison ferroviaire entre Yaoundé et Ngaoundéré pourrait constituer un facteur favorable aux échanges migratoires avec l'Adamaoua. Ces échanges ont d'ailleurs tendance à s'intensifier durant la période récente bien qu'ils se situent encore à un niveau relativement faible.

<sup>35</sup> Les résultats de recensement donnent quelques effectifs à travers lesquels on peut constater que la migration vers Yaoundé a concerné quelques personnes seulement (DEMO 87, 1993b).

### 5.3.4 Variation des proportions des flux migratoires intercensitaires internes des régions anglophones, du Nord et du sud vers Yaoundé

Dans la partie précédente, des effectifs de la migration vers Yaoundé pendant trois périodes intercensitaires ont été présentés. Il s'agit, dans cette section, de montrer ce que représentent proportionnellement les flux des migrations venus des trois régions identifiées. Les différentes proportions permettront d'apprécier l'ampleur des flux de chaque région par rapport à l'effectif total de la migration.

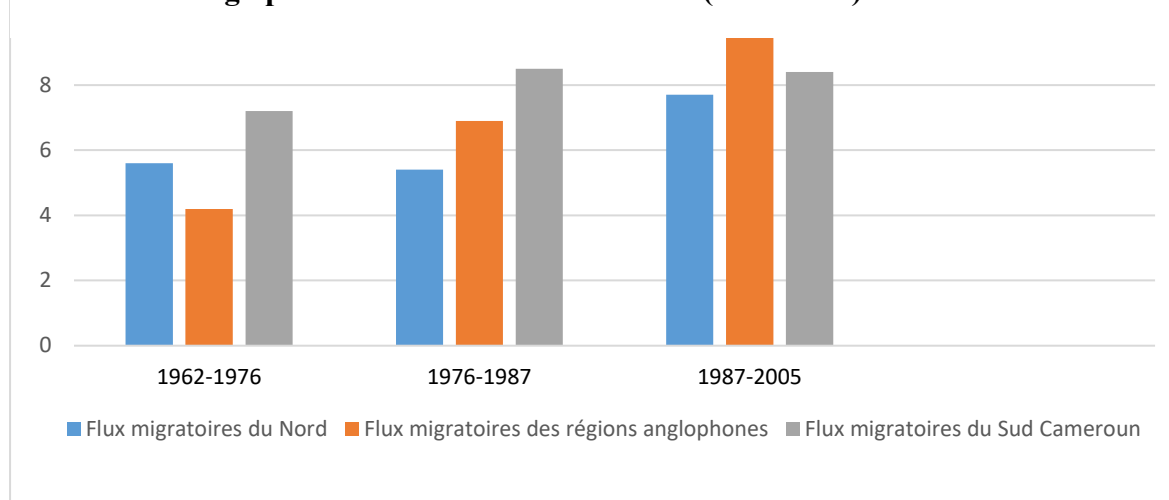
**Tableau 15 : estimation en % des proportions des migrants originaires du Nord, des régions anglophones et sud pendant trois périodes intercensitaires**

	1962-1976	1976-1987	1987-2005
<b>Nord</b>	5,6	5,4	7,7
<b>Anglophones</b>	4,2	6,9	9,6
<b>Sud</b>	7,2	8,5	8,4
<b>Population migrante</b>	54,4	51,2	53,1

**Source :** à partir des résultats des recensements et d'enquêtes démographiques à Yaoundé.

Il apparaît, pour la première période intercensitaire 1962-1976, que les flux de migration les plus importants viennent du Sud avec 7,2 %. Le Nord vient en deuxième position avec 5,6 % contre 4,2 % pour les régions anglophones.

**Graphique 2 : comparaison des proportions des flux migratoires du Nord, des régions anglophones et du Sud vers Yaoundé (1962-2005) en %**



**Source :** à partir des résultats des recensements et d'enquêtes démographiques à Yaoundé.



Si la proportion des flux de migration venus du Sud reste prédominante pendant la deuxième période intercensitaire 1976-1987, on constate cependant, une légère modification pour les deux autres : les régions anglophones arrivent en seconde position avec 6,9 % contre 5,4 % pour les flux du Nord classés cette fois en troisième position.

Quant à la troisième période intercensitaire, la tendance s'inverse au regard des proportions enregistrées : les flux de migration des régions anglophones sont plus importants et occupent le premier rang avec 9,6 % suivi des flux du Sud, 8,4 contre le Nord qui reste en troisième position avec 7,7 %.

Le graphique précédent permet de comprendre qu'il y a eu une accélération constante des flux venus des régions anglophones pour la période allant de 1976 à 2005. Pourtant, les flux venus du Nord connaissent un ralentissement en 1987. Par la suite, ils se démarquent avec une légère augmentation jusqu'en 2005. Quant aux flux venus du Sud, et malgré leur légère hausse entre 1976 et 1987, ils sont dans l'ensemble constants jusqu'en 2005.

## 5.4 Conclusion

Il était question, dans ce chapitre, de décrire le développement démographique de Yaoundé, la ville-capitale du Cameroun depuis 1960. Très importante, cette tâche a permis également de ressortir des tendances des flux migratoires venus des régions du Nord, anglophone, et du Sud du pays, afin d'en déterminer les proportions et les variations. Malgré leur abondance, les résultats présentés dans ce chapitre sont loin d'être complets. Ils sont une sélection parmi les sources statistiques disponibles. Leur exploitation a contribué à parvenir à quelques conclusions essentielles.

L'urbanisation du Cameroun est rapide dans l'ensemble. Le rythme de la croissance de la population urbaine y est particulièrement élevé. Yaoundé, dans ce contexte, est la deuxième plus grande ville du Cameroun du point de vue démographique après Douala. La population de la ville-capitale est passée de 89 969 habitants en 1962 à 1 817 524 habitants en 2005 pour un taux d'accroissement moyen annuel de 5,70 %. Pendant plus de 55 ans, cette population n'a cessé d'augmenter. C'est sans doute parce que la migration interne a été d'un apport considérable.



Quant aux proportions des flux migratoires du Nord, des régions anglophones et du sud vers Yaoundé, leurs variations n'obéissent pas nécessairement à l'hypothèse formulée plus haut. On ne saurait justifier la prédominance de flux venus d'une région donnée par l'origine régionale ou ethnique du dirigeant en place. Les effectifs et proportions des flux de migration par régions et par période intercensitaire sont plutôt neutres. Au regard de cet état de fait, on est en droit de conclure, à cette étape de la recherche, que l'hypothèse du néopatrimonialisme ethnique ne se vérifie pas pour le cas de la migration interne vers Yaoundé. D'autres facteurs pourraient mieux expliquer cette situation.

# Chapitre 6

## *Résultats d'enquête sur les facteurs explicatifs de la migration interne postcoloniale vers Yaoundé*

### 6.1 Introduction

Dans le chapitre 5 précédent, les données statistiques sur l'évolution démographique de la ville de Yaoundé ont été analysées. Des chiffres estimés, dans ce cadre, ont permis de prendre la pleine mesure de la démographie et l'ampleur des flux migratoires internes postcoloniaux vers la ville-capitale aussi bien dans leurs variations que dans leurs diversités. Dans ce chapitre, il est question de dégager les motifs de la migration qui ont le plus influencé le choix de Yaoundé, la ville-capitale. A cet effet, trois questions fondamentales ont été posées aux migrants internes lors des discussions entretiens et interviews à Yaoundé : « Quand êtes-vous venu à Yaoundé ? » ; « d'où veniez-vous ? », « pourquoi êtes-vous venu à Yaoundé ? ». Ces questions ont rendu possible la collecte d'informations qualitatives se rapportant aux motifs de la migration interne vers la ville-capitale sous chaque régime politique.

Sélectionnés selon des critères détaillés au chapitre méthodologie, une cinquantaine de migrants au total a répondu aux questions à la fois lors des discussions groupées et pendant des entretiens semi-structurés. Le tableau ci-dessous donne la répartition de personnes interviewées par régime politique et selon l'origine régionale.

Régions d'origine Des flux de migration	Régime fédéral 1961-1972	Régime unitaire sous Ahidjo 1972-1982	Régime Biya 1982-2010	TOTAL
<b>Nord</b>	<b>2</b>	4	4	17
<b>Anglophones</b>	4	<b>10</b>	6	20
<b>Sud</b>	5	6	<b>11</b>	22
<b>Total</b>	18	20	21	<b>59</b>

Source : à partir de la recherche de terrain de 2016 et 2017.

Les réponses recensées auprès des migrants lors des recherches de terrain constituent des informations qualitatives qui complètent les données statistiques déjà discutées dans le chapitre 5 précédent. La combinaison à la fois des données qualitatives et quantitatives donne des résultats sur la base desquels il est possible de tenter d'expliquer les influences relatives de la migration interne vers la ville-capitale.

Pour y parvenir, il convient d'abord de présenter les principaux motifs de la migration interne postcoloniale vers Yaoundé (6,2). Ensuite d'analyser le degré d'influence relative des idéologies politiques sur la migration interne vers la ville-capitale en discutant l'hypothèse principale (6,3). Cette façon de procéder permettra, en dernière analyse, d'apporter des éléments de réponse à la question centrale de la présente thèse.

## **6. 2 Raisons de la migration interne postcoloniale vers Yaoundé**

D'après les statistiques, les courants migratoires internes vers la ville-capitale se sont intensifiés après les indépendances. Pour essayer de comprendre cette réalité historique, il est nécessaire de prendre en compte un certain nombre de facteurs pouvant conduire à une tentative d'explication. Les données qualitatives issues des entretiens et interviews avec quelques migrants venus du Nord, des régions anglophones et du Sud Cameroun vers la ville-capitale après l'indépendance permettent de cerner les motifs ayant déterminé le choix de la ville-capitale par des migrants eux-mêmes. Des considérations à la fois économiques, non économiques et idéologiques des régimes politiques peuvent être convoquées en vue des meilleures explications.

### **6.2.1 Le développement économique**

La plupart des participants aux interviews ont suggéré au cours des entretiens l'aspect lié au développement économique de Yaoundé, comme étant la principale raison qui justifie leur choix de migrer vers la ville-capitale. Comparé aux autres villes du pays, la croissance économique dont bénéficie Yaoundé résulte de l'attention constante qui lui a été portée par différents régimes. Par des politiques urbaines de construction de Yaoundé comme ville-capitale, chaque régime politique, à travers son idéologie, prévoyait un accroissement d'infrastructures à caractères économiques (Ngwé, 1982). Il s'est agi au départ de promouvoir principalement quelques industries alimentaires ou de bois. Par la suite, on a multiplié des lieux ou des espaces de commerce appelés marchés, mais aussi élargi davantage des possibilités d'emplois

dans le secteur privé, public et parapublic. Concomitamment à sa fonction politique et administrative, il est important que Yaoundé comme capitale politique, puisse attirer aussi par son rayonnement économique. Les informations recueillies lors des entretiens avec des migrants permettent de catégoriser les raisons économiques autour des industries, des espaces de commerce ou marchés et des emplois dans le secteur privé, public et parapublic.

L'analyse des témoignages des migrants venus dans la ville-capitale avant le régime unitaire par exemple, révèle que Yaoundé comme ville-capitale a constamment attiré surtout pour ses industries de bois et alimentaires. La littérature rapporte que la mise en place des premières industries alimentaires et du bois, amorcées avant 1960 a continué après l'indépendance. Les efforts de revalorisation de quelques-unes et surtout la création d'autres par les régimes postcoloniaux ne sont pas restés sans conséquence. La migration économique qui s'est mise en place à cette époque a souvent été le fait de la présence des compagnies bien connue dans la ville. C'est le cas, par exemple, de la scierie *Coron*, appartenant à l'industriel français venu depuis la période coloniale. Ses services consistaient essentiellement à transformer des grumes de bois en produits élaborés. Quelques établissements grecs méritent aussi d'être mentionnés : *Kyriakides*, célèbre dans la commercialisation et des exportations du cacao, du café ou encore des noix de palme. De nombreuses industries alimentaires prospéraient également dans la ville et assuraient le ravitaillement la ville et les régions environnantes. Parmi elles, des boulangeries grecques célèbres pour la qualité de leur pâtisserie : *Calafatas*, *Accropole*, Boulangerie française et bien d'autres. Toutes ces entreprises ont contribué à la floraison de l'activité économique à Yaoundé tout en renforçant son attractivité. Plusieurs migrants venaient ainsi dans l'espoir de bénéficier des emplois que la ville-capitale pouvait offrir.

Des réponses concordantes des migrants venus à Yaoundé sous différents régimes confirment l'attractivité économique de la ville-capitale. C'est ce qu'illustre l'exemple d'un migrant (n° 1) originaire de Yagoua dans l'extrême-Nord, est venu à Yaoundé pendant le régime fédéral. Il décrit les circonstances de son arrivée à Yaoundé en 1970.

*« Je suis venu à Yaoundé pour travailler à la SODECAO grâce à mon cousin qui travaillait déjà dans la même compagnie. Il avait envoyé la nouvelle au village que son patron recherchait des personnes physique-*

*ment fortes pour travailler. Il pensait que j'étais la personne la plus indiquée parce que je parlais un peu français... Avec l'accord de ma mère, je suis venu à Yaoundé retrouver mon cousin qui m'a alors conduit deux jours après chez son patron, c'était un Blanc... Après un échange de quelques minutes avec le Blanc.... Il m'a demandé de commencer le travail le lendemain. Comme mes autres frères, je portais les sacs et on était bien payé. On était nombreux qui venions du Nord. Les patrons nous aimaient parce que nous, on n'était pas compliqué... » (Anonyme, 2017).*

Si elle s'est appuyée sur la solidarité des membres d'un groupe ethnique, l'enquête insiste surtout sur l'assurance d'un emploi dans une compagnie d'achat et de la vente du cacao basée à Yaoundé. Cet exemple illustre bien l'influence que le développement de Yaoundé a eu sur la migration économique depuis le régime fédéral ; mais il ne suffit pas à cerner l'ensemble des raisons économiques ayant déterminé le choix de la ville-capitale sous différents régimes. Si d'autres enquêtes évoquent des motifs analogues, le cas d'un autre migrant (n ° 2), âgé de 61 ans, originaire de la Lékié dans la région du Centre-Sud, semble différent. Arrivé à Yaoundé en 1978 à l'âge de 21 ans, sa décision d'entreprendre le commerce des produits vivriers à Yaoundé et déjà prise avant de quitter son village. Dans un premier temps, il venait sporadiquement à Yaoundé écouler sa marchandise dans un marché périodique. Lorsque l'autorisation officielle de ce marché par l'administration urbaine fut effective, il pouvait alors fonctionner à plein temps. Cette officialisation fut, pour le jeune commerçant, l'opportunité rêvée et il décida de s'installer définitivement à Yaoundé.

*« Je suis venu à Yaoundé parce que j'ai eu une opportunité au marché du Mfoundi. Avant, je vivais avec ma grand-mère au village, elle était cultivatrice et, elle m'envoyait souvent vendre les produits de ses récoltes à Yaoundé : le plantain, du macabo... je venais une ou deux fois par mois à Mfoundi qui était alors un marché périodique. Finalement, lorsque la reconnaissance du marché a été officielle par la commune urbaine, j'ai décidé de continuer dans cette activité que je trouvais rentable. C'est alors que j'ai réservé mon propre emplacement, et décidé de m'installer définitivement à Yaoundé.... Plusieurs autres jeunes des villages voisins m'ont*

*suivi par la suite. Je les aidais à mon tour à trouver des emplacements pour leurs comptoirs... », (Anonyme, 2017).*

À l'image d'autres cas rencontrés sur le terrain, le dernier exemple indique la création des marchés dans la ville de Yaoundé comme facteur d'attraction de la migration économique. Considérés ici comme un lieu de commerce ouvert au public et généralement à ciel ouvert, des marchés occupent des espaces à l'intérieur desquels l'on retrouve, à jours fixes, des commerçants fixes ou ambulants (Larousse, 2014). Ceux-ci y vendent habituellement des produits alimentaires, manufacturés et articles divers. Si les marchés sont généralement créés spontanément le jour comme la nuit, en bordure de route ou dans des abris improvisés à Yaoundé, le processus de reconnaissance de ces espaces commerciaux par l'administration urbaine a entraîné des migrations économiques. Dans une étude menée sur l'urbanisation accélérée et la politique de mise en place d'un plus grand nombre d'espaces commerciales à Yaoundé, Ebaï Enow Oben et Ngala Ndi (2014) montrent le rôle des marchés dans la croissance de la population urbaine. Le rapport entre les résultats de leurs enquêtes et la recherche sur la migration pousse à un constat : les marchés, tels qu'ils sont créés dans les villes africaines, « constituent les principales portes d'intégration des populations dans l'économie urbaine » (Ebaï et al., 2014). Cette analyse ainsi que l'exemple cité plus haut donnent à la présente recherche l'occasion de faire un commentaire critique sur des circonstances opportunes qu'offrent les marchés aux migrants.

En faisant un rapprochement entre l'urbanisation rapide non maîtrisée et la croissance des marchés non planifiés à Yaoundé, on pourrait penser, à priori, que la création de marchés a généralement été assez proportionnelle au processus d'urbanisation de Yaoundé comme ville-capitale. Tout se passe comme si le rythme d'évolution de la population urbaine a toujours suivi le processus de mise en place des marchés. Or, en revisitant les missions assignées à l'administration urbaine locale, on se rend compte que la création de marchés obéit, au départ, à la politique de planification et de l'aménagement des équipements du périmètre urbanisé. Par la suite, à cause de l'attraction qu'exerce le secteur économique, la ville a stimulé la production informelle des marchés que l'administration entreprend de confirmer progressivement ou les détruit tout simplement. En revisitant les circonstances de création de certains marchés à Yaoundé par régime politique, on trouve quelques exemples qui permettent de le comprendre.

En 1965, sous le régime fédéral, on compte trois marchés permanents (Marché central, Mokolo et Mvog Mbi) et trois marchés périodiques (Nkol — Eton, Melen et Mvolye). En 1973 sous le régime unitaire sous Ahidjo, d'autres marchés importants sont créés, notamment à Nkol — Eton, à Mvog Ada et à Melen. Au cours de la même période, les marchés de Madagascar, de Dakar, de Jamot, de Ngoa — Ekele et de Mvolye émergent, mais semblent moins important, du point de vue des transactions (Franqueville, 1976). Créés quelques années avant, les marchés d'Essos, Central, Mfoundi, Mokolo, Mvog Mbi, Mvog Ada, et Nkol — Eton ont été revalorisés dans des années 2000 sous le régime Biya. À l'inverse, d'autres marchés étaient détruits : cas des marchés de Ngoa-Ekele, de Melen et de Mvolye (Ebai et al., 2014).

À l'observation, la création officielle des marchés a généralement consisté à légaliser soit un marché périodique, soit un marché informel déjà existant. Dans un cas comme dans l'autre, il est important de comprendre à quel point les activités économiques développées dans la plupart des marchés à Yaoundé sont devenues importantes dans le temps. Si des migrants sont ceux qui initient ces commerces, des témoignages de certains migrants permettent de le comprendre. Lorsqu'ils s'installent en ville, les migrants s'organisent en petits groupes et entreprennent des activités commerciales dans des espaces généralement inappropriés. Au fur et à mesure que les migrations s'intensifient vers la ville, la population urbaine augmente. En même temps, la demande devient importante poussant certains à multiplier la production informelle dans les secteurs de l'artisanat, de l'industrie, du commerce et des services divers. Ces activités sont ainsi perçues par les populations de l'arrière-pays comme un moyen facile de gagner davantage en ville. C'est l'une des raisons pour lesquelles les villes ont toujours attiré les populations environnantes et d'autres régions du pays.

En plus de la création des marchés dans la ville de Yaoundé, la présence des administrations publiques et parapubliques peut également expliquer la migration interne vers Yaoundé. Si l'importance de l'écart des revenus entre la ville et la campagne est souvent évoquée pour expliquer théoriquement l'exode rural, c'est entre autres, parce que la ville apparaît aux yeux du migrant comme un lieu où il peut améliorer ses revenus (Todaro, 1969). René Dumont abonde dans le même sens lorsqu'il affirme que « *le progrès économique appelle un exode rural de vitesse contrôlé seulement dans la mesure où il aboutit, en ville, à l'obtention d'un emploi productif : mais non pour la fonction de chômeur et de parasite des bidonvilles* »

(Dumont, 1962:54). Dans le cas de Yaoundé, la ville-capitale du Cameroun, le migrant mise sur la recherche d'emploi dans une administration publique ou parapublique.

D'après les données d'enquêtes, il est clair que la concentration des administrations et l'intensification des services publics, en matière de développement urbain, attirent davantage des migrants internes vers Yaoundé. Deux catégories de migrants sont à considérer à ce niveau : d'abord des fonctionnaires et agents de l'État qui demandent régulièrement des affectations à Yaoundé pour des raisons diverses, mais surtout pour les ambitions de progression dans la carrière. D'un autre côté, de jeunes diplômés nantis d'une qualification s'y installent dans l'espoir d'être enrôlés dans l'une des administrations publiques à Yaoundé.

La multiplication des ministères et autres services publics depuis 1960 d'une part, et la propagation des politiques de promotions sociales d'autre part, projettent généralement dans la pensée de cette catégorie de migrants une image miroitante de la ville-capitale. C'est le lieu idéal où l'on peut facilement intégrer la fonction publique. De ce point de vue, de jeunes diplômés migrent vers la Capitale avec la conviction d'accroître leurs chances d'intégrer une administration publique de quelques manières que ce soit. Le témoignage du migrant n° 3, titulaire d'un *Bachelor* en Art (BA), arrivé à Yaoundé en mai 1998 à l'âge de 31 ans et originaire de la région du Sud-Ouest, renseigne sur ses motivations qui ont favorisé la migration et la raison du choix de Yaoundé :

*« Lorsque j'entrais à l'université de Buea à l'époque, je n'avais qu'une idée en tête, faire mes études et aller le plus loin possible. Malheureusement, un an après mon BA, mon papa décède. Mes cadets, encore à des niveaux d'études inférieurs, ne pouvaient pas aller plus loin si je continuais moi aussi... En tant qu'aîné, je décide d'abandonner des études pour faire des concours. Pour cela, il fallait que je vienne à Yaoundé parce que c'est ici qu'il y avait toutes les granges-écoles... plein d'opportunités, je me disais que je pouvais facilement avoir plus d'informations sur les concours lancés, des recrutements et offres d'emploi divers [...]. Au départ, j'ai fait plein de petits boulots deux ans plus tard, j'ai eu le concours d'entrée l'école des infirmiers diplômés d'État. Et depuis je travaille comme*



*infirmier.... Avec ce travail, j'ai pu m'installer définitivement chez moi à Yaoundé », (Anonyme, 2017).*

Au-delà de cet exemple, les témoignages recueillis sur le terrain évoquent généralement les mêmes raisons lorsqu'on les observe dans le temps. Qu'on ait eu un bon niveau d'étude ou non, qualifiée ou pas, l'ampleur de ce type de migration a tenu compte d'un certain nombre de considérations. Il s'agit des aspects liés, non seulement à la situation économique ou politique des régions d'origines, mais également à la situation précaire brusque dans laquelle plonge une famille du fait de la perte d'un parent. La conviction d'améliorer les conditions de vie à destination apparaît dans la philosophie des partants, comme la seule chance pour son mieux-être. Il s'agit là des questions qui sont au cœur des motivations économiques et de nature à expliquer la résurgence de certains flux migratoires vers la ville-capitale.

Ainsi, les résultats de terrain de la présente recherche corroborent certains arguments des théories économiques. Dans un premier temps, l'on retrouve des cas conformes à la description du « différentiel de revenu » défendu par Todaro (1969) et repris par Krieger (2004) lorsqu'il évoque la quête des rémunérations plus élevées à destination. D'autres témoignages rendent compte de la quête de meilleures conditions de travail ou encore des convenances de profession comme étant d'importantes motivations pour une « émigration potentielle effective » (Lerch & Piguet, 2005:10).

### **6.2.2 L'éducation et la santé : deux motifs de la migration non économique**

Les données qualitatives issues de la recherche de terrain à Yaoundé montrent que la quête de l'éducation de qualité au niveau supérieur et les meilleurs soins de santé ont pesé de leur poids dans la migration interne postcoloniale au Cameroun. Regroupées parmi des facteurs non économiques, la santé et l'éducation semblent avoir prévalu dans la prise de décision des partants et dans le choix de Yaoundé. En confrontant des témoignages des migrants et les réalisations de certaines politiques publiques dans la capitale politique, il est possible de suggérer quelques analyses qui permettront, à terme, de comprendre en quoi ces facteurs justifient le choix de la ville-capitale par des migrants eux-mêmes.

En ce qui concerne l'éducation, les raisons évoquées par les migrants rencontrés se rapportent aussi bien à la dynamique de scolarisation amorcée dès 1960 qu'à la mise en place

d'infrastructures scolaires à Yaoundé. En effet, le Cameroun, dès son accession à l'indépendance, adopte une politique éducative basée sur la formation accélérée des jeunes. Cette politique semble conforme à l'idée défendue par la plupart des pays africains dont les ministres de l'Éducation nationale, y compris celui du Cameroun, définissent les contours lors d'une conférence tenue à Addis Abeba en 1960. À l'issue de ces assises, le Cameroun approuve la résolution sur la scolarisation complète et totale avant 1980. Les autorités entendent ainsi déployer le réseau scolaire sur l'étendue du territoire national selon les niveaux, les spécialités et les cycles d'enseignement. Très ambitieux, le projet dans sa réalisation prévoit, non seulement de doter l'ensemble des régions du pays des établissements scolaires, mais également adapter la formation des jeunes camerounais à la production des cadres selon les exigences sociopolitiques de l'époque. Dans ce déploiement, les villes de Yaoundé et Douala, nous dit Ngwé, sont « des pôles privilégiés de forte scolarisation en raison de la concentration des équipements dans les centres urbains » (Ngwé, 1982:135).

Dans la perspective de mise en place des infrastructures scolaires dans la ville de Yaoundé, on a tenu compte de quatre niveaux d'enseignement : la maternelle, le primaire, le secondaire et le supérieur. Si des efforts sont faits dans le sens de minimiser la différence entre le nombre d'établissements scolaires primaires et secondaires recensés dans la ville de Yaoundé par rapport au reste du pays, il est évident, du point de vue de la formation universitaire, que l'essentiel des établissements de l'enseignement supérieur sous le régime fédéral et unitaire se trouvait à Yaoundé. Le pays disposait alors d'une université fédérale d'une capacité de 2196 étudiants au départ et des écoles de formation supérieures aboutissant à une spécialisation. Leur capacité d'accueil permettait d'enrôler des apprenants venus de tout le pays. C'est le cas de l'École Militaire Inter armée (EMIA) d'une capacité d'accueil de 60 personnes au moment de sa création (Essome Mbenda, 2018), de l'École supérieure d'Agriculture avec 56 personnes ou encore de l'École Normale Supérieure pouvant accueillir 250 apprenants camerounais (Bwele, 1981). Progressivement, d'autres structures ont vu le jour, si bien qu'en 2010 sous le régime Biya, Yaoundé comptait deux Universités d'état auxquelles étaient rattachés des instituts de formation spécialisés. Plusieurs établissements privés prolifèrent et proposent des formations professionnelles, augmentant par la même occasion, l'attractivité de la ville-capitale.

Pour des besoins de proximité à la formation, de nombreux jeunes se déplacent des régions éloignées et moins scolarisées pour la ville-capitale. Évidemment, ces déplacements

ne font pas d'eux, à priori, des migrants ; mais après les données statistiques, il ressort qu'environ 65 % des participants, essentiellement des jeunes, venus pour des études à Yaoundé ne rentrent plus une fois la formation terminée (INS, 2013). Ce changement d'intention s'accompagne généralement des manières de faire qui s'observent à travers l'achat d'un lopin de terre à des fins de se construire une maison. Venue initialement pour des études, cette installation définitive, à Yaoundé, leur confère finalement le statut de migrant qui peut être catégorisé selon le temps écoulé. Parmi des migrants interrogés à Yaoundé, une bonne partie justifie leur changement de résidence des régions du pays vers la ville-capitale par la présence des grandes écoles. Le migrant n° 4, originaire du Nord déclare à cet effet :

*« Je suis arrivé à Yaoundé en 1990 pour mes études à l'université de Yaoundé I. Je me suis inscrit en philosophie puis je suis entré à l'École Nationale d'Administration et de la Magistrature (ENAM). À ma sortie, j'ai décidé de m'installer définitivement à Yaoundé. J'ai acheté du terrain ici à Odza et j'ai construit ma maison telle que vous la voyez... », (Anonyme, 2017).*

Un autre migrant (n° 5), âgé de 65 ans, rencontré au quartier Simbock à Yaoundé, originaire du Nord-Ouest a procédé de la même manière. Venu avec sa famille à Yaoundé en 1978 sous le régime unitaire, il évoque les raisons scolaires comme prioritaires à sa prise de décision et relève, cependant, un aspect qualitatif de l'éducation qu'il recherchait pour sa progéniture à Yaoundé.

*« ... j'avais toujours souhaité que mes enfants parlent le français et l'anglais. Or à l'époque, c'est seulement à Yaoundé qu'on était sûr de trouver des établissements bilingues. Comme agent de l'État, j'ai donc demandé l'affectation à Yaoundé en 1977. ... C'est comme ça que je suis venu ici avec ma femme et mes trois enfants que j'ai inscrits au collège bilingue d'application. Ils avaient ainsi l'opportunité de poursuivre leurs études dans les deux langues officielles : le français et l'anglais.... En 1995, j'ai eu la chance d'acheter le terrain ici à Simbock et j'ai construit ma maison comme vous voyez-là. Je suis à l'aise à Yaoundé », (Anonyme, 2017).*

Lorsqu'on analyse les propos des migrants qui ont fait allusion à l'usage de l'anglais et du français comme langues officielles d'enseignement dans des écoles à Yaoundé, chacun de leur témoignage laisse entrevoir non seulement l'apport du bilinguisme dans le système éducatif camerounais, mais également son rôle dans la migration scolaire. Recommandée dans l'administration, l'utilisation du français et de l'anglais dans le système éducatif, à la suite de la réunification des deux Cameroun (occidental et oriental) a donné naissance à un bilinguisme qui devait s'appliquer également au sein des institutions scolaires à Yaoundé. Il a conduit surtout à l'adoption de deux sous-systèmes éducatifs : anglo-saxon et francophone, dont la cohabitation à Yaoundé est à l'origine de la création d'établissements scolaires mixtes et spécialisés.

L'impact du bilinguisme dans le système éducatif camerounais par rapport à la migration interne vers Yaoundé amène à se rendre compte, dans l'ensemble, qu'il s'agit de la manière dont les uns et les autres s'accommodent à la nouveauté. Au-delà des écoles d'enseignement maternel, primaire et secondaire bilingues, il est aussi créé, au niveau supérieur, une université fédérale, le seul établissement supérieur bilingue où l'usage de l'anglais et du français comme langue d'enseignement est obligatoire. Ouverts aux jeunes venus de toute l'étendue du territoire national, ces établissements publics ou privés sont à l'origine de plusieurs migrations venues des régions francophones et anglophones vers la ville-capitale. Ainsi, attiré par la présence en quantité et en qualité du système éducatif, des établissements bilingues semblent avoir certes attiré des migrants dans la ville-capitale, mais ils ont également favorisé la cohabitation et le vivre-ensemble dans la perspective de l'idéologie de l'unité nationale.

Le second indicateur justificatif de la migration non économique vers Yaoundé comme ville-capitale après l'indépendance concerne la recherche des meilleurs soins de santé. En effet, parmi les migrants venus à Yaoundé sous différents régimes politiques, 25 % de migrants interrogés déclarent avoir migré à Yaoundé pour des raisons de santé. Alors que certaines recherches faites dans les années 1980 évoquent une insuffisance de l'offre en matière sanitaire à Yaoundé, d'autres à l'instar des première, deuxième et troisième enquêtes camerounaises auprès des ménages (ECAM 1997, 2002 et 2008) donnent plus des détails en la matière jusque dans les années 2000 (INS, 2008). Même si l'on relève une inégalité dans la répartition des services de santé sur l'étendue du territoire, toutes ces recherches s'accordent néanmoins, sur un aspect important : du point de vue des infrastructures, Yaoundé se positionne en tête parmi les villes où les hôpitaux ont été dotés d'un plateau technique sophistiqué par rapport au reste

du pays (Ngwé, 1982). Observée sous différents régimes, la santé apparaît comme un secteur qui reste certes à la traîne dans la réalisation des politiques publiques au Cameroun, mais dont les efforts faits sont présentés par des migrants comme l'un des motifs les plus déterminants de la migration interne vers Yaoundé. Comment comprendre cette contradiction ?

Comme il a déjà été démontré, sous différents régimes, un certain nombre de politiques publiques a été conçu pour la ville-capitale et plusieurs, parmi elles, prévoyaient la réalisation d'infrastructures pour améliorer l'offre dans le domaine de la santé. La réalisation de quelques-unes explique la multiplication des services de santé formels à Yaoundé, notamment des dispensaires, des centres de santé et des hôpitaux de référence. S'il est vrai que ces structures, en raison de leur style architectural, ont contribué à la modernisation de l'espace urbain ou de l'environnement bâti, il y a fondamentalement la question de la qualité des services offerts que les migrants rencontrés qualifient de meilleurs en comparaison aux soins proposés dans l'arrière-pays. C'est ce que le migrant n° 6 veut faire entendre lorsqu'il déclare :

*« J'étais en fonction à Bertoua dans l'Est-Cameroun lorsque mon épouse est tombée malade. Elle souffrait alors d'une XXXXX. À cette époque, il fallait venir à Yaoundé chaque mois rencontrer un médecin au CHU. Ça devenait coûteux pour nous. Au bout de quelque temps, on a décidé de venir une fois ici parce que ça devait nous permettre d'être à côté et de suivre les soins... malheureusement, elle est décédée cinq ans plus tard, mais depuis que je suis à la retraite, je suis hypertendu et je dois faire régulièrement mon contrôle. Mon état de santé ne me permet pas d'aller vivre au village » (Anonyme, 2017)*

Plusieurs autres politiques publiques en matière de santé visant à doter chaque région du pays d'au moins un hôpital de référence sont certes à pied d'œuvre, mais en attendant leur achèvement, il est évident que certaines pathologies, jusqu'au moment de la présente étude, ne pouvaient se traiter qu'à Yaoundé. C'est du moins ce que l'on peut retenir des témoignages des migrants enquêtés. En réalité, l'implication d'un développement d'infrastructures de santé orienté vers la capitale, depuis l'indépendance, est aussi à l'origine de la migration de nombreuses familles vers Yaoundé. Les entretiens menés avec des migrants en général montrent que le choix de Yaoundé, pour des raisons de santé, semble évident. Seulement, dans le contexte

camerounais, l'analyse selon le standard de vie dans ce type de migration permet d'entrevoir l'influence financière sur les couches sociales en proie à la migration sanitaire.

Considérant les nombreuses contraintes financières qui pèsent sur la santé des plus démunis et qui réduisent la migration sanitaire, il est pour ainsi dire, impossible aux populations pauvres atteintes de pathologies graves de changer de résidence pour s'installer définitivement à Yaoundé. Seuls les « non-pauvres », lorsqu'ils ne peuvent se faire traiter dans des centres de santé régionaux, migrent aisément vers la ville-capitale et certains s'y installent à durée indéterminée. Ceux-là se regroupent parmi des familles où les membres sont atteints des maladies héréditaires. Toutefois, dans le cas des personnes d'un niveau de vie intermédiaire, seule une infime partie peut s'offrir le luxe de migrer vers la ville-capitale pour des raisons de santé. Généralement, lorsqu'une évacuation sanitaire est inévitable, un cas sur dix s'installe pour une durée plus ou moins longue, à condition d'avoir un membre de famille qui l'accueillerait à destination. Ce dernier cas a été remarqué essentiellement pour des ressortissants de la région du Sud aussi à cause de la distance moins longue pour atteindre Yaoundé.

### 6.2.3 La famille

Outre l'éducation et la santé, la famille joue également à plusieurs égards un rôle prépondérant dans la migration interne postcoloniale vers la ville-capitale. D'abord, l'entretien des liens familiaux ensuite l'accueil proprement dit (Mey, 1975). L'analyse des réponses des migrants interrogés laisse entrevoir des liens de solidarité comme l'un des facteurs qui déterminent le choix de la ville-capitale. Entretenus entre ses membres, l'influence que la solidarité familiale exerce sur la prise de décision et le choix de Yaoundé comme destination finale dépendent des sollicitations diverses. Plusieurs cas liés aux influences de la solidarité familiale ont été identifiés parmi les réponses de nos participants. L'exemple du migrant (n° 7) de 35 ans et originaire du Nord illustre bien le choix orienté de sa migration vers Yaoundé en 2002, du fait de sa sollicitation comme gardien de nuit chez un particulier dans la ville-capitale. C'était par l'intermédiaire de son cousin déjà installé à Yaoundé.

*« [...] moi je ne connaissais pas Yaoundé. C'est mon frère qui vivait ici-là, il est gendarme..., c'est lui qui m'a aidé à venir ici. Il est venu nous rendre visite au village [...]. C'est pendant ce séjour-là qu'il a dit à mon père, que son patron veut quelqu'un pour garder sa maison quoi... voilà !,*

*c'est de cette manière que je suis venu à Yaoundé avec lui. Depuis que je suis arrivé j'habite dans la petite chambre dehors et je garde la maison du patron : j'assure l'entretien de la cour, je lave la voiture, je fais tout quoi.... C'est mon travail que je fais depuis et je suis bien, je ne paie pas la maison et il me donne tout et aussi l'arzent (sic) [l'argent] ..... », (Anonyme, 2017).*

S'il est d'usage de faire venir des personnes en ville pour assurer la sécurité chez des particuliers, c'est bien évidemment par l'intermédiaire d'une parenté généralement déjà installée en ville. Celui-ci utilise son réseau de connaissances et multiplie des mécanismes pouvant aboutir à la migration d'une parenté (Locoh, 1989). Ce type de migration n'est pas sans rappeler celui qui existe dans un regroupement familial où un partenaire est appelé à rejoindre son conjoint. C'est le cas d'une migrante (**n° 8**) de 53 ans, originaire du Sud-Ouest anglophone. Rencontrée au quartier Obili, elle évoque d'autres circonstances où la solidarité familiale a prévalu dans le choix de Yaoundé. Originaire du Sud-ouest, l'une des régions anglophones du Cameroun, elle évoque le regroupement familial comme motif de sa venue à Yaoundé en 1989.

*« Venir à Yaoundé !... [rire] ... c'était pour retrouver mon mari. Il est venu se chercher, et moi je suis resté chez mes parents parce qu'il a promis de revenir me chercher avec nos deux enfants dès que sa situation s'améliore. Ce n'était pas facile d'attendre trois ans après qu'il ait obtenu un emploi stable, il nous a fait venir ici et depuis nous sommes ensemble » (Anonyme, 2017).*

Que ce soit dans le cadre de la reconstitution du noyau familial à Yaoundé ou des multiples sollicitations vis-à-vis des membres restés en région de départ, les deux exemples précédents montrent que le choix de la ville-capitale reste tributaire de la présence préalable d'un membre de la famille qui y est en place. Ce (s) dernier(s) semble (ent), de ce point de vue, influent dans le choix de destination. À Yaoundé, les migrants rencontrés évoquent l'importance des rapports restreints entre les membres de la famille proche : l'époux/père, l'épouse/mère, les enfants d'une part, et la famille élargie, dont les parentés ou tout autre lien auxquels l'on se sent lié les uns aux autres d'autre part. Une migrante (**n° 9**) du Sud raconte :

*« Bon.. hmmm....[rire] ..., il y a ma cousine ici qui venait d'accoucher, éh.. Elle m'a appelé [téléphoné] au village. Elle m'a dit que comme elle a accouché, elle devait retourner au travail [quelque temps] après son accouchement eh elle compte sur moi pour venir rester avec le bébé comme elle et son mari sortent tous les matins. Comme ça, si je suis d'accord, elle m'envoie l'argent de transport pour venir l'aider à avec son enfant. ... Ah ! ça tombait même bien que je n'avais rien à faire au village eh... sa mère m'avait déjà aussi dit que.... XX... veut que je vienne à Yaoundé pour ça. C'est vrai aussi que le village me fatiguait même déjà [...], donc quand elle m'a appelé, j'ai dit oui et je suis venu [...]. », Anonyme, 2017).*

Qu'ils soient proches ou éloignés, les liens familiaux, selon les réponses de nos participants, ont été déterminants selon le moyen de communication mis à leur disposition. Du déplacement physique pour aller chercher un membre de famille au simple appel téléphonique, il ressort un moyen de communication qui facilite à chaque fois et selon les époques, la venue d'un migrant en ville. À ce niveau, au Cameroun, une évolution apparaît, notamment avec l'avènement du téléphone portable dans des années 2000 et l'accessibilité facile à Internet. Ces deux outils de communication incontournable, étudiés de manière approfondie, pourraient déterminer le degré d'influence des différents moyens de communication virtuelle sur la migration interne. Dans l'état actuel des recherches, nos enquêtes confirment le caractère continu et constant des rapports privilégiés que les migrants en ville entretiennent avec des membres de leurs familles restées dans des régions de départ. Cela témoigne de l'influence que ces familles ont sur le choix de la ville-Capitale. En réalité, ces rapports dépendent non seulement du type de relations (famille restreinte ou élargie) existant entre les membres, mais également du moyen de communication utilisé jusqu'à l'accueil proprement dit.

Dans l'un comme dans l'autre cas, la solidarité familiale est singulièrement mise à contribution et, dans ses multiples manifestations, se décline en diverses catégories d'échanges. Il y a, d'un côté des échanges de cadeaux en natures (les dons) ou sous la forme des subventions financières et de prêts ; de l'autre côté, la solidarité s'exerce par le biais des services rendus mutuellement. Ici, les membres d'une famille peuvent être sollicités dans le cadre des travaux domestiques ou pour l'encadrement à la surveillance d'enfant en ville. C'est davantage en retour, quelques soins de santé que les membres en ville assurent aux parents âgés, sans oublier



les moyens de transport généralement assurés lors des déplacements divers (Van Pevenage, 2009) cité par Dupuis (2011:88). Dans le même ordre d'idées, s'inscrit la solidarité morale et affective, celle qui contribue au renforcement des liens affectifs, notamment par des regroupements familiaux et, dans une moindre mesure, des informations régulièrement échangées. Toutes ces formes de solidarité sont autant de signes qui donnent à la migration, la forme d'un projet porté non pas par un seul individu, mais plutôt par les membres de la famille proche ou éloignée.

### **6.3 L'hypothèse idéologique des régimes politiques sur la migration**

La préoccupation centrale de la présente thèse est de rechercher la raison fondamentale des changements des flux migratoires internes postcoloniaux vers la ville-capitale. Pour cette raison, il a fallu formuler l'hypothèse centrale suivante : Certains dirigeants (chefs d'État), à cause de la gestion néo patrimoniale, auraient pu se servir de leur position de pouvoir ou des idéologies politiques pour attirer, vers la ville-capitale, certains flux migratoires, soit de leur région d'origine, soit des régions pour lesquelles leurs idéologies politiques étaient orientées.

D'après cette hypothèse et, considérant les arguments théoriques du néo-patrimonialisme, on imaginait tout de suite retrouver à Yaoundé, plus d'immigrants du Nord pendant le régime fédéral, davantage de migrants venus des régions anglophones à cause de l'idéologie de l'unité nationale et, une supériorité numérique de migrants originaires du Sud sous le régime Biya. Cette préoccupation a orienté l'étude dans un premier temps vers une recherche quantitative qui renseigne sur les estimations des flux migratoires internes vers Yaoundé après 1960. Ainsi, après analyse des données statistiques sur la migration interne des flux du Nord, des régions anglophones et du Sud vers Yaoundé la ville-capitale, il est apparu que les flux de migrations internes postcoloniales n'ont tenu compte ni de l'origine régionale, ni de l'appartenance ethnique du dirigeant en place encore moins d'une idéologie précise. Les effectifs et proportions des flux par régions et par période intercensitaire présentaient plutôt une allure neutre. Cette neutralité traduit en conclusion que la recherche qualitative basée sur des discussions groupées, des entretiens individuels et des interviews avec des migrants à Yaoundé est indispensable pour compléter l'analyse.

Dans la perspective explicative, la recherche qualitative donne davantage de motifs à la fois économiques et non économiques qui ont été déterminants aussi bien dans la prise de décision que le choix de Yaoundé par les migrants. Toutefois, par rapport à la problématique centrale de la présente thèse, un certain nombre de raisons devrait expliquer les changements de la migration interne d'un régime à un autre. Pendant nos recherches sur le terrain, ces raisons ont été recherchées à travers l'hypothèse idéologique. À cet effet, des questions spécifiques suivantes posées aux migrants ont alors permis de collecter des données y relatives selon le régime politique :

➤ À tous les migrants :

*1a.) Connaissez-vous quelqu'un du même groupe ethnique que vous qui occupait une fonction importante soit dans le gouvernement central, soit dans une des municipalités de la ville de Yaoundé au moment de votre arrivée à Yaoundé ?*

*1.b) Pensez-vous que la présence de ce dernier a influencé votre choix de Yaoundé comme destination ? Si oui, comment ?*

➤ Aux migrants venus du nord pendant le régime fédéral :

*2.a) Pensez-vous que l'origine ethnique ou régionale du Président Ahidjo a influencé votre choix de Yaoundé comme destination ?*

*2.b) Si oui, comment ?*

➤ Aux migrants venus des régions anglophones sous le régime unitaire :

*La forme unitaire de l'État à partir de 1972 visait à rapprocher les Camerounais d'expression anglophone des francophones.*

*3.a) Pensez-vous que cette unité a influencé votre choix de Yaoundé comme destination ?*

*3.b) Si oui, comment ?*

➤ Aux migrants venus du Sud sous le régime Biya :

*4.a) Pensez-vous que l'origine ethnique ou régionale du Président Paul Biya a influencé votre choix de Yaoundé comme destination ?*

*4.b) Si oui, comment ?*

La réponse affirmative des enquêtes était explicitée à l'aide de la deuxième partie de la question. Cette façon de s'entretenir avec des migrants a permis d'avoir plus de détails nécessaires pour tester l'hypothèse de l'influence ou non des idéologies des régimes politiques sur la migration interne vers la ville-capitale.

### 6.3.1 Résultats de la recherche sur l'hypothèse idéologique

La série des tableaux suivants présente les résultats de l'enquête qualitative à propos de l'influence idéologique des régimes politiques sur la migration. Le premier tableau rend compte des résultats obtenus à propos de l'influence idéologique du régime fédéral sur les flux de migration venus du Nord. Le second donne la tendance de l'influence idéologique du régime unitaire sur les migrants venus des régions anglophones. Quant au troisième, il suggère les résultats d'enquête qualitative au sujet de l'influence idéologique du régime Biya sur les courants de migration venus du Sud.

#### 1 : Migrants venus du nord

Régimes politiques	Régime fédéral		Régime unitaire		Régime Biya	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
1 a	5	4	3	2	4	4
1. b	4	5	3	-	4	
2. a	0	9	-	-	-	-

#### 2 : Migrants venus des régions anglophones

Régimes politiques	Régime fédéral		Régime unitaire		Régime Biya	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
1. a.	4	0	6	4	5	1
1. b	2	2	6	4	3	
3. a	-	-	1	9	-	-

#### 3 : Migrants venus du Sud

Régimes politiques	Régime fédéral		Régime unitaire		Régime Biya	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
1. a.	2	3	5	1	9	2
1. b	1		3		6	
4. a	-	-	-	-	0	11

Sur les 9 migrants enquêtés venus du Nord pendant le régime fédéral, personne ne reconnaît avoir choisi Yaoundé à cause de l'origine régionale du président Ahidjo. Le même constat est fait par les 9 migrants sur 10 enquêtés originaires des régions anglophones pour qui, l'idéologie d'unité nationale n'a jamais eu d'impact significatif dans la prise de décision. Quant aux migrants venus du Sud sous le régime Biya, bien que le président Paul Biya soit originaire de la même région que les 11 migrants enquêtés, les participants pensent que sa présence à la magistrature suprême n'a pas influencé la prise de décision individuelle pour le choix de Yaoundé. Ces résultats permettent-ils de répondre à l'hypothèse de recherche ?

### 6.3.2 Analyse et interprétation des résultats

Les résultats qualitatifs de la recherche de terrain auprès des migrants confirment le caractère neutre des origines des flux migratoires telles que reflétées par les données statistiques. Parmi les immigrants enquêtés à Yaoundé sous le régime fédéral, nombreux conviennent qu'il a prévalu, au moment d'entreprendre la migration, des arguments liés à l'amélioration des conditions de vie que la ville-capitale offrait. Confirmant ainsi les motifs discutés dans la section précédente, les participants évoquent, parmi des raisons prioritaires au choix de la ville-capitale, la précarité des services sociaux de base. Il est davantage marqué d'une forte inégalité de chances dans l'accès à l'éducation ou à la santé dans l'arrière-pays. Dans ce contexte, la recherche des meilleures écoles ou des soins de santé de qualité devient une préoccupation. La solidarité familiale apparaît aussi parmi les motifs les plus déterminants dans l'orientation du choix vers la ville-capitale comme destination finale. Au regard de ces raisons évoquées, l'influence idéologique, dans ce contexte, semble beaucoup plus abstraite pour le citoyen lambda et ne pouvait influencer la décision de migrer ou non.

Dans le même sens, parmi les migrants originaires des régions anglophones venus à Yaoundé sous le régime unitaire, la majorité donne davantage la primauté aux arguments liés à l'accès à l'éducation comme motif important qui justifie le choix de Yaoundé. Ces motifs sont conformes aux arguments idéologiques de l'unité nationale défendus par le régime unitaire. À cette époque d'après leurs témoignages, la perception de Yaoundé comme ville-capitale, au sens politique du terme, ne semblait pas préoccuper les Camerounais d'expression anglophone. Un certain nombre d'enquêtes évoque plutôt l'esprit de curiosité, l'envie d'explorer ou de découvrir le Cameroun francophone jusque-là peu connu. C'est ce qui ressort de l'entretien avec le migrant n° 10, originaire de Memfe dans la partie anglophone du Cameroun :

*« Venir à Yaoundé n'était trop dans nos habitudes. On avait Buea, Kumba, Limbe... et on partait à Douala pour les business. Ce sont les fonctionnaires qui venaient à Yaoundé au départ et lorsque leurs enfants revenaient en vacances au village, ils pouvaient parler français parce qu'ils étaient dans des écoles francophones. On les admirait et ça donnait envie de venir aussi Yaoundé pour aller à l'université par exemple... » (Anonyme, 2017).*

Par ailleurs, il faut signaler le peu d'intérêt des jeunes accordé à la politique, en général et qui, en réalité, aurait pu participer au maintien volontaire ou non à la périphérie de ses manifestations. Ce désintérêt semble avoir participé davantage à la création de l'écart entre la vision politique des dirigeants au niveau national et la population à la base.

Quant aux courants migratoires venus du Sud sous le régime Biya, rien dans les réponses ne permet de confirmer l'influence de leur migration à Yaoundé par l'origine régionale du président Biya. Au-delà des motifs économiques et non économiques, les flux migratoires du Sud pendant le troisième régime s'expliquent aussi par des facteurs anthropologiques. La solidarité familiale telle que décrite précédemment laisse progressivement place au renforcement des liens ethniques et tribaux entre les populations du Sud et celles de la région du Centre qui abrite la ville-capitale. Sur le terrain, les échanges migratoires entre ces deux régions s'organisent autour des liens tribaux existants à plus d'un titre. Du point de vue linguistique par exemple, les deux régions sont peuplées par de mêmes ethnies avec des langues locales similaires. Aussi, la présence d'un même environnement géographique et naturel s'offre en atout aux migrants du Sud qui se sentent facilement chez eux à Yaoundé. Des facteurs sur lesquels la plupart des enquêtés (n° 11) ont privilégié dans le choix de Yaoundé :

*« Le président Paul Biya est certes originaire de la région du Sud comme moi, mais je ne vois pas en quoi il peut me faire aller à Yaoundé ! Si une chose est sûre, c'est que je n'irai pas habiter chez lui..... Et il n'est pas au courant de mon existence ici. Ce que je peux vous dire c'est que le Sud est la région la plus proche de la capitale. Nous partageons le même forêt... Je parle Ewondo, la même langue que vous retrouverez ici à Yaoundé... » (Anonyme, 2017).*

Si pour certains, les liens ethniques mêlés aux facteurs géographiques ont été avantageux ; pour d'autres, les rapports avec leurs élites apparaissaient comme un stimulant à la migration. À la question de savoir si : ***la présence d'un membre du même groupe ethnique ou originaire de la même région que vous à une fonction de responsabilité importante a-t-elle influencé votre choix de Yaoundé comme destination ?*** La quasi-totalité des migrants interrogés répond par l'affirmative en reconnaissant avoir au moins une personne du même ethnique ou régionale à une fonction de responsabilité au moment de la migration. Par rapport à l'influence de ce(s) dernier(s) dans le choix de Yaoundé, certains participants donnent des précisions sur le « ***comment ?*** ». Il ressort de leurs informations que si ces membres n'accueillent pas toujours directement les ressortissants de leur région ou du même groupe ethnique dans le sens de les héberger chez eux, tout au moins leur présence aux affaires est très déterminante dans le choix de la ville de Yaoundé. C'est du moins l'impression que laissent certaines réponses des participants à l'instar du migrant n° 12.

*« S'il y a une chose que je peux dire c'est que nous sommes bien solidaires autour de nos élites que nous soutenons en politique et autres... vous savez si on a un problème, on regarde qui de notre village est haut placé dans l'administration... c'est important d'avoir quelqu'un bien placé qui peut intervenir pour vous en cas de problème... c'est avec tout ça qu'il faut surtout voir leur utilité dans le choix de Yaoundé. Au moins avec eux, on se sent lié d'une manière ou d'une autre... Voilà aussi une chose que l'on ne dit pas trop, mais qui nous fait venir ici... »* (Anonyme, 2017).

Dans l'ensemble, les migrants des trois régions cibles de l'étude justifient leur choix de la ville-capitale non par l'origine du président de la République, mais plutôt par le rôle joué par certaines personnalités désignées dans le gouvernement central à Yaoundé, « *hauts placés* » et avec lesquelles les migrants entretiennent des relations particulières. Cet aspect intéressant apporte-t-il des éléments nouveaux et à l'étude des motifs de la migration interne postcoloniale déjà connue ? À l'analyse des données d'enquêtes, il ressort clairement que le degré d'influence des élites dépend non seulement des liens ethniques, mais également de la proximité géographique qui sépare ces personnalités des migrants potentiels dans leurs localités d'origine. C'est dire à quel point il existe des sortes de clivages à caractère ethno-régionales autour des élites

avec lesquelles les populations à la base entretiennent des rapports divers (Médard, 1968). Le mode de désignation et le rôle de ces élites apparaissent à cet égard comme un critère pertinent d'analyse des motifs de la migration des masses vers la ville-capitale.

#### **6.4.3 Approche alternative du néopatrimonialisme de cooptation**

L'analyse des données de terrain à propos de l'hypothèse idéologique révèle la présence des élites des différentes régions des migrants enquêtés aux hautes fonctions politiques et administratives à Yaoundé. Que ce soit des migrants venus du nord sous le régime fédéral, des régions anglophones pendant le régime unitaire sous Ahidjo ou encore du sud sous le régime Biya, plusieurs de leurs témoignages s'accordent sur les rapports multiformes qu'ils ont constamment entretenus avec certaines élites nommées à de hautes fonctions. Ces élites se recensent parmi des personnalités en fonction aussi bien dans le gouvernement central que dans l'administration urbaine locale de la ville-capitale. Le rôle et la signification de la présence de leurs élites soulèvent de nouveaux axes de réflexion de nature à enrichir la question étudiée.

Le processus par lequel l'on désigne certains responsables aux fonctions politiques ou administratives au Cameroun a intéressé bon nombre d'auteurs. L'approche théorique du néopatrimonialisme chez Jean-François Médard (2004) lui permet d'apporter quelques précisions. Son argumentaire s'appuie sur l'importance de la prise en compte de l'appartenance ethno-régionale pour saisir les différences d'attitudes politiques des Églises camerounaises et de leurs fidèles. Il soulevait alors un critère pertinent d'analyse en rapport aux pratiques politiques au Cameroun. Ces pratiques politiques amènent Nyamjoh (2016) à étendre la réflexion au niveau étatique en s'interrogeant sur les facteurs explicatifs de la stabilité politique du Cameroun malgré sa diversité ethnique. Les analyses faites sur la politique de l'équilibre régionale semblent importantes pour être liées à cette étude.

En fait, l'idéologie de construction de l'État-nation prônée par le régime unitaire sous Ahidjo a servi de prétexte à la mise en place de la politique de l'équilibre régionale comme principe de gouvernance au Cameroun. Ses objectifs en matière de consolidation de l'unité nationale sont clairs : permettre aux « régions défavorisées », généralement peu scolarisées, d'avoir quelques représentants à des postes importants dans l'administration selon le principe de quotas précisés par des décrets (Abouna, 2011:115-117). Cette politique, dans son principe, semble légitimer des pratiques politico-administratives qui encouragent la cooptation des élites.

Qu'il s'agisse des nominations ou des concours d'entrer aux différentes catégories de la fonction publique, des promotions se font sur la base de la représentativité régionale, ethnique voir tribale. Appliqué au Cameroun depuis les années 1980, ce mode de gouvernance promeut une portion de citoyens des différentes régions aux hautes fonctions politiques, faisant d'eux, d'après les migrants rencontrés, des « privilégiés autour desquels le reste doit s'affirmer socialement » (Anonyme, 2017).

Du point de vue idéologique, la politique de l'équilibre régional apparaît comme un instrument de « justice sociale » dont le principe semble prendre en compte les inégalités sociales, régionales ou ethniques au Cameroun ; mais dans la pratique, elle crée des vagues à l'âme. Certains pensent qu'elle est utilisée comme un exutoire des autorités pour justifier la nomination d'un tel ou la réussite d'un candidat à un concours administratif (Nyamnjoh, 2016). En privilégiant l'origine ethno-régionale, la difficulté actuelle d'établir la frontière entre les nominations sur la base du mérite et des cooptations des élites selon les ambitions politiques personnelles du dirigeant se pose. Voilà pourquoi la politique de l'équilibre régionale, dans ses différentes applications, s'apparente aux pratiques néopatrimoniales dans le sens où certains dirigeants se servent du pouvoir légal pour offrir des promotions et avantages aux amis.

Dans une recherche anthropologique récente, Paul Abouna (2011) publie un ouvrage intitulé « *le pouvoir de l'ethnie : introduction à l'ethnocratie* ». Dans ses mises au point, il présente l'ethnie au Cameroun comme un phénomène fondateur des conduites humaines. Ses données empiriques conduisent à démontrer l'influence de l'ethnie aussi bien dans l'occupation de l'espace, l'adhésion à certaines religions, la gestion des églises, la dénomination d'organes de presse ou le choix de leurs lignes éditoriales et, plus encore, l'affiliation à une famille politique, etc. L'auteur dans cette démarche manifeste un goût prononcé pour l'innovation thématique lorsqu'il développe l'aspect « *coercitif de l'ethnie* », c'est-à-dire, la « *capacité des entités collectives douées d'une communauté d'origine, de langue, d'habitudes alimentaires, vestimentaires, de système de croyances, etc., à inspirer, influencer ou inspirer les façons d'agir, de sentir et de penser de leurs membres et leurs pratiques sociales* » (Abouna, 2011:7). L'implication de cette façon de faire à nos analyses amène à rechercher les mobiles et les modes de formation des réseaux migratoires autour des personnalités/élites promues aux postes de responsabilité importants à l'échelle nationale ou locale.



Par rapport aux préoccupations théoriques de la présente thèse, des pratiques sociales inspirées par la coercition de l'ethnie sur les mouvements migratoires vers la ville-capitale peuvent aussi s'expliquer par l'assise ethnique dont bénéficie une élite dans sa région d'origine. C'est-à-dire, toute chose qui peut encourager plusieurs personnes de son entourage (proche ou lointain) à migrer vers la ville-capitale. C'est du moins ce qui ressort *in fine* des propos de migrants et on pouvait le voir dans l'expression faciale au cours de nos entretiens avec certains migrants à Yaoundé : le sourire, la mine détendue des interviewés. Plusieurs d'entre eux, venus sous différents régimes, ont insisté sur les liens et les espoirs qu'ils fondent continuellement à l'égard des autorités avec lesquels ils partagent la même origine ethnique, tribale ou régionale comme motif de la migration. Pour bien comprendre la nature des liens et ces espoirs multi-formes, il importe de scruter quelques pratiques sociales de certaines élites cooptées.

Il est de coutume, au Cameroun, de se rendre dans son village natal à la première occasion après que l'on ait été appointé à un poste de responsabilité important. C'est généralement pour rassembler le soutien des siens avec lesquels, l'élite nommée exprime la reconnaissance et la gratitude de la communauté tout entière au chef du gouvernement central. Cette façon de faire démontre à suffisance qu'ils ont reçu un pouvoir qu'ils mettent d'abord au service de leur communauté (groupe ethnique) avant de l'exercer pour le Cameroun dans son ensemble (Nyamnjoh, 2016). En retour, les membres de son groupe ethnique ont le devoir culturel de le soutenir également en ville, à chaque fois, que l'occasion se présente. C'est généralement à l'occasion d'une manifestation politique, d'un événement important au domicile de l'élite ou encore dans l'enceinte des locaux d'une administration publique dont cette élite a la charge. Ces circonstances heureuses ou malheureuses sont des occasions au cours desquelles plusieurs migrants, sur initiative privée ou collective, sont arrivés pour la première fois à Yaoundé.

Si pour certains migrants, ces événements sont un prétexte d'immigration en ville, il leur revient la responsabilité de développer eux-mêmes des stratégies d'intégration. Ils rejoignent les membres de leur groupe ethnique, se regroupent en associations à caractère tribales. Celles-ci ont pour rôle, non seulement de renforcer leur intégration en milieu urbain, mais également constituer des groupes de pression vis-à-vis de l'élite. L'objectif de ce genre de groupe est la recherche des retombées de toute nature possible liée à la fonction occupée par l'un des leurs. Généralement, ces « lobbys tribaux » sont parfois à l'origine des comportements de su-

priorité de certains citoyens vis-à-vis des autres. On peut l'illustrer par des expressions d'intimidations, monnaie courante à Yaoundé, du genre « *tu sais à qui tu as à faire... ?* ». Banalisées dans les rues, ces expressions sont, en réalité, une autre façon de montrer qu'on jouit d'une protection, soit d'une parenté ou encore une relation qui interviendrait en sa faveur, à tort ou à raison, au cas où il se sentirait menacé. D'autres s'exprimeront : « *tu connais mes relations dans ce pays ?* ». C'est dire que des élites nommées, appointées ou cooptées peuvent servir de bouclier aux membres du groupe ethno-régional immigrés en ville. Dans les faits, les élites se servent de leur position de décideur pour privilégier les leurs au détriment des autres groupes ethniques dont le tour n'est pas arrivé d'avoir un membre aux hautes fonctions.

Par un système de dosage ethno-régional, la politique de l'équilibre régionale appliquée comme principe de gouvernance par les différents régimes politiques après l'indépendance a conduit à un système de promotion des cadres sur la base ethno-régionale. Le rôle fondamental de ces élites cooptées est assimilable à une sorte d'agents de relai politique entre le pouvoir central et les populations à la base. Les avantages divers que ces élites accordent aux populations avec lesquelles elles partagent la même origine ethnique ou régionale s'apparentent généralement aux pratiques clientélistes perçues sous l'angle du néopatrimonialisme. Mises en pratique dans la ville-capitale, ces manières de faire sont, entre autres, des facteurs qui prédisposent des migrants à choisir la ville-capitale comme destination plutôt que d'aller ailleurs.

Cependant, la compréhension des analyses de la présente étude devrait cependant se faire avec beaucoup de prudence. Comme précisée plus haut, la grille d'observation employée pour expliquer les raisons des changements de la migration interne vers la ville-capitale ne permet pas de faire une étude empirique appliquée à tous les flux migratoires des dix régions du Cameroun. Cette limitation compromettrait la finesse nécessaire requise en la matière. Il en va de même des limites évoquées dans la partie méthodologique. Rappelons dans le même sens que le caractère très petit et non représentatif de notre échantillonnage requiert une certaine prudence quant à la généralisation des résultats à l'ensemble des migrants venus des régions anglophones, du Nord et du Sud. L'ensemble de ces limites réduisent légèrement la validité interne et externe de certains résultats obtenus.

Qu'à cela ne tienne, la présente recherche, bien que limitée sur trois cas d'étude, s'est intéressée aux flux migratoires de quelques régions du Cameroun vers Yaoundé, la ville-capitale. Dans un contexte de post-indépendance, les régimes politiques au Cameroun pourraient

avoir eu un impact similaire sur les courants migratoires venus d'autres régions du pays, dans le même contexte politique, pendant la même période. Ces autres flux présenteraient, à bien des égards, des différences géographiques voire des estimations en ce qui concerne les statistiques. D'autres aspects sont indispensables, notamment la nature des liens entre des migrants et des élites appointées par les régimes, des préoccupations des migrants à la recherche de meilleures conditions de vie. Ces facteurs pris en compte dans une autre recherche pourraient être similaires à celles que nous avons mises en exergue dans la présente étude.

## 6.4 Conclusion

Il était question dans ce chapitre de ressortir les motifs de la migration interne postcoloniale vers Yaoundé, la ville-capitale du Cameroun. Après analyse des données issues de la recherche qualitative menée auprès des migrants venus du Nord, des régions anglophones et du Sud, il en ressort que la migration interne vers la ville-capitale se justifie par des influences multiformes. Identifiées à Yaoundé au cours de son processus d'urbanisation, ces influences sont tributaires de son développement économique et non politique.

Du point de vue économique, si la présence des industries a séduit plus de migrants à la recherche d'emplois sous le régime fédéral, le processus de création et de légalisation continue des espaces de commerciales a encouragé la migration. Il s'agit surtout des personnes en proie à la création des petits business pendant le régime unitaire, de même pour ceux qui sont à la quête de nouveaux emplois dans les secteurs privés, publics et parapublics. Ces éléments sont des facteurs d'attraction, les plus en vue qui justifient la migration économique vers la ville-capitale depuis 1960. Dans le cadre de la migration non économique, par contre, elle a tourné autour de la recherche d'une éducation de qualité et de meilleurs soins de santé. Les témoignages des migrants lors des entretiens montrent que la concentration de l'essentiel des établissements scolaires spécialisés à Yaoundé a consolidé le prestige de la ville-capitale ; c'est ce qui explique par exemple la migration des familles avec enfants en âge scolaire. Dans le même ordre d'idées, la multiplication des hôpitaux de référence dotés d'un plateau technique généralement mieux équipé du pays a conduit de nombreuses familles vers Yaoundé.

Les résultats qui précèdent permettent de comprendre que même si les régimes politiques emploient la ville-capitale à des fins de représentation de pouvoir, ces idéologies n'ont pas une influence sur la migration populaire. Toutefois, même si la présente recherche n'avait

pas pour objectif d'étudier les causes de la stabilité du Cameroun, plusieurs pratiques politiques dans ce sens semblent fondamentales pour cette étude. Les trois cas d'études issus de trois aires culturelles du Cameroun ont permis de comprendre les pratiques politiques des différents régimes pour assurer la stabilité de l'état et davantage intéresser l'ensemble des peuples à l'exercice de leur pouvoir. Malgré les différences ethniques, linguistiques et culturelles, un aspect important permet d'apporter un élément de réponse à la question centrale de la présente thèse.

Après analyse des données statistiques complétées par des enquêtes qualitatives auprès des migrants, on retient trois aspects essentiels. 1. La migration vers la ville-capitale n'a pas tenu compte des idéologies des différents régimes politiques encore moins, l'origine des chefs d'État. 2. Cependant, leur exercice du pouvoir a conduit à la cooptation des élites des différentes régions aux fonctions politiques et administratives exercées dans la ville-capitale selon le principe de l'équilibre régional. 3. Ce sont, en réalité, ces élites qui entretiennent les rapports multiformes avec leurs populations aussi bien dans leurs régions d'origines qu'à Yaoundé. Ces liens, d'après nos recherches, favorisent la formation des réseaux migratoires autour de ces personnalités. Cependant, rien dans ces réseaux ne prouve l'influence du néopatrimonialisme ethnique de ces élites. On est donc en droit de conclure que dans leur processus migratoire vers la ville-capitale depuis 1960, aucune catégorie de migrant n'a été privilégiée ou marginalisée selon l'origine ethno-régionale. Cette façon de faire est l'affirmation de la volonté de construire un État-nation.

## Chapitre 7

### *Conclusion générale*

#### 7.1 Introduction

Il était question dans cette thèse d'essayer d'apporter des éléments pouvant expliquer les changements des flux de migrations internes vers Yaoundé tout au long de son processus d'urbanisation comme ville-capitale du Cameroun indépendant. Cette préoccupation a amené à s'intéresser d'abord aux influences idéologiques que les différents régimes politiques postcoloniaux du Cameroun ont eues sur le développement de l'environnement bâti de Yaoundé, la capitale. Ensuite, répondre à la préoccupation de savoir si leur exercice du pouvoir a eu des conséquences sur l'origine des flux migratoires internes vers la capitale après l'indépendance.

Par une approche pluridisciplinaire prenant en compte l'histoire, la sociologie et la science politique, il a été possible de retracer, en première analyse, l'itinéraire historique, politique, démographique et théorique de la ville de Yaoundé. Convoquée pour observer la migration dans une durée relativement longue, la démarche a permis d'identifier trois régimes politiques postcoloniaux au Cameroun ainsi que leurs idéologies respectives. L'analyse des politiques publiques mises en évidence dans le processus d'urbanisation de Yaoundé comme ville-capitale, en deuxième analyse, ont rendu évident les influences des régimes politiques sur le développement de l'environnement bâti de la ville-capitale. Cette approche s'est avérée utile pour élargir la compréhension de la façon dont la ville-capitale a été idéologiquement construite et politiquement employée pour représenter l'État-nation et le pouvoir exercé. La recherche des possibles conséquences de ce type de développement sur la migration interne explique la formulation de l'hypothèse centrale.

L'hypothèse formulée a orienté la recherche d'abord vers des données statistiques dans le but de déterminer les effectifs et les proportions de la migration interne de certaines régions, retenues pour des raisons idéologiques (des régions anglophones) et de l'origine des chefs d'État (nord à cause de l'origine du président Ahidjo, et du sud du fait de l'origine du président Biya). Par la suite, il a fallu considérer des informations qualitatives issues des entretiens et interviews avec des migrants à l'effet de ressortir les motifs du choix de la ville-capitale. Ainsi,

après analyses des données statistiques complétées par des enquêtes qualitatives auprès des migrants, quelques résultats essentiels suivants peuvent être retenus.

## 7.2 Principaux résultats de la thèse

✓ Sur le plan historique, les développements faits apportent plusieurs contributions à la littérature existante. Certaines de nos analyses s'ajoutent certes à un nombre croissant de la littérature sur Yaoundé, mais les conclusions fournissent des preuves supplémentaires à propos de la construction théorique de Yaoundé comme ville-capitale depuis la période postcoloniale. Si la ville coloniale qui a subi une double expérience coloniale : allemande, et française, ces deux puissances ont marqué l'histoire de la modernisation de la ville par des projets initiés. La configuration du périmètre urbain a ainsi tenu compte de la localisation du site certes accidenté, mais qui n'a cessé d'attirer des contemporains à plus d'un titre. Sa revalorisation a conduit à la mise en place d'infrastructures que les différents régimes postcoloniaux ont, soit assurées la continuité, soit transformées selon les orientations nouvelles.

✓ L'étude a confirmé que les influences idéologiques des différents régimes politiques du Cameroun postcolonial ont singularisé le développement de Yaoundé comme la ville-capitale par rapport aux autres villes du pays. Considérée généralement comme la ville miroir de l'État du Cameroun indépendant, Yaoundé a fait l'objet d'une attention particulière dans des politiques des gouvernements nationaux. Leur représentation du pouvoir a conçu idéologiquement son développement de telle manière que des politiques de gestion et d'aménagement urbaines spécifiques puissent améliorer son environnement bâti, des services et infrastructures urbains. C'est à ce titre qu'un certain nombre de symboles matériels dont des monuments, des noms des rues, des bâtiments publics et d'affaires, ont été créés, améliorés ou modifiés. Analysés sous l'angle de la science politique, les résultats de cette recherche ont des implications importantes qui permettent de comprendre la façon dont certaines politiques publiques ont été conçues. La réalisation de certaines d'entre elles à Yaoundé révèle surtout la manière dont ces symboles ont contribué à faire de la ville-capitale un lieu idéal d'expression du pouvoir exercé.

✓ La conclusion selon laquelle l'influence idéologique est la cause des modifications et multiplication des politiques en matière de planification urbaine de Yaoundé est une réalité évidente. Cette étude a trouvé que depuis 1960, chaque régime a restructuré l'administration

urbaine locale et élaboré, à chaque fois, de nouvelles politiques publiques urbaines conformément aux orientations idéologiques du gouvernement central. La perception de cette influence est rendue possible grâce aux investigations menées sur les différentes politiques d'aménagement conçues pour Yaoundé tout au long de son processus d'urbanisation comme ville-capitale. Ici, la mise en place d'équipements urbains a décoré l'environnement bâti de la capitale de symboles de pouvoir. Ceux-ci permettent alors d'évaluer, entre autres, le degré d'influence des différents régimes politiques dans le temps.

Revenant à la question posée au début de cette étude, elle indique que la présente thèse a été conçue pour déterminer, d'une part, l'effet des idéologies politiques sur le développement de la ville-capitale et, d'autre part, investiguer si le choix de migrer vers la ville-capitale par des migrants depuis 1960 a été opéré sur la seule base de ces idéologies. Après enquêtes, il est maintenant possible d'affirmer que, même si les régimes politiques ont employé la ville-capitale à des fins de représentation du pouvoir, leurs idéologies n'ont pas eu d'influence sur une communauté particulière ; mais plutôt un rayonnement évident sur la population du pays en générale. La recherche qualitative a réussi à montrer que le choix de la ville-capitale par des migrants est la conséquence de plusieurs influences.

✓ Les résultats d'enquêtes de terrain ont confirmé le développement économique parmi des indicateurs fiables ayant déterminé le choix de migrer à Yaoundé. Plusieurs cas cités dans cette étude montrent que nombreux d'entre eux misent sur la probabilité de s'insérer soit dans une entreprise privée, publique ou parapublique ; soit acquérir un espace de commerce à des fins de développer une activité lucrative, ou encore décrocher un emploi bien rémunéré dans la fonction publique par voie de concours ou un recrutement. Il s'agit là des questions qui sont au cœur des motivations économiques de nature à expliquer la fréquence de certains flux migratoires postindépendance vers la ville-capitale. L'essentiel des raisons évoquées ici sied à l'explication théorique chez Todaro : la conviction qu'ont des migrants en région de départ d'améliorer leurs conditions de vie à destination. Elle apparaît donc, dans la philosophie des partants, comme la plus importante pour son mieux-être.

✓ D'autres facteurs à l'instar de l'éducation et la santé sont aussi à considérer parmi des influences non économiques de la migration interne postcoloniale vers Yaoundé comme ville-capitale. Identifiée sous chaque régime, la concentration des établissements scolaires et des hôpitaux de référence à Yaoundé a suscité une certaine attractivité de la ville-capitale par rapport aux autres villes des régions éloignées. L'une des premières conditions d'accès à ces services, comme le précisent les migrants enquêtés, semble avoir été d'être à proximité de ces infrastructures. C'est ce par quoi des migrants enquêtés justifient leurs déplacements des régions vers la capitale à l'effet d'en bénéficier. Si l'accès à ces services apparaît comme le motif de déplacement au départ, l'observation à long terme conduit à le considérer ici comme motif de la migration interne au regard du fait que certain parmi eux, venus pour des raisons évoquées plus haut, décide d'y rester définitivement. Cette façon de faire corrobore des arguments théoriques relatifs à la migration non économique.

✓ Le troisième facteur d'influence du choix de la ville-capitale concerne la familiale. La solidarité, entre les membres des familles de migrants interrogés dans cette étude, qui a influencé le choix de la ville-capitale, a été analysée sous l'angle de l'assistance morale, affective ou encore par services rendus mutuellement. Par des sollicitations diverses, des migrants sont sollicités depuis leurs régions de départ, se déplacent pour venir en ville assister un membre de la famille. D'un autre côté, ceux des migrants venus de leur propre chef peuvent solliciter le membre de la famille chez qui ce dernier entend résider jusqu'à ce qu'il obtienne un emploi salarié. Dans l'un comme dans l'autre cas, le temps écoulé, de l'arrivée en ville jusqu'au moment de nos entretiens avec certains, montre que la raison de départ a changé. La décision de rester définitivement à Yaoundé plus tard contribue à la conclusion selon laquelle : la présence d'un membre de la famille proche ou éloignée à Yaoundé semble avoir pesé de son poids parmi des facteurs d'influence du choix de la ville-capitale comme destination.

Ces résultats confirment certes les arguments théoriques de la migration économique et non-économique convoqués à l'entame de cette recherche, mais leur combinaison avec d'autres grilles d'analyses, notamment l'utilisation théorique des villes capitales par les gouvernements nationaux pour la construction de la nation de Bekker et Therborn, (2012) ou encore de l'approche théorique récente du néopatrimonialisme chez Daniel Bach (2013) ont ouvert davantage de perspectives à l'étude de la migration interne. Les réflexions initiées dans ce cadre apportent-elles de nouveaux résultats au-delà de ce qui est déjà connu ?



➤ Que penser donc de l'hypothèse principale de départ selon laquelle certains dirigeants (chefs d'État), à cause de la gestion néo patrimoniale, auraient pu se servir de leur position de pouvoir ou des idéologies politiques pour attirer, vers la ville-capitale, certains flux migratoires, soit de leur région d'origine, soit des régions pour lesquelles leurs idéologies politiques étaient orientées ?

✓ D'après les données statistiques, l'hypothèse du néopatrimonialisme ethnique n'est pas à considérer pour le cas de la migration interne vers Yaoundé. Les chiffres montrent que les courants migratoires internes vers la ville-capitale, depuis 1960, n'ont tenu compte, ni des idéologies des différents régimes politiques encore moins, l'origine ethno-régionale des chefs d'État. Du point de vue de l'origine des flux migratoires, les résultats d'analyse des proportions de migrants sont clairs : les courants migratoires internes postcoloniaux vers la ville-capitale sont plutôt neutres en ce sens qu'ils n'accordent pas des fréquences plus élevées pendant certains régimes en accord avec les idéologies du régime. D'un régime à l'autre, les variations des flux n'obéissent pas aux changements du président de la République et ne suivent pas les orientations des idéologies politiques.

✓ Par ailleurs, la recherche qualitative confirme les conclusions précédentes et apporte des preuves supplémentaires suggérant que leur exercice du pouvoir a conduit à la cooptation des élites autour desquelles se forment des réseaux migratoires. Cooptées selon le principe de l'équilibre régional, les élites des différentes régions aux fonctions politiques et administratives dans la ville-capitale semblent constituer une influence relative au choix de Yaoundé par les migrants. L'analyse de la politique de l'équilibre régionale entreprise ici a étendu nos connaissances sur certaines pratiques sociales en cours au Cameroun. On retient pour sortir de cette étude que des élites cooptées entretiennent continuellement les rapports privilégiés avec leurs populations aussi bien dans leurs régions d'origines qu'à Yaoundé. Ces liens, d'après nos recherches, favorisent la formation des réseaux migratoires autour de ces personnalités. Ainsi, la cooptation des élites semble jouer le rôle suivant : les élites elles-mêmes s'installent à Yaoundé et jouent le rôle d'ancrage pour les membres de leurs groupes ethno-régionaux qui s'y installent également, sans être privilégiées ou marginalisées par rapport aux autres. Mais leur influence demeure relative au regard des motifs liés à la quête des conditions d'une vie meilleure.

Cependant, la généralisation de ces résultats est soumise à certaines faiblesses dont les plus importants sont : d'abord la difficulté à quantifier l'immigration et l'émigration de Yaoundé pour chaque régime politique, ensuite le fait que les analyses reposent sur un échantillon de commodité. La non prise en compte de la migration nette et le caractère très petit et non représentatif des migrants interviewés à Yaoundé par région et par régime politique ajoutent une plus grande prudence quant à la généralisation de ces résultats.

Pour des raisons empiriques, les enquêtes se sont limitées à trois régions. Seulement, il n'est pas exclu d'envisager dans des recherches à venir, l'hypothèse que les régimes politiques postcoloniaux qui se sont succédé au Cameroun pourraient avoir eu un impact similaire sur les courants migratoires venus d'autres régions du pays, surtout si celles-ci s'intéressent aux migrations dans le même contexte politique ou pendant la même période. Les résultats présenteraient, à bien des égards, quelques différences en termes d'origine géographique et des estimations en ce qui concerne les statistiques. Toutefois, la nature des régimes et leurs idéologies, d'une part et des préoccupations des migrants à la recherche de meilleures conditions de vie, d'autre part prises en compte dans une autre recherche pourraient être similaires à celles que nous avons mises en exergue dans la présente étude.

### **7.3 Conclusion**

La présente thèse est, en réalité, l'une des premières tentatives à examiner en profondeur les changements migratoires sous différents régimes politiques au Cameroun. Elle propose une étude sur la migration interne postcoloniale dans une démarche qui met en musique les différentes interactions entre idéologies politiques et modernisation de la ville-capitale ; régimes politiques et migrations internes.

Les axes abordés et la démarche méthodologique situent la présente thèse dans le champ de la sociohistoire urbaine. Ses analyses appréhendent les changements de la migration interne postcoloniale vers Yaoundé, la ville-capitale du Cameroun depuis 1960. Il s'agit là d'une thématique qui observe un certain nombre de facteurs explicatifs de la migration interne vers une ville-capitale d'Afrique subsaharienne sur une durée relativement longue et dont la démarche intègre les critères d'analyse dans une approche pluridisciplinaire. Cette nouvelle orientation de l'étude de la migration devrait aider à améliorer les prévisions de l'impact des politiques

publiques sur l'environnement bâti ou encore de l'influence du développement de l'environnement bâti sur la migration interne et vice versa.

La recherche est donc, à l'évidence, la première étude qui a documenté l'impact des idéologies politiques des régimes postcoloniaux sur la construction de Yaoundé comme ville-capitale du Cameroun. Elle confirme certes les arguments des théories économiques et non économiques comme facteurs d'attraction des flux migratoires internes, mais elle apporte également des preuves supplémentaires en ce qui concerne l'impact de l'exercice du pouvoir des différents régimes sur les changements migratoires. On retient, en dernière analyse, que leur exercice du pouvoir a conduit à la cooptation des élites autour desquelles se forment continuellement des réseaux migratoires. Les changements de l'élite dirigeante, selon le principe de l'équilibre régional, apparaissent de ce fait comme un facteur de changement de flux de migrations ethno-régionales vers la ville-capitale.

Tout au long de son processus d'urbanisation, la ville de Yaoundé s'est inscrite dans la logique d'un développement centralisé de service et une concentration d'infrastructures urbaines par rapport aux autres villes du Cameroun. Plus de cinquante ans après l'indépendance, son environnement bâti reflète certes l'influence idéologique des régimes politiques nationaux, mais semble reproduire des modèles de développement inspirés de l'extérieur. A l'instar de la plupart des pays africains au sud du Sahara, les efforts de représentation de la construction de l'Etat-nation à Yaoundé au Cameroun se sont heurtés au double enjeu. D'un côté, il y a eu un souci de conservation de l'héritage colonial (bâtiments, monuments et les noms des rues), soit pour des raisons historique, soit par manque de modèle de développement propre au départ ou pour des raisons touristiques. De l'autre côté, la réalisation des certaines politiques publiques urbaines a entraîné la destruction d'une partie de l'héritage colonial au profit d'infrastructures nouvelles. C'est à ce niveau que le processus d'urbanisation de Yaoundé comme ville-capitale rejoint le mode de développement de certaines autres villes-capitales africaines, notamment celle créées pendant la période coloniale et dont la modernisation s'est poursuivie sur le même site.

## Postface

Pour des besoins empiriques, les recherches se sont limitées à trois cas d'étude : les flux migratoires venus du Nord à cause de l'origine du Président Ahidjo, ceux du Sud du fait de l'origine du Président Biya et des régions anglophones en raison de l'idéologie du régime unitaire. Ces vagues migratoires ont donc été observées entre 1960 et 2010.

La présente thèse n'aborde pas la question anglophone encore moins la crise actuelle qui oppose certaines populations de cette partie du pays à l'État du Cameroun. Certes, nos enquêtes ont commencé en 2016 quelques mois avant le déclenchement des revendications corporatistes des avocats et enseignants d'expression anglophone. Nous avons poursuivi nos enquêtes de terrain en 2017 au moment où les revendications prenaient des allures sécessionnistes. Même si certains migrants originaires de ces parties du pays ont été approchés à Yaoundé pendant nos recherches, ces événements n'ont pas fait partie des préoccupations de cette thèse.

Toutefois, compte tenu des effets de cette crise sur la migration des populations des régions en crise vers le reste du pays y compris la ville-capitale, il serait intéressant d'initier d'autres recherches dans l'avenir qui pourraient employer la même grille d'analyse de la migration que celle proposée dans ce travail.

## Références bibliographiques

- Abend, G., 2008. The Meaning of Theory. *Sociological Theory*, pp.173–199.
- Abouna, P., 2011. *Le Pouvoir de l'ethnie : introduction à l'ethnocratie* L'Harmatta., Paris.
- Agulhon, M., 1988. *Histoire vagabonde (Tome 2) – Idéologie et politique dans la France du XIX e siècle*, Paris.
- Anon., 1955 « Les deux métropoles du Cameroun : Yaoundé et Douala », *Europe France Outre-Mer*, Paris, XXXII, 305, pp. 9-44.
- Anon., 1967. Yaoundé, *capital Fédérale et son destin*, Foyer d'éducation et d'union, Yaoundé.
- Anon, 2010. *Atlas de l'Afrique -Cameroun* Les Editio., Paris.
- Anon, 2000. Occasional paper n°11, Proceedings of a Graduate Workshop on Internal Migration,. In *Workshop held under the auspices of the Universities of North-West (UNW), Pretoria (UP), and Stellenbosch (US)*. Stellenbosch, p. 72.
- Antoine Philippe, 1997. L'urbanisation en Afrique et ses perspectives, *Revue "Aliment dans les villes"*, pp. 1-21.
- As de Vos, H Strydom, C. F. & CSL D., 2011. *Research at grass roots, for the social sciences and human service professions fourth edition* Van schaik., Pretoria.
- Awono, C., 1989. *Le néopatrimonialisme au Cameroun : les leçons sur le mal africain*. Sherbrooke.
- Azevedo, M., 1990. *Cameroon and Chad in historical and contemporary perspectives* The Edwin. The Edwin Mellen Press, ed., Lampeter.
- Babbie, E. & Mouton J., 2002. *The practice of social research* Oxford Uni., Cape Town.
- Bach, D.C., 2013. Régimes politiques, pratiques systémiques et dynamiques de l'émergence dans les États africains et post-soviétiques. *Revue internationale de politique comparée*, 20 (3), pp.153–169.
- Bailey, K.D., 1987. *Methods of Social Research. Third Edition* The Free P., New York.
- Bayart, J.-F., 1970. L'Union nationale camerounaise. *Revue française de science politique*, 20e année (n° 4), pp.681–718.

- Bayart, J.-F., 1986. La société politique camerounaise (1982-1986). *Politique africaine*, 22. Available at: <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/022005.pdf> [Accessed March 27, 2017].
- Beaud, M., 1986. *L'art de la thèse* La découve., Paris.
- Beaud, S. ; Weber, F., 1998. *Guide de l'enquête de terrain* La Découve., Paris.
- Becker, H., 1987. Problème d'inférence et de preuve dans l'observation participante. *Cahier du centre de recherches sociologiques*, 5 (février), pp.55–82.
- Becker, H., 1996. *The Epistemology of Qualitative Research*, in R. Jessor, A. Colby, and R. Shweder, *Ethnography and Human Development: Context and meaning in Social Inquiry*, University of Chicago Press, Chicago, pp. 123-169.
- Bekker, S. et Therborn, G., 2012. *Capital Cities in Africa: Power and Powerlessness* HSRC Press., Cape Town: HSRC Press.
- Biya Paul, 1986. *Pour le libéralisme communautaire* Pierre-Mar., Lausanne.
- Boonen, S., 2015. Attribuer, s'approprier et construire l'espace urbain colonial. *ABE Journal [En ligne]*, 7 | 2015, mis en ligne le 15 septembre 2015, consulté le 13 avril 2018. URL : <http://>, pp.1–6.
- Bopda, A., 1980. *La transformation du centre-ville de Yaoundé*. Université de Yaoundé.
- Bopda, A., 1997. *Yaoundé dans la construction nationale au Cameroun : territoire urbain et intégration*. Université Paris 1- Panthéon Sorbonne.
- Bopda, A., 2003. *Yaoundé et le défi camerounais d'intégration. À quoi sert une capitale d'Afrique ?* CNRS Edition, Paris.
- Bourdieu, P., Chamboredon J-C. et Passeron J-C., 1968. *Le métier de sociologue* Mouton, Bo., Paris.
- Bouvier, J.-C. et Guillon J.-M. ed., 2001. *La Toponymie urbaine : significations et enjeux, Actes du colloque d'Aix-en-Provence des 11 et 12 décembre 1998* L'Harmatta., Paris.
- Bryman, A., 2012. *Social Research Methods* Oxford Uni., Oxford.
- BUCREP, 2010a. *La Population du Cameroun en 2010. 3ème RGPH*, pp.1–20. Available at: [http://www.statistics-cameroon.org/downloads/La\\_population\\_du\\_Cameroun\\_2010.pdf](http://www.statistics-cameroon.org/downloads/La_population_du_Cameroun_2010.pdf).
- BUCREP, 2010b. Les résultats du Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (3ème RGPH), p.20.
- BUCREP, 2010 c. Rapport De Presentation Des Resultats Definitifs., p.67.

- Bureau Central de Recensement, 1979. *Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976 : volume-II analyse : tome- 5 migrations internes.*
- Bwele, G. ed., 1981. *Encyclopédie de la République Unie du Cameroun, Tome II, L'Histoire de l'Etat* Les Nouvel., Douala.
- Cahier "Afrique noire," 1984. *Problèmes urbains contemporains en Afrique : recherche en histoire* L'Harmatta., Paris.
- Campenhoudt, L. Van, Marquet, J. & Quivy, R., 2017. *Manuel de recherche en sciences sociales. 5e édition entièrement revue et augmentée* Dunod., Malakoff.
- Champaud, J., 1983. *Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest* ORSTOM., Paris : Collection MÉMOIRES N° 98.
- Comard-Rentz, M., 2006. *Dénomination et changement de nom de rue : enjeu politique, enjeux de mémoire*, Luon.
- Coquery-Vidrovitch, C., 2006. De la ville en Afrique noire. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 5 (61e ann, pp.1087–1119.
- Coquery-Vidrovitch, C., 1988. Villes coloniales et histoire des Africains. *Vingtième siècle*, 20, pp.49–73.
- Courgeau, D., 1989. Le concept de Migration. *Institut National d'Etudes Démographiques de Paris*, pp.107–124.
- CUY, 2008. *Yaounde 2020 Plan Directeur D ' Urbanisme*,
- Debbasch C. ; Bourdon J. ; Ricci J.-M., 2001. *Lexique de politique 7e édition* Dalloz., Paris.
- Deloye, Y., 2007. *Sociologie historique du politique*, La Découverte, Paris.
- Delpech, *Du village au quartier : les originaires de la Lékié à Yaoundé (Nkol Eton)*, Travaux Documentaire de l'ISH, n° 10, ONAREST, ISH, p.220.
- DEMO 87, 1993a. Deuxième recensement général de la population et de l'habitat du Cameroun- Résultats bruts- Province du Centre., 2 (tome 3), p.231.
- DEMO 87, 1993b. Deuxième recensement général de la population et de l'habitat du Cameroun- Résultats bruts- République du Cameroun., 2 (Tome 1), p.838.
- DEMO 87, 1993 c. Deuxième recensement général de la population et de l'habitat du Cameroun- Résultats bruts- Ville de Douala et Yaoundé., 2 (Tome 12), p.226.

- Denis, J., 1958. *Le phénomène urbain en Afrique central*, Bruxelles.
- Dippold, M.F., 1971. *L'image du Cameroun dans la littérature coloniale allemande*. mémoire de DES, Université Fédérale, Yaoundé.
- Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale ; bureau central du recensement, 1978. *Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976*, Vol. 2 -analyse, Tome : 7 Yaoundé et sa banlieue.
- Direction Nationale du 2ème RGPH, S.D, 1989. *Migrations et urbanisation dans les villes de Douala et Yaoundé : rapport d'analyse*
- Dongmo, J-L., 1980. polarisation de l'espace camerounais : les champs migratoires des villes, *Revue de géographie du Cameroun*, vol. 1, n° 2, 1980, pp.145-160.
- Doume Yondo, M. V., 1983. *Etude géographique d'un quartier chic de Yaoundé : le quartier Bastos*, mémoire de Maîtrise, Université de Yaoundé.
- Dugast, I., 1949. *Inventaire ethnique du Sud-Cameroun* I.R.C.C.A., Paris.
- Dumont, R., 1962. *L'Afrique noire est mal partie* Seuil., Paris.
- Dupuis, J., 2011. *Les solidarités familiales à l'épreuve de la migration : enquête auprès de couples de Marocains à Montréal*. Montréal. Available at: [https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/6219/Dupuis\\_Jacinte\\_2011\\_memoire.pdf](https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/6219/Dupuis_Jacinte_2011_memoire.pdf) [Accessed July 18, 2018].
- Duverger, M., 1961. *Méthodes des Sciences sociales* Presses Universitaires de France, Paris.
- Ebai, E., Oben, E. & Ndi, H.N., 2014. Urbanisation and Market Growth Trends in the Yaounde Metropolis. *Journal of geography and Geology*, 6(3), pp.203–213.
- Eboua, S., 1995. *Ahidjo et la logique du pouvoir* L'Harmattan, Paris.
- Ekambi, E., 1993. *Analyse des motifs de migration et de l'insertion des migrants à Yaoundé*. Yaoundé II. Available at: [http://www.ceped.org/ireda/inventaire/ressources/ekambi\\_1993.pdf](http://www.ceped.org/ireda/inventaire/ressources/ekambi_1993.pdf) [Accessed March 2, 2018].
- Ela, J. M., 1983. *La ville en Afrique Noire*, Karthala, Paris.
- Elong, J. G. ; Priso D. Dickens, 2011. *Initiation à la géographie rurale et urbaine*, CLE, Yaoundé.
- Eno Belinga, S. ; Vicat J. P. (s/d), 2001. *Yaoundé une grande métropole africaine au seuil du troisième millénaire*, Les classiques Camerounais, Yaoundé.



- Essomba, Ph. B., 2016. *Reagards sur l'Histoire économique et sociale du Cameroun*, connaissances et savoirs, Paris.
- Essomba, Ph. B., 2005. “*Voies de communications et espaces culturels au Cameroun sous domination allemande 1884-1916*”,. Thèse de Doctorat d’Etat en Histoire, Université de Yaoundé I.
- Essome Mbenda, A. A. C., 2018. *La condition militaire au Cameroun de 1894 à 2000 : aspects socio-économiques*. Yaoundé I.
- Essono, J.-M., 2016. *Yaoundé une ville, une histoire (1888-2014)*. *Encyclopédie des mémoires d’Ogola Ewondo, la ville aux “mille collines”* Asuzoa., Yaoundé.
- Essono, J.-M., Laburthe-Tolra, P., 2006. *L’ancien pays de Yaoundé* Maison neuve, Paris.
- Epstein, R., 2005. Gouverner à distance. Quand l’État se retire des territoires, *Esprit*, n ° 11, pp. 96–111.
- Etoga Eily, F., 1971. *Sur les chemins du développement : Essai d’Histoire des faits économiques du Cameroun* CEPER., Yaoundé.
- Eyango-Kouo, P., 1970. *L’évolution de l’habitat traditionnel africain. Transformations sociales à Yaoundé (Cameroun)*, thèse de doctorat 3ème cycle de géographie, Université de Paris IV.
- Feuilliere, J., 1970. *Yaoundé ; une étude partielle de la capitale du Cameroun*, mémoire de maîtrise, Université Aix-en Province.
- Feukou, M., 1984. *La croissance périphérique à l’Ouest de Yaoundé. Etude de géographie urbaine*, thèse de doctorat 3ème cycle, Université de Yaoundé.
- Fouda, A., 1962. *Ville de Yaoundé : 1957-1962*, Saint-Paul, Yaoundé.
- Fokou, D., 1981. *Le modèle "SIC" dans l’habitat urbain à Yaoundé*, mémoire de maîtrise, université de Yaoundé.
- Franqueville, A., 1979. Croissance démographique et immigration à Yaouné. *Les Cahiers d’Outre-mer*, n° 128 (128), pp.321–343.
- Franqueville, A., 1987. *une Afrique entre le village et la ville* ORSTOM., Paris.
- Franqueville, A., 1984. *Yaoundé, construire une capitale* ORSTOM. A. Franqueville, ed., Paris: ORSTOM.
- Franqueville, A., 1972. Les immigrés du quartier de la Briqueterie à Yaoundé (Cameroun),

*Croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar*, tome 2, CNRS, Paris, pp.567-590.

- Franqueville, A., 1976. Espace rationnel et immigration urbaine en Afrique : la notion de région migratoire. Etude d'un cas particulier : Yaoundé, *Recherches géographiques*, n° spécial, Hommage à Etienne Julliard, Université Louis Pasteur, Strasbourg, pp. 203-222.
- Franqueville, A., 1967. Zone d'attraction urbaine et region migratoire : l'exemple de Yaoundé. *ORSTOM*, (39-46).
- Friend, R.M. et al., 2015. Urban transformations and changing patterns of local risk: lessons from the Mekong Region. *International Journal of Disaster Resilience in the Built Environment*, 6(1), pp.30-43. disponible sur: <http://www.scopus.com/inward/record.url?eid=2-s2.0-84928793934&partnerID=tZOtx3y1>.
- Gaillard, P., 1989. *Le Cameroun*, tome I, L'Harmattan, Paris.
- Gani, A. S. 2004. Techniques for data analysis in business research, In: Coldwell, D. and Herbst, F. J. eds. *Business research*, JUTA Academic, Cape Town.
- Gardiner D. E., 1963. *Cameroon: United Nations challenge to French Policy*, Oxford University Press for Institute of French Relations, London.
- Ghiglione, R. & Matalo, B., 1995. *Les enquêtes sociologiques théorie et pratique* Armand Col., Paris.
- Gibbal, J.-M., 1974. *Citadins et villageois dans la ville africaine : l'exemple d'Abidjan* Presses Un., Paris. Disponible sur : [http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers14-05/07935.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers14-05/07935.pdf) [consulté, le 4 avril 2017].
- Gottdiener, M. ; Budd L., 2005. *Key Concepts in Urban Studies*, SAGE Publications, London.
- Gubert, F., 2010. Pourquoi migrer ? Le regard de la théorie économique. *Regards croisés sur l'économie*, 8 (2), pp.96-105. Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2010-2-page-96.htm> [consulté le 1 avril 2016].
- Guillemin, R. P., 1943. Les superstitions encore en usage en pays Yaoundé, *Nr du Cameroun catholique*, juillet, août, septembre, pp. 22-37.
- Hamman, P., 2006. Gérard NOIRIEL, Introduction à la socio-histoire », *Questions de communication [En ligne]*, mis en ligne le 01 décembre 2006, consulté le 01 octobre 2016. URL : <http://>, 10, pp.1-6.
- Harris, J. ; Todaro M., 1970. Migration, Unemployment and a Two-Sector Analysis, *American Economic Review*, n°60, pp. 126-142.

- Haug, S., 2009. *Migration and Statistics*, Berlin. disponible en ligne sur : [https://www.ssoar.info/ssoar/bitstream/handle/document/41787/ssoar-2009-haug-Migration\\_and\\_Statistics.pdf?sequence=1](https://www.ssoar.info/ssoar/bitstream/handle/document/41787/ssoar-2009-haug-Migration_and_Statistics.pdf?sequence=1) [consulté, le 13 septembre 2018].
- Haug, S., 2008. Migration Networks and Migration Decision-Making. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 34(4). Disponible en ligne sur : <http://www.informaworld.com/smpp/title~content=t713433350URL:http://dx.doi.org/10.1080/13691830801961605http://www.informaworld.com/> [consulté, le 13 septembre 2018].
- Higgins, G. E., 2009. Quantitative versus Qualitative Methods: Understanding Why Quantitative Methods are Predominant in Criminology and Criminal Justice, *Journal of Theoretical and Philosophical Criminology*, vol. 1, n°1, pp.23-37.
- INS, 2013. Annuaire statistique du Cameroun. Recueil des séries d'informations statistiques sur les activités économiques, sociales, politiques et culturelles du pays jusqu'en 2013., pp.140–159.
- INS, 2008. Troisième enquête Camerounaise auprès des ménages (ECAM3) -Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2007., p.108 p.
- Janin, P., 2009. émeutes de la faim ” : une lecture (géo-politique) du changement (social). *Politique étrangère, Institut Français des Relations internationales*, pp.251–263.
- Kadang A Nyam, 1976. *l'Habitat à Yaoundé : un problème social peu maîtrisé*. ESIJY-Yaoundé.
- Kengne Fodouop, 2000 « présentation géographique de Yaoundé » in Eno Belinga S. et J-P. Vicat (s/d), Yaoundé. Une grande métropole africaine au seuil di Ile millénaire, Yaoundé, Les classiques Camerounais.
- Kund, R., 1889 « Expedition von Hauptmann Kund » (fondation de Yaoundé), M. D. S., pp. 62-65.
- Kuipou, M. J., 1990 « Un quartier périphérique de Yaoundé : Etoug Ebé », mémoire de DIPES II, ENS.
- Kok Pieter, O'Donovan Michael, O.B. et J.V.Z., 2003. *Post-Apartheid Patterns of internal migration in South Africa* HSRC Publi., Cape Town.
- Krieger, H., 2004. Migration trends in an enlarged Europe. European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions.
- Krueger, R.A. & Leader, E., 2002. *Designing and Conducting Focus Group Interviews*, Disponible en ligne sur : <https://www.eiu.edu/ihec/Krueger-FocusGroupInterviews.pdf> [consulté, le 13 septembre 2018].

- Kuoh, C.T., 1992. *Le Cameroun de l'après-Ahidjo (1982-1992). Tome 3 de mon témoignage* Karthala., Paris.
- Laburthe-Tolra, P., 1970. *Yaoundé d'après Zenker, 1895* Extrait de., Yaoundé.
- Laburthe-Tolra, P., 2009. *Les Seigneurs de la forêt, essai sur le passé historique, l'organisation sociale et les normes éthiques des anciens beti du Cameroun*, Harmattan, Paris.
- Lelong, R.M., 1955. Yaoundé, capitale du Cameroun. *AOF Magazine*, n° 3, pp.5–7.
- Lerch, M. & Piguet, E., 2005. *Théories, méthodes et résultats des projections de la migration en provenance des nouveaux pays membres de l'UE*,
- Leslie, B. & M.G., 2005. Key Concepts in Urban Studies, 2005. In C. Thousand Oaks, ed. London.
- Le Vine, V. T., 1971. *The Cameroon Federal Republic*, Cornell University Press, Ithaga.
- Le Vine, V. T., 1984. *Le Cameroun, du mandat à l'indépendance*, Présence Africaine, Paris.
- Lewis, A., 1954. Economic Development with Unlimited Supplies of Labour, *The Manchester School of Economic and Social Studies*, n° 22, pp.1-30.
- Locke, A.; Henley G., 2016. *Urbanisation, land and property rights*, Overseas Development Institute, London.
- Locoh, 1989. Le rôle des familles dans l'accueil des migrants vers les villes africaines. In P. A. et S. COULIBALY, ed. *L'insertion urbaine des migrants en Afrique. Actes du séminaire "Insertion des migrants en milieu urbain en Afrique" tenu à Lomé du 10 au 14 février 1987*. Paris. Disponible en ligne sur : [http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/pleins\\_textes\\_7/divers2/26846.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/divers2/26846.pdf) [consulté, le 18 juillet 2018].
- Marguera, t Y., 1974. *Atlas du Cameroun. Planche XVII. Les villes et leurs fonctions*, ORSTOM, Cameroun.
- Marguerat, Y., 1986. Migration en zig-zag. Cheminement indirect et retour à la terre au Cameroun selon le recensement de 1976., p.16. Disponible en ligne sur : [http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/pleins\\_textes\\_5/b\\_fdi\\_18-19/23525.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/b_fdi_18-19/23525.pdf) [consulté, le 2 mars 2018].
- Masadeh, M.A., 2012. *Focus Group: Reviews and Practices*, Disponible en ligne sur : [www.ijastnet.com](http://www.ijastnet.com) [consulté le 13 septembre 2018].
- Massey, D. S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A. & Taylor, J.E., 1993. Theories of

- internal migration. *Population and Development Review*, 19 (3), pp.431–46.
- Maupeu, H., 2005. Kikuyu capitalistes. Réflexions sur un cliché kenyan. *Outre-Terre*, 2 (n° 11), pp.493–506.
- Maurice Vincent, 1984. Urbanisation et développement au Cameroun, *Tiers-Monde*, tome 25, n° 98, pp. 427-436.
- Mbarga, G., 2014. *Le drapeau du Cameroun, le vexille étoilé* L'Harmatta., Paris.
- Mbembe, A., 1996. *La naissance du maquis dans le Sud Cameroun ; 1920-1960* Karthala., Paris.
- Mbembe, A., 2001. *On the postcolony* University., Berkeley.
- Mebenga Tamba, 1988. Les noms des quartiers de la ville de Yaoundé. Esquisse d'une analyse historico-sociologique, *Revue Science et Techniques, série Sciences Humaines*, vol. III, n° 1-22, jan.-juin, pp. 7-27.
- Médard, J.-F., 1968. Les communautés urbaines. Renforcement ou déclin de l'autonomie locale ? *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 84/4-5, p.751.
- Medou, C., 1973. *Yaoundé à l'époque coloniale. 1887-1960. Essai de monographie urbaine*. Université de Yaoundé I.
- Mey, G. ; Spirik H., 1974. *L'adaptation à la vie urbaine. Etude sur l'immigration dans les quartiers de Messa-Mokolode Yaoundé*, n° spécial 41, CLE, Yaoundé.
- Mey, G.. Spirik, H., 1975. *La famille africaine en milieu urbain* BASE., Mvolyé-Yaoundé.
- Mimché, H., 2011. L'Accès à la propriété à Yaoundé : une stratégie d'autochtonisation de “gens venus d'ailleurs.” *sixième Conférence Africaine sur la population, Ouagadougou – Burkina Faso*, 5 – 9 Décembre, pp.5–9.
- MINDUH, 2015. Urbanisation : les ambitions de nos villes- (urban dream in Cameroon). *Cameroon tribune*, Hors-série.
- Ministère de l'économie nationale, 1963. *Recensement de Yaoundé en 1962 : résultats principaux*
- Mohammadou, E., 1972. *Traditions d'origine des peuples du centre et l'Ouest du Cameroun* Société ca., Yaoundé.
- Mono Ndjana, H., 1989. *Pour comprendre le Libéralisme Communautaire de Paul Biya* CEPER., Yaoundé.
- Morgan, D. L., 1988. *Focus groups as qualitative research* SAGE Publi., London. Disponible en

ligne sur : <https://www.kth.se/social/upload/6566/Morgan.pdf> [consulté le 13 septembre 2018].

- Morgen, C. von, 1972. *A travers le Cameroun du Sud au Nord. Voyages et explorations dans l'arrière-pays de 1889 à 1891*. Université., traduction de Laburthe-Tolra, Archives d'Histoire et de sociologie.
- Moungam à Ribouem, 1977. *Nlonkak : quartier de Yaoundé. Etude de géographie urbaine*, mémoire de DES, Université de Yaoundé.
- Mougoue, B., 1982. *Croissance urbaine périphérique : le cas de la zone est de Yaoundé*. Université de Yaoundé.
- Mveng, E., 1963. *Histoire du Cameroun* Présence a., Paris.
- Ndock, G.N., 2013. "*Metropolisation de yaounde et developpement des villes satellites. cas de soa.*" Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Yaoundé I.
- Neuman, 2003. *Social science research methods. Qualitative and quantitative approaches* Allyn and., Boston.
- Nga-Ndongo, V., 1975. *Ethnosociologie du "bar" à Yaoundé*. université de yaoundé.
- Ngangue Mouala, C., 2016. Statut foncier et qualité des logements en milieu urbain camerounais : cas des villes de Yaoundé et Douala. *Mémoire de Master Professionnel en Démographie*, p.107.
- Ngayap, P. F., 1983. *Cameroun qui gouverne ? d'Ahmadou Ahidjo à Paul Biya*, l'Harmattan, Paris.
- Ngoh, J. V., 1996. *History of Cameroun since 1800* Presbook., Limbe.
- Ngoh, J. V., 2011. *Les dessous de la Réunification du Cameroun : de 1955 à 1961*, (traduit par Ateba Ngoa Moise) Pressprint., Limbe.
- Ngwe, E., 1982. *La croissance démographique accélérée de Yaoundé entre 1957 et 1976 et l'inadaptation des équipements sanitaires, scolaires et culturels*, thèse de doctorat 3<sup>ème</sup> cycle en Géographie, Université de Bordeaux III.
- Ngwe, E., 1983. Essai d'analyse démographique de l'immigration à Yaoundé, *Revue Science et Technique*, Sér. Sci. Hum., n° 1, Yaoundé, pp. 39-59.
- Nkainfon Pefura, S., 1996. *Le Cameroun. Du multipartisme au multipartisme* L'Harmatta., Paris.
- Nkengmo, E., 1986. *Musées et monuments historiques de la ville de Yaoundé : étude comparative et problème de conservation*, mémoire de maîtrise, Université de Yaoundé.
- Noiriel, G., 2006. *Introduction à la socio-histoire* La Découve., Paris.

- Nyamnjoh, F.B., 2016. Cameroon: a country united by Ethnic ambition and difference. *Oxford University Press, The Royal African Society*, 52(206), pp.355–378.
- Nyamnjoh, F. B., 2013. Politics of Back-Scratching in Cameroon and Beyond, in Petr Drulák and Šárka Moravcová, (eds), *Non-Western Reflection on Politics*, Frankfurt am Main: Peter Lang, pp.35-53.
- Nyamnjoh, F. B., 2010. Racism, Ethnicity and the Media in Africa: Reflections Inspired by Studies of Xenophobia in Cameroon and South Africa, *Africa Spectrum*, 45, 1, pp. 57-93.
- Nyamnjoh, F. B., 1999. Cameroon: A Country United by Ethnic Ambition and Difference, *African Affairs*, vol.98, n° 390, pp.101–118.
- Nzouankeu, J.M., 1967. Le rôle des villes dans la modernisation du Cameroun. In *Les agglomérations urbaines dans les pays du Tiers-monde. Leur rôle politique, social et économique. Compte rendu de la 34ème session d'étude de l'INCIDI*. Bruxelles, pp. 37–93.
- Olinga, M., 2011. *Aspects de la construction nationale après les indépendances camerounaises : le désir de sécession (1960-2009)*, Thèse de Doctorat en Histoire et Dynamique des Espaces Anglophones, du Réel au Virtuel, Université Paris-Sorbonne.
- Onambélé, X., 1969. *La distribution des biens de consommation et les problèmes urbains à Yaoundé (Cameroun)*. Paris.
- ORSTOM, 1969. *La population de Yaoundé : résultats définitifs du recensement de 1962*.
- ORSTOM, 1970. *Etude de Géographie urbaine au Cameroun* ORSTOM-Yao., Yaoundé.
- Ouandji Nana, E., 1972. *La problématique du logement : le cas de Yaoundé*, mémoire de licence en sciences économique, Yaoundé.
- Owona, A., 1996. La naissance du Cameroun, 1884-1914., 13, p.229.
- Payne, G. ; Payne J., 2004. *Key concepts in social research*, SAGE Publications, London.
- Petit, J. G., 1976. *Le problème de l'aménagement foncier. Les exemples de Yaoundé et Douala*, IPD, Douala.
- Philifert, P., 2007. Gouvernement de la ville et gestion urbaine à Lomé : paralysie ou impasse ?, in Philippe Gervais-Lambony et Gabriell Kwami Nyassogbo (eds), *Lomé, dynamique d'une ville africaine*, Karthala, Paris, pp. 43-64.
- Piguet, É., 2013. Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle. *Revue européenne des migrations internationales*, 29 (n° 3), pp.141–161.



- Pigeaud, F., 2011. *Au Cameroun de Paul Biya*, Karthala, Paris.
- Pinson, G., 2009. *Gouverner la ville par projet*, Presse de Sciences Po, Paris.
- PNUD, 2002. *République du Cameroun, Diagnostic de la délinquance urbaine à Yaoundé*, Print Book, Nairobi.
- Pondi, J.E., 2012. *(Re) découvrir Yaoundé ! Une fresque historique et diplomatique de la capitale camerounaise*, Yaoundé Afric'Evei., Yaoundé.
- Potts, D., 2009. The slowing of sub-Saharan Africa's urbanization: Evidence and implications for urban livelihoods. *Environment and Urbanization*, 21(2), pp.253–259.
- Poutignat, Ph.; Streiff-Fenart J., 1995. *Théories de l'ethnicité*, PUF, Paris.
- Priester, A., 1967. *Kamerun als Schutzgebiet* Aschaffenh.
- Prouzet, M., 1974. *Le Cameroun*, L.G.D.J., Paris.
- Pumain, D., 1997. Pour une théorie évolutive des villes, *Espace Géographie*, tome 26, n° 2, pp. 119-134.
- Quilichini, D., 1970. *Le sous-développement à Yaoundé (d'après une étude faite à Yaoundé fin 1968 -début 1969)*, mémoire de maîtrise de géographie, Université d'Aix-Marseille.
- Quivy Raymond, C.L.V., 2006. *Manuel de recherche en science sociales* Dunod, 3è., Paris.
- République du Cameroun, 1981. *Régime Foncier et Domanial* ; Imprimerie Nationale Yaoundé.
- Rossi, P. H., 1955. *Why families move* Free Press., Glencoe.
- Rothchild, D., 1972. « *Ethnic inequalities in Kenya* », dans *V. A. Olorunsola (sous la direction de), The Politics of Cultural Sub-Nationalism in Africa* Anchor Boo., New York.
- Rouban, L.; Jobert B. ; Muller P., 1988. L'État en action. Politiques publiques et corporatismes, *Revue française de science politique*, Vol. 38, n° 3, pp. 433 – 435.
- Seignobos, C., 1942. *La Méthode historique appliquée aux Sciences sociales* Félix ALCA., Paris.
- Service de la Statistique générale, 1957. *Résultats du recensement de la ville de Yaoundé (1957) : population autochtone*, p.151
- Service de la Statistique et de la Mécanographie, 1963. Recensement de la ville de Yaoundé en 1962. Résultats Principaux. *Ministère de l'économie nationale*, p.137.
- Socpa, A., 2010. 'New Kinds of Land Conflict in urban Cameroon: the case of the "Landless"



- Indigenous Peoples In Yaoundé.' *Africa: Journal of the International African Institute*, Vol. 80, N, pp.553–572.
- Socpa, A., 1998. Ethnicité et Etat postcolonial en Afrique, *Anthropologie et société*, n° 22, pp. 183-194.
- Souley Mane, 2012. Migration et commerce au Cameroun : le cas des Haoussa (XIXe-XXe siècles), *Syllabus Review*, vol.3, n ° 1, pp. 241 – 256.
- Sy Savane Thierno Hamidou et Sakho Moussa, 1984. Travailleurs salariés en Afrique question de méthode. *Cahier "Afrique noire"*, 7 (CNRS), pp.26–29.
- Tamo Tatiétsé, T.; & Bidja, A., 2002. Impact du parc automobile et du linéaire de voirie sur la mobilité urbaine à Yaoundé (Cameroun). *CODATU X*, pp.483–489.
- Tartakovsky, E. & Schwartz, S.H., 2001. Motivation for emigration, values, wellbeing, and identification among young Russian Jews. *International Journal of Psychology*, 36(2), pp.88–99. Disponible en ligne sur : <http://doi.wiley.com/10.1080/00207590042000100> [consulté, le 13 septembre 2018].
- Tate, P., 1956. Douala et Yaoundé, villes sœurs ou rivales, *Revue Tropiques*, n° 387, Août-septembre, pp 2-13.
- Taylor, M., 2002. Imagination as the Centrepiece of Human Cognition, *Social Development*.
- Tchawa, P., 2014. Amélioration de la gouvernance du secteur foncier au Cameroun : mise en oeuvre du cadre d'analyse de la gouvernance locale. *The World Bank*, p.110.
- Therborn, G., 2002. Monumental Europe: The National Years. On the Iconography of European Capital Cities. *Housing, Theory and Society*, pp.26–46.
- Thoenig, JC., 2014. *Dictionnaire des politiques publiques* 4e édition., Presses de Sciences Po.
- Tientcheu Njiako, A., 2003. *Droits fonciers urbains au Cameroun*, P. U. A., Yaoundé.
- Todaro, M., 1969. A model of labor migration and urban unemployment in less developed countries. *American Economic Review*, 59, p.138–148.
- Todaro, M.P., 1980. Internal Migration in Developing Countries: A Survey. *University of Chicago Press*, pp.361–402.
- Togolo, J.P., 2013. "Expérimentation agricole au Cameroun sous administration coloniale allemande : cas du centre d'essai de culture de Nomayos dans le District de Yaoundé 1887-

1916". Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I.

Toulou, L., 2008. L'exceptionnalisme camerounais peut-il être banal. *Mutations*, 6 mars.

Touna Mama, 2004. *De la planification urbaine à l'urbanisme des projets de lotissements au Cameroun : impacts sur les stratégies d'accès à la propriété et aux services urbains*, Yaoundé.

Weber, M., 1997. *Le savant et le politique*, traduit de l'Allemand par Julien Freund, révisé par E. Fleischmann et Eric de Dampierrem, Elsnerdruck, Berlin.

Weber, M., 1965. *Essais sur la théorie de la science* Plon., Paris.

Weber, M., 1959. Savant Et Le Politique. *Les classiques des sciences sociales* par Jean Marie Tremblay, p.152.

Youana, J., 2012. *Briqueterie : habitat et logement. Une étude de géographie urbaine*, mémoire de maîtrise, Université de Yaoundé I.

Zang-Atangana, J., 1989. *Les forces politiques au Cameroun réuni*, (Trois tomes), l'Harmattan, Paris.

Ze Nguele, R., 1972. Problèmes démographiques de la croissance urbaine à Yaoundé. *Croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar*, tome 2, pp.1089–1103.

Zonou, Y., 1995. Chômage urbain et migration dans les PVD : une approche théorique, *Revue d'Economie Politique*, n° 105, pp. 293-314.

Zonou, Y., 1996. Marché du Travail et économie urbaine : essai d'intégration, *Revue Economique*, n° 47, pp. 263-288.

## Annexes

### Annexe n° 1 : Population, superficie et densité dans les Communes Urbaines d'Arrondissement de Yaoundé en 2005

<b>Commune d'Arrondissement</b>	<b>Siège</b>	<b>Population (hbt)</b>	<b>Superficie (ha)</b>	<b>Densité (hbt/ha)</b>
Yaoundé 1 <sup>er</sup>	Nlongkak I	471000	5464	86,20
Yaoundé 2 <sup>e</sup>	Tsinga I	284000	2256	126,22
Yaoundé 3 <sup>e</sup>	Efoulam	744000	6834	108,86
Yaoundé 4 <sup>e</sup>	Kondengui	408000	5867	69,54
Yaoundé 5 <sup>e</sup>	Nkol Messeng	307000	2652	115,76
Yaoundé 6 <sup>e</sup>	Biyem Assi	155000	2235	69,35
Yaoundé 7 <sup>e</sup>	Nkolbisson	440000	3490	126,67

Source : (PDUY, 2020 et RGPH, 2005).

### Annexe n° 2 : la population migrante de Yaoundé selon la région d'origine (1962-1976)

<b>Lieu de naissance</b>	<b>Nord</b>	<b>Régions Anglophones (Sud-Ouest &amp; Nord-Ouest)</b>	<b>Sud (Dja-et-lobo, tem, Océan)</b>	<b>Autres</b>	<b>Total</b>
<b>Effectifs</b>	9 686	7006	16 238	160 012	<b>192 942</b>
<b>%</b>	5,02	3,63	8,41	82,93	<b>100</b>
<b>Pop urbaine</b>	3,08	2,23	5,17	51,00	<b>313 706</b>

Source : (Franqueville, 1984:21) ; 1<sup>er</sup> RGPH, vol2, tome5, Migrations internes, pp. 181-182

## Annexe n° 3 : population migrante de Yaoundé par département de naissance 1962-1976

Régions des départs des migrants		Destination Yaoundé	
Régions	Départements	Effectifs	Pourcentage %
CENTRE-SUD	Mfoundi	98 129	33, 7
	Mefou	20 652	7, 1
	Lékié	18 939	6,5
	Mbam	12 788	4,4
	Ntem	7 190	2,5
	Nyong-et-So	6 462	2,2
	Dja-et-Lobo	4 750	1, 6
	Océan	4 298	1,5
	Nyong-et-Mfoumou	4 194	1, 4
	Haute Sanaga	3 082	1, 1
OUEST	Mifi	17 633	6.1
	Ndé	9 343	3,2
	Menoua	6 588	2,3
	Haut Nkam	4 615	1,6
LITTO- RAL	Wouri	10 415	3, 6
	Sanaga-Maritime	9 116	3, 1
	Nyong-et-kelle	8 159	2, 8
	Moungo	6 621	2, 2
NORD-OUEST	Mezam	3 246	1, 1
Etrangers		9 293	3, 2
Autres		25 558	8,8
<b>TOTAL</b>		<b>291 071</b>	<b>100%</b>

Source : Bureau Central du Recensement (eds.), –*Recensement général de la population et de l'habitat d'avril 1976*, vol. II, tome 5 : Migrations internes, p. 81.

## Annexe n° 4 : la population migrante de Yaoundé selon la région d'origine (1962-1976)

Lieu de naissance	Nord	Régions Anglo-phones (Sud-Ouest & Nord-Ouest)	Sud* (Dja-et-lobo+, Ntem+ Océan)	Autres	Total
Effectifs	9 686	7006	16 238	160 012	192 942
%	5,02	3,63	8,41	82,93	100
Pop urbaine	3,08	2,23	5,17	51,00	313 706

\* le Sud n'existait pas en 1976 comme une province administrative. Toutefois, le contingent de migrants considérés ici comme originaire du Sud concerne les départements du Ntem, de l'Océan et du Dja-et-Lobo qui constitueront la province du Sud plus tard.

Source : (Franqueville, 1984:21) ; 1<sup>er</sup> RGPH, vol2, tome5, Migrations internes, pp. 181-182.

**Annexe n° 5 : Répartition de la population de Yaoundé selon les régions d'origines en 1976-1987**

Lieu de naissance	Nord	Sud-Ouest & Nord-Ouest	Sud	Autres	Total
Effectifs	18 026	23 071	28 614	263 255	332 966
%	5,41	6,92	8,59	79,06	100
Pop. urbaine	2,77	3,55	4,40	40,54	649 252

Source : (Demo, 87 : 131-132).

**Annexe n° 6 : répartition de la population migrante de Yaoundé selon le lieu de naissance 1987-2005**

Lieu de naissance	Nord	Sud-Ouest & Nord-Ouest	Sud	Autres	Total
Effectifs	74 684	92 556	81 027	717 448	<b>965 715</b>
%	7,73	9,58	8,39	74,29	100
Pop. urbaine	4,10	5,09	4,45	39,47	1 817 524

Source : 3è RGPH, vol. II-tome 9, pp. 252-254.

**Annexe n° 7 : solde migratoire vers Yaoundé en 1976**

Population totale de Yaoundé	Effectif entrant	Effectif sortant	Solde migratoire	aux entrées	aux sorties	aux migrations nettes
13 206	56 542	27 409	29 133	0%	4,9%	9,6%

Source : 1<sup>er</sup> RGPH 1976, vol. II, tome 5 : 26

**Annexe n° 8 : solde migratoire vers Yaoundé en 2005**

Population totale de Yaoundé	Population (Natifs)	Effectif entrant	Effectif sortant	Solde migratoire	Entrants+sortants	Taux sortie	Indice de rétention	Indice d'attraction	Indice d'efficacité
1 817 524	945 136	298 931	62 240	236 691	361 171	6,59	93,41	25,35	+0,655

Source : 3è RGPH, vol. II-tome 9, p. 81.

## Annexe n° 9 : Principaux thèmes abordés dans des *focus groups*

- qui sont venus habiter ce quartier ?
- Quand sont-ils venus ?
- D'où viennent-ils ?
- comment s'est déroulée leur installation ?
- des rapports autochtones – migrants ; migrants- pouvoirs publics ; autochtones-pouvoirs publics.
- la question foncière et insertion des migrants dans la communauté locale (quartiers).
- Des réalisations des pouvoirs publics dans ces quartiers avant et après votre installation.

## Annexe n° 10 : Guide d'entretien

### A. avec des migrants y compris des leaders locaux dans les communautés des migrants de la ville de Yaoundé

1. *Quel âge avez-vous ?*
2. *Quand êtes-vous venu à Yaoundé ?*
3. *D'où veniez-vous ?*
4. *À quel groupe ethnique appartenez-vous ?*
5. *Etes-vous venu seul, avec votre famille ou autre ?*
6. *Quelle est la raison principale qui vous a poussé à venir à Yaoundé ?*
7. *Connaissiez-vous quelqu'un du même groupe ethnique que vous qui occupait une fonction importante soit dans le gouvernement centrale, soit dans une des municipalités de la ville de Yaoundé au moment de votre arrivée à Yaoundé ?*
8. *Si oui laquelle ?*
9. *Pensez-vous que l'idéologie du régime X a motivé votre choix de Yaoundé comme destination ?*
10. *Pensez-vous que la présence de ce membre de votre groupe ethnique à une fonction de responsabilité importante a influencé votre choix de Yaoundé comme destination ? si oui comment ?*
11. *Pourquoi avez-vous choisi de vous installer dans ce quartier ?*
12. *Quels sont vos rapports avec les populations autochtones ?*
13. *Pouvez nous décrire le processus de votre installation dans ce quartier ?*

### B. Avec les populations autochtones

- 1.a *en tant qu'autochtone/chefs de blocs/leaders traditionnels de ce quartier, pensez-vous que ces données reflètent la réalité sur le terrain ?*
- 1.b *Si non, qui selon vous, sont venus majoritairement dans ce quartier à tel période donnée ?*
2. *Pourquoi, selon-vous, sont-ils venus à ce moment précis ?*
3. *Comment comprendre que la majorité des migrants de cette période soient originaires d'un seul et même groupe ethnique ?*
4. *Quels types de rapport entretenez-vous avec ce groupe ethnique migrant ?*
5. *Pensez-vous que le régime politique de ce temps a pu jouer un rôle dans leur processus d'installation ? si oui comment ?*
6. *Pensez-vous que la venue massive des migrants originaires de... telle région.... ou de tel groupe ethnique..... à ce moment-là soit en rapport avec telle politique publique ..... mise sur pied par le régime X ?*